

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3262

[C - 2009/27167]

**30 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant diverses mesures d'application relatives aux établissements d'hébergement touristique,
aux terrains de caravanage et à l'organisation du tourisme**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de caravanage;

Vu le décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme, l'article 15, § 3;

Vu le décret du 23 octobre 2008 portant diverses mesures relatives aux établissements d'hébergement touristique, aux attractions touristiques, à l'organisation du tourisme et aux itinéraires touristiques balisés, l'article 114;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au caravanage;

Vu l'arrêté du 16 février 1995 fixant les conditions et modalités d'octroi de primes en matière de caravanage

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2008 portant certaines dispositions d'exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 janvier 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 janvier 2009;

Vu l'avis du Conseil supérieur du Tourisme, donné le 6 février 2009;

Vu l'avis de la Commission Sécurité Incendie, donné en date du 17 mars 2009;

Vu l'avis 46.286/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 avril 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le point 7^o est remplacé par la disposition suivante :

« 7^o abri de camping : l'abri mobile ou l'abri fixe au sens de l'article 2, 15^o et 19^o du décret »;

2^o la disposition suivante est ajoutée in fine :

« 8^o partie inondable d'un terrain de camping touristique : l'ensemble des zones d'aléa d'inondation faible, moyen ou élevé telles que reprises à la cartographie de l'aléa d'inondation par débordement de cours d'eau de chaque sous-bassin hydrographique adoptée par le Gouvernement. ».

Art. 3. Dans l'intitulé du titre II du même arrêté, les mots « villages de vacances et terrains de camping touristique » sont remplacés par les mots « villages de vacances, terrains de camping touristique et résidences de tourisme ».

Art. 4. A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, 5^o, les mots « et les terrains de campings touristiques » sont remplacés par les mots « les terrains de camping touristique et les résidences de tourisme »;

2^o à l'alinéa 1^{er}, 6^o, les mots « et les terrains de campings touristiques » sont remplacés par les mots « les terrains de camping touristique et les résidences de tourisme ».

Art. 5. Le point 3^o de l'article 23 du même arrêté est supprimé.

Art. 5bis. Le point 1^o, a, de l'article 24 du même arrêté, est complété comme suit :

« ce chiffre est porté à vingt pour les emplacements raccordés à l'eau et à l'égout; ».

Art. 6. L'article 25 du même arrêté est abrogé.

Art. 7. A l'article 26 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le point 2^o est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o les abris mobiles, terrasses, auvents et avancée en toile compris, ont une superficie d'occupation au sol d'un tiers maximum de la superficie de l'emplacement, la superficie de l'abri mobile ne dépassant pas 40 m², la superficie minimale d'un emplacement pour caravane routière étant de minimum 80 m² et la superficie minimale d'un emplacement pour caravane résidentielle étant de 100 m²; »;

2^o le point 3^o est remplacé par la disposition suivante :

« 3 les abris fixes, terrasses, auvents et avancées en toile compris, ont une superficie d'occupation au sol d'un tiers maximum de la superficie de l'emplacement, la superficie de l'abri fixe ne dépassant pas 70 m²; »;

3^o le point 4^o est remplacé par la disposition suivante :

« 4^o une terrasse peut être ajoutée à l'abri mobile aux conditions cumulatives suivantes :

- être indépendante de l'abri mobile;

- être posée sur le sol ou sur un support d'une hauteur inférieure à 10 centimètres, sans ancrage;

- être maintenue en parfait état d'entretien;
- être dépourvue de tout aménagement et de toute construction quelconque;
- ne peut entraver la mobilité de l'abri mobile;
- un seul modèle de terrasse est autorisé par terrain de camping touristique. »;

4° l'avant-dernière phrase du point 5° est remplacée par la phrase suivante :

« Dans le seul but d'éviter l'enfoncement des roues, l'essieu de celles-ci peut être posé sur un socle non incorporé au sol. »;

5° au point 6°, alinéa 1^{er}, les termes « les terrasses, » sont supprimés;

6° la dernière phrase du point 10° est remplacée par la phrase suivante :

« Toutefois, dans la zone d'aléa moyen et élevé de la partie inondable d'un terrain de camping touristique, aucune clôture ne peut être installée ».

Art. 8. L'article 28 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28. § 1^{er}. La zone d'aléa élevé de la partie inondable d'un terrain de camping touristique ne peut accueillir aucun campeur résidentiel. Elle peut accueillir des campeurs de passage et, pendant la période allant du 15 mars au 15 novembre, des campeurs saisonniers.

Dans la zone d'aléa élevé de la partie inondable d'un terrain de camping touristique, est interdit toute construction, tout aménagement, toute caravane de type résidentiel ou toute installation fixe susceptible de constituer un obstacle à l'écoulement des eaux sauf si celui-ci dispose d'une autorisation urbanistique.

La zone d'aléa moyen et faible de la partie inondable d'un terrain de camping touristique peut accueillir des campeurs de passage, saisonniers ou résidentiels.

Dans les zones d'aléa moyen de la partie inondable d'un terrain de camping touristique, les dispositions complémentaires suivantes s'imposent :

- les auvents, avancées en toile et autres aménagements similaires ainsi que les meubles extérieurs sont retirés pour la période s'étalant du 15 novembre au 15 mars;

- est interdit toute construction, tout aménagement, toute caravane de type résidentiel ou toute installation susceptible de constituer un obstacle à l'écoulement des eaux et situé à moins de 25 mètres de la rive du cours d'eau sauf si celui-ci dispose d'une autorisation urbanistique.

§ 2. Toutefois le demandeur ou le titulaire de l'autorisation peut solliciter une ou plusieurs dérogations aux dispositions visées au précédent paragraphe. Cette demande de dérogation démontre que les effets dommageables en cas d'inondation sont sensiblement réduits et est motivée au moins par l'un des éléments suivants :

- la réalisation d'aménagements après l'établissement de la cartographie de l'aléa d'inondation et pour autant que ceux-ci aient fait, le cas échéant, l'objet d'une autorisation urbanistique;

- l'engagement à réaliser des aménagements ayant fait, le cas échéant, l'objet d'une autorisation urbanistique définitive;

- une erreur manifeste de la cartographie de l'aléa d'inondation.

La demande de dérogation visée au précédent alinéa peut être introduite à tout moment; elle est instruite et traitée conformément à la procédure de recours prévue par les articles 44, alinéa 3, et 45 à 49 du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique et par l'article 51 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique.

Dès qu'une telle demande de dérogation est introduite selon les modalités visées à l'alinéa 2, le Commissariat général au Tourisme adresse en outre une demande d'avis motivé à la Direction compétente du Service public de Wallonie selon le type de catégorie de cours d'eau concerné. L'avis est rendu par la Direction concernée dans un délai de quarante jours.

Dès la réception de cet avis, le Commissariat général au tourisme en adresse une copie au demandeur et au Président de la Commission de recours. ».

Art. 9. Dans le chapitre II du titre II du même arrêté, est insérée une section supplémentaire intitulée « Section 6. — Des résidences de tourisme ».

Art. 10. Dans la section 6 du chapitre II du titre II du même arrêté, il est inséré un article 35bis rédigé comme suit :

« Art. 35bis. Toute résidence de tourisme doit satisfaire aux conditions suivantes :

- rencontrer les conditions minimales fixées pour la catégorie 1 de la grille de classement des résidences de tourisme, reprise à l'annexe 15;

- l'ensemble de l'installation doit être dans un état de bon entretien général;

- le personnel doit être correctement vêtu;

- les annexes, s'il y en a, doivent satisfaire aux mêmes conditions que le bâtiment principal;

- être identifié par un nom spécifique placé en évidence. ».

Art. 11. L'article 36 du même arrêté est remplacé par la phrase suivante :

« Les normes auxquelles les établissements hôteliers, les hébergements touristiques de terroir, les meublés de vacances, les terrains de camping touristique, à l'exception des terrains de camping à la ferme, les villages de vacances et leurs unités de séjour, ainsi que les résidences de tourisme doivent répondre en vue de leur classement en catégories sont reprises aux annexes 1^{re} à 4 et à l'annexe 15 »

Art. 12. A l'article 56 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « Sans préjudice » sont remplacés par « Sous réserve »;

2° il est inséré un alinéa complémentaire rédigé comme suit :

« Sous réserve de l'application de l'alinéa premier, les normes de sécurité spécifiques contenues à l'annexe 12 sont applicables aux terrains de camping touristique.

Le titulaire de l'autorisation dispose d'un délai de douze mois, à dater de l'entrée en vigueur de la présente disposition, pour adresser au bourgmestre une demande d'attestation de contrôle simplifié.

Les campings touristiques qui se sont conformés à l'alinéa précédent peuvent poursuivre leur exploitation jusqu'à ce qu'il soit statué définitivement sur leur demande. ».

Art. 13. Dans le titre IV du même arrêté, l'intitulé « CHAPITRE VI. — Des recours » est remplacé par l'intitulé « CHAPITRE V. — Des recours ».

Art. 14. Dans le titre IV du même arrêté, l'intitulé « CHAPITRE VII. — De la commission sécurité – incendie » est remplacé par l'intitulé « CHAPITRE VI. — De la commission sécurité – incendie ».

Art. 15. Dans le titre IV du même arrêté, l'intitulé « CHAPITRE IV. — Délégation » est remplacé par l'intitulé « CHAPITRE VII. — Délégation ».

Art. 16. A l'article 74 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 2°, *e*, les mots « y compris les appareils de télévision et de radio » sont insérés après le mot « télédistribution »;

2° au point 3°, il est inséré un point *e*. rédigé comme suit : « *e*. les sèche-cheveux, les mini-bars, les machines à cirer les chaussures et les coffres-forts »;

3° au point 5°, *c*, les mots « et chemins d'accès privés » sont insérés après les mots « emplacements de parking et garages »;

4° un point 7° rédigé comme suit est ajouté in fine : « 7° l'acquisition et l'installation du matériel de production d'énergies renouvelables ».

Art. 17. A l'article 76 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 6° est complété par les mots suivants : « de cuisine »;

2° le point 13° est remplacé par ce qui suit : « 13° les aménagements et acquisitions nécessaires à la mise en conformité avec les normes de base et les normes spécifiques en matière de sécurité - incendie »;

3° le point 16° est remplacé par ce qui suit : « 16° la construction d'abris fixes identiques pour l'ensemble du terrain de camping touristique, le montant éligible de cette construction étant plafonné à 7.500 euros par abri fixe, avec un minimum de trois abris fixes »;

4° au point 23°, le mot « conciergerie attenante pouvant héberger une famille » est remplacé par les mots « conciergerie pouvant héberger une famille pour autant qu'elle soit située dans les limites du terrain de camping touristique ».

Art. 18. A l'alinéa 1^{er} de l'article 79 du même arrêté, les mots « ou 112 » sont remplacés par les mots « , 112, 116bis ou 116quinquies ».

Art. 19. Dans le même arrêté, avant le titre VI, est inséré le titre suivant : « TITRE Vbis. — Des endroits de camp ».

Art. 20. Dans le titre Vbis du même arrêté, il est inséré un chapitre premier intitulé comme suit « CHAPITRE I^{er}. — De la redevance forfaitaire ».

Art. 21. Dans le chapitre premier du titre Vbis du même arrêté, il est inséré un article 83/1 rédigé comme suit :

« Art. 83/1. Le montant de la redevance forfaitaire prévue à l'article 140/4 du décret s'élève à :

- 160 euros pour un endroit accueillant moins de 40 jeunes;

- 200 euros pour un endroit accueillant de 40 à moins 60 jeunes;

- 240 euros pour un endroit accueillant plus de 60 jeunes.

Ces montants sont adaptés chaque année pour tenir compte de la valeur de l'indice des prix à la consommation selon la formule :

$$\frac{\text{montant} \times \text{indice nouveau}}{\text{indice de départ}}$$

l'indice de départ étant celui du mois de l'entrée en vigueur du présent décret, et l'indice nouveau celui de la date anniversaire de cette entrée en vigueur.

En toute hypothèse, les montants adaptés sur la base de l'alinéa précédent sont arrondis à l'euro inférieur dans l'hypothèse où la décimale serait inférieure à 50 cents et à l'euro supérieur dans le cas où la décimale serait égale ou supérieure à 50 cents. ».

Art. 22. Dans le titre Vbis du même arrêté, il est inséré un chapitre II intitulé comme suit :

« CHAPITRE II. — De l'Organisme agréé ».

Art. 23. Dans le chapitre II du titre Vbis du même arrêté, il est inséré un article 83/2 rédigé comme suit :

« Art. 83/2. § 1^{er}. Le Ministre organise l'appel à candidature prévu à l'article 140/18 du décret.

Les candidatures devront être introduites endéans le mois de la date de parution au *Moniteur belge* à l'adresse mentionnée dans l'appel, et devront être accompagnées des documents démontrant le respect des conditions de recevabilité prévues à l'article 140/19 du décret, et s'engageant au respect des conditions décrites au même article ainsi qu'à l'article 140/21 du décret.

Dans un délai de vingt jours à dater de la clôture de l'appel, le Ministre désigne l'organisme agréé sur base des critères prévus à l'article 140/20 du décret.

§ 2. Dans la limite fixée par l'article 140/17, au plus tard 4 mois avant l'expiration de son agrément, l'organisme agréé peut introduire auprès du Ministre, par lettre certifiée, une demande de prorogation de son agrément; il joint à sa demande tous les documents et renseignements utiles attestant le maintien du respect des conditions fixées par l'article 140/19.

La prorogation est décidée par le Ministre dans les trois mois de la réception de la demande de prorogation considérée comme complète.

Toutefois, afin d'assurer une continuité de gestion, l'organisme dont l'agrément est venu à expiration peut poursuivre sa mission aussi longtemps que la décision relative à la demande de prorogation de l'agrément n'a pas été notifiée par le Ministre.

La prorogation de l'agrément est refusée si l'organisme agréé ne remplit plus les conditions fixées par l'article 140/19 du décret ou ne s'est pas conformé aux obligations fixées par les articles 140/16 et 140/21 du décret. ».

Art. 24. Dans le chapitre II du titre *Vbis* du même arrêté, il est inséré un article 83/3 rédigé comme suit :

« Art. 83/3. Le rapport annuel de mission visé à l'article 140/21, alinéa 2, du décret comprendra au minimum les informations suivantes :

- le nombre de demandes de labellisation introduites, de labels et classements accordés, ainsi que les capacités d'accueil;
- le nombre de révisions de classement et de participations à des auditions de recours;
- le nombre de jours de visites et de conseil réalisé, de kilomètres parcourus;
- les démarches, réunions, séminaires et actions diverses utiles au développement du réseau d'endroits de camp;
- les actions de promotion d'une part, et d'incitations à l'ouverture de nouveaux endroits de camps d'autre part;
- toute action et démarche utile à la mission de l'Organisme agréé. ».

Art. 25. Dans le titre *Vbis* du même arrêté, il est inséré un chapitre III intitulé comme suit :

« CHAPITRE III. — De la demande de label ».

Art. 26. Dans le chapitre III du titre *Vbis* du même arrêté, il est inséré un article 83/4 rédigé comme suit :

« Art. 83/4. La demande de label introduite par le propriétaire ou le gestionnaire d'un d'endroit de camp est introduite au moyen du formulaire élaboré par le Commissariat général au Tourisme; celui-ci comprend notamment un descriptif des principales caractéristiques de l'endroit de camp.

La demande est accompagnée des documents suivants :

- 1° en cas d'application de l'article 73 du décret, une copie de l'attestation de sécurité incendie;
- 2° en cas d'application de l'article 74 du décret, une copie de l'attestation de contrôle simplifié;
- 3° le cas échéant, une copie des permis administratifs requis, lesquels doivent avoir acquis un caractère définitif;
- 4° un extrait de casier judiciaire destiné à une administration publique et délivré depuis moins de trois mois au nom du demandeur et, le cas échéant, de la personne chargée de la gestion journalière de l'établissement d'hébergement touristique;
- 5° lorsque l'exploitation est assurée par une société commerciale ou une association, une copie de la publication au *Moniteur belge* des statuts à jour et coordonnés de la société ou de l'association. ».

Art. 27. Dans le chapitre III du titre *Vbis* du même arrêté, il est inséré un article 83/5 rédigé comme suit :

« Art. 83/5. L'attestation de délivrance du label est apposée à l'intérieur de l'endroit de camp concerné de façon visible et placée dans un cadre hermétique. Il identifie obligatoirement l'endroit de camp et sa capacité maximale d'hébergement. ».

Art. 28. Dans le titre *Vbis* du même arrêté, il est inséré un chapitre IV intitulé comme suit « CHAPITRE IV. — Des critères d'octroi et de maintien du label ».

Art. 29. Dans le chapitre IV du titre *Vbis* du même arrêté, il est inséré un article 83/6 rédigé comme suit :

« Art. 83/6. § 1^{er}. Tout endroit de camp doit satisfaire aux critères suivants :

- 1° il est conforme aux normes minimales d'équipement et de services de la catégorie 1, reprises à l'annexe 13;
- 2° il n'est pas situé dans le même bâtiment qu'un établissement d'hébergement touristique autorisé à utiliser l'une des dénominations visées à l'article 2, 3°, 7°, 8°, 11°, 18°, 21°, 24°*bis*, 24°*ter* ou 30° du décret;
- 3° il est effectivement disponible à une occupation en tant qu'endroit de camp pendant une durée minimum de six semaines en été;
- 4° l'extérieur et l'intérieur de l'endroit de camp sont de bon aspect, en parfait état de propreté et d'hygiène; avant toute location, il est entièrement nettoyé et aéré;
- 5° il satisfait à l'un des deux critères suivants :
 - soit il est situé en dehors d'un noyau habité, à une distance garantissant la quiétude des riverains;
 - soit le titulaire du label ou la personne chargée de la gestion journalière de l'endroit de camp, ou à défaut un responsable dûment mandaté, réside sur place en permanence ou à proximité immédiate; il veille à la bonne application du contrat de location et au strict respect de la quiétude des riverains.

§ 2. Pour toute occupation en tant qu'endroit de camp, le titulaire du label établit avec l'occupant un contrat qui respecte les conditions suivantes :

- il reprend au minimum les éléments figurant à l'annexe 14;
- le prix de location par personne et par nuitée est inférieur à 3 euros, charges non comprises.

§ 3. Le titulaire du label veille à ce que les occupants de l'endroit de camp respectent les riverains et leur quiétude normale. ».

Art. 30. Dans le titre *Vbis* du même arrêté, il est inséré un chapitre V intitulé comme suit « CHAPITRE V. — Du classement, de la révision et de l'écusson ».

Art. 31. Dans le chapitre V du titre *Vbis* du même arrêté, il est inséré un article 83/7 rédigé comme suit :

« Art. 83/7. Les normes auxquelles les endroits de camp doivent répondre en vue de leur classement en catégories sont reprises à l'annexe 13 ».

Art. 32. Dans le chapitre V du titre *Vbis* du même arrêté, il est inséré un article 83/8 rédigé comme suit :

« Art. 83/8. L'écusson mentionne le label autorisé « Endroit de camp ». Il doit être apposé visiblement sur le bâtiment labellisé et à proximité de l'entrée principale.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, lorsqu'un bâtiment abrite plusieurs endroits de camp bénéficiant du label, un seul et unique écusson est apposé à proximité de l'entrée principale. ».

Art. 33. Dans le chapitre V du titre *Vbis* du même arrêté, il est inséré un article 83/9 rédigé comme suit :

« Art. 83/9. Tout écusson est restitué au Commissariat général au Tourisme, à l'adresse de l'organisme agréé, en cas de renonciation volontaire à l'utilisation du label. Il est également restitué dans les trente jours de la réception de la notification de la décision de retrait du label ou, en cas de recours, de sa confirmation. »

Art. 34. Dans le chapitre V du titre *Vbis* du même arrêté, il est inséré un article 83/10 rédigé comme suit :

« Art. 83/10. Toute demande de révision est introduite au moyen du formulaire élaboré par le Commissariat général au tourisme. ».

Art. 35. Dans le titre *Vbis* du même arrêté, il est inséré un chapitre VI intitulé comme suit : « CHAPITRE VI. — Dispositions diverses ».

Art. 36. Dans le chapitre VI du titre *Vbis* du même arrêté, il est inséré un article 83/11 rédigé comme suit :

« Art. 83/11. Le Ministre est chargé :

- d'établir le modèle de l'écusson visé à l'article 140/26 du décret;
- de statuer sur les recours visés au chapitre VI du titre *Vbis* du décret. ».

Art. 37. Dans le chapitre VI du titre *Vbis* du même arrêté, il est inséré un article 83/12 rédigé comme suit :

« Art. 83/12. Toute demande de subvention est introduite en un exemplaire auprès du Commissariat général au Tourisme au moyen du formulaire élaboré par le Commissaire général au tourisme. ».

Art. 38. A l'annexe 1^{re} du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au point 02.12, la croix dans la colonne « 2 » est supprimée;
- 2° au point 02.14, les mots « sur demande » sont supprimés;
- 3° au point 02.15, les mots « Radio obligatoire et télévision sur demande » sont remplacés par le mot « Télévision »;
- 4° au point 03.15, ajouter une croix dans la colonne « 4 »;
- 5° au point 08.02, les mots « ou bureau » sont insérés après le mot « comptoir »;
- 6° au point 08.04, les mots « local séparé avec ensemble de sièges » sont remplacés par le mot « local séparé avec ensemble de sièges ou espace-salon »;
- 7° au point 09.03, les mots « avec alvéole insonore » sont supprimés.

Art. 39. Dans le même arrêté, l'annexe 2 est remplacée par l'annexe 1 jointe au présent arrêté.

Art. 40. A l'annexe 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le point 4 est remplacé par ce qui suit :
« 4. Rideau de plantations s'harmonisant au paysage, composé exclusivement d'essences locales et dissimulant le terrain à la vue (sauf existence d'un écran naturel) »;
- 2° au point 5, les mots « habitations voisines » sont remplacés par les mots « habitations voisines préexistantes » et des croix sont ajoutées dans les colonnes « 1 », « 2 » et « 3 »;
- 3° au point 6, les mots « point de vue » sont remplacés par les mots suivants « Point de vue / panorama »;
- 4° au point 21, les mots « bon entretien général » sont remplacés par les mots suivants « bon état général »;
- 5° au point 36, après les mots « 10 ampères » sont ajoutés les mots « (6 ampères pour les emplacements réservés au passage) »;
- 6° au point 42, remplacer les mots « et présence de 2 bornes équipées » par « et présence d'une borne et d'une plate-forme équipées ».

Art. 41. Dans la version néerlandaise de l'annexe 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° en dessous du titre « Classificatienormen voor toeristische kampeertreinen », remplacer les mots « notes minimales à obtenir par catégorie de classement » par sa traduction néerlandaise « minimale punten per indelingscategorie »;
- 2° les mots « 4 Naleving van een afscheidingsstrook van 20 m i.v.t. naburige woningen » sont remplacés par les mots suivants « 5. Naleving van een afscheidingsstrook van 20 m i.v.t. naburige woningen » et la numérotation des points qui suivent est adaptée en fonction.

Art. 42. A l'annexe 4 du même arrêté, ajouter un point 11*bis* rédigé comme suit :

« 11*bis*. Fenêtre ouvrante dans chaque chambre. En cas d'impossibilité technique d'ouvrir la fenêtre, imposée par le système de chauffage ou de climatisation, obligation d'un système d'aération – Ce critère est applicable aux seuls hébergements dont le permis d'urbanisme a été délivré après le 30 juin 2009 » et des croix sont ajoutées dans toutes les colonnes, de 1 à 4 feuilles de chêne. ».

Art. 43. A l'annexe 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° sous le titre « Généralités », insérer la disposition suivante : « Le présent texte s'applique lorsque plusieurs établissements d'hébergement touristique d'une capacité maximale de moins de 10 personnes, formant une partie de bâtiment au sens de l'article 2, 28^o *quater* du décret, sont établis au sein d'un même bâtiment dont la capacité maximale additionnée est de plus de 9 personnes et de moins de 15 personnes. »;

2° remplacer le point 1.4.2. par ce qui suit :

« 1.4.2. Cette terminologie est complétée par les définitions suivantes :

Porte Rf : porte résistante au feu au sens des dispositions de l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 7 juillet 1994.

Les portes Rf doivent être placées conformément aux conditions de placement sur base desquelles elles ont obtenu leur classement en matière de résistance au feu. La conformité à ces règles de placement est contrôlée par un organisme d'inspection accrédité de type A suivant le point 1.8 de la présente annexe. Sont exemptées de ce contrôle les portes placées par des installateurs certifiés suivant le point 1.8 de la présente annexe. Le domaine technique d'accréditation concerne les règles de placement des portes coupe-feu. Ces dispositions ne sont applicables qu'aux portes placées ou remplacées après le 1^{er} septembre 2009;

- Cuisine : tout local équipé d'appareillages de cuisson installés dont la somme des puissances nominales est supérieure à 10 Kw;

- Voie d'évacuation : tout élément d'un bâtiment utilisé pour l'évacuation de ses occupants et notamment les couloirs, paliers, escaliers, portes, dégagement, chemin,... »;

3° au point 1.7., apporter les modifications suivantes :

a) remplacer le titre « Certification des matériaux et installations » par « Certification des matériaux, installations et installateurs »;

b) supprimer la phrase « Généralités concernant la certification des équipements et des installations »;

c) remplacer les termes « série NBN-EN-45000 » par « série NBN-EN-45000 ou NBN EN ISO/IEC 17000 »;

d) remplacer les termes « la NBN-EN-45013 » par « la norme NBN EN ISO/IEC 17024 »;

4° au point 1.9., remplacer les mots « aux hôtes » par « aux touristes »;

5° au point 2.3., remplacer les termes « satisfait au projet de norme EN-1187.1 » par ce qui suit « doit répondre à la classification B Roof T1 selon la norme ENV 1187 »;

6° au point 3.1., remplacer les termes « des installations classées comme dangereuses, insalubres ou inconfortables en vertu de la réglementation régionale » par ce qui suit : « des installations et activités classées telles que reprises à l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées »;

7° au point 3.1., remplacer le terme « occupants » par « touristes »;

8° au 2^e alinéa du point 3.2.3., remplacer le terme « bâtiment » par « bâtiments »;

9° au 1^{er} alinéa du point 3.2.5., remplacer les termes « centre de service hôtelier » par « centre de services communs »;

10° au point 4.3., remplacer les termes « règles définies sous 4.2. et 4.3. » par « règles définies sous 4.1. et 4.2. »;

11° au point 6.1.7., remplacer les termes « porte le label CEBEC ou CE » par « répond aux exigences du marquage CE »;

12° les points 6.2 et 6.3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 6.2. Gaz naturel.

6.2.1. Appareils.

6.2.1.1. Les appareils à gaz (chauffage, production d'eau sanitaire, cuisine) doivent satisfaire aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. Ils doivent être munis d'une marque de conformité BENOR ou AGB s'ils sont construits avant le 1^{er} janvier 1996 et du marquage CE s'ils sont construits après le 31 décembre 1995.

6.2.1.2. Tous les appareils raccordés à une installation de gaz sont équipés d'un thermocouple de sécurité.

6.2.2. Installation.

L'installation est conforme à la norme NBN D51-003 relative aux « Installations alimentées en gaz combustibles plus léger que l'air, distribué par canalisation de gaz » et à la norme NBN D51-004 relative aux « Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations : installations particulières ».

6.3. Gaz de pétrole liquéfié.

6.3.1. Appareils.

6.3.1.1. Les appareils à gaz (chauffage, production d'eau sanitaire, cuisine) doivent satisfaire aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. Ils doivent être munis d'une marque de conformité BENOR ou AGB s'ils sont construits avant le 1^{er} janvier 1996 et le marquage CE s'ils sont construits après le 31 décembre 1995.

6.3.1.2. Tous les appareils raccordés à une installation de gaz sont équipés d'un thermocouple de sécurité.

6.3.2. Installation.

Les installations doivent être conformes aux dispositions des normes NBN D51-006 relatives aux « Installations intérieures alimentées en butane ou propane commercial en phase gazeuse à une pression maximale de service de 5 bar et placement des appareils d'utilisation – Dispositions Générales, Partie 1 : Terminologie, Partie 2 : Installations intérieures, Partie 3 : Placement des appareils d'utilisation ».

6.3.3. Mesures de sécurité concernant les récipients mobiles.

6.3.3.1. Les récipients mobiles ne peuvent être placés à l'intérieur des bâtiments, à l'exception de ceux dont la quantité de combustible ne dépasse pas trois kilos. À l'extérieur des bâtiments, ils sont placés à 1,50 m au moins des fenêtres et à 2,50 m au moins des portes.

6.3.3.2. Les récipients mobiles sont toujours placés debout, à un niveau qui ne peut être en contrebas, par rapport au sol environnant et à 2,50 m au moins de toute ouverture de cave ou d'une descente vers un lieu souterrain. Leur stabilité doit être assurée.

6.3.3.3. Il est interdit de laisser séjourner des matières facilement combustibles, y compris des herbes sèches et des broussailles, à moins de 2,50 m des récipients mobiles.

6.3.3.4. Les récipients mobiles ainsi que leur appareillage sont protégés des intempéries. Tout abri ou local dans lequel ils sont éventuellement installés :

- ne peut être construit qu'à l'aide des matériaux non combustibles;

- est convenablement aéré par le haut et par le bas. »;

13° au chapitre IX, ajouter in fine les termes qui suivent : « Dans ce cas, cette installation est conforme aux NBN –EN 50172 – Système d'éclairage de sécurité -, CEI-EN-60 598-2-22 - blocs autonomes d'éclairage de sécurité - et NBN EN 1838 - Eclairage de secours - . »;

14° au chapitre X, remplacer les termes « le service 100 » par « les services d'urgence 100 ou 112 visés à l'arrêté royal du 9 octobre 2002 fixant les services d'urgence conformément à l'article 125 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques »;

15° au chapitre XI, remplacer les termes « en vigueur d'une demi-unité d'extinction » par « de la série NBN-EN-3 »;

16° au point 12.1.2, remplacer les termes « à l'article » par « au point »;

17° au point 12.2.1, remplacer les termes « le Ministère des Affaires économiques » par « le Service public fédéral Economie »;

18° au point 12.2.2, remplacer les termes « l'arrêté royal du 6 janvier 1978 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique résultant du chauffage des bâtiments au moyen de combustible solides et liquides » par « l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage d'espaces de vie ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique »;

19° le point 12.2.3 est remplacé par la disposition suivante :

« 12.2.3. Préalablement à la mise en service et après des modifications importantes, l'installation ou partie d'installation neuve fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité et de conformité par un organisme accrédité pour les normes NBN D51 003, D51 004 et/ou D51 006.

Ce contrôle d'étanchéité et de conformité est réalisé ensuite tous les cinq ans par un organisme accrédité pour les normes NBN D51 003, D51 004 et/ou D51 006.

Le contrôle réalisé par l'organisme accrédité pour les normes NBN D51 003, D51 004 et/ou D51 006 a notamment pour objet :

- le contrôle de conformité suivant les normes d'application citées ci-avant;
- la vérification que le nettoyage des brûleurs et le réglage de leur bon fonctionnement a bien été réalisé;
- la vérification du bon fonctionnement des dispositifs de protection et de régulation;
- la vérification de l'étanchéité de l'installation par un essai de mise sous pression suivant la norme applicable à l'installation;
- la vérification que le nettoyage des conduits d'évacuation des gaz de combustion a bien été réalisé;
- un examen du déclenchement des thermocouples. »;

20° au point 12.2.4, les mots « installateur qualifié » sont remplacés par les mots « installateur agréé suivant l'arrêté du Gouvernement wallon. du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage d'espaces de vie ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique »;

21° le point 12.2.5 est remplacé par la disposition suivante :

« L'exploitant s'assure que le matériel de lutte contre l'incendie est contrôlé, une fois l'an, conformément à la NBN S21-050 par une personne compétente d'une société qualifiée pour la maintenance d'extincteurs portatifs. ».

Art. 44. A l'annexe 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1, les termes « décret du 1 mars 1999 » sont remplacés par les termes « décret du 11 mars 1999 »;

2° au point 1.1, les termes « visés à l'article précédent » sont supprimés;

3° le point 1.4 est remplacé par ce qui suit :

« 1.4. Terminologie.

1.4.1. La terminologie adoptée est celle figurant à l'annexe I de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

1.4.2. Cette terminologie est complétée par les définitions suivantes :

- Porte Rf : porte résistante au feu au sens des dispositions de l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 7 juillet 1994.

Les portes Rf doivent être placées conformément aux conditions de placement sur base desquelles elles ont obtenu leur classement en matière de résistance au feu. La conformité à ces règles de placement est contrôlée par un organisme d'inspection accrédité de type A suivant le point 1.8 de la présente annexe. Sont exemptées de ce contrôle les portes placées par des installateurs certifiés suivant le point 1.8 de la présente annexe. Le domaine technique d'accréditation concerne les règles de placement des portes coupe-feu. Ces dispositions ne sont applicables qu'aux portes placées ou remplacées après la date de parution au *Moniteur belge* de la présente réglementation;

- Cuisine : tout local équipé d'appareillages de cuisson installés dont la somme des puissances nominales est supérieure à 10 Kw;

- Voie d'évacuation : tout élément d'un bâtiment utilisé pour l'évacuation de ses occupants et notamment les couloirs, paliers, escaliers, portes, dégagement, chemin,... ».

4° au point 1.7., apporter les modifications suivantes :

- remplacer le titre « Certification des matériaux et installations » par « Certification des matériaux, installations et installateurs »;

- supprimer la phrase « Généralités concernant la certification des équipements et des installations »;

- remplacer les termes « série NBN-EN-45000 » par « série NBN-EN-45000 ou NBN EN ISO/IEC 17000 »;

- remplacer les termes « la NBN-EN-45013 » par « la norme NBN EN ISO/IEC 17024 »;

5° au point 1.8., remplacer les mots « l'Union européenne » par « la Communauté européenne ou en Turquie, ou légalement fabriqués dans un Etat signataire de l'Association européenne de libre-échange, partie contractante de l'accord sur l'Espace économique européen, »;

6° au point 1.9, remplacer les termes « aux normes publiées par l'Institut belge de Normalisation » par « aux normes visées au point 1.8. » et remplacer la dernière phrase par ce qui suit : « Les signaux ou messages d'alarme sont perceptibles par toutes les personnes se trouvant dans les locaux à évacuer. Ces signaux ou messages ne peuvent prêter à aucune confusion avec d'autres et notamment avec les signaux ou messages d'alerte. Dans tous les cas, ils doivent pouvoir assurer le réveil des personnes hébergées et fonctionner, en cas de panne de courant, pendant une demi-heure. »;

7° au point 3.1., remplacer les termes « des installations classées comme dangereuses, insalubres ou inconfortables en vertu de la réglementation régionale » par ce qui suit : « des installations et activités classées telles que reprises à l'annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées » et remplacer le terme « occupants » par « touristes »;

8° au point 3.2., supprimer les termes « appartenant à un même exploitant »;

9° les points 6.3 et 6.4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 6.3. Gaz naturel.

6.3.1. Appareils.

6.3.1.1. Les appareils à gaz (chauffage, production d'eau sanitaire, cuisine) doivent satisfaire aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. Ils doivent être munis d'une marque de conformité BENOR ou AGB s'ils sont construits avant le 1^{er} janvier 1996 et le marquage CE s'ils sont construits après le 31 décembre 1995.

6.3.1.2. Tous les appareils raccordés à une installation de gaz sont équipés d'un thermocouple de sécurité.

6.3.2. Installation.

L'installation est conforme à la norme NBN D51-003 relative aux « Installations alimentées en gaz combustibles plus léger que l'air, distribué par canalisation de gaz » et à la norme NBN D51-004 relative aux « Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations : installations particulières ».

6.4. Gaz de pétrole liquéfié.

6.4.1. Appareils.

6.4.1.1. Les appareils à gaz (chauffage, production d'eau sanitaire, cuisine) doivent satisfaire aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. Ils doivent être munis d'une marque de conformité BENOR ou AGB s'ils sont construits avant le 1^{er} janvier 1996 et le marquage CE s'ils sont construits après le 31 décembre 1995.

6.4.1.2. Tous les appareils raccordés à une installation de gaz sont équipés d'un thermocouple de sécurité.

6.4.2. Installation.

Les installations doivent être conformes aux dispositions des normes NBN D51-006 relatives aux « Installations intérieures alimentées en butane ou propane commercial en phase gazeuse à une pression maximale de service de 5 bar et placement des appareils d'utilisation – Dispositions Générales, Partie 1 : Terminologie, Partie 2 : Installations intérieures, Partie 3 : Placement des appareils d'utilisation ».

6.4.3. Mesures de sécurité concernant les récipients mobiles.

6.4.3.1. Les récipients mobiles ne peuvent être placés à l'intérieur des bâtiments, à l'exception de ceux dont la quantité de combustible ne dépasse pas trois kilos. À l'extérieur des bâtiments, ils sont placés à 1,50 m au moins des fenêtres et à 2,50 m au moins des portes.

6.4.3.2. Les récipients mobiles sont toujours placés debout, à un niveau qui ne peut être en contrebas, par rapport au sol environnant et à 2,50 m au moins de toute ouverture de cave ou d'une descente vers un lieu souterrain. Leur stabilité doit être assurée.

6.4.3.3. Il est interdit de laisser séjourner des matières facilement combustibles, y compris des herbes sèches et des broussailles, à moins de 2,50 m des récipients mobiles.

6.4.3.4. Les récipients mobiles ainsi que leur appareillage sont protégés des intempéries. Tout abri ou local dans lequel ils sont éventuellement installés :

- ne peut être construit qu'à l'aide des matériaux non combustible;

- est convenablement aéré par le haut et par le bas. »;

10° au point 6.5, remplacer les termes « l'arrêté royal du 6 janvier 1978 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique résultant du chauffage des bâtiments au moyen de combustibles solides et liquides » par ce qui suit « l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage d'espaces de vie ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique »;

11° au point 6.6, remplacer les termes « l'arrêté royal du 6 janvier 1978 précité » par ce qui suit « l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage d'espaces de vie ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique »;

12° au chapitre X, remplacer les termes « le service 100 » par « les services d'urgence 100 ou 112 visés à l'arrêté royal du 9 octobre 2002 fixant les services d'urgence conformément à l'article 125 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques »;

13° au chapitre XII :

- remplacer le terme « occupants » par « touristes »;

- supprimer la deuxième phrase;

- insérer in fine ce qui suit : « Les signaux ou messages d'alarme sont perceptibles dans tous les cas par toutes les personnes se trouvant dans les locaux à évacuer. Ces signaux ou messages ne peuvent prêter à aucune confusion avec d'autres et notamment avec les signaux ou messages d'alerte. Ils doivent pouvoir assurer le réveil des personnes hébergées et fonctionner, en cas de panne de courant, pendant une demi-heure. »;

14° au chapitre XIII, remplacer les termes « en vigueur d'une demi-unité d'extinction » par « de la série NBN-EN-3 »;

15° au point 14.1.2, remplacer les termes « à l'article » par « au point »;

16° au point 14.2.1, remplacer les termes « le Ministère des Affaires économiques » par « le Service public fédéral Economie »;

17° au point 14.2.2., les modifications suivantes sont apportées :

- les termes « l'arrêté royal du 6 janvier 1978 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique résultant du chauffage des bâtiments au moyen de combustibles solides et liquides » sont remplacés par ce qui suit « l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage d'espaces de vie ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique »;

- les termes « examinées annuellement par un technicien compétent agréé » sont remplacés par ce qui suit « entretenues par un technicien agréé selon la périodicité prévue dans l'arrêté du Gouvernement wallon. précité ».

18° le point 14.2.3. est remplacé par la disposition suivante :

« 14.2.3. Préalablement à la mise en service et après des modifications importantes, l'installation ou partie d'installation neuve fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité et de conformité par un organisme accrédité pour les normes NBN D51 003, D51 004 et/ou D51 006 si l'installateur n'est pas habilité.

Ce contrôle d'étanchéité et de conformité est réalisé ensuite tous les cinq ans par un organisme accrédité pour les normes NBN 51 003, D51 004 et/ou D51 006.

Le contrôle réalisé par l'organisme accrédité pour les normes NBN D51 003, D51 004 et/ou D51 006 a notamment pour objet :

- le contrôle de conformité suivant les normes d'application citées ci-avant;
- la vérification que le nettoyage des brûleurs et le réglage de leur bon fonctionnement a bien été réalisé;
- la vérification du bon fonctionnement des dispositifs de protection et de régulation;
- la vérification de l'étanchéité de l'installation par un essai de mise sous pression suivant la norme applicable à l'installation.
- la vérification que le nettoyage des conduits d'évacuation des gaz de combustion a bien été réalisé;
- un examen du déclenchement des thermocouples. »;

19° au point 14.2.4, les mots « installateur qualifié » sont remplacés par les mots « installateur agréé suivant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage d'espaces de vie ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique »;

20° au point 14.2.5, la phrase est remplacée par la disposition suivante :

« L'exploitant s'assure que le matériel de lutte contre l'incendie est contrôlé, une fois l'an, conformément à la NBN S21-050 par une personne compétente d'une société qualifiée pour la maintenance d'extincteurs portatifs. »;

21° à l'alinéa 5 du point 15.4, remplacer les termes « les équipes de secours » par « le personnel formé à la première intervention et le service régional d'incendie ».

Art. 45. A l'annexe 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1.4.2., dans la définition d'appartement, supprimer les termes « au moins »;

2° au 2ème alinéa du point 2.3., supprimer le terme « (modifié) »;

3° aux points 2.4, 2.6 et 2.7, supprimer les termes « (modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 1997) »;

4° au 2° alinéa du point 2.8.1, remplacer les termes « de l'arrêté royal » par ce qui suit « de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire »;

5° au point 2.11.1., remplacer les termes « conforme à des normes belges » par « répond aux exigences du marquage CE »;

6° les points 2.12 et 2.13 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 2.12. Installations au gaz de pétrole liquéfiés.

2.12.1. Généralités.

Les installations doivent être conformes aux dispositions des normes NBN D51-006 relatives aux « Installations intérieures alimentées en butane ou propane commercial en phase gazeuse à une pression maximale de service de 5 bar et placement des appareils d'utilisation – Dispositions générales » « Partie 1 : Terminologie, Partie 2 : Installations Intérieures, Partie 3 : Placement des appareils d'utilisation ».

2.12.2. Installations utilisant du gaz en réservoirs fixes.

Les dépôts de stockage avec réservoirs fixes doivent répondre et être contrôlés conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2005 déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de gaz de pétrole liquéfié en vac.

2.12.3. Installations utilisant du gaz en récipients mobiles.

2.12.3.1. Mesures de sécurité concernant les récipients mobiles.

2.12.3.1.1. Les récipients mobiles ne peuvent être placés à l'intérieur des bâtiments, à l'exception de ceux dont la quantité de combustible ne dépasse pas trois kilos. A l'extérieur des bâtiments, ils sont placés à 1,50 m au moins des fenêtres et à 2,50 m au moins des portes.

2.12.3.1.2. Les récipients mobiles sont toujours placés debout, à un niveau qui ne peut être en contrebas, par rapport au sol environnant et à 2,50 m au moins de toute ouverture de cave ou d'une descente vers un lieu souterrain. Leur stabilité doit être assurée.

2.12.3.1.3. Il est interdit de laisser séjourner des matières facilement combustibles, y compris des herbes sèches et des broussailles, à moins de 2,50 m des récipients mobiles.

2.12.3.1.4. Les récipients mobiles ainsi que leur appareillage sont protégés des intempéries. Tout abri ou local dans lequel ils sont éventuellement installés :

- ne peut être construit qu'à l'aide des matériaux non combustible;

- est convenablement aéré par le haut et par le bas.

2.12.4. Appareils.

2.12.4.1. Les appareils à gaz (chauffage, production d'eau sanitaire, cuisine) doivent satisfaire aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. Ils doivent être munis d'une marque de conformité BENOR ou AGB s'ils sont construits avant le 1^{er} janvier 1996 et du marquage CE s'ils sont construits après le 31 décembre 1995.

2.12.4.2. Tous les appareils raccordés à une installation de gaz sont équipés d'un thermocouple de sécurité.

2.12.4.3. Lorsque plusieurs appareils d'utilisation sont groupés dans un même local, un robinet de sectionnement est posé sur la tuyauterie alimentant l'ensemble de ces appareils. Ce robinet, aisément accessible, se trouve à moins de 15 m du premier appareil desservi.

Toutes mesures voulues sont prises afin que ce robinet ne puisse être utilisé qu'en cas de nécessité.

2.12.5. Raccordement au réseau de distribution.

Un obturateur est placé à l'extérieur des bâtiments et en dehors de leurs accès sur chaque conduite de raccordement de l'établissement d'hébergement touristique au réseau de distribution. L'emplacement de cet (ces) obturateur(s) est aisément repérable.

2.13. Installations alimentées au gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations.

2.13.1. Généralités.

L'installation est conforme à la norme NBN D51-003 relative aux « Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisation de gaz » et à la norme NBN D51-004 relative aux « Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations : installations particulières ».

2.13.2. Raccordement au réseau de distribution.

Un obturateur est placé à l'extérieur des bâtiments et en dehors de leurs accès sur chaque conduite de raccordement de l'établissement d'hébergement touristique au réseau de distribution. L'emplacement de cet (ces) obturateur(s) est aisément repérable.

2.13.3. Appareils d'utilisation.

2.13.3.1. Les appareils à gaz (chauffage, production d'eau sanitaire, cuisine) doivent satisfaire aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. Ils doivent être munis d'une marque de conformité BENOR ou AGB s'ils sont construits avant le 1^{er} janvier 1996 et le marquage CE s'ils sont construits après le 31 décembre 1995.

2.13.3.2. Tous les appareils raccordés à une installation de gaz sont équipés d'un thermocouple de sécurité.

2.13.3.3. Lorsque plusieurs appareils d'utilisation sont groupés dans un même local, un robinet de sectionnement est posé sur la tuyauterie alimentant l'ensemble de ces appareils. Ce robinet, aisément accessible, se trouve à moins de 15 m du premier appareil desservi.

Toutes mesures voulues sont prises afin que ce robinet ne puisse être utilisé qu'en cas de nécessité. »;

7° au point 2.15.4.1, ajouter après les termes « personnes hébergées » les termes qui suivent : « et fonctionner, en cas de panne de courant, pendant une demi-heure. »;

8° entre les points 2.15.4.2 et 2.15.6, remplacer les termes « 2.156.5. Extincteurs » par « 2.15.5. Extincteurs »;

9° au point 2.15.5, remplacer la 1^{ère} phrase par ce qui suit : « Les extincteurs sont conformes aux normes de la série NBN EN 3 »;

10° au point 2.15.6, remplacer les termes « Dans les ensembles cuisine – restaurant » par ce qui suit : « Lorsque la cuisine et le restaurant font partie du même compartiment »;

11° au point 2.15.6, remplacer le mot « cet article » par « ce point ».

Art. 46. A l'annexe 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2^{ème} alinéa du point 1.3.1, remplacer les termes « à l'article 4.2. » par « au point 4.2. »;

2° entre les points 1.3.2 et 1.4.1, remplacer les termes « 11.4. Terminologie » par « 1.4. Terminologie »;

3° au point 1.3.2, les mots « Conformément au tableau repris ci-dessus, à » sont remplacés par « A » :

4° le point 1.4.2 est remplacé par ce qui suit :

« 1.4.2. Cette terminologie est complétée par les définitions suivantes :

- Porte Rf : porte résistante au feu au sens des dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994.

Les portes Rf doivent être placées conformément aux conditions de placement sur base desquelles elles ont obtenu leur classement en matière de résistance au feu. La conformité à ces règles de placement est contrôlée par un organisme d'inspection accrédité de type A suivant le point 1.8 de la présente annexe. Sont exemptées de ce contrôle les portes placées par des installateurs certifiés suivant le point 1.8 de la présente annexe. Le domaine technique d'accréditation concerne les règles de placement des portes coupe-feu. Ces dispositions ne sont applicables qu'aux portes placées ou remplacées après la date de parution au *Moniteur belge* de la présente réglementation;

- Cuisine : tout local équipé d'appareillages de cuisson installés dont la somme des puissances nominales est supérieure à 10 Kw;

- Voie d'évacuation : tout élément d'un bâtiment utilisé pour l'évacuation de ses occupants et notamment les couloirs, paliers, escaliers, portes, dégagement, chemin,... ».

5° le point 1.5.1 est remplacé par ce qui suit :

« 1.5 Classification des bâtiments.

Les bâtiments sont classés en trois catégories :

1.5.1. Cat 1 - Les bâtiments bas

1.5.1.1. Bâtiments construits avant le 31 décembre 1997.

Les bâtiments bas sont des bâtiments comportant 1, 2 ou 3 niveaux habités au dessus du sol dont, respectivement 1 ou 2 niveau(x) au dessus du niveau normal d'évacuation.

1.5.1.2. Bâtiments construits après le 31 décembre 1997.

Ces bâtiments sont définis comme stipulé au point 1.4.1. de la présente annexe.

1.5.2. Cat 2 - Les bâtiments moyens

1.5.2.1. Bâtiments construits avant le 26 mai 1995.

Les bâtiments moyens sont des bâtiments comportant trois niveaux ou plus habités au dessus du niveau normal d'évacuation et ne rentrant pas dans la catégorie 3.

1.5.2.2. Bâtiments construits après le 26 mai 1995.

Ces bâtiments sont définis comme stipulé au point 1.4.1. de la présente annexe.

1.5.3. Cat 3 - Les Bâtiments élevés.

1.5.3.1. Bâtiments construits avant le 26 mai 1995.

Les bâtiments élevés sont des bâtiments dont la hauteur est supérieure à 25 m.

La hauteur d'un bâtiment est définie au point 1.4.1. de la présente annexe.

Cette définition est donnée sans préjudice de l'arrêté royal du 4/4/1972 fixant les conditions générales reprises dans la norme NBN 713-010 relative à la protection contre l'incendie dans les bâtiments élevés.

1.5.3.2. Bâtiments construits après le 26 mai 1995.

Ces bâtiments sont définis comme stipulé au point 1.4.1. de la présente annexe. »;

6° au point 1.5.2., remplacer les termes « à l'article 1.3.1. » par « au point 1.3.1. »;

7° au point 1.8., apporter les modifications suivantes :

a) remplacer le titre « Certification des matériaux et installations » par « Certification des matériaux, installations et installateurs »;

b) supprimer la phrase « Généralités concernant la certification des équipements et des installations »;

c) remplacer les termes « série NBN-EN-45000 » par « série NBN-EN-45000 ou NBN EN ISO/IEC 17000 »;

d) remplacer les termes « la NBN-EN-45013 » par « la norme NBN EN ISO/IEC 17024 »;

8° au point 1.9., remplacer les mots « l'Union européenne » par « la Communauté européenne ou en Turquie, ou légalement fabriqués dans un Etat signataire de l'Association européenne de libre-échange, partie contractante de l'accord sur l'Espace économique européen, »;

9° au 1^{er} alinéa du point 1.10, apporter les modifications suivantes :

a) remplacer les termes « à l'article 1.3.1. » par « au point 1.3.1. »;

b) remplacer les termes « plusieurs articles » par « plusieurs points »;

c) après les termes « détecteur ponctuel », ajouter « dont la conception répond au point 8.4.4. »;

10° au point 2.1, remplacer les termes « à l'article 1.3.1. » par « au point 1.3.1. »;

11° au point 3.1.1, remplacer les termes « à l'article 1.3.1. » par « au point 1.3.1. »;

12° au 3^e alinéa du même point 3.1.1, remplacer les termes « de l'article 3.1.1. » par « du point 3.1.1. » et remplacer les termes « à l'article 8.4.4. » par « au point 8.4.4. »;

13° au point 3.2., remplacer le mot « chemins » par « voies », les termes « à l'article 1.3.1. » par « au point 1.3.1. » et les termes « à l'article 8.4.4. » par « au point 8.4.4. »;

14° au point 4.4.2., remplacer les termes « à l'article 1.3.1. » par « au point 1.3.1. »;

15° remplacer le point 4.4.3. par la disposition suivante :

« Pour les bâtiments définis au point 1.3.1., le degré de Rf demandé pour les parois verticales intérieures délimitant les appartements et les chambres sont, en dérogation aux dispositions du point 4.4.1., au moins Rf $\frac{1}{2}$ / $\frac{1}{4}$ h ou sont construites en maçonnerie ou béton.

Pour ces mêmes bâtiments, aucun degré de Rf n'est demandé pour les portes. Dans ce cas, le bâtiment doit être pourvu d'une installation généralisée de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel dont la conception répond au point. 8.4.4. »;

16° au point 5.1., apporter les modifications suivantes :

- les termes « Les chemins d'évacuation sont judicieusement répartis » sont remplacés par « Les voies d'évacuation sont judicieusement réparties »;

- les termes « la deuxième possibilité » est remplacé par « les autres possibilités »;

17° au point 5.2., remplacer les termes « Chemins d'évacuation » par « Voies d'évacuation »;

18° au point 5.2.1.9., remplacer les termes « chemin » par « voie » et « chemins » par « chemins »;

19° au point 5.2.2.2, remplacer les termes « des dispositions de la norme reprise à l'article 5.2.1. » par « du point 5.2.1. »;

20° au point 5.2.2.5, remplacer les termes « à l'article 5.2.1.4. » par « au point 5.2.1.4. »;

21° au point 5.2.3.1, remplacer les termes « à l'article 1.3.1. » par « au point 1.3.1. »;

22° au point 5.2.3.2, remplacer les termes « à l'article 1.3.2 » par « au point 1.3.2. »;

23° au dernier alinéa du point 5.2.3.2., remplacer les termes « aux articles 4.4.1. » par « aux points 4.4.1. »;

24° au point 5.2.4.1., remplacer les termes « des dispositions de la norme reprise à l'article 5.2.1. » par « du point 5.2.1. »;

25° au point 5.2.5.2.1., remplacer les termes « des articles 4.1. et 4.2. » par « des points 4.1. et 4.2. »;

26° au point 5.2.5.4, remplacer les mots « et sont munies » par « équipées »;

27° le point 5.2.7.2. est remplacé par la disposition suivante :

« 5.2.7.2. Une échelle ne peut desservir que la hauteur d'un seul niveau. Les échelles successives sont disposées de manière discontinue et reliées entre elles à chaque niveau par une plate-forme, un balcon ou une course.

Cette imposition devra être respectée à la date du 1^{er} janvier 2020;

28° le point 5.2.7.3. est remplacé par la disposition suivante :

« 5.2.7.3. Les échelles extérieures sont solidement fixées. Elles sont escamotables ou non. Elles débouchent sur des endroits où les utilisateurs peuvent se mettre en sécurité. L'accès à l'échelle doit être aisé pour les occupants et comporter une plate-forme équipée de garde-fous d'au moins 1 m de hauteur.

En l'absence de plate-forme, une échelle ne peut convenir que pour l'évacuation de 4 chambres et de maximum 8 personnes.

La distance entre les échelons mesurée dans l'axe est de 250 à 300 mm. L'échelon supérieur se trouve au moins à 1.50 m au-dessus du niveau le plus élevé donnant accès à l'échelle. »;

29° au point 6.1.2., remplacer les termes « revêtements existant » par « revêtements existants » et supprimer le « collectives »;

30° le point 7.3. est remplacé par ce qui suit :

« 7.3. Canalisation d'alimentation de gaz.

7.3.1. Généralités.

7.3.1.1. Les appareils à gaz (chauffage, production d'eau sanitaire, cuisine) doivent satisfaire aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. Ils doivent être munis d'une marque de conformité BENOR ou AGB s'ils sont construits avant le 1^{er} janvier 1996 et du marquage CE s'ils sont construits après le 31 décembre 1995.

7.3.1.2. Tous les appareils raccordés à une installation de gaz sont équipés d'un thermocouple de sécurité.

7.3.2. Gaz naturel.

7.3.2.1. L'installation est conforme à la norme NBN D51-003 relative aux « Installations alimentées en gaz combustibles plus léger que l'air, distribué par canalisation de gaz » et à la norme NBN D51-004 relative aux « Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations : installations particulières ».

7.3.2.2. Raccordement au réseau de distribution.

Un obturateur est placé à l'extérieur des bâtiments et en dehors de leurs accès sur chaque conduite de raccordement de l'établissement d'hébergement touristique au réseau de distribution. L'emplacement de cet (ces) obturateur(s) est (sont) aisément repérable.

7.3.3. Gaz de pétrole liquéfié.

7.3.3.1. Les installations doivent être conformes aux dispositions des normes NBN D51-006 relatives aux « Installations intérieures alimentées en butane ou propane commercial en phase gazeuse à une pression maximale de service de 5 bar et placement des appareils d'utilisation – Dispositions Générales, Partie 1 : Terminologie, Partie 2 : Installations Intérieures, Partie 3 : Placement des appareils d'utilisation ».

7.3.3.2. Aucune bouteille de gaz de pétrole liquéfié ne peut se trouver dans des locaux destinés à l'occupation nocturne.

7.3.3.3. Installations utilisant du gaz en réservoirs fixes.

Les dépôts de stockage avec réservoirs fixes doivent répondre et être contrôlés conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2005 déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de gaz de pétrole liquéfié en vrac.

7.3.3.4. Installations utilisant du gaz en récipients mobiles.

7.3.3.4.1. Mesures de sécurité concernant les récipients mobiles.

7.3.3.4.1.1. Les récipients mobiles ne peuvent être placés à l'intérieur des bâtiments, à l'exception de ceux dont la quantité de combustible ne dépasse pas trois kilos. A l'extérieur des bâtiments, ils sont placés à 1,50 m au moins des fenêtres et à 2,50 m au moins des portes.

7.3.3.4.1.2. Les récipients mobiles sont toujours placés debout, à un niveau qui ne peut être en contrebas, par rapport au sol environnant et à 2,50 m au moins de toute ouverture de cave ou d'une descente vers un lieu souterrain. Leur stabilité doit être assurée.

7.3.3.4.1.3. Il est interdit de laisser séjourner des matières facilement combustibles, y compris des herbes sèches et des broussailles, à moins de 2,50 m des récipients mobiles.

7.3.3.4.1.4. Les récipients mobiles ainsi que leur appareillage sont protégés des intempéries. Tout abri ou local dans lequel ils sont éventuellement installés :

- ne peut être construit qu'à l'aide des matériaux non combustible;
- est convenablement aéré par le haut et par le bas.

7.3.3.5. Raccordement au réseau de distribution.

Un obturateur est placé à l'extérieur des bâtiments et en dehors de leurs accès sur chaque conduite de raccordement de l'établissement d'hébergement touristique. L'emplacement de cet (ces) obturateur(s) est aisément repérable. »;

31° au point 7.4., remplacer les termes « Cuisines et restaurants » par « Cuisines, restaurants et salles-à-manger. », les termes « cuisines collectives et restaurants collectifs » par « cuisines, restaurants et salles-à-manger »; les termes « le restaurant et la cuisine peuvent former » par « le restaurant et la cuisine, ou la salle-à-manger et la cuisine, peuvent former » et les termes « appareils de cuissons » par « appareils de cuisson »;

32° au point 8.1 :

a) au 1^{er} alinéa, remplacer les termes « L'ensemble des ascenseurs » par « Sous réserve des dispositions générales ou particulières applicables de l'A.R. du 9 mars 2003 relatif à la sécurité des ascenseurs, l'ensemble des ascenseurs »;

b) au 2^e alinéa, remplacer les termes « à l'article 1.3.1. » par les termes « au point 1.3.1. »;

c) au 3^e alinéa, remplacer les mots « aux parties frontales des paliers d'ascenseurs et aux parois faisant partie de la façade » par les mots « aux façades palières »;

d) au 4^e alinéa, remplacer les termes « La partie frontale des paliers d'ascenseurs, y compris les portes, » par « Les façades palières »;

33° au 1^{er} alinéa du point 8.3.2, remplacer les termes « de l'article 525 » par les termes « du point 5.2.5.6. »;

34° au point 8.4.4.1, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots « réalisée et réceptionnée » sont remplacés par « réalisée par un installateur certifié et réceptionnée par un organisme d'inspection de type A accrédité à cet effet »;

- la phrase « Le matériel doit faire l'objet d'un agrément qui certifie sa conformité aux normes publiées par l'Institut belge de Normalisation (I.B.N.) » est remplacée par la phrase « Le matériel répond aux exigences du marquage CE et doit faire l'objet d'une déclaration de conformité notamment aux normes de la série EN 54 intitulée « Systèmes de détection et d'alarme incendie ».

35° au point 8.4.4.2., les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1^{er} alinéa, remplacer les termes « à l'article 1.3.1. » par les termes « au point 1.3.1. »;

b) au 2^e alinéa, remplacer les termes « qu'en cas d'applications des exceptions prévues aux articles 3.1., 3.2., 4.4.3., 4.2. et 5.2.1.1. » par les termes « qu'en cas d'application des exceptions prévues aux points 3.1., 3.2., 4.4.3., 4.2. ou 5.2.1.1. »;

c) au dernier alinéa, remplacer les termes « l'article 1.3.1. » par les termes « au point 1.3.1. »;

d) au dernier alinéa du point 8.4.4.2., remplacer les termes « du respect des articles 3.1., 3.2., 4.4.3., 4.2. et 5.2.1.1. » par les termes « du respect d'un des points 3.1., 3.2., 4.4.3., 4.2. ou 5.2.1.1. »;

36° au point 8.4.5.1., remplacer les termes « les occupants » par « les touristes » et les termes « dévidoirs muraux » par « robinets d'incendie armés » et ajouter in fine la disposition suivante : « Dans les chaufferies où fonctionnent un ou plusieurs générateurs de chaleur utilisant un combustible liquide, ces générateurs de chaleur sont équipés d'un système d'extinction automatique couplé avec des dispositifs coupant en cas de fonctionnement l'arrivée de combustible et toute source d'énergie dans la chaufferie où un feu a pris naissance. »;

37° le point 8.4.5.2 est remplacé par la disposition suivante : « Les extincteurs sont conformes aux normes de la série NBN - EN - 3, les dévidoirs muraux sont conformes à la norme NBN EN 671/1 et les hydrants muraux répondent à la norme NBN 571 de 1961. »;

38° au point 8.4.5.3.1., supprimer les termes « ils répondent aux règles ci-après : - » et supprimer les termes « - ils sont conformes à la norme EN 671/1 »;

39° au point 8.4.5.3.2., remplacer « dévidoirs muraux » par « robinets d'incendie armés » et ajouter in fine la phrase « l'extrémité du tuyau est équipé d'un mécanisme qui, dès la prise en main de la lance équipée de sa vanne 1/4 de tour, enclenche l'ouverture de la vanne d'alimentation du robinet d'incendie armé ».

Art. 47. A l'annexe 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° remplacer le contenu du point 2.2. par ce qui suit :

« Les ascenseurs et monte-charges répondent aux dispositions de l'arrêté royal du 9 mars 2003 relatif à la sécurité des ascenseurs. »;

2° remplacer les points 2.4. et 2.5. par les dispositions suivantes :

« 2.4. Installations aux gaz combustibles distribués par canalisations publiques.

2.4.1. Préalablement à la mise en service et après des modifications importantes, l'installation ou partie d'installation neuve fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité et de conformité aux normes d'application, NBN D51003 et/ou NBN D51-004 réalisé par un organisme accrédité pour les normes NBN D51 003 et D51 004 si l'installateur n'est pas habilité.

Ce contrôle d'étanchéité et de conformité est réalisé ensuite tous les cinq ans par un organisme accrédité pour les normes NBN 51 003 et D51 004.

L'entretien des installations et des appareils est annuel. Il est réalisé par un installateur agréé suivant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage d'espaces de vie ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique.

2.4.2. Avant leur mise en service, les appareils d'utilisation sont réglés par un installateur agréé l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage d'espaces de vie ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique qui s'assure de leur fonctionnement correct.

2.4.3. Le contrôle réalisé par l'organisme accrédité pour les normes NBN 51 003 et D51 004 a notamment pour l'objet :

- le contrôle de conformité suivant les normes d'application citées ci-avant;
- la vérification que le nettoyage des brûleurs et de leur bon fonctionnement a bien été réalisé;
- la vérification du bon fonctionnement des dispositifs de protection et de régulation;
- la vérification de l'étanchéité de l'installation par un essai de mise suivant la norme applicable à l'installation.
- la vérification que le nettoyage des conduits d'évacuation des gaz de combustion a bien été réalisé;
- un examen du déclenchement des thermocouples.

2.5. Installations aux gaz de pétrole liquides.

2.5.1. Préalablement à la mise en service et après des modifications importantes, l'installation ou partie d'installation neuve fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité et de conformité selon la norme d'application : NBN D51 006 article 1^{er}, 2 et 3 réalisé par un organisme accrédité pour la norme NBN D51 006.

Ce contrôle d'étanchéité et de conformité est réalisé ensuite tous les cinq ans par un organisme accrédité pour la norme NBN D51 006.

L'entretien des installations et des appareils est annuel. Il est réalisé par un installateur agréé suivant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage d'espaces de vie ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique.

2.5.2. Avant leur mise en service, les appareils d'utilisation sont réglés par un installateur agréé suivant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage d'espaces de vie ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique qui s'assure de leur fonctionnement correct.

2.5.3. Le contrôle réalisé par l'organisme accrédité pour la norme NBN D51 006 a notamment pour l'objet :

- le contrôle de conformité suivant les normes d'application citées ci-avant;
- la vérification que le nettoyage des brûleurs et le réglage de leur bon fonctionnement a bien été réalisé;
- la vérification du bon fonctionnement des dispositifs de protection et de régulation;
- la vérification de l'étanchéité de l'installation par un essai de mise sous pression suivant la norme applicable à l'installation;
- la vérification que le nettoyage des conduits d'évacuation des gaz de combustion a bien été réalisé;
- un examen du déclenchement des thermocouples.

2.5.4. Aucune bouteille de gaz de pétrole liquéfié ne peut se trouver dans des locaux destinés à une occupation nocturne. »;

3° au point 2.6.3, in fine, la disposition suivante est insérée : « Les installations de chauffage central à combustible solide ou liquide sont contrôlées suivant la périodicité prévue à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage d'espaces de vie ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique. »;

4° le point 2.7.4 est remplacé par la disposition suivante : « Le matériel de lutte contre l'incendie est contrôlé, une fois l'an, conformément à la NBN S21-050 par une personne compétente d'une société qualifiée pour la maintenance d'extincteurs portatifs. »;

5° le point 3.6.2 est remplacé par la disposition suivante : « L'organisation des services au sein des établissements d'hébergement touristique sera telle qu'à tout moment, une personne ayant cette formation soit présente ou puisse être jointe au minimum par téléphone ».

Art. 48. A l'annexe 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° aux points 4 et 5, remplacer les termes « de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 (modifié) » par les termes suivants : « de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 »;

2° au point 7 :

- remplacer les termes « aux locataires » par les termes « aux touristes »;
- remplacer les termes « l'arrêté royal du 6 janvier 1978 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique résultant du chauffage des bâtiments au moyen de prévenir la pollution atmosphérique combustibles solides et liquides » par « l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage d'espaces de vie ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique »;

3° au point 8 :

- remplacer les termes « occupants » par les termes « touristes »;
- remplacer les termes « Le dispositif d'alarme doit être audible de tout point du bâtiment » par ce qui suit : « Les signaux ou messages d'alarme sont perceptibles dans tous les cas par toutes les personnes se trouvant dans les locaux à évacuer. Ils doivent pouvoir assurer le réveil des personnes hébergées ».

Art. 48/1. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 12 qui est jointe en annexe 2 au présent arrêté.

Art. 48/2. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 13 qui est jointe en annexe 3 au présent arrêté.

Art. 48/3. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 14 qui est jointe en annexe 4 au présent arrêté.

Art. 48/4. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 15 qui est jointe en annexe 5 au présent arrêté.

Art. 49. A l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au caravanage, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique, les modifications suivantes sont apportées :

1° la définition du « touriste de passage » est supprimée;

2° après la définition du « titulaire » les définitions suivantes sont insérées :

« - le campeur de passage : le touriste dont la présence sur le terrain de caravanage ne dépasse pas trente jours consécutifs par an et qui utilise tout abri fixe ou mobile, à l'exclusion de caravanes de type résidentiel. Il séjourne de manière effective sur le terrain et retire, à l'issue de son séjour, son abri de camping si celui-ci est mobile;

- le campeur saisonnier : le touriste dont la présence sur le terrain de caravanage ne dépasse pas quatre mois par an et qui utilise tout abri fixe ou mobile, à l'exclusion de caravanes de type résidentiel sauf si celles-ci sont mises en location par le titulaire du permis de caravanage;

- le campeur résidentiel : le touriste dont la présence sur le terrain de caravanage ne dépasse pas six mois par an et qui utilise une caravane de type résidentiel; »;

3° la définition de la caravane de type résidentiel est remplacée par ce qui suit :

« - caravane de type résidentiel : toute caravane sans étage, à l'exception des caravanes dites « chalets » caractérisées par un revêtement en bois ou en matériaux y ressemblant par l'aspect, qui ne peut être tractée sur la voie publique sans autorisation spéciale préalable, pouvant cependant être aisément transportable, son enlèvement ne nécessitant aucun démontage ni démolition; »;

4° la définition suivante est ajoutée in fine :

« - partie inondable d'un terrain de caravanage : l'ensemble des zones d'aléa d'inondation faible, moyen ou élevé telles que reprises à la cartographie de l'aléa d'inondation par débordement de cours d'eau de chaque sous-bassin hydrographique adoptée par le Gouvernement wallon. »

Art. 50. L'article 6 du même arrêté modifié par l'arrêté du 9 décembre 2004 et par l'arrêté du 13 juillet 2006, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. § 1^{er}. La zone d'aléa élevé de la partie inondable d'un terrain de caravanage ne peut accueillir aucun campeur résidentiel. Elle peut accueillir des campeurs de passage et, pendant la période allant du 15 mars au 15 novembre, des campeurs saisonniers.

Dans la zone d'aléa élevé de la partie inondable d'un terrain de caravanage, est interdit toute construction, tout aménagement, toute caravane de type résidentiel ou toute installation fixe susceptible de constituer un obstacle à l'écoulement des eaux sauf si celui-ci dispose d'une autorisation urbanistique.

La zone d'aléa moyen et faible de la partie inondable d'un terrain de caravanage peut accueillir des campeurs de passage, saisonniers ou résidentiels.

Dans les zones d'aléa moyen de la partie inondable d'un terrain de caravanage, les dispositions complémentaires suivantes s'imposent :

- les auvents, avancées en toile et autres aménagements similaires ainsi que les meubles extérieurs sont retirés pour la période s'étalant du 15 novembre au 15 mars;

- est interdit toute construction, tout aménagement, toute caravane de type résidentiel ou toute installation susceptible de constituer un obstacle à l'écoulement des eaux et situé à moins de 25 mètres de la rive du cours d'eau sauf si celui-ci dispose d'une autorisation urbanistique. »

§ 2. Toutefois le demandeur ou le titulaire du permis peut solliciter une ou plusieurs dérogations aux dispositions visées au précédent paragraphe. Cette demande de dérogation démontre que les effets dommageables en cas d'inondation sont sensiblement réduits et est motivée au moins par l'un des éléments suivants :

- la réalisation d'aménagements après l'établissement de la cartographie de l'aléa d'inondation et pour autant que ceux-ci aient fait, le cas échéant, l'objet d'une autorisation urbanistique;

- l'engagement à réaliser des aménagements ayant fait, le cas échéant, l'objet d'une autorisation urbanistique définitive;

- une erreur manifeste de la cartographie de l'aléa d'inondation.

La demande de dérogation visée au précédent alinéa peut être introduite à tout moment; elle est instruite et traitée conformément à la procédure de recours prévue par les articles 44, alinéa 3, et 45 à 49 du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique et par l'article 51 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique.

Dès qu'une telle demande de dérogation est introduite selon les modalités visées à l'alinéa 2, le Commissariat général au Tourisme adresse en outre une demande d'avis motivé à la Direction compétente du Service public de Wallonie selon le type de catégorie de cours d'eau concerné.

L'avis est rendu par la Direction concernée dans un délai de trente jours.

Dès la réception de cet avis, le Commissariat général au tourisme en adresse une copie au demandeur et au Président de la Commission de recours.

§ 3. Les normes spécifiques de sécurité incendie contenues à l'annexe 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique sont applicables aux terrains de caravanage.

Le titulaire d'un permis de caravanage dispose d'un délai de douze mois, à dater de l'entrée en vigueur de la présente disposition, pour adresser au bourgmestre une demande d'attestation de contrôle simplifié.

Les terrains de caravanage qui se sont conformés à l'alinéa précédent peuvent poursuivre leur exploitation jusqu'à ce qu'il soit statué définitivement sur leur demande.

En outre, pour répondre aux conditions de sécurité, le demandeur ou le titulaire du permis doit disposer pour chaque abri fixe et pour tout bâtiment accessible aux campeurs d'une attestation de sécurité-incendie au sens de l'article 73 du décret 18 décembre relatif aux établissements d'hébergement touristique ou d'une attestation de contrôle simplifiée au sens de l'article 74 du même décret. »

Art. 51. A l'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 2° est remplacé par la disposition suivante : « 2° les abris mobiles, terrasses, auvents et avancée en toile compris, ont une superficie d'occupation au sol d'un tiers maximum de la superficie de l'emplacement, la superficie de l'abri mobile ne dépassant pas 40 m², la superficie minimale d'un emplacement pour caravane routière étant de minimum 80 m² et la superficie minimale d'un emplacement pour campeur résidentiel étant de 100 m²; »;

2° le point 3° est remplacé par la disposition suivante : « les abris fixes, terrasses, auvents et avancées en toile compris, ont une superficie d'occupation au sol d'un tiers maximum de la superficie de l'emplacement, la superficie de l'abri fixe ne dépassant pas 70 m²; »;

3° le point 4° est supprimé;

4° le point 5° est complété comme suit : « Ils doivent conserver, à demeure et en état de servir, leur timon et leurs roues. Ils peuvent être stabilisés à l'aide des seules béquilles conçues à cet effet par le constructeur. Dans le seul but d'éviter l'enfoncement des roues, l'essieu de celles-ci peut être posé sur un socle non incorporé au sol. Ce socle ne peut dépasser les trente centimètres de hauteur afin de faciliter le déplacement aisé et rapide de l'abri de camping »;

5° au point 6° :

- à l'alinéa 1^{er}, supprimer les mots « les terrasses, »;

- le dernier alinéa du 6° est abrogé;

6° un point 14 est ajouté comme suit :

« 14° une terrasse peut être ajoutée à l'abri mobile aux conditions cumulatives suivantes :

- être indépendante de l'abri mobile;

- être posée sur le sol ou sur un support d'une hauteur inférieure à 10 centimètres, sans ancrage;

- être maintenue en parfait état d'entretien;

- être dépourvue de tout aménagement et de toute construction quelconque;
- ne peut entraver la mobilité de l'abri mobile;
- un seul modèle de terrasse est autorisé par terrain de caravanage. »

Art. 52. A l'article 9 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase liminaire, les mots « en trois exemplaires » sont remplacés par les termes « en deux exemplaires »;

2° au point 4°, in fine, les mots « et le tracé de la voirie » sont remplacés par les mots suivants « , le tracé de la voirie ainsi que la partie inondable du terrain de caravanage ».

Art. 53. Dans le même arrêté est inséré un article *9bis* rédigé comme suit : « Le Commissariat général au tourisme peut, à tout moment, demander la communication d'un extrait du casier judiciaire délivré depuis moins de trois mois au titulaire du permis de caravanage ou à la personne chargée de la gestion journalière du terrain de caravanage. Cette demande a lieu au minimum tous les cinq ans. ».

Art. 54. A l'article 43, alinéa 5, du même arrêté, les mots « conformément à l'article 8 du décret » sont remplacés par « conformément aux articles 7 et 8 du décret ».

Art. 55. L'article 46 du même arrêté est abrogé.

Art. 56. A l'annexe 1^{re} du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « emplacements de camping - caravaning » sont remplacés par les termes « emplacements de caravanage »;

2° les mots « relatif au camping - caravaning » sont remplacés par les termes « relatif au caravanage »;

3° l'annexe 1^{re} est complétée par un article 19 rédigé comme suit : « Art. 19. L'utilisation d'un abri de camping comme habitat permanent est interdit. ».

Art. 57. A l'annexe 3a du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le deuxième visa, les mots « relatif au camping - caravaning » sont remplacés par les termes « relatif au caravanage »;

2° le dispositif est supprimé et remplacé par le texte suivant :

« DECIDE :

... (dénomination de la personne morale de droit public) est autorisé, aux conditions fixées par l'arrêté de l'Exécutif du 4 septembre 1991 relatif au caravanage, et à celles mentionnées le cas échéant dans l'avis du collège, à utiliser comme terrain de caravanage, le terrain décrit ci-avant(3).

A Namur, le

Le Commissaire général au Tourisme ».

Art. 58. Aux annexes 2a, 2b et 3b du même arrêté, au deuxième visa, les mots « relatif au camping - caravaning » sont remplacés par les termes « relatif au caravanage ».

Art. 59. A l'article 3 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« La prime s'élève à trente pour cent du coût des travaux d'aménagement et d'équipement ainsi que de l'acquisition des matériaux nécessaires à la réalisation des travaux visés à l'article 4. ».

Art. 60. L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit : « Art. 4. Seuls les travaux de mise en conformité aux normes générales ou spécifiques en matière de sécurité-incendie ainsi que les travaux d'aménagement et d'équipement des installations pour le traitement, l'épuration et le déversement des eaux usées, y compris l'égouttage général et les systèmes de désinfection, peuvent faire l'objet d'une prime. ».

Art. 61. A l'article 7 du même arrêté, les mots « en double exemplaire » sont supprimés.

Art. 62. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2008 portant certaines dispositions d'exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme, l'article 5 est complété comme suit :

« 9° liquider et payer les subventions en matière de tourisme et les dépenses propres au Commissariat général au tourisme. ».

Art. 63. Dans le même arrêté, l'article 11, e, est complété comme suit : « sauf si le montant est inférieur à 6.000 euros ».

Art. 64. Les articles 40 à 95 du décret du 23 octobre 2008 portant diverses mesures relatives aux établissements d'hébergement touristique, aux attractions touristiques, à l'organisation du tourisme et aux itinéraires touristiques balisés entrent en vigueur.

Art. 65. Le Ministre du Tourisme fixe la date de l'entrée en vigueur de l'article 39.

Art. 66. Le Ministre du Tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe 1

ANNEXE 2 — NORMES DE CLASSEMENT DES HEBERGEMENTS TOURISTIQUES DE TERROIR
ET DES MEUBLE DE VACANCES

Préambule

Les tableaux qui suivent indiquent les éléments retenus pour le classement des hébergements touristiques de terroir et des meublés de vacances dans une des 5 catégories.

Le classement des gîtes ruraux, des gîtes à la ferme, des gîtes citadins, des micro-gîtes ruraux, des micro-gîtes à la ferme, des micro-gîtes citadins, des chambres d'hôtes et des chambres d'hôtes à la ferme est établi en épis. Le classement des meublés de vacances (en milieu rural ou en milieu urbain) est établi en clefs.

Dans les tableaux qui suivent :

- un « X » signifie que le critère dont question est obligatoire pour satisfaire au niveau d'épi déterminé par la colonne;

- un chiffre indique la « quantité » minimale à atteindre pour ce critère, pour satisfaire un niveau d'épi déterminé par la colonne.

Le classement de l'hébergement s'entend sur la capacité de base sachant que la capacité additionnelle, à savoir le nombre de personnes pouvant être hébergés au moyen de lits d'appoint, est strictement limitée à deux personnes non compris dans les lits cages.

Pour être autorisé, l'hébergement doit au moins être classé en 1 épi/clef.

Liste des abréviations utilisées

a.p. : à partir de

CAP BASE : capacité de base

CAP MAX : capacité maximale (cap base + 2)

CH: chambres d'hôtes

CHF: chambres d'hôtes à la ferme

GC : gîte citadin

GF : gîte à la ferme

GR: gîte rural

M²: mètre carré

MAX: maximum

MIN: minimum

MV : meublé de vacances en milieu rural

MVU: meublé de vacances en milieu urbain

pers.: personne(s)

NH: qualifie un critère uniquement applicable aux nouveaux hébergements (jamais autorisés anciennement)

pers.: personne(s)

PMR: personnes à mobilité réduite

SDE: salle d'eau

SO: sans objet

X(A): critère exigé, à ce niveau d'épi, uniquement pour le groupe A

X(B): critère exigé, à ce niveau d'épi, uniquement pour le groupe B

PARTIE A - Normes de classement des gîtes ruraux, des gîtes à la ferme, des gîtes citadins et des meublés de vacances, à l'exception des micro-hébergements							
Groupe A : gîtes ruraux, gîtes à la ferme, meublés de vacances en milieu rural							
Groupe B : gîtes citadins, meublés de vacances en milieu urbain							
Nombre d'épis / clefs:	1	2	3	4	5	Renvoi n°:	Groupe concerné par ce critère
1. EXTERIEUR							
1.1. Espace utilitaire (accès, facilités, partage de l'espace, ...)							
Possibilité de stationnement à proximité immédiate	-	X	X	X	X	(1)(2)	A B
Places de parking privées à proximité	MIN 1 place par groupe (ou fraction de groupe) de 4 pers. (référence à la CAP BASE)	-	-	X(A)	X	(2) (3) (4)	A B
	si CAP BASE ≤ 4 pers.: nombre MIN 1 place couverte	-	-	-	-	X	A B
	si CAP BASE > 4 pers.: MIN 2 places couvertes	-	-	-	-	X	A B
Mitoyenneté	Absence d'hébergement ou d'habitation contiguë(e)	-	-	-	X	X	(5) A
Nuisances	Absence de nuisance(s) permanente(s)	-	-	-	X	X	(6) A B
1.2. Espace loisirs							
1.2.1. Généralités et Equipements divers							
Espace loisirs		-	X	X	X	X	A
	si CAP BASE ≤ 4 pers.: surface MIN	-	-	-	-	6 ares	A
	si CAP BASE > 4 pers.: surface MIN	-	-	-	6 ares	15 ares	A
	Meubles de jardin ou de terrasse	-	-	X(A)	X	X	A B
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant	A
1.2.2. Terrasse							
Caractéristiques	Atténuée et privative	-	-	X(A)	X	X	(3)(8) A B

	Eclairée	-	-	-	X	X		A	B
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant		A	B
1.2.3. Espace loisirs hors terrasse (jardin, prairie,cour, bois ...)							-	-	-
Caractéristiques	Attenant et privatif	-	-	-	X(A)	X	(3)(8)	A	B
	Pelouse entretenue	-	-	X(A)	X(A)	X		A	B
	Plantations	-	-	-	X(A)	X		A	B
	Jardin paysager	-	-	-	-	X	(9)	A	
2. INTERIEUR									
2.1. Généralités / Equipements divers									
Accès aux étages	Sécurisé (muni d'une rampe)	X	X	X	X	X		A	B
Hauteur des pièces (NH)	Hauteur minimale : 2 mètres	X	X	X	X	X	(10)	A	B
Distribution et articulation adéquate des pièces		-	-	-	X	X	(11)	A	B
Documentation pratique et touristique en français et néerlandais	Actualisée	X	X	X	X	X	(12)	A	B
	Organisée	-	-	X	X	X	(13)	A	B
Equipement audio-visuel	Radio-CD compact	-	-	X	X	X		A	B
	TV	-	-	X	X	X	(14)	A	B
	Lecteur DVD	-	-	-	X	X		A	B
Connexion internet		-	-	-	-	X		A	B
Feu ouvert (ou assimilé)		-	-	-	X	X	(15)	A	
2.2. Espaces de vie (= cuisine + espace à manger + salon + autres espaces détente)									
2.2.1. Généralités / Equipements divers									
Surface MIN en M²	CAP BASE = 2	10,0	12,0	14,0	16,0	18,0		A	B
	CAP BASE = 3	12,0	15,0	17,0	21,0	23,0		A	B

	CAP BASE = 4	14,0	18,0	21,0	25,0	29,0		A	B
	CAP BASE = 5	16,0	21,0	25,0	31,0	35,0		A	B
	CAP BASE = 6	18,0	24,0	29,0	35,0	40,0		A	B
	CAP BASE = 7	20,0	26,0	33,0	39,0	45,0		A	B
	CAP BASE = 8	22,0	28,0	37,0	43,0	49,0		A	B
	Par pers. supplémentaire, au delà de 8 pers.	2,0	2,0	3,0	3,0	4,0		A	B
Couchage(s) d'appoint	Nombre MAX	2	2	2	0	0		A	B
Fenêtre	Fenêtre ouvrante dans toutes les pièces	X	X	X	X	X		A	B
	Double vitrage dans toutes les pièces	-	-	-	X	X		A	B
Chauffage	Chauffage fixe dans toutes les pièces	X	X	X				A	B
	Chauffage central (ou assimilé) dans toutes les pièces	-	-	-	X	X	(16)	A	B
2.2.2.. Espace de cuisine et de repas							-	-	-
2.2.2.1. Espace cuisine							-	-	-
Cuisine équipée		-	-	X	X	X	(17)	A	B
Réfrigération et/ou congélation	Si CAP BASE ≤ 6 pers.: Capacité réfrigérateur en litres	110	110	110	110	110		A	B
	Si CAP BASE > 6 pers.: Capacité réfrigérateur en litres (capacité additionnelle = 10 litres/pers.)	110 + ((CAP BASE - 6) x 10)	110 + ((CAP BASE - 6) x 10)	110 + ((CAP BASE - 6) x 10)	110 + ((CAP BASE - 6) x 10)	110 + ((CAP BASE - 6) x 10)		A	B
	Freezer ou congélateur	-	X	X				A	B
	Congélateur	-	-	-	X	X		A	B
Cuisson	Four	X						A	B
	Four combiné	-	X				(18)	A	B
	Four standard + four micro-ondes	-	-	X	X	X		A	B
	Nombre MIN de feux de cuisson fixes	2	2				(19)	A	B
	Nombre MIN de feux de cuisson fixes	-	-	4	4	4	(19)	A	B

	Nombre MIN de feux de cuisson / pers.	1 pour 5	1 pour 5	1 pour 4	1 pour 4	1 pour 3	(19)(20)	A	B
Facilités d'aération / ventilation	Hotte aspirante avec système de filtration	-	-	X	X	X		A	B
Facilités de vaisselle	Si CAP BASE =< 6 pers.: lave-vaisselle	-	-	-	X	X		A	B
	Si CAP BASE > 6 pers.: lave-vaisselle	-	-	X	X	X		A	B
Petits équipements de cuisine électriques	Percolateur (ou assimilé)	X	X	X	X	X		A	B
	Nombre MIN de petits équipements différents	1	2	3	4	5	(21)	A	B
Equipement de vaisselle	Nombre de verres, tasses, couverts, assiettes, casseroles, poêles, ... adapté à la capacité	X	X	X	X	X	(22)	A	B
	équipement assorti	-	-	X	X	X	(23)	A	B
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant		A	B
2.2.2.2. Espace de repas									
Table(s) et chaises (ou banc) assortis	Nombre MIN de places sur chaises ou bancs (référence à la CAP MAX)	X	X	X			(24)(25)	A	B
	Nombre MIN de places sur chaises (référence à la CAP MAX)	-	-	-	X	X	(25)	A	B
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant		A	B
2.2.3. Espace(s) de détente									
2.2.3.1. Généralités / Equipements divers									
	1 place assise par pers. dans un ou plusieurs espaces (référence à la CAP MAX)			X	X	X			
2.2.3.2. Espace salon									
	si CAP BASE =< 4 pers.: coin salon	-	X	X	X	X	(26)	A	B
	si CAP BASE > 4 pers.: salon	-	X	X	X	X	(27)	A	B
Convivialité	Jusqu'à une CAP MAX de 20 pers. (inclus) : 1 place assise par pers. dans le même salon; a.p. 20 pers: 20 places assises MIN	-	-	-	X	X	(28)	A	B
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant		A	B
2.2.3.2.. Autres espaces détente									
Existence	Si CAP BASE =< 9 personnes :	-	-	-	-	X	(29)	A	B

	Si CAP BASE > 9 pers.:	-	-	-	X	X		A	B
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant		A	B
2.3. Chambres									
Distribution	Si CAP BASE =< 9 pers.: Accessibilité de toutes les chambres via les communs	-	-	-	-	X	(30)	A	B
	Si CAP BASE > 9 pers.: Accessibilité de toutes les chambres via les communs	-	-	-	X	X	(30)	A	B
	Exclusion des chambres en enfilade	-	-	X	X	X	(31)	A	B
Capacité (NH)	Nombre MAX de couchages (y compris couchages d'appoint) par chambre	-	8	6	4	3	(32)	A	B
	Nombre MAX de couchages d'appoint	2	2	2	2	0		A	B
Surface MIN en M², hors surface sanitaire (NH)	Chambre 1 personne	8	8	8	9	10	(33)	A	B
	Chambre 2 personnes	9	9	9	10	12		A	B
	Chambre 3 personnes	9	11	12	13	16		A	B
	Surface additionnelle MIN par personne supplémentaire (à partir de la 4e personne)	0	2	3	4	S.O.		A	B
Equipement	Exclusion des lits superposés	-	-	-	-	X		A	B
	Exclusion des lits superposés à plus de 2 niveaux	X	X	X	X	X		A	B
	1 meuble de chevet + 1 table de chevet dans toutes les chambres	-	X					A	B
	1 meuble de chevet par pers. + 1 table de chevet par pers. dans toutes les chambres	-	-	X	X	X	(34)	A	B
	Espace de rangement	-	X	X	X	X	(35)(36)	A	B
Equipement sanitaire	Chaque chambre possède sa SDE et son WC privatif	-	-	-	-	X	(37)(38)	A	B
Fenêtre	Fenêtre ouvrante dans toutes les chambres	X	X	X	X	X	(39)	A	B
	Double vitrage dans toutes les chambres	-	-	-	-	X		A	B
Chauffage	Fixe dans toutes les chambres	-	-	X				A	B
	Central (ou assimilé) dans toutes les chambres	-	-	-	X	X	(16)	A	B
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant		A	B

2.4. Sanitaires									
2.4.1. Généralités / Equipements divers									
Aération	Aération dans tous les sanitaires	X	X	X	X	X	(40)	A	B
Chauffage	Chauffage fixe dans tous les sanitaires	-	-	X			(41)	A	B
	Chauffage central (ou assimilé) dans tous les sanitaires	-	-	-	X	X		A	B
2.4.2. WC									
Tous les WC	Nombre MIN de WC par groupe - ou fraction de groupe - de pers. (référence à la CAP BASE)	1 par groupe de 10	1 par groupe de 8	1 par groupe de 6	1 par groupe de 4	1 par groupe de 3		A	B
WC accessibles via les communs (indépendants ou non)	MIN 1 WC par étage comportant des espaces de vie	-	-	-	X	X		A	B
	Si présents: fermés	X	X	X	X	X		A	B
WC accessibles via les communs et indépendants d'une salle d'eau	Si CAP <= 6 pers: MIN 1WC	-	-	-	-	X	(42)	A	B
	Si 6 < CAP < 10 pers: MIN 1WC	-	-	-	X	X	(42)	A	B
	Si CAP >=10 pers. : MIN 1WC	-	-	X	X	X	(42)	A	B
	Si présents: fermés	X	X	X	X	X		A	B
WC débouchant directement sur les espaces de vie (indépendant ou non)	Si CAP <= 6 pers: exclusion	-	-	-	-	X		A	B
	Si 6 < CAP < 10 pers: exclusion	-	-	-	X	X		A	B
	Si CAP >=10 pers. : exclusion	-	-	X	X	X		A	B
	Si présents: fermés	X	X	X	X	SO		A	B
WC "inclus" dans les chambres et uniquement accessibles via celles-ci (indépendant ou non)	Si présents: cloisonnés	-	X	X	X	X	(43)	A	B
	Si présents: fermés	-	-	-	-	X		A	B
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant		A	B
2.4.3 Salles d'eau (SDE)									
Toutes les SDE	MIN 1 SDE pour 1 chambre	-	-	-	-	X		A	B
	Tou(te)s les bains/douches avec robinets mitigeurs thermostatiques	-	-	-	-	X		A	B

Toutes les SDE à l'exclusion des SDE situées dans les chambres et uniquement accessibles via celles-ci	Nombre MIN de SDE par groupe - ou fraction de groupe - de pers. (référence à la CAP BASE)	1 par groupe de 14	1 par groupe de 10	1 par groupe de 7	1 par groupe de 5	SO		A	B
	Si présentes: fermées	X	X	X	X	X			
SDE situées dans les chambres et uniquement accessibles via celles-ci	Si présentes: délimitées	-	-	-	X	X	(44)	A	B
-	Si présentes: cloisonnées	-	-	-	-	X	(43)	A	B
SDE débouchant directement sur les espaces de vie	Si CAP =< 6 pers: exclusion	-	-	-	-	X	(42)	A	B
	Si 6 < CAP < 10 pers: exclusion	-	-	-	X	X	(42)	A	B
	Si CAP >=10 pers. : exclusion	-	-	X	X	X	(42)	A	B
	Si présentes: fermées	X	X	X	X	X			
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant		A	B
2.4.4 Autres sanitaires									
Lavabos	Nombre MIN de lavabos par groupe - ou fraction de groupe - de pers. (référence à la CAP BASE)	1 par groupe de 8	1 par groupe de 7	1 par groupe de 6	1 par groupe de 5	1 par groupe de 4	(45)	A	B
-	MAX 2 lavabos par SDE	-	-	-	X	X	(46)	A	B
Douches	MAX 2 douches par SDE	-	-	-	X	X	(46)	A	B
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant		A	B
2.5. Divers									
Espace buanderie / rangement / poubelles / ...		-	-	X(A)	X	X	(47)	A	B
Equipement nettoyage / lessive / ...	Matériel de nettoyage de base	X	X	X	X	X		A	B
	Aspirateur	-	-	X	X	X		A	B
	Lave-linge	-	-	-	X	X	(47)	A	B
	séche-linge	-	-	-	-	X	(47)	A	B
	Table et fer à repasser	-	-	-	X	X		A	B
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant		A	B

3. SPORT / BIEN-ETRE									
Sauna ou jacuzzi ou espace fitness		-	-	-	X(A)	X(B)	(48)	A	B
Piscine ou tennis ou espace bien-être		-	-	-	-	X	(49)	A	-
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant			

PARTIE B - Normes de classement des micro-gîtes ruraux, des micro-gîtes à la ferme, des micro-gîtes citadins et des micro-meublés de vacances

Groupe A : micro-gîtes ruraux, micro-gîtes à la ferme, micro-meublés de vacances en milieu rural

Groupe B : micro-gîtes citadins, micro-meublés de vacances en milieu urbain

Nombre d'épis / clefs:	1	2	3	4	5	Renvoi n°:	Groupe concerné par ce critère
1. EXTERIEUR							
1.1. Espace utilitaire (accès, facilités, partage de l'espace, ...)							
Possibilité de stationnement à proximité immédiate	-	X	X	X	X	(1)(2)	A B
Places de parking à proximité	MIN 1 place privative	-	-	X(A)	X	(2)(3)	A B
	MIN 1 place privative couverte	-	-	-	-	X	A B
Mitoyenneté	Absence d'hébergement ou d'habitation contiguë(e)	-	-	-	X	(5)	A -
Nuisances	Absence de nuisance(s) permanente(s)	-	-	-	X	(6)	A B
1.2. Espace loisirs							
1.2.1. Généralités et Equipements divers							
Espace loisirs		-	X	X	X	X	A -
	Surface	-	-	-	-	6 ares	A -
	Meubles de jardin ou de terrasse	-	-	X(A)	X	X	A B
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant	A -
1.2.2. Terrasse							
Caractéristiques	Attenante et privative	-	-	X(A)	X	X	(3)(8) A B
	Eclairée	-	-	-	X	X	A B
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant	A B
1.2.3. Espace loisirs hors terrasse (jardin, prairie,cour, bois ...)							
Caractéristiques	Attenant et privatif	-	-	-	X(A)	X	(3)(8) A B

	Pelouse entretenue	-	-	X(A)	X(A)	X		A	B
	Plantations	-	-	-	X(A)	X		A	B
	Jardin paysager	-	-	-	-	X	(9)	A	-
2. INTERIEUR									
2.1. Généralités / Equipements divers									
Accès aux étages	Sécurisé (muni d'une rampe)	X	X	X	X	X		A	B
Hauteur des pièces (NH)	Hauteur minimale : 2 mètres	X	X	X	X	X	(10)	A	B
Documentation pratique et touristique en français et néerlandais	Actualisée	-	-	X	X	X	(13)	A	B
	Organisée	-	-	-	X	X		A	B
Equipement audio-visuel	Radio-CD compact	-	-	X	X	X	(14)	A	B
	TV	-	-	X	X	X	(14)	A	B
	Lecteur DVD	-	-	-	X	X		A	B
Connexion internet		-	-	-	-	X		A	B
2.2. Espace de vie (= coin cuisine + coin repas + coin salon + coin nuit)									
2.2.1. Généralités									
Surface MIN en M²	CAP = 1	16,0	20,0	24,0	28,0	32,0		A	B
	CAP = 2	18,0	22,0	26,0	30,0	34,0		A	B
	CAP = 3	22,0	26,0	30,0	34,0	38,0		A	B
	CAP = 4	26,0	30,0	34,0	38,0	42,0		A	B
Couchage(s) d'appoint	Nombre MAX	2	2	2	0	0		A	B
Fenêtre	Fenêtre ouvrante	X	X	X	X	X		A	B
	Double vitrage	-	-	-	X	X		A	B
Chauffage	Chauffage fixe	X	X	X				A	B

	Chauffage central (ou assimilé)	-	-	-	X	X	(16)	A	B
2.2.2.. Coin cuisine							-	-	-
Cuisine équipée		-	-	X	X	X	(17)	A	B
Réfrigération et/ou congélation	Capacité réfrigérateur en litres	110	110	110	110	110		A	B
	Freezer ou congélateur	-	X	X				A	B
	Congélateur	-	-	-	X	X		A	B
Cuisson	Four	X	X					A	B
	Four combiné	-	-	X			(18)	A	B
	Four standard + four micro-ondes	-	-	-	X	X		A	B
	Nombre MIN de feux de cuisson fixes	2	2	2			(19)	A	B
	Nombre MIN de feux de cuisson fixes	-	-	-	4	4	(19)	A	B
Facilités d'aération / ventilation	Hotte aspirante avec système de filtration	-	-	X	X	X		A	B
Facilités de vaisselle	Lave-vaisselle	-	-	-	X	X		A	B
Petits équipements de cuisine électriques	Percolateur (ou assimilé)	X	X	X	X	X		A	B
	Nbre minimum de petits équipements différents	1	1	2	2	3	(21)	A	B
Equipement de vaisselle	Nbre verres, tasses, couverts, assiettes, casseroles, poêles, ... adaptée à la capacité	X	X	X	X	X	(22)	A	B
	équipement assorti	-	-	X	X	X	(23)	A	B
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant		A	B
2.2.3. Coin repas							-	-	-
Table(s) et chaises (ou banc) assortis	Nombre MIN de places sur chaises ou bancs (référence à la CAP MAX)	X	X	X			(24)(25)	A	B
	Nombre MIN de places sur chaises (référence à la CAP MAX)	-	-	-	X	X	(25)	A	B
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant		A	B

2.2.4. Coin salon							(26)	-	-
Présence		-	X	X	X	X	A	B	
Convivialité	1 place assise par pers. (référence à la CAP MAX)	-	-	-	X	X	(28) A	B	
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant	A	B	
2.2.5. Coin nuit							-	-	-
Equipement	Exclusion des lits superposés	-	-	-	-	X	A	B	
	Exclusion des lits superposés à plus de 2 niveaux	X	X	X	X	X	A	B	
	1 meuble de chevet + 1 table de chevet dans toutes les chambres	-	X				A	B	
	1 meuble de chevet par pers. + 1 table de chevet par pers. dans toutes les chambres	-	-	X	X	X	(34) A	B	
	Espace de rangement	-	X	X	X	X	(35)(36) A	B	
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant	A	B	
2.3. Sanitaires									
2.3.1. Généralités / Equipements divers									
Aération	Aération dans tous les sanitaires	X	X	X	X	X	(40) A	B	
Chauffage	Chauffage fixe	-	-	X			A	B	
	Chauffage central (ou assimilé)	-	-	-	X	X	A	B	
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant	A	B	
2.3.2. WC									
WC	MIN 1 WC	X	X	X	X	X	A	B	
-	MIN 1 WC indépendant d'une SDE	-	-	-	-	X	(41) A	B	
	Fermé	X	X	X	X	X	A	B	
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant	A	B	

2.3.3 Salles d'eau (SDE)								
SDE	MIN 1 SDE cloisonnée	X	X	X	X	X	A	B
	Tou(te)s les bains/douches avec robinets mitigeurs thermostatiques	-	-	-	-	X	A	B
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant	A	B
2.3.4 Autres sanitaires								
Lavabos	Nombre MIN	1	1	1	1	2	(45)	A B
Baignoire	Nombre MIN	-	-	-	-	1	(46)	A B
Douche	Nombre MIN	-	-	-	-	1	(46)	A B
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant	A	B
2.4. Divers								
Espace buanderie / rangement / poubelles / ...		-	-		-	X	(47)	A B
Equipement nettoyage / lessive / ...	Matériel de nettoyage de base	X	X	X	X	X		A B
	Aspirateur	-	-	X	X	X		A B
	Lave-linge	-	-	-	X	X	(47)	A B
	séche-linge	-	-	-	-	X	(47)	A B
	Table et fer à repasser	-	-	-	X	X		A B
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant	A	B
3. SPORT / BIEN-ETRE								
Sauna ou jacuzzi ou espace fitness		-	-	-	X(A)	X(B)	(48)	A B
Piscine ou tennis ou espace bien-être		-	-	-	-	X	(49)	A -
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant		

LISTE DES RENVOIS RELATIFS AUX PARTIES A ET B

1	Stationnement = arrêt temporaire permettant de décharger personnes et bagages.
2	A proximité immédiate = dans un rayon de 20 mètres MAX par rapport à l'entrée de l'hébergement A proximité = dans un rayon de 50 mètres MAX par rapport à l'entrée de l'hébergement
3	Privatif = réservé / affecté à l'hébergement
4	Toute tranche entamée entraîne l'obligation de disposer d'une place supplémentaire. Une CAP BASE de 5 pers. nécessite donc 2 places de parking. Remarque pour les hébergements groupés sur un même site avec parking commun et places non différenciées: le nombre minimum de places = la somme des minima Exemple: 3 hébergements contigus de, respectivement, 5,6 et 7 pers., exigent, pour satisfaire au critère: 1 place (pour l'hébergement 5 pers.) + 2 places (pour l'hébergement 6 pers.) + 2 places (pour l'hébergement 7 pers.) = 5 places, et non 4 places comme l'exigerait un seul hébergement de (5 + 6 + 7 =) 19 pers..
5	L'objectif est de procurer une certaine tranquillité (pas de voisins, pas de salles de réceptions, ...). La contiguïté d'un bâtiment non aménagé mais de bon aspect (une grange, par exemple) ne pose aucun problème.
6	Les nuisances peuvent être olfactives, auditives ou visuelles. Sont particulièrement (mais pas uniquement) visées ici celles qui résultent, par exemple, de la proximité d'installations classées (usines, ...), routes à grande circulation, voies ferrées, aéroports, ... NB: dans un GF, les odeurs, bruits, ... résultant de l'activité agricole ne peuvent être considérés comme des nuisances vu qu'elles font partie intégrante de l'offre.
7	Terrasse = espace unifonctionnel clairement délimité (rupture au niveau des matériaux du sol, bacs à fleurs, haies, rondins, ...) par rapport au reste de l'espace loisirs ainsi que par rapport à l'espace utilitaire extérieur. Dans le cas d'un GC, la terrasse peut être remplacée par un balcon pour autant que celui-ci permette d'y placer chaises et table pour un repas
8	Attenant = qui garantit la possibilité de passer de l'intérieur du GR/GF/MV/GC à l'espace dont question en passant uniquement par des espaces privés appartenant au propriétaire des lieux
9	Jardin paysager = jardin dont les plantations ont été organisées artificiellement avec un souci d'esthétisme et d'harmonie.
10	Ne sont pas visées ici les pièces mansardées ou les caves voûtées
11	Exemples non-limitatifs d'articulation/distribution qui débouchent sur de l'inconfort ou un manque d'intimité et qui ne satisfont donc pas à ce critère.: - accès à des chambres via un garage, une buanderie - accès à des pièces communes de détente (salles de jeux, salon TV, ..) via des chambres
12	Actualisée = de l'année en cours
13	Organisée = rangée, classée, éventuellement dans des fardes, incluant aussi numéros de téléphone: médecin, pharmacien, ...et réclamant travail et implication de l'exploitant.
14	Reliée au câble ou à une parabole et permettant de recevoir au minimum une dizaine de chaînes
15	Assimilé = cassette, poêle à bois, ... obligatoirement en état de fonctionner
16	Assimilé = qui garantit la production de chaleur en tout lieu
17	Equipée = non seulement pourvue de tous les électro-ménagers de base, mais aussi dont la conception, l'harmonie, le placement des divers composants ont été pensés
18	La combinaison four standard + four micro-ondes satisfait évidemment aussi à ce critère
19	Les feux principaux sont inamovibles. Les feux d'appoint peuvent être intégrés à un cuiseur non fixe.
20	Critère sans objet pour le cas particulier des cuisinières industrielles adaptées à la capacité

21	A choisir exclusivement parmi: bouilloire, grille-pain, toaster, mixer, couteau électrique, presse-agrumes, raclette, pierrade, fondue.
22	Adapté à la capacité = pourvu des équipements suivants: - verres et tasses (incluant 1 verre "standard" + 1 verre à vin + 1 tasse); - couverts (incluant 1 couteau + 1 fourchette + 1 cuillère + 1 petite cuillère); - assiettes (incluant 1 assiette plate + 1 assiette creuse); en nombre égal à au moins une fois et demi la CAP MAX de l'hébergement
23	Assorti mais pas nécessairement de la même collection
24	Le banc (ou la banquette) peut être en bois, en métal, ... Sont formellement exclus les bancs de jardin, bancs de traiteurs, ...
25	On entend ici les places assises permettant de manger à table
26	Coin salon: espace situé à l'écart de l'espace repas et permettant à au moins 2 personnes de s'asseoir dans un fauteuil
27	Salon: espace délimité formant une entité bien distincte de l'espace repas et permettant à au moins 4 personnes de s'asseoir dans un fauteuil
28	Principe = possibilité pour tous de s'asseoir en même temps dans un même endroit
29	Les autres espaces détente peuvent être des espaces pour adultes (bibliothèque, jardin d'hiver, second salon, ...), pour enfants (salle de jeux) ou mixtes (salon TV). Ils doivent être néanmoins meublés, équipés et chauffés.
30	Un commun = pièce affectée principalement voire uniquement au transit, fermée et isolant la chambre, la SDE, le WC des espaces de vie (certains espaces ouverts tels couloirs, pailiers ou mezzanines peuvent néanmoins être pris en compte si ils procurent à la chambre, à la SDE, au WC un recul suffisant par rapport aux espaces de vie). L'exigence d'accès via les communs ne s'applique pas aux chambres, SDE et WC pour PMR ni à la seconde chambre d'une suite (cf pt 30 pour définition de la suite)
31	Seules sont visées ici les chambres en enfilade; pas les chambres composant une suite, ni les chambres communicantes Remarques: - "Chambres composant une suite" = chambres formant une entité privée et intime qui implique concrètement un accès unique, un maximum de 2 chambres, la présence d'une salle d'eau privative dans la suite, un lien de subordination (une chambre est l'annexe de l'autre) et/ou de complémentarité (ex: chambre "parents" + chambres "enfants") entre les 2 chambres. -"Chambres communicantes" = ensemble de chambres dont chacune, en plus d'être accessible via une autre chambre, doit être accessible via les communs -"Chambres en enfilade" = ensemble de chambres dont certaines ne sont accessibles que via une autre chambre
32	Couchage d'appoint: couchage non-permanent (lit pliable, lit tiroir, ...)
33	Pour les chambres sous toiture, se référer à l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 11/02/99 déterminant les critères de salubrité, le caractère améliorable ou non des logements (...) Lorsque la hauteur de 2 mètres n'est pas assurée sur toute la surface de la pièce, la superficie utile est calculée comme suit: - à 100% lorsque la hauteur sous plafond est supérieure à 2 mètres - à 75 % lorsque la hauteur sous plafond est comprise entre 1,80 mètres et 2 mètres - à 50% lorsque la hauteur sous plafond est comprise entre 1 mètre et 1,80 mètre - à 0% lorsque la hauteur sous plafond est inférieure à 1 mètre
34	Principe = permettre à chacun de lire au lit et de poser son verre d'eau de manière indépendante et individuelle. Tout autre système / structure que le couple meuble et lampe de chevet qui satisfait à ces 2 fonctions est accepté. De même qu'une table de chevet partagée entre 2 lits simples et suffisamment large est acceptée.
35	Principe = donner la faculté à chacun de pouvoir pendre et de ranger horizontalement ses vêtements

36	Penderies mobiles exclues.
37	Une SDE = 1 espace regroupant au minimum 1 lavabo + 1 douche ou baignoire Remarque: si toutes les chambres sont équipées d'un lavabo, les simples salles de douche peuvent néanmoins entrer dans le décompte des SDE
38	Privatif = réservé exclusivement aux occupants de la chambre
39	Critère applicable aux seuls hébergements autorisés APRES la date d'entrée en vigueur de la présente grille - Un vélux est assimilé à une fenêtre
40	Pour les sanitaires dépourvus de possibilité d'aération naturelle vers l'extérieur, une ventilation active est requise (une simple grille d'aération dans la porte ne suffit pas)
41	Les WC indépendants ne sont pas tenus d'être pourvus d'un chauffage
42	Cette exigence ne s'applique pas aux SDE et WC pour PMR.
43	Cloisonné = séparé et caché à la vue du reste de la chambre par une cloison inamovible, mais pas spécialement fermé
44	Délimité = séparé du reste de la chambre par une rupture quelconque (changement du sol, escalier, alcôve, ...), mais pas spécialement cloisonné
45	Sont pris en compte les lavabos situés dans les SDE et dans les chambres NB: les lave-mains présents dans les WC indépendants ne sont pas tenus en compte
46	Principe = ne pas permettre les blocs sanitaires du 4 et 5 épis/clés
47	L'espace buanderie ainsi que le lave-linge et le sèche-linge peuvent se partager entre plusieurs hébergements situés sur le même site.
48	L'espace fitness doit comporter au moins 3 appareils importants (tels que vélo fixe, tapis de course, banc à "poids", rameur, ...) NB 1: si un GC ou un MVU satisfait au critère "piscine, tennis, espace bien-être", la satisfaction du critère présent n'est pas requise pour le niveau 4 épis / clés NB 2: Ces équipements ne doivent pas être privatifs au sens strict du terme mais le touriste ne peut, lors de son séjour, "souffrir" d'aucune concurrence, si ce n'est celle du propriétaire (et de sa famille) et/ou celle, le cas échéant, des locataires d'autres hébergements présents sur le "même site".
49	La piscine peut-être couverte ou en plein air mais cela doit être une piscine en dur, inamovible et d'un surface minimum de 20 m2 Le terrain de tennis doit être, dès que le temps le permet, opérationnel et en bon état (grillage penché, troué, surface "labourée" ou abimée sont exclus, cela pourrait même constituer un nuisance visuelle) L'espace bien-être est pris ici dans une acception de haut-standing, donc d'un ensemble harmonieux, pensé et spécifiquement destiné à la relaxation. NB: Ces équipements ne doivent pas être privatifs au sens strict du terme mais le touriste ne peut, lors de son séjour, souffrir d'aucune concurrence, si ce n'est celle du propriétaire (et de sa famille) et/ou celle, le cas échéant, des locataires d'autres hébergements présents sur le même site.

PARTIE C - Normes de classement des chambres d'hôtes et des chambres d'hôtes à la ferme							
Nombre d'épis / clefs:		1	2	3	4	5	Renvoi n°:
1. EXTERIEUR							
1.1. Accès / environnement							
Places de parking à proximité		-	X	X	X		(1)
	MIN 1 place privative par chambre	-	-	-		X	(2)
Nuisances	Absence de nuisances permanentes	-	-	-	X	X	(3)
1.2. Espace loisirs accessibles aux hôtes							
	Commun, meublé et éclairé	-	-	X	X	X	
	Jardin et/ou cour aménagée					X	(4)
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant	
2. INTERIEUR							
2.1. Accueil - service							
Langues d'accueil	Français (courant) + 1 autre langue (notions)			X	X	X	
Petit déjeuner	Présence pendant le petit-déjeuner		X	X	X	X	
	Petit déjeuner de base		X	X			(5)
	Petit déjeuner du terroir				X	X	(6)
2.2. Pièces accessibles aux hôtes							
Configuration - Généralités	Espace repas		X	X	X	X	
	Coin salon			X			(8)
	Salon				X	X	(9)

	Accès aux étages sécurisé (muni d'une rampe)	X	X	X	X	X	
	Chauffage fixe	X	X	X			
	Chauffage central ou assimilé				X	X	(10)
	WC indépendant au niveau des pièces accessible aux hôtes				X	X	
Equipement / accessoires	Documentation pratique et touristique, organisée, en français et néerlandais	X	X	X	X	X	(11)
	Documentation pratique et touristique, actualisée, en français et néerlandais	-	-	X	X	X	(12)
	Vaisselle assortie			X	X	X	(13)
	Réfrigérateur (avec boissons fraîches à disposition)				X	X	(14)
	Percolateur et bouilloire électrique (avec thé et café à disposition)			X	X	X	(15)
	Connexion internet	-	-	-		X	
	Bibliothèque, jeux de société à disposition				X	X	
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant	
2.3. Chambres							
Accessibilité des chambres	via les communs			X	X	X	(16)
Surface MIN en M², hors surface sanitaire (NH)	Chambre 1 personne	8	8	9	10	12	
	Chambre 2 personnes	8	9	11	13	15	
	Surface additionnelle MIN par personne supplémentaire (à partir de la 3e personne)	-	-	3	3	3	
Fenêtre	Ouvrante	X	X	X	X	X	
Eclairage	Naturel	X	X	X	X	X	(17)
Occultation		X	X	X	X	X	
Lits	Exclusion des lits superposés	-	-	-	-	X	
	Exclusion des lits superposés à plus de 2 niveaux	X	X	X	X	X	
Literie	dimension MIN: 80 x 190 cm pour 1 personne - 140 x 190 cm pour 2 personnes	X	X	X	X		

	dimension MIN: 90 x 200 cm pour 1 personne - 160 x 200 cm pour 2 personnes					X	
	Protection du matelas	X	X	X	X	X	
	Taies d'oreillers, draps, couvertures, housses de couettes assortis			X	X	X	(13)
Mobilier	Espace de rangement		X	X	X	X	(18)
	MIN 1 chaise ou 1 fauteuil	X	X	X			
	MIN 1 chaise ou 1 fauteuil par personne				X	X	
	MIN 1 fauteuil				X		
	Coin salon avec éclairage spécifique					X	(8)(19)
	MIN 1 table et/ou 1 bureau			X	X	X	
	1 table de chevet + 1 lampe de chevet		X				
	1 table de chevet + 1 lampe de chevet par personne			X	X	X	(20)
Décoration	Peintures et/ou gravures et/ou miroirs et/ou objets décoratifs ...			X	X	X	
	Personnalisation de chaque chambre					X	(21)
Equipement / accessoires	TV					X	
	Connexion internet	-	-	-		X	
	Si pas de SDE privative: lavabo dans la chambre (avec miroir - porte-serviettes - tablette)	X	X	SO	SO	SO	(22)
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant	
2.4. Sanitaires							
SDE	Commune	X					(22)(23)
	Commune et située au même niveau que les chambres		X				
	Privative, non attenante et située au même niveau que la chambre			X			(24)(25)
	Privative, attenante et délimitée				X		(24)(25)(26)
	Privative, attenante et cloisonnée					X	(24)(25)(27)

Equipement des SDE	Miroir - Porte-serviettes - Tablette de lavabo	X	X	X	X	X	
	Meuble de rangement				X	X	
	Prise électrique à portée de main (pour rasoir ou sèche-cheveux)			X	X	X	
	Linge de bain avec peignoirs					X	
Chauffage dans les SDE	Chauffage fixe	X	X	X			(28)
	Chauffage central ou assimilé				X	X	(28)(10)
WC	Commun	X					
	Commun, situé au même niveau que les chambres et séparé de la salle d'eau		X				
	Privatif, situé au même niveau que les chambres et fermé			X			(24)
	Privatif, attenant et cloisonné				X		(24)(25)(27)
	Privatif, attenant, fermé et séparé de la salle d'eau					X	
Aération	Aération dans tous les sanitaires		X	X	X	X	(29)
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant	
3. SPORT / BIEN-ETRE							
Piscine ou espace bien-être ou espace fitness ou tennis		-	-	-		X	(30)
Etat d'usure	Etat d'usure de tous les équipements, revêtements, accessoires, ...	acceptable	très limité	très limité	inexistant	inexistant	

LISTES DES RENVOIS RELATIFS A LA PARTIE C	
1	A proximité = dans un rayon de 50 mètres MAX par rapport à l'entrée de l'hébergement
2	Privatif = réservé / affecté à l'hébergement
3	Les nuisances peuvent être olfactives, auditives ou visuelles. Sont particulièrement (mais pas uniquement) visées ici celles qui résultent, par exemple, de la proximité d'installations classées (usines, ...), routes à grande circulation, voies ferrées, aéroports, ... NB: dans une CHF les odeurs, bruits, ... résultant de l'activité agricole ne peuvent être considérés comme des nuisances vu qu'elles font partie intégrante de l'offre.
4	En milieu urbain, un balcon, une terrasse, dont la grandeur permet d'y installer table et chaises et qui présente un dégagement, une vue sur un environnement vert (parc, jardin, ...), naturel (rivière, ...) ou architecturalement remarquable (place, avenue, ... prestigieuse) peut suffire
5	Un petit déjeuner de base se compose de pain, de confiture, d'un choix entre café, thé et chocolat.
6	Un petit déjeuner du terroir se compose, en plus des produits d'un petit-déjeuner de base, de produits "maison" ou de la région mais aussi de laitages, salaisons, jus de fruits, ... (cumul sucré-salé obligatoire). Attention: une confiture "maison" seule ne suffit pas pour bénéficier du qualificatif terroir
7	Pièces où se passe l'essentiel de la vie familiale
8	Coin salon: espace situé à l'écart de l'espace repas et permettant à au moins 2 personnes de s'asseoir dans un fauteuil
9	Salon: espace délimité formant une entité bien distincte de l'espace repas et permettant à au moins 4 personnes de s'asseoir dans un fauteuil
10	Assimilé = qui garantit la production de chaleur en tout lieu
11	Actualisée = de l'année en cours
12	Organisée = rangée, classée, éventuellement dans des fardes, incluant aussi numéros de téléphone: médecin, pharmacien, ... et réclamant travail et implication de l'exploitant.
13	Assorti mais pas nécessairement de la même collection
14	Le réfrigérateur peut être le réfrigérateur familial. Il doit cependant disposer "d'espace" pour que les touristes puissent y déposer bouteilles, pic-nic, ... Remarque: ce critère peut être remplacé/satisfait par la présence de réfrigérateurs (obligatoirement silencieux) dans toutes les chambres
15	Les boissons, sachets de thé ou café peuvent être payants
16	Un commun = pièce affectée principalement voire uniquement au transit, fermée et isolant la chambre des espaces de vie (certains espaces ouverts tels couloirs, paliers ou mezzanines peuvent néanmoins être pris en compte si ils procurent à la chambre un recul suffisant par rapport aux espaces de vie).
17	L'éclairage naturel doit provenir d'une fenêtre (ou assimilé: vélux, ...)
18	Principe = donner la faculté à chacun de pouvoir pendre et de ranger horizontalement ses vêtements
19	Un seul fauteuil suffit dans une chambre de une personne
20	Principe = permettre à chacun de lire au lit et de poser son verre d'eau de manière indépendante et individuelle. Tout autre système / structure que le couple meuble et lampe de chevet qui satisfait à ces 2 fonctions est accepté. De même qu'une table de chevet partagée entre 2 lits simples et suffisamment large est acceptée.
21	Principe = : rechercher une différenciation de chaque chambre par des couleurs, des meubles, une ambiance, des dispositions, un thème différent, ... afin d'éviter l'uniformisation de type hôtelier

22	Une SDE = 1 espace regroupant au minimum 1 lavabo + 1 douche ou baignoire Remarque: si chaque chambre ne disposant pas d'une SDE privative est équipée d'un lavabo, on peut considérer une simple salle de douche comme SDE,
23	Une salle d'eau commune ne peut se partager qu'entre les occupants de 3 chambres ou entre les occupants de 2 chambres et la famille du propriétaire
24	Privatif = réservé exclusivement aux occupants de la chambre
25	Attenant = qui garantit la possibilité de passer de l'intérieur de la chambre à l'espace dont question en passant uniquement par des espaces réservés exclusivement aux occupants de la chambre
26	Délimité = séparé du reste de la chambre par une rupture quelconque (changement du sol, escalier, alcôve, ...), mais pas spécialement cloisonné
27	Cloisonné = séparé du reste de la chambre par une cloison inamovible, mais pas spécialement fermé
28	Pour les salles d'eau non fermées, le chauffage de la chambre suffit
29	Pour les sanitaires dépourvus de possibilité d'aération naturelle vers l'extérieur, une ventilation active est requise (une simple grille d'aération dans la porte ne suffit pas)
30	L'espace fitness doit comporter au moins 3 appareils importants (tels que vélo fixe, tapis de course, banc à "poids", rameur, ...) NB: une table de ping-pong peut remplacer un de ces 3 éléments, La piscine peut-être couverte ou en plein air mais cela doit être une piscine en dur, inamovible et d'un surface minimum de 20 m2 Le terrain de tennis doit être, dès que le temps le permet, opérationnel et en bon état (grillage penché, troué, surface "labourée" ou abimée sont exclus, cela pourrait même constituer un nuisance visuelle) L'espace bien-être est pris ici dans une acception de haut-standing, donc d'un ensemble harmonieux, pensé et spécifiquement destiné à la relaxation, NB: Ces équipements ne doivent pas être privatifs au sens strict du terme mais le touriste ne peut, lors de son séjour, souffrir d'aucune concurrence, si ce n'est celle du propriétaire (et de sa famille) et/ou celle, le cas échéant, des locataires d'autres hébergements présents sur le même site.

La "chambre d'hôtes" est définie comme "une chambre faisant partie de l'habitation unifamiliale, personnelle et habituelle" : aucune limite de capacité n'est prévue, mais les "chambres dortoirs" sont d'office exclues.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 portant diverses mesures d'application relatives aux établissements d'hébergement touristique, aux terrains de caravanage, et à l'organisation du tourisme.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Annexe 2

ANNEXE 12 — NORMES DE SECURITE INCENDIE SPECIFIQUES AUX TERRAINS DE CAMPING

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

1. Généralités.

Ces dispositions sont applicables sans préjudice des normes et dispositions générales ou particulières applicables, et notamment :

- l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire et des modifications de cet arrêté (*Moniteur belge* du 26 avril 1995);
- le Code du bien-être au travail;
- le Règlement général pour la Protection du Travail (R.G.P.T.);
- le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

1.1. But de ces dispositions

1.1.1. Les mesures reprises au chapitre II énoncent les mesures minimales applicables dans les bâtiments pour :

- prévenir la naissance d'un incendie;
- assurer la sécurité des personnes;
- faciliter l'intervention des Services d'incendie.

Les mesures reprises au chapitre III visent prioritairement à :

- a) assurer la sécurité et l'évacuation des occupants et résidents;
- b) équiper les installations extérieures de moyens d'extinction de première intervention;
- c) contrôler le niveau de sécurité des installations génératrices de possibilités d'incendie.

1.2. Mesures à prendre par l'exploitant.

L'exploitant prend les mesures adéquates pour :

- prévenir les incendies;
- combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie;
- en cas d'incendie, permettre :
 - * aux personnes hébergées de donner l'alerte et l'alarme;
 - * d'assurer la sécurité des personnes et, si nécessaire, pourvoir à leur évacuation rapide et sans danger;
 - * d'avertir immédiatement le Service d'incendie territorialement compétent.

1.3. Domaine d'application.

Ces dispositions sont applicables à tout terrain de camping touristique, de caravanage et de camping à la ferme et en ce qui concerne :

- 1) les bâtiments accessibles au public;
- 2) les terrains en eux-mêmes (voiries, emplacements, espaces accessibles aux touristes).

1.4. Terminologie.

1.4.1. La terminologie adoptée est celle figurant à l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

1.4.2. Par le terme « terrain de camping », il faut entendre les terrains de camping touristique, les terrains de caravanage et les terrains de camping à la ferme;

- le terme « terrain de camping touristique » est défini à l'article 2, 18°, du décret du 18 décembre 2003;
- le terme « terrain de caravanage » est défini à l'article 1, 2°, du décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de caravanage;
- le terme « terrain de camping à la ferme » est défini à l'article 2, 21°, du décret du 18 décembre 2003.

1.4.3. Type de terrains de camping.

Type A : moins de 50 emplacements.

Type B : de 50 à 400 emplacements.

Type C : plus de 400 emplacements.

1.5. Comportement au feu des éléments et matériaux de construction.

1.5.1. A la demande du bourgmestre ou de son délégué, l'exploitant est tenu de produire la preuve que les dispositions en matière de comportement au feu des éléments et matériaux de construction repris dans la présente réglementation sont observées.

S'il ne peut fournir cette preuve, il est tenu de donner par écrit et sous la co-signature d'un architecte, une description de la composition des éléments et matériaux de construction pour lesquelles la preuve précitée ne peut être fournie.

1.5.2. Réaction au feu - Méthodes d'essai.

Les matériaux de construction sont catalogués d'après la classification reprise dans l'annexe 5 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

1.6. Certification des matériaux et installations.

Généralités concernant la certification des équipements et des installations.

En application de la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires d'essais et l'arrêté royal du 6 septembre 1993 portant création d'un système d'accréditation des organismes de certification conformément aux critères des normes de la série ISO EN IEC 17000 et pour autant que la certification des installateurs, des installations et (ou) du matériel concernés existe dans un délai de deux ans précédant la réalisation de l'installation ou la mise en œuvre du matériel :

- les installations ou le matériel mis en œuvre, ou remplacé dans le bâtiment, doivent être certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de produits conformément au système BELCERT ou selon une procédure de certification reconnue équivalente dans un autre Etat membre de l'Union européenne, ou à défaut d'accréditation, satisfaire aux critères généraux inscrits dans la NBN-EN-45011;

- les installations et (ou) le matériel mis en œuvre, ou remplacé dans le bâtiment, doivent être placés par des installateurs certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de personnel conformément au système BELCERT ou selon une procédure de certification reconnue équivalente dans un autre Etat membre de l'Union européenne, ou à défaut d'accréditation, satisfaire aux critères généraux inscrits dans la NBN-EN-45013.

1.7. NORME NBN et équivalence dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

S'il est établi au moyen de documents nécessaires qu'un produit repris dans la présente annexe satisfait aux exigences fixées en norme NBN selon des méthodes d'essai et de classification équivalentes dans un autre Etat membre de l'Union européenne, ce produit est considéré comme satisfaisant aux spécifications techniques fixées par ladite annexe.

CHAPITRE II. — *Bâtiments destiné à accueillir le public*

Remarque.

Les bâtiments isolés ne comprenant que les locaux servant de vestiaires, sanitaires ou douches ne doivent répondre qu'aux points 2.5, 2.6, 2.7 et 2.8.

Il en est de même pour les ensembles de locaux servant de vestiaires, sanitaires ou douches attenants à des bâtiments destinés à accueillir du public lorsqu'ils en sont séparés par des éléments Rf.

2.1. Nombre de personnes admissibles.

2.1.1. Dans les locaux et magasins de vente accessibles à la clientèle, la densité totale théorique d'occupation est déterminée en fonction des critères repris à l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

2.1.2. Dans les cafés, brasseries, débits de boissons, restaurants, bars, dancings, salons de dégustation, salles de réunions, d'auditions et de fêtes et établissements analogues, la densité totale théorique d'occupation est calculée sur base d'une personne par m² de surface plancher totale des locaux accessibles au public.

2.1.3. Le nombre de personnes admissibles, simultanément présentes, sera aussi conditionné par la largeur utile totale des sorties telle que déterminée à l'article 2.5. « Evacuation ».

Le critère le plus restrictif est à prendre en considération.

2.1.4. Tout exploitant peut par demande écrite et motivée, solliciter l'accord écrit du bourgmestre en vue de fixer, suivant des critères spécifiques, le nombre total de personnes admissibles, simultanément présentes.

2.2. Eléments de construction.

2.2.1. Les éléments structurels assurant la stabilité de l'ensemble du bâtiment sis au sein du lieu accessible au public et des locaux indispensables à son fonctionnement ont de par eux-mêmes une résistance au feu (Rf) de 1 h.

Dans la zone non surmontée d'étage, la Rf des éléments structurels ainsi que celle de la charpente de toiture est de 1/2 h.

A défaut de présenter de par eux-mêmes ces niveaux de Rf, ces éléments peuvent être protégés de manière à les atteindre.

A défaut, une installation de détection automatique d'incendie généralisée est prévue. Cette installation est conforme à la NBN S21-100.

2.2.2. L'ensemble de la couverture des toitures répond au classement B Roof T1 selon la norme ENV 1187.

2.3. Compartimentage.

2.3.1. L'ensemble du volume accessible au public forme un compartiment indépendant séparé du reste du bâtiment par des parois horizontales et verticales présentant une Rf uniforme de 1 h. Tout passage vers des volumes contigus se fait par une porte Rf 1/2 h équipée d'un dispositif de fermeture automatique ou dispositif de fermeture automatique en cas d'incendie.

La cuisine forme un compartiment indépendant dont les parois intérieures (horizontales et verticales) présentent une Rf uniforme d'1 heure. Tous les accès intérieurs se font par des portes Rf d'1/2 h équipées d'un dispositif de fermeture automatique ou dispositif de fermeture automatique en cas d'incendie. A défaut, on se reporte à l'article 2.10.3.

2.3.2. Tout passage de câbles et de tuyauteries au travers d'un élément de construction (mur, cloison, plancher, plafond) est réalisé de manière à conserver à cet élément son caractère de résistance au feu initial.

Pour les resserrages des conduites de fluides, de solides, d'électricité ou d'ondes électromagnétiques, on se reportera à la circulaire ministérielle du S.P.F. Intérieur du 15 avril 2004.

2.4. Aménagements intérieurs.

2.4.1. Les faux plafonds et leurs éléments de suspension, pour autant qu'ils ne participent pas à la protection des éléments de structure doivent :

- être construit et/ou recouverts de matériaux de classe A1 selon l'annexe 5 « réaction au feu des matériaux » de l'arrêté royal du 7 juillet 1994, fixant les normes de base en matière de prévention contre les incendies et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire;

- présenter une stabilité au feu d'1/2 h.

2.4.2. Sans préjudice aux dispositions prévues par le Règlement général pour la Protection du Travail approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947 ainsi que les arrêtés royaux le complétant ou le modifiant, le Bourgmestre ou son délégué technique décide des établissements où les sièges sont solidement fixés et/ou reliés entre eux.

Tous les sièges sont placés de manière à faciliter une évacuation rapide. Quoi qu'il en soit lorsqu'il y a des rangs de sièges, ils ne peuvent comprendre plus de 10 sièges s'ils sont desservis par un seul couloir.

Ils peuvent en comprendre 20 s'ils sont desservis par deux couloirs.

2.4.3. Lors du renouvellement des revêtements existants, les dispositions reprises à l'annexe 5 « réaction au feu des matériaux » de l'Arrêté royal du 7 juillet 1994, fixant les normes de base en matière de prévention contre les incendies et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire, sont d'application.

2.5. Evacuation.

2.5.1. Emplacement, répartition, largeur.

2.5.1.1. L'emplacement, la répartition et la largeur des escaliers, dégagements, sorties, ainsi que des portes et des voies qui y conduisent, doivent permettre une évacuation rapide et aisée des personnes jusqu'à la voie publique ou jusqu'à un espace permettant de l'atteindre facilement.

2.5.1.2. Les locaux situés en sous-sol ou aux étages doivent être desservis par un ou des escaliers distincts de celui ou ceux utilisés à titre privé.

L'évacuation des locaux ou ensemble de locaux à occupation nocturne se fait par un chemin d'évacuation dont les parois verticales présentent une Rf au feu de 1 heure et les portes une Rf au feu de 1/2 heure. Elles sont équipées d'un dispositif de fermeture automatique et dispositif de fermeture automatique en cas d'incendie.

2.5.1.3. La largeur utile des portes de sortie sera d'au moins 0,80 m.

2.5.1.4. La largeur des dégagements, sorties et voies qui y conduisent doit être égale ou supérieure à 0,80m, avec une hauteur minimum de 2 mètres.

Leur largeur utile totale minimum est proportionnelle au nombre de personnes appelées à les emprunter pour sortir de l'établissement, à raison de 1 cm par personne.

2.5.1.5. Les escaliers destinés au public doivent avoir une largeur utile totale au moins égale en cm au nombre de personnes appelées à les emprunter, multipliée par 1,25 s'ils descendent vers les sorties et multipliée par 2 s'ils montent vers celles-ci, avec un minimum de 1 mètre.

2.5.1.6. Chaque escalier est muni d'une main courante. Lorsque la largeur utile est supérieure ou égale à 1,20 m, il est muni de chaque côté d'une main courante.

De plus, une main courante centrale est obligatoire lorsque la largeur utile est égale ou supérieure à 2,50 m. Toute main courante est rigide et solidement fixée.

2.5.1.7. Les locaux et les étages où peuvent séjourner au moins cent personnes disposent d'au moins deux sorties distinctes jusqu'à la voie publique ou jusqu'à un espace permettant de l'atteindre. Elles seront suffisamment éloignées l'une de l'autre.

2.5.1.8. Les locaux ou étages où peuvent séjourner au moins cinq cents personnes disposent d'au moins trois sorties distinctes jusqu'à la voie publique ou jusqu'à un espace permettant de l'atteindre. Elles seront suffisamment éloignées l'une de l'autre.

2.5.1.9. Au vu de la configuration des lieux et en fonction de l'importance et de la nature des risques, le Bourgmestre peut, sur avis du Service régional d'Incendie, imposer une ou des sorties complémentaires.

2.5.1.10. Il est interdit de placer ou de disposer des objets quelconques pouvant gêner la circulation dans les lieux de passage ou de réduire leur largeur utile.

2.5.1.11. Toutes les voies d'évacuation, y compris les échelles, coursives et escaliers de secours extérieurs, sont éclairés en suffisance. Seul l'éclairage électrique est autorisé.

2.5.2. Portes.

2.5.2.1. Les portes se trouvant dans des dégagements reliant 2 sorties doivent s'ouvrir dans les deux sens.

Pour les bâtiments en construction ou construits après la date du 1^{er} janvier 1993 ainsi que les bâtiments construits avant cette date ayant fait l'objet d'une modification, d'une extension ou d'une transformation après le 1^{er} janvier 1993, les portes de sortie et de sortie de secours extérieure doivent obligatoirement s'ouvrir vers l'extérieur.

2.5.2.2. L'emploi de portes coulissantes automatiques n'est autorisé que pour les issues donnant accès directement à l'air libre. Les éléments coulissants doivent, sous simple pression, se transformer en éléments battants.

2.5.2.3. La fermeture d'une partie des portes pendant les heures de service n'est admise qu'au moyen de dispositifs très apparents et faciles à manœuvrer par toute personne non avertie.

2.5.2.4. Les portes à tambour et tourniquets ne sont pas admis sauf si lesdites portes à tambour et lesdits tourniquets sont excédentaires aux sorties obligatoires.

2.5.2.5. Les portes basculantes sont interdites.

2.5.2.6. Les vantaux des portes en verre ou parois vitrées portent à hauteur de vue, une marque permettant de se rendre compte de leur présence.

2.5.2.7. Toute porte automatique qui ne peut être facilement ouverte à la main doit être équipée d'un dispositif tel que, si la source d'énergie qui actionne la porte vient à faire défaut, cette dernière s'ouvre automatiquement et libère la largeur totale de la baie.

2.5.3. Signalisation.

2.5.3.1. L'emplacement de chacune des sorties et de chacune des sorties de secours doit être signalé d'une manière très apparente à l'aide de pictogrammes tels que définis par l'arrêté royal du 17 juin 1997 concernant la signalisation de la sécurité et de la santé au travail.

Si la configuration des lieux le nécessite, la direction des sorties et escaliers conduisant aux sorties doit être signalée à l'aide de pictogrammes tels que définis par l'arrêté royal du 17 juin 1997 concernant la signalisation de la sécurité et de la santé au travail.

Au besoin, cette signalisation est reproduite au sol.

2.5.3.2. Les baies non destinées à être utilisées comme issues par le public doivent être fermées et, si la disposition des lieux le justifie, être signalées de manière très apparente par le pictogramme représentant le symbole du « SENS INTERDIT » tel que visé à l'arrêté royal du 17 juin 1997 précité.

2.6. Chauffage.

2.6.1. Chauffage.

La chaudière est placée dans un local appelé chaufferie. Tout stockage de matériaux combustibles y est interdit.

Les murs, cloisons, planchers et plafonds des chaufferies présentent au moins une Rf 1 h. S'il en fait usage de combustibles liquides ou gazeux, toute communication entre la chaufferie et le bâtiment, et entre la chaufferie et le dépôt de combustibles, doit être fermée par une porte Rf 1/2 h.

Ces portes se ferment automatiquement. Elles ne sont pourvues d'aucun dispositif permettant de les fixer en position ouverte. Il est interdit en toutes circonstances de les maintenir en position ouverte. Elles s'ouvrent dans le sens de l'évacuation.

Pour les chaufferies dont la puissance totale est ≥ 70 kW, les dispositions de la NBN B61 001 - chaufferies et cheminées - sont d'application.

Pour les chaufferies dont la puissance totale est < 70 kW, les dispositions de la NBN B61 002 - chaudières de chauffage central dont la puissance nominale est inférieure à 70 kW - sont d'application.

Pour les chaudières d'une puissance inférieure à 30 kW, les dispositions précédentes ne sont pas d'application si ce n'est les dispositions de la NBN B61 002.

Les réservoirs contenant les combustibles liquides sont placés dans une cuvette étanche d'une capacité au moins égale au volume de stockage.

Le cuvelage n'est pas demandé pour les citernes métalliques de capacité inférieure ou égale à 3 000 litres à condition que :

- le système de jauge soit interne;
- les canalisations desservant la citerne soient métalliques.

Ces obligations pour les réservoirs sont également valables pour les réservoirs contenant les combustibles liquides situés à l'extérieur d'un bâtiment. La cuvette est construite en matériaux de classe A0.

2.6.2. Appareils de chauffage.

2.6.2.1. Les appareils de chauffage doivent être conçus et établis de façon à offrir des garanties de sécurité suffisantes eu égard aux circonstances locales.

2.6.2.2. Les appareils de chauffage par combustion sont tenus en bon état de fonctionnement, reliés à un conduit à bon tirage et conçus de manière à assurer l'évacuation totale et régulière à l'extérieur des gaz de combustion, même en cas de fermeture maximum des dispositifs de réglage.

2.6.2.3. Les cheminées et conduits de fumée des appareils de chauffage doivent être construits en matériaux incombustibles et être convenablement entretenus.

2.6.2.4. Les générateurs de chaleur, les cheminées et les conduits de fumée doivent être installés à une distance suffisante des matières et matériaux combustibles ou en être isolés de manière à prévenir le risque d'incendie.

2.6.2.5. Les générateurs de chaleur à allumage automatique utilisant un combustible liquide ou gazeux doivent être équipés de façon que l'alimentation en combustible soit automatiquement arrêtée dans les cas suivants :

- pendant l'arrêt automatique ou non du brûleur;
- dès l'extinction accidentelle de la flamme;
- dès surchauffe ou surpression à l'échangeur;
- en cas de coupure du courant électrique, pour les générateurs de chaleur à combustible liquide.

2.6.2.6. Les installations de chauffage à air chaud doivent répondre aux conditions suivantes :

- la température de l'air aux points de distribution ne peut excéder 80 °C;
- les gaines d'amenée d'air chaud doivent être construites entièrement en matériaux incombustibles;
- lorsque le générateur d'air chaud se trouve dans une chaufferie :

* l'aspiration de l'air à chauffer ne peut se faire dans cette chaufferie ou ses dépendances;
* les bouches de prise et de reprise d'air doivent être munies de filtres à poussières efficaces non susceptibles d'émettre des vapeurs combustibles :

- si l'air est chauffé directement dans le générateur, la pression de l'air chaud dans celui-ci doit toujours être supérieure à celle du gaz circulant dans le foyer.

2.6.2.7. Dans les locaux chauffés à l'air chaud par générateur à échange direct, un dispositif doit assurer automatique l'arrêt du ventilateur et du générateur, en cas d'élévation anormale de la température de l'air chaud.

Lorsque le générateur d'air chaud se trouve dans une chaufferie, ce dispositif doit être doublé par une commande manuelle placée en dehors de cette chaufferie. Cette dernière disposition ne s'applique pas aux générateurs à échange direct chauffés électriquement.

2.6.2.8. Les appareils de chauffage électriques sont autorisés à l'exclusion de ceux à résistance apparente; les appareils individuels à combustion sont interdits.

Lors de l'utilisation d'appareils de chauffage électrique à accumulation à décharge par convection forcée (encore appelés radiateurs électriques à accumulation du type dynamique), la température de l'air aux points de distribution ne peut dépasser la valeur de 80 °C.

Ces appareils répondent aux exigences du marquage « CE ».

2.6.3. Gaz.

2.6.3.1. Généralités.

2.6.3.1.1. Les appareils à gaz (chauffage, production d'eau sanitaire, cuisine) doivent satisfaire aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. Ils doivent être munis d'une marque de conformité BENOR ou AGB s'ils sont construits avant le 1^{er} janvier 1996 et le marquage CE s'ils sont construits après le 31 décembre 1995.

2.6.3.1.2. Les précautions indispensables sont prises pour éviter les fuites de gaz.

Après avis du Service régional d'Incendie, en fonction de la nature des risques et de la configuration des lieux, une vanne permettant la coupure de l'arrivée de gaz naturel est établie à l'extérieur de l'établissement. Elle est signalée d'une manière très visible par la lettre « G » peinte en jaune sur fond noir ou vice-versa.

2.6.3.2. Gaz naturel.

2.6.3.2.1. Tout compteur à gaz naturel sera du type Rht - résistant à haute température - selon la NBN D51-004 - Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air distribué par canalisations - Installations particulières.

Le ou les compteurs seront positionnés dans un local clos, uniquement réservé à cet effet et construit en matériaux incombustibles.

Le local sera pourvu d'une ventilation haute suffisante donnant directement accès à l'extérieur.

2.6.3.2.2. L'installation est conforme à la norme NBN D51-003 - installations alimentées en gaz combustibles plus léger que l'air, distribué par canalisation de gaz - et à la norme NBN D51-004 - Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations : installations particulières.

2.6.3.3. Gaz de pétrole liquéfié.

2.6.3.3.1. Les installations doivent être conformes aux dispositions des normes NBN-D51-006 relatives aux "Installations intérieures alimentées en butane ou propane commercial en phase gazeuse à une pression maximale de service de 5 bar et placement des appareils d'utilisation - Dispositions Générales" "Partie 1 : Terminologie, Partie 2 : Installations Intérieures, Partie 3 : Placement des appareils d'utilisation".

2.6.3.3.2. Les dépôts en réservoirs fixes non réfrigérés de gaz butane et propane liquéfiés commerciaux ou leur mélange doivent répondre aux prescriptions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2005 déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de gaz de pétrole liquéfié en vrac.

2.6.3.3.3. Mesures de sécurité concernant les récipients mobiles.

Les récipients mobiles ne peuvent être utilisés ou stockés à l'intérieur des bâtiments à l'exception de ceux dont la quantité de combustible ne dépasse pas trois kilos. A l'extérieur des bâtiments, ils sont placés à 1,50 m au moins des fenêtres et à 2,50 m au moins des portes.

Les récipients mobiles sont toujours placés à un niveau qui ne peut être en contrebas, par rapport au sol environnant et à 2,50 m au moins de toute ouverture de cave ou d'une descente vers un lieu souterrain. Leur stabilité doit être assurée.

Il est interdit de laisser séjourner des matières facilement combustibles, y compris des herbes sèches et des broussailles, à moins de 2,50 m des récipients mobiles.

Les récipients mobiles ainsi que leur appareillage sont protégés des intempéries. Tout abri ou local dans lequel ils sont éventuellement installés :

- ne peut être construit qu'à l'aide de matériaux non combustibles;

- est convenablement aéré par le haut et par le bas.

Sur avis du Service régional d'Incendie, en fonction de l'importance et de la nature des risques et si la configuration des lieux l'impose, les installations de chauffage et de conditionnement d'air doivent pouvoir être arrêtés en cas d'incendie.

2.7. Electricité.

2.7.1. Les installations électriques doivent satisfaire aux prescriptions du Règlement général des Installations Electriques, normes et règlements en vigueur.

Elles doivent être contrôlées par un organisme agréé par le SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie lors de la 1^{re} inspection et ensuite tous les cinq ans et chaque fois que des modifications importantes sont effectuées.

2.8. Eclairage de sécurité.

2.8.1. Tous les bâtiments destinés à accueillir du public ou tous les établissements accessibles à celui-ci doivent posséder un éclairage de sécurité.

Cet éclairage est installé dans tous les locaux accessibles au public et au personnel employé, à toutes les issues et issues de secours, ainsi que dans tous les couloirs et dégagements qui doivent permettre l'évacuation aisée des personnes.

L'installation de l'éclairage de sécurité est conforme aux normes belges NBN C71-100 (Appareils d'éclairage électrique et accessoires - Eclairage de sécurité - Règles d'installation et consignes pour le contrôle et l'entretien), NBN EN 1838 (Eclairagisme - Eclairage de secours) et NBN EN 60598-2-22 (Luminaires - Partie 2-22 : règles particulières - Luminaires pour éclairage de secours + corrigendum.

La conformité de l'installation sera attestée par un rapport d'inspection dressé par un organisme agréé par le SPF Economie, P.M.E, Classes moyennes et Energie.

2.9. Système d'évacuation de la fumée et de la chaleur.

2.9.1. En fonction de l'importance et de la nature des risques, le bourgmestre peut imposer sur avis du Service régional d'Incendie le placement d'exutoires de fumée. Le nombre, la surface de ces exutoires ainsi que le système de commande sont déterminés conformément aux normes et code de bonne pratique en vigueur.

2.10. Moyens de lutte contre l'incendie.

2.10.1. Après consultation du Service régional d'Incendie par l'exploitant, les bâtiments et les établissements destinés à accueillir le public sont pourvus de moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, dévidoirs, extinction automatique, etc...) selon l'importance et la nature des risques.

Dans tous les cas, il sera prévu au minimum un extincteur à eau pulvérisée (+ additif) d'une capacité de 9 l ou à poudre polyvalente d'une capacité de 6 kg, conforme aux normes de la série NBN - EN 3 - Extincteurs d'incendie portatifs -.

Tout extincteur est solidement fixé à un mètre de hauteur.

2.10.2. Le matériel de lutte contre l'incendie doit être en bon état d'entretien, protégé contre le gel, aisément accessible et judicieusement réparti. Il doit pouvoir être mis en service immédiatement.

2.10.3. Dans le cas où le compartimentage résistant au feu de la cuisine n'est pas réalisé, les friteuses et les autres appareils de cuisson sont protégés par une installation automatique d'extinction à eau légère. Le déclenchement de l'installation provoque la coupure de l'alimentation en énergie des friteuses et autres appareils de cuisson. Le fonctionnement automatique est doublé d'une commande manuelle placée en un endroit protégé à l'écart des appareils de cuisson.

2.10.4. Le matériel d'extinction est signalé de façon apparente à l'aide de pictogrammes tels que définis par l'arrêté royal du 17 juin 1997 concernant la sécurité et la santé au travail.

2.10.5. Pour les chaudières à combustible liquide, chaque brûleur est protégé par un système d'extinction automatique. Le fonctionnement de ce système entraîne la coupure des alimentations en combustible et en électricité.

2.11. Alerte - Alarme - Détection automatique d'incendie.

2.11.1. Sur avis du Service régional d'Incendie, en fonction de l'importance et de la nature des risques et si la configuration des lieux l'impose, l'exploitant doit mettre en place des moyens d'alerte et d'alarme appropriés.

Par « alerte », il faut entendre l'avertissement donné à l'exploitant et au service privé d'incendie tel que visé au point 2.12, de l'existence d'un début d'incendie ou d'un danger.

Par « alarme », il faut entendre l'avertissement donné à l'ensemble des personnes séjournant en un lieu déterminé d'évacuer ce lieu.

2.11.2. Les postes d'alerte et d'alarme doivent être en nombre suffisant, facilement accessibles, en bon état de fonctionnement et d'entretien, judicieusement répartis et bien signalés.

2.11.3. Les signaux d'alerte et d'alarme ne doivent pas pouvoir être confondus entre eux ni avec d'autres signaux. Ils doivent pouvoir être perçus par tous les intéressés.

2.11.4. Les logements sont chacun équipés d'une détection automatique d'incendie conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2004 relatif à la présence de détecteurs d'incendie dans les logements.

2.11.5. L'annonce doit être faite dans tous les cas de début d'incendie aux services d'urgence 100 ou 112 visés à l'arrêté royal du 9 octobre 2002 fixant les services d'urgence conformément à l'article 125 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

2.11.6. Les bâtiments et établissements destinés à accueillir le public doivent être raccordés au réseau téléphonique par un poste téléphonique fixe accessible en cas d'urgence.

Les numéros de téléphone des services de secours (Pompiers - Ambulances et Police) sont affichés de manière visible près de l'appareil téléphonique et à l'extérieur du bâtiment.

Ces informations reprennent l'adresse précise du terrain de camping, la nature de l'incident et une estimation aussi précise que possible de son ampleur. Elles sont rédigées dans les 3 langues nationales et en anglais.

En cas d'existence d'un réseau téléphonique intérieur, celui-ci est réalisé de telle manière qu'une interruption quelconque de la distribution de l'énergie électrique ne puisse empêcher d'établir une communication extérieure vers les services de secours précités.

Tout appareil à « pré-paiement » est autorisé uniquement lorsqu'il est complémentaire à l'appareil repris à l'alinéa précédent, à moins qu'il possède, sans paiement, des sorties directes vers les services de secours précités.

2.12. Service privé d'incendie.

2.12.1. Sur avis du Service régional d'Incendie, en fonction de l'importance et de la nature des risques et si la configuration des lieux l'impose, l'exploitant est tenu d'organiser un service de prévention et de lutte contre l'incendie, comportant un nombre suffisant de personnes exercées à l'emploi du matériel d'incendie dont dispose l'établissement.

Ce personnel est obligatoirement présent pendant les heures d'ouverture de l'établissement.

Des exercices d'alerte, d'alarme et d'évacuation doivent être organisés au moins une fois l'an par ses soins.

2.13. Précautions contre les incendies.

2.13.1. Il est interdit de déposer des matières inflammables ou aisément combustibles, des récipients contenant ou ayant contenu des matières inflammables ou des récipients contenant des gaz comprimés, liquéfiés ou dissous à proximité des foyers ou de sources de chaleur quelconques.

2.13.2. Il est interdit de laisser s'accumuler, dans les locaux, des chiffons de nettoyage et des déchets sujets à auto-combustion ou facilement inflammables. Ils doivent être placés dans des récipients appropriés, munis de couvercles hermétiques, le tout en métal ou en d'autres matériaux présentant les mêmes garanties.

Les déchets doivent être évacués dans les plus brefs délais.

CHAPITRE III. — *Emplacements et voiries accessibles au public*

En application de l'article 90 du décret, jusqu'au 1^{er} janvier 2019, il peut être dérogé en tout ou partie aux prescriptions du présent chapitre.

3.1. Implantation - Chemins d'accès - Circulation - Evacuation.

3.1.1. Le terrain de camping est obligatoirement implanté dans une zone accessible en permanence aux véhicules des services de secours.

3.1.2. Le terrain de camping est accessible par une voirie extérieure carrossable entre la voirie publique et l'entrée du terrain de camping.

Celle-ci permet en permanence le croisement des véhicules, y compris ceux des services de secours.

La voirie d'accès extérieure carrossable ainsi que les voiries intérieures de circulation doivent répondre aux caractéristiques définies ci-après.

Si ces caractéristiques ne peuvent être respectées, un essai réaliste est effectué au moyen des véhicules des services de secours pouvant intervenir et en fonction de la configuration du terrain. Cet essai est réalisé de commun accord entre le propriétaire/exploitant et le responsable du service d'incendie territorialement compétent et fait l'objet d'un rapport.

La capacité portante de toutes ces voiries doit être suffisante pour que les véhicules dont la charge par essieu de 13 t. maximum puissent y circuler et y stationner, sans s'enliser, même s'ils déforment le terrain.

* Ne peuvent être exigées pour les voiries d'accès extérieures, que les caractéristiques maximum suivantes :

- largeur libre : 6 m;
- hauteur libre : 4 m;
- pente maximale : 12 % maximum;
- rayon de braquage : 11 m intérieur et 15 m extérieur.

* Sont exigées pour les voiries intérieures, les caractéristiques minimum suivantes :

- largeur au sol : 3 m;
- largeur libre : 3,5 m;
- hauteur libre : 4 m.

3.1.2.1. La longueur des chemins en cul-de-sac ne peut excéder 100 m.

Si cette condition n'est pas respectée, une aire de retournement est prévue.

Cette aire aura une surface minimum de 100 m² et un essai réaliste est effectué au moyen des véhicules des services de secours pouvant intervenir et en fonction de la configuration du terrain. Cet essai est réalisé de commun accord entre le propriétaire/exploitant et le responsable du service d'incendie territorialement compétent et fait l'objet d'un rapport.

3.1.2.2. Si le terrain de camping de type A est situé en bordure de la voirie publique et si la distance perpendiculaire de la voirie publique à l'emplacement le plus éloigné est inférieure à 60 m, les voiries intérieures peuvent ne pas être obligatoires.

3.1.2.3. Pour les terrains de camping de type B, sur avis du Service régional d'Incendie, en fonction de l'importance et de la nature des risques et si la configuration des lieux l'impose, un mode de circulation sera déterminé.

Pour les terrains de camping de type C, les voiries intérieures forment une boucle de circulation.

3.1.2.4. Lorsque le camping est accessible par des barrières automatiques, elles sont installées selon les principes de la sécurité positive et équipées d'un système adapté et accepté par le service d'incendie territorialement compétent.

Ce système permet en permanence l'accès au terrain de camping.

3.1.2.5. Lorsque le terrain de camping est implanté en forêt, en bordure de terrain boisé ou en tout endroit présentant un risque d'incendie, il est débroussaillé en permanence.

Dans certaines configurations d'implantation du terrain de camping, des moyens complémentaires d'extinction peuvent être imposés par le service d'incendie territorialement compétent.

3.1.3. Circulation.

Dans le terrain de camping, le stationnement est interdit sur les voiries intérieures et extérieures.

La direction et le cheminement permettant de rejoindre les différentes sorties sont signalés.

Pour les terrains de camping disposant d'une boucle de circulation, un sens de circulation est obligatoirement mis en place.

3.1.4. Evacuation.

3.1.4.1. Lorsque le terrain de camping de type B est délimité par une enceinte de quelque type que ce soit, il doit disposer de 2 issues de secours permettant aux personnes de sortir du terrain de camping.

L'accès à ces issues de secours est signalé et éclairé conformément aux points 3.2.1. et 3.3.1.

3.1.4.2. Lorsque le terrain de camping de type C est délimité par une enceinte de quelque type que ce soit, il doit disposer de 3 issues de secours permettant aux personnes de sortir du terrain de camping.

L'accès à ces issues de secours est signalé et éclairé conformément aux points 3.2.1. et 3.3.1.

3.2. Signalisation.

3.2.1. Pour faciliter la circulation sur les voiries intérieures du terrain de camping, une signalisation est mise en place.

Cette signalisation est réalisée au moyen des différents signaux repris au code de la route (loi du 16 mars 1968 relative à la circulation routière).

Numéros des panneaux :

- stationnement interdit - E1;
- stop - B5;
- obligation de direction - D1e - D1s;
- signaux d'interdiction - C1 - C43;
- signaux de priorité - B1.

3.2.2. Les issues de secours sont signalées à l'aide des pictogrammes définis à l'arrêté royal du 17 juin 1997 concernant la signalisation de la sécurité et de la santé au travail.

3.3. Installations électriques.

3.3.1. Toutes les voiries intérieures et extérieures du terrain de camping sont éclairées. Seul l'éclairage électrique est autorisé.

Cet éclairage permet un déplacement aisé sur tout le site et l'évacuation des occupants en cas de nécessité.

L'éclairage mesuré dans un plan horizontal situé à 0,85 m. au-dessus du sol et dans l'axe de la voirie est de minimum 2 Lux.

Cet éclairage peut ne pas être permanent.

3.3.2. Toutes les installations électriques doivent satisfaire aux prescriptions du règlement général des installations électriques, normes et règlements en vigueur. Ces installations sont contrôlées par un organisme agréé par le SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie.

3.4. Moyen d'annonce et d'alarme.

L'exploitant doit mettre en place des moyens d'annonce et d'alarme.

3.4.1. Annonce.

Un poste téléphonique fixe mis à la disposition des vacanciers doit permettre d'atteindre en tout temps les services d'urgence 100 ou 112 visés à l'arrêté royal du 9 octobre 2002 fixant les services d'urgence conformément à l'article 125 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

A défaut, une cabine téléphonique est située dans les environs immédiats du terrain de camping.

Tout appareil à « pré-paiement » est autorisé uniquement s'il possède, sans paiement, des sorties directes vers les services d'urgence précités.

Les numéros d'appel des services de secours sont affichés de façon bien visible à côté de l'appareil, ainsi que les informations devant être transmises au service de secours.

Ces informations reprennent l'adresse précise du terrain de camping, la nature de l'incident et une estimation aussi précise que possible de son ampleur. Elles sont rédigées dans les 3 langues nationales et en anglais.

3.4.2. Alarme.

L'exploitant organise son propre système d'alarme, invitant les personnes du terrain camping à évacuer dans le plus court délai.

Des instructions pour l'utilisation du système d'alarme sont affichées.

Elles sont rédigées dans les 3 langues nationales et en anglais.

3.5. Moyens d'extinction - ressources en eau

3.5.1. Le terrain de camping est pourvu d'au moins un poste d'incendie par groupe ou fraction de groupe de 100 emplacements disposé sur le terrain dans un périmètre de chaque groupe ou fraction de groupe de 100 emplacements.

Chaque poste d'incendie doit être équipé de 3 extincteurs portatifs à poudre polyvalente, type ABC, d'une capacité de 6 kg ou 2 extincteurs portatifs à poudre polyvalente, type ABC, d'une capacité de 9 kg.

3.5.2. Les extincteurs sont conformes aux normes de la série NBN - EN.3 (Extincteurs d'incendie portatifs).

3.5.3. Le matériel d'incendie est logé dans une armoire que l'on doit pouvoir ouvrir aisément. Celle-ci est solidement fixée sur un support de couleur rouge à une hauteur maximum de 1 m.

3.5.4. Les postes d'incendie sont répartis judicieusement sur le terrain de camping en accord avec le Service d'Incendie territorialement compétent.

Ils sont signalés à l'aide de pictogrammes conformément à l'arrêté royal du 17 juin 1997 concernant la signalisation de sécurité et de santé au travail.

Cette signalisation renseigne le chemin le plus rapide pour y accéder.

3.5.5. Une bouche ou une borne d'incendie raccordée au réseau public de la distribution d'eau, d'un débit de 400 l./min doit être disponible dans les environs immédiats du terrain de camping (à défaut une réserve d'eau d'au moins 20 m³ est prévue.

3.5.6. Pour les terrains de type A, la capacité de la réserve d'eau est de minimum 10 m³.

3.6. Règlement d'ordre intérieur - R.O.I.

3.6.1. Le règlement d'ordre intérieur doit être affiché de façon bien visible au bureau d'accueil et à proximité de chaque bloc sanitaire. Il est rédigé dans les trois langues nationales et en anglais.

3.6.2. Ce règlement comprend les prescriptions et informations minimales suivantes :

- les renseignements sur les procédures d'urgences (évacuation, annonce, alarme);
- l'interdiction de stationner sur les voiries extérieures et les voiries intérieures de circulation;
- l'autorisation d'utiliser les barbecues traditionnels s'ils sont éloignés de tout élément combustible d'au moins 2 m et si l'espace environnant est débroussaillé en permanence;
- l'interdiction d'utiliser des allumes feux;
- l'emplacement des issues de secours.
- l'emplacement du ou des endroits de ralliement, à l'extérieur du terrain de camping, en cas d'incident nécessitant l'évacuation du terrain de camping.

Ce règlement reprend des consignes élémentaires en cas d'évacuation, en invitant les personnes :

- à garder leur calme;
- à couper les différentes alimentations d'énergie;
- à prévenir les services d'urgence;
- à tenter un début d'extinction de l'incendie;
- à quitter le terrain de camping en fonction du plan d'évacuation.

Ce règlement reprend également les consignes élémentaires pour prévenir un incendie, visées au chapitre V.

3.6.3. Le plan des installations est affiché à l'entrée du terrain de camping et à chaque bloc sanitaire. Il reprend toutes les voiries intérieures, la numérotation des emplacements, le sens de circulation, s'il échet, l'emplacement des issues de secours, des postes d'incendie, de la boîte de secours, les différents locaux générateurs de risques et les sources d'énergie, l'emplacement des postes d'alerte et de téléphonie.

Deux exemplaires de ce plan ainsi que la description du système d'alarme sont transmis au service d'incendie territorialement compétent.

3.6.4. Le terrain de camping doit être pourvu d'une boîte de secours facilement accessible, localisée à l'accueil ou dans le local à usage d'infirmerie et conforme au Code du bien-être au travail.

CHAPITRE IV. — *Contrôles et entretiens périodiques*

Les dispositions du chapitre II de l'annexe 9 sont d'application.

CHAPITRE V. — *Consignes pour les campeurs - Comment prévenir un incendie*

Les campeurs sont invités à respecter les consignes ci-dessous :

- ne pas utiliser de petits appareils, type camping-gaz, sans surveillance;
- respecter le code de bonne pratique en matière d'installation gaz de pétrole liquéfié :
- utiliser au maximum 2 bouteilles de gaz pour l'alimentation des différents appareils;
- ne pas stocker des bouteilles de gaz pleines ou vides;
- limiter la longueur du flexible reliant les bouteilles aux appareils à 2 m maximum;
- remplacer les flexibles avant la date de prescription y reprise ou en cas de détérioration (coupure, tuyau craquelé,...);
- placer à chaque extrémité du flexible des colliers de serrage;
- maintenir toutes les bouteilles de gaz en position debout;
- ne pas fumer pendant la manipulation des bouteilles;
- ne pas utiliser des appareils de chauffage à combustibles solides ou liquides sans raccordement à un conduit d'évacuation extérieure conforme aux règles de l'art;
- assurer, en cas d'utilisation d'appareils de chauffage, à combustibles solides ou liquides, la bonne ventilation des locaux (apport d'air extérieur);
- assurer la ventilation de l'espace douche;
- entretenir les différents appareils de cuisson et de chauffage;
- nettoyer régulièrement les hottes de cuisine;
- disposer éventuellement d'une couverture extinctrice et/ou d'un extincteur.

Ces consignes doivent être affichées de manière visible à l'accueil et remises aux campeurs lors de toute nouvelle occupation d'emplacements. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 portant diverses mesures d'application relatives aux établissements d'hébergement touristique, aux terrains de caravanage, et à l'organisation du tourisme.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe 2

ANNEXE 12. — NORMES DE SECURITE INCENDIE SPECIFIQUES AUX TERRAINS DE CAMPING

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

1. Généralités.

Ces dispositions sont applicables sans préjudice des normes et dispositions générales ou particulières applicables, et notamment :

- l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire et des modifications de cet arrêté (*Moniteur belge* du 26 avril 1995);
- le Code du bien-être au travail;
- le Règlement général pour la Protection du Travail (R.G.P.T.);
- le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

1.1. But de ces dispositions.

1.1.1. Les mesures reprises au chapitre II énoncent les mesures minimales applicables dans les bâtiments pour :

- prévenir la naissance d'un incendie;
- assurer la sécurité des personnes;
- faciliter l'intervention des Services d'incendie.

Les mesures reprises au chapitre III visent prioritairement à :

- a) assurer la sécurité et l'évacuation des occupants et résidents;
- b) équiper les installations extérieures de moyens d'extinction de première intervention;
- c) contrôler le niveau de sécurité des installations génératrices de possibilités d'incendie.

1.2. Mesures à prendre par l'exploitant.

L'exploitant prend les mesures adéquates pour :

- prévenir les incendies;
- combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie;
- en cas d'incendie, permettre :
 - * aux personnes hébergées de donner l'alerte et l'alarme;
 - * d'assurer la sécurité des personnes et, si nécessaire, pourvoir à leur évacuation rapide et sans danger;
 - * d'avertir immédiatement le Service d'incendie territorialement compétent.

1.3. Domaine d'application.

Ces dispositions sont applicables à tout terrain de camping touristique, de caravanage et de camping à la ferme et en ce qui concerne :

- 1) les bâtiments accessibles au public;
- 2) les terrains en eux-mêmes (voiries, emplacements, espaces accessibles aux touristes).

1.4. Terminologie.

1.4.1. La terminologie adoptée est celle figurant à l'annexe ^{re}1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

1.4.2. Par le terme "terrain de camping", il faut entendre les terrains de camping touristique, les terrains de caravanage et les terrains de camping à la ferme;

- le terme "terrain de camping touristique" est défini à l'article 2, 18°, du décret du 18 décembre 2003;
- le terme "terrain de caravanage" est défini à l'article 1^{er}, 2°, du décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de caravanage;
- le terme "terrain de camping à la ferme" est défini à l'article 2, 21°, du décret du 18 décembre 2003.

1.4.3. Type de terrains de camping.

Type A : moins de 50 emplacements.

Type B : de 50 à 400 emplacements.

Type C : plus de 400 emplacements/

1.5. Comportement au feu des éléments et matériaux de construction.

1.5.1. A la demande du Bourgmestre ou de son délégué, l'exploitant est tenu de produire la preuve que les dispositions en matière de comportement au feu des éléments et matériaux de construction repris dans la présente réglementation sont observées.

S'il ne peut fournir cette preuve, il est tenu de donner par écrit et sous la co-signature d'un architecte, une description de la composition des éléments et matériaux de construction pour lesquelles la preuve précitée ne peut être fournie.

1.5.2. Réaction au feu - Méthodes d'essai.

Les matériaux de construction sont catalogués d'après la classification reprise dans l'annexe 5 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

1.6. Certification des matériaux et installations.

Généralités concernant la certification des équipements et des installations.

En application de la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires d'essais et l'arrêté royal du 6 septembre 1993 portant création d'un système d'accréditation des organismes de certification conformément aux critères des normes de la série ISO EN IEC 17000 et pour autant que la certification des installateurs, des installations et (ou) du matériel concernés existe dans un délai de 2 ans précédant la réalisation de l'installation ou la mise en œuvre du matériel :

- les installations ou le matériel mis en œuvre, ou remplacé dans le bâtiment, doivent être certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de produits conformément au système BELCERT ou selon une procédure de certification reconnue équivalente dans un autre Etat membre de l'Union européenne, ou à défaut d'accréditation, satisfaire aux critères généraux inscrits dans la NBN-EN-45011;

- les installations et (ou) le matériel mis en œuvre, ou remplacé dans le bâtiment, doivent être placés par des installateurs certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de personnel conformément au système BELCERT ou selon une procédure de certification reconnue équivalente dans un autre Etat membre de l'Union européenne, ou à défaut d'accréditation, satisfaire aux critères généraux inscrits dans la NBN-EN-45013.

1.7. NORME NBN et équivalence dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

S'il est établi au moyen de documents nécessaires qu'un produit repris dans la présente annexe satisfait aux exigences fixées en norme NBN selon des méthodes d'essai et de classification équivalentes dans un autre Etat membre de l'Union européenne, ce produit est considéré comme satisfaisant aux spécifications techniques fixées par ladite annexe.

CHAPITRE II. — *Bâtiments destiné à accueillir le public*

Remarque.

Les bâtiments isolés ne comprenant que les locaux servant de vestiaires, sanitaires ou douches ne doivent répondre qu'aux points 2.5, 2.6, 2.7 et 2.8.

Il en est de même pour les ensembles de locaux servant de vestiaires, sanitaires ou douches attenants à des bâtiments destinés à accueillir du public lorsqu'ils en sont séparés par des éléments Rf.

2.1. Nombre de personnes admissibles.

2.1.1. Dans les locaux et magasins de vente accessibles à la clientèle, la densité totale théorique d'occupation est déterminée en fonction des critères repris à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

2.1.2. Dans les cafés, brasseries, débits de boissons, restaurants, bars, dancings, salons de dégustation, salles de réunions, d'auditions et de fêtes et établissements analogues, la densité totale théorique d'occupation est calculée sur base d'une personne par m² de surface plancher totale des locaux accessibles au public.

2.1.3. Le nombre de personnes admissibles, simultanément présentes, sera aussi conditionné par la largeur utile totale des sorties telle que déterminée à l'article 2.5. "Evacuation".

Le critère le plus restrictif est à prendre en considération.

2.1.4. Tout exploitant peut par demande écrite et motivée, solliciter l'accord écrit du Bourgmestre en vue de fixer, suivant des critères spécifiques, le nombre total de personnes admissibles, simultanément présentes.

2.2. Eléments de construction.

2.2.1. Les éléments structurels assurant la stabilité de l'ensemble du bâtiment sis au sein du lieu accessible au public et des locaux indispensables à son fonctionnement ont de par eux-mêmes une résistance au feu (Rf) de 1 h.

Dans la zone non surmontée d'étage, la Rf des éléments structurels ainsi que celle de la charpente de toiture est de 1/2 h.

A défaut de présenter de par eux-mêmes ces niveaux de Rf, ces éléments peuvent être protégés de manière à les atteindre.

A défaut, une installation de détection automatique d'incendie généralisée est prévue. Cette installation est conforme à la NBN S21-100.

2.2.2. L'ensemble de la couverture des toitures répond au classement B Roof T1 selon la norme ENV 1187.

2.3. Compartimentage.

2.3.1. L'ensemble du volume accessible au public forme un compartiment indépendant séparé du reste du bâtiment par des parois horizontales et verticales présentant une Rf uniforme de 1 h. Tout passage vers des volumes contigus se fait par une porte Rf 1/2 h équipée d'un dispositif de fermeture automatique ou dispositif de fermeture automatique en cas d'incendie.

La cuisine forme un compartiment indépendant dont les parois intérieures (horizontales et verticales) présentent une Rf uniforme d'1 heure. Tous les accès intérieurs se font par des portes Rf d'1/2 h équipées d'un dispositif de fermeture automatique ou dispositif de fermeture automatique en cas d'incendie. A défaut, on se reporte à l'article 2.10.3.

2.3.2. Tout passage de câbles et de tuyauteries au travers d'un élément de construction (mur, cloison, plancher, plafond) est réalisé de manière à conserver à cet élément son caractère de résistance au feu initial.

Pour les resserrages des conduites de fluides, de solides, d'électricité ou d'ondes électromagnétiques, on se reportera à la circulaire ministérielle du S.P.F. Intérieur du 15 avril 2004.

2.4. Aménagements intérieurs.

2.4.1. Les faux plafonds et leurs éléments de suspension, pour autant qu'ils ne participent pas à la protection des éléments de structure doivent :

- être construit et/ou recouverts de matériaux de classe A1 selon l'annexe 5 « réaction au feu des matériaux » de l'arrêté royal du 7 juillet 1994, fixant les normes de base en matière de prévention contre les incendies et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire;

- présenter une stabilité au feu d'1/2 h.

2.4.2. Sans préjudice aux dispositions prévues par le Règlement général pour la Protection du Travail approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947 ainsi que les arrêtés royaux le complétant ou le modifiant, le Bourgmestre ou son délégué technique décide des établissements où les sièges sont solidement fixés et/ou reliés entre eux.

Tous les sièges sont placés de manière à faciliter une évacuation rapide. Quoi qu'il en soit lorsqu'il y a des rangs de sièges, ils ne peuvent comprendre plus de 10 sièges s'ils sont desservis par un seul couloir.

Ils peuvent en comprendre 20 s'ils sont desservis par deux couloirs.

2.4.3. Lors du renouvellement des revêtements existants, les dispositions reprises à l'annexe 5 « réaction au feu des matériaux » de l'Arrêté royal du 7 juillet 1994, fixant les normes de base en matière de prévention contre les incendies et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire, sont d'application.

2.5. Evacuation.

2.5.1. Emplacement, répartition, largeur.

2.5.1.1. L'emplacement, la répartition et la largeur des escaliers, dégagements, sorties, ainsi que des portes et des voies qui y conduisent, doivent permettre une évacuation rapide et aisée des personnes jusqu'à la voie publique ou jusqu'à un espace permettant de l'atteindre facilement.

2.5.1.2. Les locaux situés en sous-sol ou aux étages doivent être desservis par un ou des escaliers distincts de celui ou ceux utilisés à titre privé.

L'évacuation des locaux ou ensemble de locaux à occupation nocturne se fait par un chemin d'évacuation dont les parois verticales présentent une Rf au feu de 1 heure et les portes une Rf au feu de $\frac{1}{2}\frac{1}{4}$ heure. Elles sont équipées d'un dispositif de fermeture automatique et dispositif de fermeture automatique en cas d'incendie.

2.5.1.3. La largeur utile des portes de sortie sera d'au moins 0,80 m.

2.5.1.4. La largeur des dégagements, sorties et voies qui y conduisent doit être égale ou supérieure à 0,80m, avec une hauteur minimum de 2 mètres.

Leur largeur utile totale minimum est proportionnelle au nombre de personnes appelées à les emprunter pour sortir de l'établissement, à raison de 1 cm par personne.

2.5.1.5. Les escaliers destinés au public doivent avoir une largeur utile totale au moins égale en cm au nombre de personnes appelées à les emprunter, multipliée par 1,25 s'ils descendent vers les sorties et multipliée par 2 s'ils montent vers celles-ci, avec un minimum de 1 mètre.

2.5.1.6. Chaque escalier est muni d'une main courante. Lorsque la largeur utile est supérieure ou égale à 1,20 m, il est muni de chaque côté d'une main courante.

De plus, une main courante centrale est obligatoire lorsque la largeur utile est égale ou supérieure à 2,50 m. Toute main courante est rigide et solidement fixée.

2.5.1.7. Les locaux et les étages où peuvent séjourner au moins cent personnes disposent d'au moins deux sorties distinctes jusqu'à la voie publique ou jusqu'à un espace permettant de l'atteindre. Elles seront suffisamment éloignées l'une de l'autre.

2.5.1.8. Les locaux ou étages où peuvent séjourner au moins cinq cents personnes disposent d'au moins trois sorties distinctes jusqu'à la voie publique ou jusqu'à un espace permettant de l'atteindre. Elles seront suffisamment éloignées l'une de l'autre.

2.5.1.9. Au vu de la configuration des lieux et en fonction de l'importance et de la nature des risques, le Bourgmestre peut, sur avis du Service régional d'Incendie, imposer une ou des sorties complémentaires.

2.5.1.10. Il est interdit de placer ou de disposer des objets quelconques pouvant gêner la circulation dans les lieux de passage ou de réduire leur largeur utile.

2.5.1.11. Toutes les voies d'évacuation, y compris les échelles, coursives et escaliers de secours extérieurs, sont éclairés en suffisance. Seul l'éclairage électrique est autorisé.

2.5.2. Portes.

2.5.2.1. Les portes se trouvant dans des dégagements reliant 2 sorties doivent s'ouvrir dans les deux sens.

Pour les bâtiments en construction ou construits après la date du 1^{er} janvier 1993 ainsi que les bâtiments construits avant cette date ayant fait l'objet d'une modification, d'une extension ou d'une transformation après le 1^{er} janvier 1993, les portes de sortie et de sortie de secours extérieure doivent obligatoirement s'ouvrir vers l'extérieur.

2.5.2.2. L'emploi de portes coulissantes automatiques n'est autorisé que pour les issues donnant accès directement à l'air libre. Les éléments coulissants doivent, sous simple pression, se transformer en éléments battants.

2.5.2.3. La fermeture d'une partie des portes pendant les heures de service n'est admise qu'au moyen de dispositifs très apparents et faciles à manœuvrer par toute personne non avertie.

2.5.2.4. Les portes à tambour et tourniquets ne sont pas admis sauf si lesdites portes à tambour et lesdits tourniquets sont excédentaires aux sorties obligatoires.

2.5.2.5. Les portes basculantes sont interdites.

2.5.2.6. Les vantaux des portes en verre ou parois vitrées portent à hauteur de vue, une marque permettant de se rendre compte de leur présence.

2.5.2.7. Toute porte automatique qui ne peut être facilement ouverte à la main doit être équipée d'un dispositif tel que, si la source d'énergie qui actionne la porte vient à faire défaut, cette dernière s'ouvre automatiquement et libère la largeur totale de la baie.

2.5.3. Signalisation.

2.5.3.1. L'emplacement de chacune des sorties et de chacune des sorties de secours doit être signalé d'une manière très apparente à l'aide de pictogrammes tels que définis par l'Arrêté royal du 17 juin 1997 concernant la signalisation de la sécurité et de la santé au travail.

Si la configuration des lieux le nécessite, la direction des sorties et escaliers conduisant aux sorties doit être signalée à l'aide de pictogrammes tels que définis par l'arrêté royal du 17 juin 1997 concernant la signalisation de la sécurité et de la santé au travail.

Au besoin, cette signalisation est reproduite au sol.

2.5.3.2. Les baies non destinées à être utilisées comme issues par le public doivent être fermées et, si la disposition des lieux le justifie, être signalées de manière très apparente par le pictogramme représentant le symbole du « SENS INTERDIT » tel que visé à l'arrêté royal du 17 juin 1997 précité.

2.6. Chauffage.

2.6.1. Chaufferie.

La chaudière est placée dans un local appelé chaufferie. Tout stockage de matériaux combustibles y est interdit.

Les murs, cloisons, planchers et plafonds des chaufferies présentent au moins une Rf 1 h. S'il en fait usage de combustibles liquides ou gazeux, toute communication entre la chaufferie et le bâtiment, et entre la chaufferie et le dépôt de combustibles, doit être fermée par une porte Rf 1/2 h.

Ces portes se ferment automatiquement. Elles ne sont pourvues d'aucun dispositif permettant de les fixer en position ouverte. Il est interdit en toutes circonstances de les maintenir en position ouverte. Elles s'ouvrent dans le sens de l'évacuation.

Pour les chaufferies dont la puissance totale est ≥ 70 kW, les dispositions de la NBN B61 001 - chaufferies et cheminées - sont d'application.

Pour les chaufferies dont la puissance totale est < 70 kW, les dispositions de la NBN B61 002 - chaudières de chauffage central dont la puissance nominale est inférieure à 70 kW - sont d'application.

Pour les chaudières d'une puissance inférieure à 30 kW, les dispositions précédentes ne sont pas d'application si ce n'est les dispositions de la NBN B61 002.

Les réservoirs contenant les combustibles liquides sont placés dans une cuvette étanche d'une capacité au moins égale au volume de stockage.

Le cuvelage n'est pas demandé pour les citernes métalliques de capacité inférieure ou égale à 3 000 litres à condition que :

- le système de jauge soit interne;
- les canalisations desservant la citerne soient métalliques.

Ces obligations pour les réservoirs sont également valables pour les réservoirs contenant les combustibles liquides situés à l'extérieur d'un bâtiment. La cuvette est construite en matériaux de classe A0.

2.6.2. Appareils de chauffage.

2.6.2.1. Les appareils de chauffage doivent être conçus et établis de façon à offrir des garanties de sécurité suffisantes eu égard aux circonstances locales.

2.6.2.2. Les appareils de chauffage par combustion sont tenus en bon état de fonctionnement, reliés à un conduit à bon tirage et conçus de manière à assurer l'évacuation totale et régulière à l'extérieur des gaz de combustion, même en cas de fermeture maximum des dispositifs de réglage.

2.6.2.3. Les cheminées et conduits de fumée des appareils de chauffage doivent être construits en matériaux incombustibles et être convenablement entretenus.

2.6.2.4. Les générateurs de chaleur, les cheminées et les conduits de fumée doivent être installés à une distance suffisante des matières et matériaux combustibles ou en être isolés de manière à prévenir le risque d'incendie.

2.6.2.5. Les générateurs de chaleur à allumage automatique utilisant un combustible liquide ou gazeux doivent être équipés de façon que l'alimentation en combustible soit automatiquement arrêtée dans les cas suivants :

- pendant l'arrêt automatique ou non du brûleur;
- dès l'extinction accidentelle de la flamme;
- dès surchauffe ou surpression à l'échangeur;
- en cas de coupure du courant électrique, pour les générateurs de chaleur à combustible liquide.

2.6.2.6. Les installations de chauffage à air chaud doivent répondre aux conditions suivantes :

- la température de l'air aux points de distribution ne peut excéder 80 °C;
- les gaines d'amenée d'air chaud doivent être construites entièrement en matériaux incombustibles;
- lorsque le générateur d'air chaud se trouve dans une chaufferie :

* l'aspiration de l'air à chauffer ne peut se faire dans cette chaufferie ou ses dépendances;
* les bouches de prise et de reprise d'air doivent être munies de filtres à poussières efficaces non susceptibles d'émettre des vapeurs combustibles :

- si l'air est chauffé directement dans le générateur, la pression de l'air chaud dans celui-ci doit toujours être supérieure à celle du gaz circulant dans le foyer.

2.6.2.7. Dans les locaux chauffés à l'air chaud par générateur à échange direct, un dispositif doit assurer automatique l'arrêt du ventilateur et du générateur, en cas d'élévation anormale de la température de l'air chaud.

Lorsque le générateur d'air chaud se trouve dans une chaufferie, ce dispositif doit être doublé par une commande manuelle placée en dehors de cette chaufferie. Cette dernière disposition ne s'applique pas aux générateurs à échange direct chauffés électriquement.

2.6.2.8. Les appareils de chauffage électriques sont autorisés à l'exclusion de ceux à résistance apparente; les appareils individuels à combustion sont interdits.

Lors de l'utilisation d'appareils de chauffage électrique à accumulation à décharge par convection forcée (encore appelés radiateurs électriques à accumulation du type dynamique), la température de l'air aux points de distribution ne peut dépasser la valeur de 80 °C.

Ces appareils répondent aux exigences du marquage "CE".

2.6.3. Gaz.

2.6.3.1. Généralités.

2.6.3.1.1. Les appareils à gaz (chauffage, production d'eau sanitaire, cuisine) doivent satisfaire aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. Ils doivent être munis d'une marque de conformité BENOR ou AGB s'ils sont construits avant le 1^{er} janvier 1996 et le marquage CE s'ils sont construits après le 31 décembre 1995.

2.6.3.1.2. Les précautions indispensables sont prises pour éviter les fuites de gaz.

Après avis du Service régional d'Incendie, en fonction de la nature des risques et de la configuration des lieux, une vanne permettant la coupure de l'arrivée de gaz naturel est établie à l'extérieur de l'établissement. Elle est signalée d'une manière très visible par la lettre « G » peinte en jaune sur fond noir ou vice-versa.

2.6.3.2. Gaz naturel.

2.6.3.2.1. Tout compteur à gaz naturel sera du type Rht - résistant à haute température - selon la NBN D51-004 - Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air distribué par canalisations - Installations particulières.

Le ou les compteurs seront positionnés dans un local clos, uniquement réservé à cet effet et construit en matériaux incombustibles.

Le local sera pourvu d'une ventilation haute suffisante donnant directement accès à l'extérieur.

2.6.3.2.2. L'installation est conforme à la norme NBN D51-003 - installations alimentées en gaz combustibles plus léger que l'air, distribué par canalisation de gaz - et à la norme NBN D51-004 - Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations : installations particulières -.

2.6.3.3. Gaz de pétrole liquéfié.

2.6.3.3.1. Les installations doivent être conformes aux dispositions des normes NBN-D51-006 relatives aux "Installations intérieures alimentées en butane ou propane commercial en phase gazeuse à une pression maximale de service de 5 bar et placement des appareils d'utilisation - Dispositions Générales" "Partie 1 : Terminologie, Partie 2 : Installations Intérieures, Partie 3 : Placement des appareils d'utilisation".

2.6.3.3.2. Les dépôts en réservoirs fixes non réfrigérés de gaz butane et propane liquéfiés commerciaux ou leur mélange doivent répondre aux prescriptions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2005 déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de gaz de pétrole liquéfié en vrac.

2.6.3.3.3. Mesures de sécurité concernant les récipients mobiles.

Les récipients mobiles ne peuvent être utilisés ou stockés à l'intérieur des bâtiments à l'exception de ceux dont la quantité de combustible ne dépasse pas trois kilos. A l'extérieur des bâtiments, ils sont placés à 1,50 m au moins des fenêtres et à 2,50 m au moins des portes.

Les récipients mobiles sont toujours placés à un niveau qui ne peut être en contrebas, par rapport au sol environnant et à 2,50 m au moins de toute ouverture de cave ou d'une descente vers un lieu souterrain. Leur stabilité doit être assurée.

Il est interdit de laisser séjourner des matières facilement combustibles, y compris des herbes sèches et des broussailles, à moins de 2,50 m des récipients mobiles.

Les récipients mobiles ainsi que leur appareillage sont protégés des intempéries. Tout abri ou local dans lequel ils sont éventuellement installés :

- ne peut être construit qu'à l'aide de matériaux non combustibles;

- est convenablement aéré par le haut et par le bas.

Sur avis du Service régional d'Incendie, en fonction de l'importance et de la nature des risques et si la configuration des lieux l'impose, les installations de chauffage et de conditionnement d'air doivent pouvoir être arrêtés en cas d'incendie.

2.7. Electricité.

2.7.1. Les installations électriques doivent satisfaire aux prescriptions du Règlement général des Installations Electriques, normes et règlements en vigueur.

Elles doivent être contrôlées par un organisme agréé par le SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie lors de la 1^{re} inspection et ensuite tous les cinq ans et chaque fois que des modifications importantes sont effectuées.

2.8. Eclairage de sécurité.

2.8.1. Tous les bâtiments destinés à accueillir du public ou tous les établissements accessibles à celui-ci doivent posséder un éclairage de sécurité.

Cet éclairage est installé dans tous les locaux accessibles au public et au personnel employé, à toutes les issues et issues de secours, ainsi que dans tous les couloirs et dégagements qui doivent permettre l'évacuation aisée des personnes.

L'installation de l'éclairage de sécurité est conforme aux normes belges NBN C71-100 (Appareils d'éclairage électrique et accessoires - Eclairage de sécurité - Règles d'installation et consignes pour le contrôle et l'entretien), NBN EN 1838 (Eclairagisme - Eclairage de secours) et NBN EN 60598-2-22 (Luminaires - Partie 2-22 : règles particulières - Luminaires pour éclairage de secours + corrigendum.

La conformité de l'installation sera attestée par un rapport d'inspection dressé par un organisme agréé par le SPF Economie, P.M.E, Classes moyennes et Energie.

2.9. Système d'évacuation de la fumée et de la chaleur.

2.9.1. En fonction de l'importance et de la nature des risques, le Bourgmestre peut imposer sur avis du Service régional d'Incendie le placement d'exutoires de fumée. Le nombre, la surface de ces exutoires ainsi que le système de commande sont déterminés conformément aux normes et code de bonne pratique en vigueur.

2.10. Moyens de lutte contre l'incendie.

2.10.1. Après consultation du Service régional d'Incendie par l'exploitant, les bâtiments et les établissements destinés à accueillir le public sont pourvus de moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, dévidoirs, extinction automatique, etc...) selon l'importance et la nature des risques.

Dans tous les cas, il sera prévu au minimum un extincteur à eau pulvérisée (+ additif) d'une capacité de 9 l ou à poudre polyvalente d'une capacité de 6 kg, conforme aux normes de la série NBN - EN 3 - Extincteurs d'incendie portatifs.

Tout extincteur est solidement fixé à un mètre de hauteur.

2.10.2. Le matériel de lutte contre l'incendie doit être en bon état d'entretien, protégé contre le gel, aisément accessible et judicieusement réparti. Il doit pouvoir être mis en service immédiatement.

2.10.3. Dans le cas où le compartimentage résistant au feu de la cuisine n'est pas réalisé, les friteuses et les autres appareils de cuisson sont protégés par une installation automatique d'extinction à eau légère. Le déclenchement de l'installation provoque la coupure de l'alimentation en énergie des friteuses et autres appareils de cuisson. Le fonctionnement automatique est doublé d'une commande manuelle placée en un endroit protégé à l'écart des appareils de cuisson.

2.10.4. Le matériel d'extinction est signalé de façon apparente à l'aide de pictogrammes tels que définis par l'arrêté royal du 17 juin 1997 concernant la sécurité et la santé au travail.

2.10.5. Pour les chaudières à combustible liquide, chaque brûleur est protégé par un système d'extinction automatique. Le fonctionnement de ce système entraîne la coupure des alimentations en combustible et en électricité.

2.11. Alerte - Alarme - Détection automatique d'incendie.

2.11.1. Sur avis du Service régional d'Incendie, en fonction de l'importance et de la nature des risques et si la configuration des lieux l'impose, l'exploitant doit mettre en place des moyens d'alerte et d'alarme appropriés.

Par « alerte », il faut entendre l'avertissement donné à l'exploitant et au service privé d'incendie tel que visé au point 2.12, de l'existence d'un début d'incendie ou d'un danger.

Par « alarme », il faut entendre l'avertissement donné à l'ensemble des personnes séjournant en un lieu déterminé d'évacuer ce lieu.

2.11.2. Les postes d'alerte et d'alarme doivent être en nombre suffisant, facilement accessibles, en bon état de fonctionnement et d'entretien, judicieusement répartis et bien signalés.

2.11.3. Les signaux d'alerte et d'alarme ne doivent pas pouvoir être confondus entre eux ni avec d'autres signaux. Ils doivent pouvoir être perçus par tous les intéressés.

2.11.4. Les logements sont chacun équipés d'une détection automatique d'incendie conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2004 relatif à la présence de détecteurs d'incendie dans les logements.

2.11.5. L'annonce doit être faite dans tous les cas de début d'incendie aux services d'urgence 100 ou 112 visés à l'arrêté royal du 9 octobre 2002 fixant les services d'urgence conformément à l'article 125 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

2.11.6. Les bâtiments et établissements destinés à accueillir le public doivent être raccordés au réseau téléphonique par un poste téléphonique fixe accessible en cas d'urgence.

Les numéros de téléphone des services de secours (Pompiers - Ambulances et Police) sont affichés de manière visible près de l'appareil téléphonique et à l'extérieur du bâtiment.

Ces informations reprennent l'adresse précise du terrain de camping, la nature de l'incident et une estimation aussi précise que possible de son ampleur. Elles sont rédigées dans les 3 langues nationales et en anglais.

En cas d'existence d'un réseau téléphonique intérieur, celui-ci est réalisé de telle manière qu'une interruption quelconque de la distribution de l'énergie électrique ne puisse empêcher d'établir une communication extérieure vers les services de secours précités.

Tout appareil à « pré-paiement » est autorisé uniquement lorsqu'il est complémentaire à l'appareil repris à l'alinéa précédent, à moins qu'il possède, sans paiement, des sorties directes vers les services de secours précités.

2.12. Service privé d'incendie.

2.12.1. Sur avis du Service régional d'Incendie, en fonction de l'importance et de la nature des risques et si la configuration des lieux l'impose, l'exploitant est tenu d'organiser un service de prévention et de lutte contre l'incendie, comportant un nombre suffisant de personnes exercées à l'emploi du matériel d'incendie dont dispose l'établissement.

Ce personnel est obligatoirement présent pendant les heures d'ouverture de l'établissement.

Des exercices d'alerte, d'alarme et d'évacuation doivent être organisés au moins une fois l'an par ses soins.

2.13. Précautions contre les incendies.

2.13.1. Il est interdit de déposer des matières inflammables ou aisément combustibles, des récipients contenant ou ayant contenu des matières inflammables ou des récipients contenant des gaz comprimés, liquéfiés ou dissous à proximité des foyers ou de sources de chaleur quelconques.

2.13.2. Il est interdit de laisser s'accumuler, dans les locaux, des chiffons de nettoyage et des déchets sujets à auto-combustion ou facilement inflammables. Ils doivent être placés dans des récipients appropriés, munis de couvercles hermétiques, le tout en métal ou en d'autres matériaux présentant les mêmes garanties.

Les déchets doivent être évacués dans les plus brefs délais.

CHAPITRE III. — *Emplacements et voiries accessibles au public*

En application de l'article 90 du décret, jusqu'au 1^{er} janvier 2019, il peut être dérogé en tout ou partie aux prescriptions du présent chapitre.

3.1. Implantation - Chemins d'accès - Circulation - Evacuation.

3.1.1. Le terrain de camping est obligatoirement implanté dans une zone accessible en permanence aux véhicules des services de secours.

3.1.2. Le terrain de camping est accessible par une voirie extérieure carrossable entre la voirie publique et l'entrée du terrain de camping.

Celle-ci permet en permanence le croisement des véhicules, y compris ceux des services de secours.

La voirie d'accès extérieure carrossable ainsi que les voiries intérieures de circulation doivent répondre aux caractéristiques définies ci-après.

Si ces caractéristiques ne peuvent être respectées, un essai réaliste est effectué au moyen des véhicules des services de secours pouvant intervenir et en fonction de la configuration du terrain. Cet essai est réalisé de commun accord entre le propriétaire/exploitant et le responsable du service d'incendie territorialement compétent et fait l'objet d'un rapport.

La capacité portante de toutes ces voiries doit être suffisante pour que les véhicules dont la charge par essieu de 13 t. maximum puissent y circuler et y stationner, sans s'enliser, même s'ils déforment le terrain.

* Ne peuvent être exigées pour les voiries d'accès extérieures, que les caractéristiques maximum suivantes :

- largeur libre : 6 m;
- hauteur libre : 4 m;
- pente maximale : 12 % maximum;
- rayon de braquage : 11 m intérieur et 15 m extérieur.

* Sont exigées pour les voiries intérieures, les caractéristiques minimum suivantes :

- largeur au sol : 3 m;
- largeur libre : 3,5 m;
- hauteur libre : 4 m.

3.1.2.1. La longueur des chemins en cul-de-sac ne peut excéder 100 m.

Si cette condition n'est pas respectée, une aire de retournement est prévue.

Cette aire aura une surface minimum de 100 m² et un essai réaliste est effectué au moyen des véhicules des services de secours pouvant intervenir et en fonction de la configuration du terrain. Cet essai est réalisé de commun accord entre le propriétaire/exploitant et le responsable du service d'incendie territorialement compétent et fait l'objet d'un rapport.

3.1.2.2. Si le terrain de camping de type A est situé en bordure de la voirie publique et si la distance perpendiculaire de la voirie publique à l'emplacement le plus éloigné est inférieure à 60 m, les voiries intérieures peuvent ne pas être obligatoires.

3.1.2.3. Pour les terrains de camping de type B, sur avis du Service régional d'Incendie, en fonction de l'importance et de la nature des risques et si la configuration des lieux l'impose, un mode de circulation sera déterminé.

Pour les terrains de camping de type C, les voiries intérieures forment une boucle de circulation.

3.1.2.4. Lorsque le camping est accessible par des barrières automatiques, elles sont installées selon les principes de la sécurité positive et équipées d'un système adapté et accepté par le service d'incendie territorialement compétent.

Ce système permet en permanence l'accès au terrain de camping.

3.1.2.5. Lorsque le terrain de camping est implanté en forêt, en bordure de terrain boisé ou en tout endroit présentant un risque d'incendie, il est débroussaillé en permanence.

Dans certaines configurations d'implantation du terrain de camping, des moyens complémentaires d'extinction peuvent être imposés par le service d'incendie territorialement compétent.

3.1.3. Circulation.

Dans le terrain de camping, le stationnement est interdit sur les voiries intérieures et extérieures.

La direction et le cheminement permettant de rejoindre les différentes sorties sont signalés.

Pour les terrains de camping disposant d'une boucle de circulation, un sens de circulation est obligatoirement mis en place.

3.1.4. Evacuation

3.1.4.1. Lorsque le terrain de camping de type B est délimité par une enceinte de quelque type que ce soit, il doit disposer de 2 issues de secours permettant aux personnes de sortir du terrain de camping.

L'accès à ces issues de secours est signalé et éclairé conformément aux points 3.2.1. et 3.3.1.

3.1.4.2. Lorsque le terrain de camping de type C est délimité par une enceinte de quelque type que ce soit, il doit disposer de 3 issues de secours permettant aux personnes de sortir du terrain de camping.

L'accès à ces issues de secours est signalé et éclairé conformément aux points 3.2.1. et 3.3.1.

3.2. Signalisation.

3.2.1. Pour faciliter la circulation sur les voiries intérieures du terrain de camping, une signalisation est mise en place.

Cette signalisation est réalisée au moyen des différents signaux repris au code de la route (loi du 16 mars 1968 relative à la circulation routière).

Numéros des panneaux :

- stationnement interdit - E1;
- stop - B5;
- obligation de direction - D1e - D1s;
- signaux d'interdiction - C1 - C43;
- signaux de priorité - B1.

3.2.2. Les issues de secours sont signalées à l'aide des pictogrammes définis à l'arrêté royal du 17 juin 1997 concernant la signalisation de la sécurité et de la santé au travail.

3.3. Installations électriques.

3.3.1. Toutes les voiries intérieures et extérieures du terrain de camping sont éclairées. Seul l'éclairage électrique est autorisé.

Cet éclairage permet un déplacement aisé sur tout le site et l'évacuation des occupants en cas de nécessité.

L'éclairage mesuré dans un plan horizontal situé à 0,85 m. au-dessus du sol et dans l'axe de la voirie est de minimum 2 Lux.

Cet éclairage peut ne pas être permanent.

3.3.2. Toutes les installations électriques doivent satisfaire aux prescriptions du règlement général des installations électriques, normes et règlements en vigueur. Ces installations sont contrôlées par un organisme agréé par le SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie.

3.4. Moyen d'annonce et d'alarme.

L'exploitant doit mettre en place des moyens d'annonce et d'alarme.

3.4.1. Annonce.

Un poste téléphonique fixe mis à la disposition des vacanciers doit permettre d'atteindre en tout temps les services d'urgence 100 ou 112 visés à l'arrêté royal du 9 octobre 2002 fixant les services d'urgence conformément à l'article 125 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

A défaut, une cabine téléphonique est située dans les environs immédiats du terrain de camping.

Tout appareil à « pré-paiement » est autorisé uniquement s'il possède, sans paiement, des sorties directes vers les services d'urgence précités.

Les numéros d'appel des services de secours sont affichés de façon bien visible à côté de l'appareil, ainsi que les informations devant être transmises au service de secours.

Ces informations reprennent l'adresse précise du terrain de camping, la nature de l'incident et une estimation aussi précise que possible de son ampleur. Elles sont rédigées dans les 3 langues nationales et en anglais.

3.4.2. Alarme.

L'exploitant organise son propre système d'alarme, invitant les personnes du terrain camping à évacuer dans le plus court délai.

Des instructions pour l'utilisation du système d'alarme sont affichées.

Elles sont rédigées dans les 3 langues nationales et en anglais.

3.5. Moyens d'extinction - ressources en eau.

3.5.1. Le terrain de camping est pourvu d'au moins un poste d'incendie par groupe ou fraction de groupe de 100 emplacements disposé sur le terrain dans un périmètre de chaque groupe ou fraction de groupe de 100 emplacements.

Chaque poste d'incendie doit être équipé de 3 extincteurs portatifs à poudre polyvalente, type ABC, d'une capacité de 6 kg ou 2 extincteurs portatifs à poudre polyvalente, type ABC, d'une capacité de 9 kg.

3.5.2. Les extincteurs sont conformes aux normes de la série NBN - EN.3 (Extincteurs d'incendie portatifs).

3.5.3. Le matériel d'incendie est logé dans une armoire que l'on doit pouvoir ouvrir aisément. Celle-ci est solidement fixée sur un support de couleur rouge à une hauteur maximum de 1 m.

3.5.4. Les postes d'incendie sont répartis judicieusement sur le terrain de camping en accord avec le Service d'Incendie territorialement compétent.

Ils sont signalés à l'aide de pictogrammes conformément à l'arrêté royal du 17 juin 1997 concernant la signalisation de sécurité et de santé au travail.

Cette signalisation renseigne le chemin le plus rapide pour y accéder.

3.5.5. Une bouche ou une borne d'incendie raccordée au réseau public de la distribution d'eau, d'un débit de 400 l./min doit être disponible dans les environs immédiats du terrain de camping (à défaut une réserve d'eau d'au moins 20 m³ est prévue.

3.5.6. Pour les terrains de type A, la capacité de la réserve d'eau est de minimum 10 m³.

3.6. Règlement d'ordre intérieur - R.O.I.

3.6.1. Le règlement d'ordre intérieur doit être affiché de façon bien visible au bureau d'accueil et à proximité de chaque bloc sanitaire. Il est rédigé dans les trois langues nationales et en anglais.

3.6.2. Ce règlement comprend les prescriptions et informations minimales suivantes :

- les renseignements sur les procédures d'urgences (évacuation, annonce, alarme);
- l'interdiction de stationner sur les voiries extérieures et les voiries intérieures de circulation;
- l'autorisation d'utiliser les barbecues traditionnels s'ils sont éloignés de tout élément combustible d'au moins 2 m et si l'espace environnant est débroussaillé en permanence;
- l'interdiction d'utiliser des allumes feux;
- l'emplacement des issues de secours.
- l'emplacement du ou des endroits de ralliement, à l'extérieur du terrain de camping, en cas d'incident nécessitant l'évacuation du terrain de camping.

Ce règlement reprend des consignes élémentaires en cas d'évacuation, en invitant les personnes :

- à garder leur calme;
- à couper les différentes alimentations d'énergie;
- à prévenir les services d'urgence;
- à tenter un début d'extinction de l'incendie;
- à quitter le terrain de camping en fonction du plan d'évacuation.

Ce règlement reprend également les consignes élémentaires pour prévenir un incendie, visées au chapitre V.

3.6.3. Le plan des installations est affiché à l'entrée du terrain de camping et à chaque bloc sanitaire. Il reprend toutes les voiries intérieures, la numérotation des emplacements, le sens de circulation, s'il échet, l'emplacement des issues de secours, des postes d'incendie, de la boîte de secours, les différents locaux générateurs de risques et les sources d'énergie, l'emplacement des postes d'alerte et de téléphonie.

Deux exemplaires de ce plan ainsi que la description du système d'alarme sont transmis au service d'incendie territorialement compétent.

3.6.4. Le terrain de camping doit être pourvu d'une boîte de secours facilement accessible, localisée à l'accueil ou dans le local à usage d'infirmerie et conforme au Code du bien-être au travail.

CHAPITRE IV. — Contrôles et entretiens périodiques

Les dispositions du chapitre II de l'annexe 9 sont d'application.

CHAPITRE V. — Consignes pour les campeurs - Comment prévenir un incendie

Les campeurs sont invités à respecter les consignes ci-dessous :

- ne pas utiliser de petits appareils, type camping-gaz, sans surveillance;
- respecter le code de bonne pratique en matière d'installation gaz de pétrole liquéfié :
- utiliser au maximum 2 bouteilles de gaz pour l'alimentation des différents appareils;
- ne pas stocker des bouteilles de gaz pleines ou vides;
- limiter la longueur du flexible reliant les bouteilles aux appareils à 2 m maximum;
- remplacer les flexibles avant la date de prescription y reprise ou en cas de détérioration (coupure, tuyau craquelé...);
- placer à chaque extrémité du flexible des colliers de serrage;
- maintenir toutes les bouteilles de gaz en position debout;
- ne pas fumer pendant la manipulation des bouteilles;
- ne pas utiliser des appareils de chauffage à combustibles solides ou liquides sans raccordement à un conduit d'évacuation extérieure conforme aux règles de l'art;
- assurer, en cas d'utilisation d'appareils de chauffage, à combustibles solides ou liquides, la bonne ventilation des locaux (apport d'air extérieur;
- assurer la ventilation de l'espace douche;
- entretenir les différents appareils de cuisson et de chauffage;
- nettoyer régulièrement les hottes de cuisine;
- disposer éventuellement d'une couverture extinctrice et/ou d'un extincteur.

Ces consignes doivent être affichées de manière visible à l'accueil et remises aux campeurs lors de toute nouvelle occupation d'emplacements. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 portant diverses mesures d'application relatives aux établissements d'hébergement touristique, aux terrains de caravanage, et à l'organisation du tourisme.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe 3

ANNEXE 13. — GRILLE DE CLASSEMENT DES ENDROITS DE CAMP

Points à obtenir par catégorie de classement en catégorie 1 foulard, l'hébergement doit recueillir au moins 14 points	Chaque endroit de camp doit au minimum répondre à l'ensemble des critères obligatoires
Les éléments repris dans la grille de classement ci-dessous seront appréciés en fonction de la capacité maximale de l'endroit de camp.	

	Description	Points	Obligatoires
1.	Normes d'hygiène complémentaires		
1.1	Cuisine délimitée par des cloisons, avec éléments de cuisson fixes en rapport avec la capacité d'hébergement. L'équipement disponible doit être propre et dans un bon état général		x
1.2	Arrivée d'eau potable dans la cuisine		x
1.3	Toilettes en bon état général, propres avec possibilité de se laver les mains (à moins de 10 m) Minimum 1 toilette par tranche entamée de quinze personnes		x x
1.4	Une toilette supplémentaire OU Deux toilettes supplémentaires	1 2	
1.5	Lavabos en bon état général et propres (un robinet pour dix personnes)		x
1.6.	Douches en bon état général et propres (une pour dix personnes)	1	
1.7	Eau chaude sanitaire	1	
1.8.	Volume des frigos (min 5 litres par personne)		x
2.	Localisation		
2.1.	Absence (moins de 200 mètres à vol d'oiseau) de voie ferrée, route à grande circulation, canal, sortie d'usine ou tout élément potentiellement dangereux.	2	
2.2.	Offre de proximité (moins de deux kilomètres de route) :		
2.2.1	Transport en commun (s'il s'agit d'un arrêt de bus, il doit être desservi minimum deux fois par jour en période de congés scolaires)	1	
2.2.2	Petits commerces (épicerie, boulangerie, boucherie,...)	1	
2.2.3	Grandes surfaces	1	
2.2.4	Bois accessibles en dehors des sentiers	2	
2.25	Point d'eau avec baignade autorisée	1	
2.2.6	Aménagements extérieurs gratuits (jeux, parcours santé,...)	1	
2.3.	Sortie sécurisée : existence d'une sortie du bâtiment hors voie publique ou, à défaut, un dégagement d'au moins cinq mètres avant la voie publique		X

3.	Accessibilité PMR		
3.1	Accès personnes à mobilité réduite : - Stationnement à proximité du local, entrée de plain pied ou avec un plan incliné adapté au passage de chaises roulantes - Sanitaire(s) adapté(s) - Largeur des portes d'accès minimum 83 cm - Les lieux de vie, de nuit et sanitaires sont au même étage ou ne sont séparés que par maximum deux marches	2	
4.	Equipement, services et infrastructure		
4.1.	Volume des congélateurs (min 5 litres par personne)	1	
4.2	Vaisselle et ustensiles de cuisine en rapport avec la capacité d'hébergement	1	
4.3	Four(s) 2,4 L par personne (1 ménager=60 L; industriel=100L)	1	
4.4	Surface des plans de travail de la cuisine :.Minimum 1,5m ² pour les 10 premières personnes. Par tranche de 10 personnes supplémentaires, 0,5 m ² sont nécessaires.	1	
4.5	Espaces de rangement. Armoire ou étagères dans la cuisine ou stockage dans un local jouxtant la cuisine et dédié uniquement au stockage. 0,05 m ³ par personne	1	
4.6	Livraison (boulangerie, boucherie,...)	1	
4.7	Matériel de nettoyage pour l'entretien régulier et le nettoyage final	1	
4.8	Pièce exclusivement utilisée comme lavoir (local où les locataires peuvent se laver)	1	
4.9	Espace extérieur dégagé et sécurisé(Minimum 200 m ² et 12 m ² par personne : Si attenant à l'endroit de camp Si pas attenant, mais à proximité de l'endroit de camp (moins de 500 m)	2 1	
4.10	Possibilité d'installer des tentes	1	
4.11	Feu de camp autorisé	1	
4.12	Capacité de l'endroit de camp : Total en mètres carrés de la surface au sol des pièces de séjour (hors cuisine, sanitaires et corridors) adapté au nombre maximal de personnes acceptées sous bâtiment. Soit 5 m ² par personne		x
4.13	Chaises/bancs et tables en suffisance		x
4.14	Lits en suffisance	1	
4.15	Téléphone fixe	1	
4.16	Eclairage extérieur permettant des activités nocturnes	1	
4.17	Si occupation antérieure par du bétail, chaulage du bâtiment		x

5.	Location		
5.1	Intégration dans le contrat de location des éléments fixés à l'annexe 14		x
5.2	Prix (hors cahrges et taxes) en fonction du nombre de points : Entre 14 et 20 points : maximum 2€/nuit/personne Entre 21 - 26 points : maximum 2€50/nuit/personne Plus de 26 points : maximum 3€/nuit/personne Si le prix est forfaitaire, le prix/jour/personne à prendre en compte est calculé comme suit : prix forfaitaire divisé par le nombre de jour et par 80% de la capacité maximale d'hébergement.		x
6.	Déchets		
6.1	Espace de stockage des déchets dans un endroit distinct des pièces de séjour		x
6.2	Affichage des consignes de tri, identification des poubelles et jours de ramassage.		x
6.3	Informations concernant la localisation et les conditions d'accès au parc de recyclage local et des bulles à verre		x
7.	Informations à afficher de façon visible : - - numéro généraux d'appel des services d'urgence : pompier, police et centre anti-poison ; - services locaux (médecins, pharmacies, hôpitaux, pompiers, services communaux, cantonnement DNF, commerces,...) : nom, adresse, numéro de téléphone,... - Dénomination, adresse de l'endroit de camp, titulaire du label, numéro d'identification du label, nom, adresse et numéro d'appel du responsable de l'endroit de camp - La mention suivante « Toute plainte relative à l'endroit de camp peut être adressée au Commissariat général au Tourisme : Avenue Gouverneur Bovesse 74 à 5100 Jambes)		x

Maximum possible

30 points

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 portant diverses mesures d'application relatives aux établissements d'hébergement touristique, aux terrains de caravanage, et à l'organisation du tourisme.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Annexe 4

ANNEXE 14. — ELEMENTS OBLIGATOIRES A REPREDRE DANS TOUT CONTRAT DE LOCATION
D'UN ENDROIT DE CAMP

Les différents points indiqués ci-après doivent obligatoirement apparaître dans tout contrat de location d'un endroit de camp, à savoir :

- 1) Les coordonnées complètes du bailleur;
- 2) Les coordonnées complètes du locataire et du groupe local dont il est responsable;
- 3) La période de location avec les heures de départ et d'arrivée;
- 4) Une description sommaire de l'endroit de camp et son adresse;
- 5) Le prix de la location; celui-ci est établi sous l'une des deux formes suivantes :

o le montant forfaitaire de la location est de..... euros fixé pour toute la période du camp;

OU

O le prix de la location est de..... euros par nuit et par personne; le nombre estimatif de personnes présentes au camp est de :..... (ce nombre pourra être revu au premier jour du camp avec un minimum de personnes);

- 6) La définition des charges, ceux-ci sont établis sous l'une des deux formes suivantes :

o les frais de chauffage, gaz, eau, électricité sont compris dans le loyer;

OU

o les frais de chauffage, gaz, eau et électricité (à préciser) ne sont pas compris dans le loyer et seront facturés au prix coûtant à l'issue de la location, l'état des compteurs ayant été constaté contradictoirement par le bailleur et le locataire au début et à la fin de la location;

7) L'ensemble des autres frais inhérents au séjour (taxe communale de séjour, coût des sacs poubelles,) et mis à charge du locataire;

- 8) Les modalités de paiement :

o Montant de l'acompte, le numéro de compte sur lequel il sera versé, la date limite de désistement du groupe sans versement d'indemnités;

o Le jour du versement du solde du montant de la location.

- 9) La mention suivante :

« Au cas où le bailleur manquerait à son obligation de délivrance, il sera redevable envers le preneur, outre le remboursement de l'acompte éventuellement perçu, d'une indemnité minimale irréductible équivalent à :

- 50 % du prix de la location s'il en a informé le preneur quatre mois minimum avant la prise de cours de la location;

- 100 % du prix dans les autres cas.

Si le preneur justifie d'un préjudice supérieur, le propriétaire sera tenu de l'indemniser intégralement.

Il en va de même si le preneur ne respecte pas ses obligations ».

- 10) Le renvoi à un état des lieux en annexe avec la mention :

« L'ensemble des biens loués sera rendu par les deux parties dans l'état où ils ont été trouvés, l'état des lieux établi en début et en fin de location en faisant foi.

Les dégâts éventuels seront constatés au plus tard le jour du départ du groupe. »

- 11) Les signatures du bailleur et du locataire ainsi que le lieu et la date de signature du contrat.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 portant diverses mesures d'application relatives aux établissements d'hébergement touristique, aux terrains de caravanage, et à l'organisation du tourisme.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe 5

ANNEXE 15. — NORMES DE CLASSEMENT DES RESIDENCES DE TOURISME

Le tableau ci-dessous indique les équipements retenus pour le classement d'une Résidence de Tourisme dans une des quatre catégories (étoiles). Toute case marquée d'une croix désigne l'équipement obligatoire pour le classement dans la catégorie correspondante.

	1 étoile	2 étoiles	3 étoiles	4 étoiles
UNITES DE LOGEMENT (chambres, studios et appartements)				
01. GENERALITES				
01.01. Marques extérieures manifestes (p. ex. numéro, nom, lettre)	X	X	X	X
01.02. Possibilité de fermeture	X	X	X	X
01.03. Minimum, une fenêtre (1m ²)	X	X	X	X
01.04. Informations adéquates des services offerts à la clientèle logeante	X	X	X	X
01.05. Surface minimum d'une unité de logement pour 1 ou 2 personnes: - 20 m ² (y compris salle de bains et cuisine) - 25 m ² - 30 m ²	X	X	X	X
01.06. Surface minimum d'une unité de logement pour 2 personnes comprenant au moins une chambre : - 35 m ² - 45 m ² - 55 m ²	X	X	X	X
01.07. Surface minimum d'une unité de logement pour 3 personnes - par chambre supplémentaire : 12 m ² - par lit supplémentaire, au-delà de 2 lits : 3 m ²	X X	X X	X X	X X
01.08. Protection contre les nuisances sonores (couloirs, chambres, rue)	X	X	X	X
01.09. Entrée particulière pour chaque unité de logement	X	X	X	X
02. MOBILIER ET AUTRE EQUIPEMENT				
02.01. Tentures opaques ou équipement analogue	X	X	X	X
02.02. Voilage intérieur		X	X	X
02.03. Lit avec literie appropriée	X	X	X	X
02.04. Armoire à usage de penderie et lingerie, pourvue de cintres	X	X	X	X
02.05. Un fauteuil par client logeant		X	X	X
02.06. Une table de repas et une chaise appropriée	X	X	X	X
02.07. Une table de salon			X	X
02.08. Un espace-bureau		X	X	X
02.09. Un coin-cuisine équipé (taque de cuisson, vaisselle et ustensiles adaptés à la capacité, hotte, four)	X	X	X	X
02.10. Lave-vaisselle			X	X
02.11. Un grand miroir (dans la chambre)		X	X	X
02.12. Télévision (câble ou satellite)		X	X	X
02.13. Coffre-fort individuel				
02.14. Corbeille à papier	X	X	X	X
03. EQUIPEMENT SANITAIRE PRIVE				
03.01. Salle de bains privée (avec lavabo, bain ou douche et w.c dans un local clos)	X	X	X	X
03.02. Avec bain ET douche			X	X
03.03. Avec wc séparé				X
03.04. Miroir grossissant avec éclairage incorporé			X	X
03.05. Espace pour articles de toilette près du lavabo	X	X	X	X
03.06. Un verre par personne	X	X	X	X
03.07. Poignée pour entrer et sortir de la baignoire	X	X	X	X
03.08. Sèche-cheveux			X	X

04. EQUIPEMENT TECHNIQUE PRIVE				
04.01. Près du miroir de lavabo, une prise de courant avec indication du voltage	X	X	X	X
04.02. Système d'aération s'il est impossible d'ouvrir une fenêtre	X	X	X	X
04.03. Eclairage général	X	X	X	X
04.04. A l'entrée de la chambre, il doit y avoir un interrupteur pour l'éclairage	X	X	X	X
04.05. Eclairage du lavabo	X	X	X	X
04.06. Eclairage pouvant être commandé depuis le lit				X
04.07. Eclairage de chevet par personne		X	X	X
04.08. Eclairage du bureau		X	X	X
04.09. Chauffage central (tous types)	X	X	X	X
04.10. Téléphone raccordé directement au réseau public			X	X
04.11. Climatisation				X
04.12. Raccordement internet		X	X	X
05. ACCES / ACCESSIBILITE				
05.01. La clientèle logeante doit pouvoir accéder à l'établissement 24h/24h	X	X	X	X
05.02. Service de réception minimum matin et soir			X	X
06. SERVICES COMPLEMENTAIRES A LA DEMANDE				
06.01. Gel/douche - shampoing		X	X	X
06.02. Kit de linge maison complet (draps, serviettes, tapis de bain)	X	X	X	X
06.03. Petit déjeuner			X	X
06.04. Faculté pour la clientèle logeante d'effectuer le dépôt d'objets de valeur contre reçu			X	X
06.05. Service de blanchisserie			X	X
06.06. Service de nettoyage à sec			X	X
07. LOCAUX COMMUNS				
07.01. Hall de réception avec comptoir d'accueil accessible de l'extérieur sans marche ou moyennant une rampe d'accès pour PMR	X	X	X	X
07.02. Espace - salon dans le hall de réception		X	X	X
07.03. Une salle à manger si des repas sont servis		X	X	X
07.04. Au moins un w.c. pour dames et un w.c. pour messieurs avec lavabo	X	X	X	X
07.05. Une salle de séminaires				X
08. EQUIPEMENT TECHNIQUE				
08.01. Possibilité de chauffage permanent et d'aération de tous les locaux accessibles à la clientèle	X	X	X	X
08.02. Possibilité d'effectuer des copies et des télécopies - Possibilité de consulter du courrier électronique			X	X
08.03. S'il y a du logement à un étage + 3 ou supérieur, au moins, un ascenseur desservant tous les niveaux destinés au logement des clients, au départ du niveau de l'accueil	X	X	X	X
08.04. S'il y a du logement à un étage +2 ou supérieur, au moins un ascenseur desservant tous les niveaux destinés au logement des clients au départ du niveau de l'accueil		X		
08.05. S'il y a du logement à un étage différent du niveau de l'accueil, au moins un ascenseur desservant tous les niveaux destinés au logement des clients			X	
08.06. Si le bâtiment comporte un autre niveau accessible aux personnes hébergées que celui de l'accueil Un ascenseur desservant tous les niveaux de l'établissement accessible aux personnes hébergées.				X
08.07. Eclairage dans les locaux communs	X	X	X	X

09. AUTRES EQUIPEMENTS				
09.01. Parking		X	X	X
09.02. Garage fermé				X
09.03. Buanderie (machines à laver et sèche-linge)	X	X	X	X
09.04. Piscine				X
09.05. Sauna ou hammam				X
09.06. Fitness				X
10. ACCESSIBILITE AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE				
10.01. Au moins deux chambres équipées en conséquence		X	X	X
10.02. Au moins un wc au niveau des locaux communs		X	X	X
10.03. Au moins deux emplacements de parking		X	X	X
10.04. Cheminement accessible PMR entre les 2 chambres et les "Locaux communs" repris au point 7 et les "Autres équipements" repris au point 9 et imposés dans la catégorie de classement correspondante		X	X	X

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 portant diverses mesures d'application relatives aux établissements d'hébergement touristique, aux terrains de caravanage, et à l'organisation du tourisme.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 3262

[C — 2009/27167]

**30 APRIL 2009. — Besluit van de Waalse Regering
houdende verschillende maatregelen betreffende toeristische logiesverstrekken-
de inrichtingen, de kampeer-caravanterreinen en de organisatie van het toerisme**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van kampeer-caravanterreinen;

Gelet op het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekken-
de inrichtingen;

Gelet op het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme, inzonderheid op artikel 15, § 3;

Gelet op het decreet van 23 oktober 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende toeristische logiesverstrekken-
de inrichtingen, de toeristische bezienswaardigheden, de organisatie van het toerisme en de gemarkeerde toeristische wandelroutes, inzonderheid op artikel 114;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekken-
de inrichtingen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de camping-caravaning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten voor de toekenning van premies inzake caravaning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 juni 2008 houdende sommige uitvoeringsbepalingen van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 januari 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 januari 2009;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Toerisme, gegeven op 6 februari 2009;

Gelet op het advies van de brandveiligheidscommissie, gegeven op 17 maart 2009;

Gelet op advies nr. 46.286/4 van de Raad van State, gegeven op 20 april 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister voor Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

Art. 2. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekken-
de inrichtingen wordt gewijzigd als volgt :

1^o punt 7^o wordt vervangen door volgende bepaling : « 7^o kampeerverblijf : het mobiele of het niet-verplaatsbare verblijf in de zin van artikel 2, 15^o en 19^o, van het decreet »;

2^o de volgende bepaling wordt in fine toegevoegd : « 8^o gedeelte van een toeristisch kampeerterrain dat overstromd kan worden : het geheel van de geringe, gemiddelde of hoge voorkomingsomtrekken van waterwinnin-
gen opgenomen in de door de Regering aangenomen cartografie van het risico op overstromingen door het buiten de oevers treden van waterlopen van elk onderstroomgebied. ».

Art. 3. In het opschrift van titel II van hetzelfde besluit worden de woorden « vakantiedorpen en toeristische kampeerterrainen » vervangen door de woorden « vakantiedorpen, toeristische kampeerterrainen, vakantiedorpen en toerismeverblijven ».

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1^o in het eerste lid, 5^o, worden de woorden « en toeristische kampeerterrainen » vervangen door de woorden « toeristische kampeerterrainen en de toerismeverblijven »;

2^o in het eerste lid, 6^o, worden de woorden « en de toeristische kampeerterrainen » vervangen door de woorden « de toeristische kampeerterrainen en de toerismeverblijven »;

Art. 5. Punt 3^o van artikel 23 van hetzelfde besluit vervalt.

Art. 5bis. Punt 1^o, a, van artikel 24 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt : « dat cijfer wordt op twintig gebracht voor de standplaatsen aangesloten op water en op riolering; ».

Art. 6. Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 7. Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1^o punt 2^o wordt vervangen door volgende bepaling : « 2^o de mobiele kampeerverblijven, terrassen, luifel en voortent in zeil inbegrepen, hebben een grondoppervlakte die maximum één derde van de oppervlakte van de standplaats bedraagt, terwijl de oppervlakte van het mobiele kampeerverblijf hoogstens 40 m² bedraagt; de minimale oppervlakte van een standplaats voor een rijcaravan is minimum 80 m² en de minimale oppervlakte van een standplaats voor een stacaravan is 100 m², »;

2^o punt 3^o wordt vervangen door volgende bepaling :

« 3^o de niet-verplaatsbare kampeerverblijven, terrassen, luifel en voortent in zeil inbegrepen, hebben een grondoppervlakte die maximum één derde van de oppervlakte van de standplaats bedraagt, terwijl de oppervlakte van het niet-verplaatsbare kampeerverblijf hoogstens 70 m² bedraagt »;

3° punt 4° wordt vervangen door volgende bepaling :

« 4° een terras kan worden toegevoegd bij het mobiele kampeerverblijf op de volgende cumulatieve voorwaarden :

onafhankelijk zijn van het mobiele kampeerverblijf; op de bodem of op een drager waarvan de hoogte kleiner is dan 10 centimeter en dit zonder verankering aangelegd worden; in perfecte onderhoudstaat gehouden worden; niet voorzien zijn van allerlei inrichtingen en bouwen; de mobiliteit van het mobiele kampeerverblijf niet kunnen hinderen een enig terrasmodel wordt toegelaten per toeristisch kampeerterrein. »;

4° de voorlaatste zin van punt 5° wordt vervangen door volgende bepaling :

« Die mogen enkel op een niet aan de grond vastgemaakte sokkel geplaatst worden om te voorkomen dat wielen in de grond zakken. »;

5° in punt 6°, eerste lid, vervalt het woord « terrassen »;

6° de laatste zin van punt 10° wordt vervangen door volgende bepaling :

« In de gemiddelde en hoge voorkomingsomtrek van het overstroombare gedeelte van een toeristisch kampeerterrein mag er geen enkele omheining geplaatst worden. »

Art. 8. Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 28. § 1. De hoge voorkomingsomtrek van het overstroombare gedeelte van een toeristisch kampeerterrein mag geen residentiële kampeerder ontvangen. Het kan kampeeders op doortocht ontvangen en tijdens de periode van 15 maart tot en met 15 november, seizoenskampeeders.

In de hoge voorkomingsomtrek van het overstroombare gedeelte van een toeristisch kampeerterrein is elke bouw, elke inrichting, elke stacaravan of elke vaste installatie die het lozen van het water zou kunnen hinderen, verboden behalve als laatstgenoemde beschikt over een stedenbouwkundige vergunning.

De gemiddelde en geringe voorkomingsomtrek van het overstroombare gedeelte van een toeristisch kampeerterrein mag kampeeders op doortocht, seizoenskampeeders of residentiële kampeeders ontvangen.

In de gemiddelde voorkomingsomtrekken van het overstroombare gedeelte van een toeristisch kampeerterrein moeten de volgende bijkomende maatregelen getroffen worden :

- de luifel en voortent in zeil en de andere gelijksoortige inrichtingen alsmede de buitenmeubels worden voor de periode tussen 15 november en 15 maart weggenomen;

- elke bouw, elke inrichting, elke stacaravan of elke vaste installatie die het lozen van het water zou kunnen hinderen en die gelegen is op minder dan 25 meter van de oever van de waterlopen is verboden behalve als laatstgenoemde beschikt over een stedenbouwkundige vergunning.

§ 2. De aanvrager of de houder van de vergunning kan evenwel één of meerdere afwijkingen van de in deze paragraaf bedoelde bepalingen vragen. Die aanvraag om afwijking bewijst dat de schade in geval van overstroming aanzienlijk beperkt wordt door minstens één van de volgende elementen gemotiveerd :

- de uitvoering van inrichtingen na het opmaken van de cartografie van het risico op overstromingen en voor zover die inrichtingen in voorkomend geval het voorwerp hebben uitgemaakt van een stedenbouwkundige vergunning;

- de verbintenis om inrichtingen uit te voeren die, in voorkomend geval, het voorwerp hebben uitgemaakt van een definitieve stedenbouwkundige vergunning;

- een duidelijke vergissing in de cartografie van het risico op overstromingen.

De aanvraag om afwijking bedoeld in het vorige lid kan op elk ogenblik ingediend worden; ze wordt onderzocht en behandeld overeenkomstig de beroepsprocedure bedoeld in de artikelen 44, derde lid en 45 tot 49 van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekende inrichtingen en bij artikel 51 van het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekende inrichtingen.

Zodra een dergelijke aanvraag om afwijking volgens de modaliteiten bedoeld in het tweed lid wordt ingediend, richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme bovendien een aanvraag om gemotiveerd advies aan de bevoegde Directie van de Waalse Overheidsdienst volgens het type categorie betrokken waterlopen. Het advies wordt binnen veertig dagen uitgebracht door de betrokken Directie.

Onmiddellijk na ontvangst van dat advies maakt het Commissariaat-generaal voor Toerisme er een afschrift van over aan de aanvrager en aan de Voorzitter van de Beroepscommissie. »

Art. 9. In hoofdstuk II van titel II van hetzelfde besluit wordt er een bijkomende afdeling ingevoegd, met als opschrift « Afdeling 6. — Toerismeverblijven ».

Art. 10. In afdeling 6 van hoofdstuk II van titel II van hetzelfde besluit wordt er een artikel 35bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 35bis. Elk toerismeverblijf moet de volgende voorwaarden vervullen :

- de minimale voorwaarden vastgesteld voor categorie 1 van het indelingsrooster van de toerismeverblijven bedoeld in bijlage 15 vervullen; het geheel van de installatie moet in een goede algemene onderhoudstaat zijn; het personeel moet correct gekleed zijn; de eventuele bijgebouwen moeten voldoen aan dezelfde voorwaarden als het hoofdzakelijke gebouw; geïdentificeerd worden door een welbepaalde naam die duidelijk zichtbaar is. ».

Art. 11. Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« De normen waaraan de hotelverblijven, het streekgebonden toeristisch logies, de gemeubileerde vakantieoverblijven, de toeristische kampeerterreinen, de kampeerterreinen op een hoeve uitgezonderd, de vakantieoverblijven en de verblijfseenheden ervan alsmede de toerismeverblijven dienen te voldoen met het oog op hun categorie-indeling, zijn opgenomen in de bijlagen 1 tot en met 4 en in bijlage 15. »

Art. 12. Artikel 56 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid wordt het woord « Onverminderd » vervangen door de bewoordingen « Onder voorbehoud van »;

2° er wordt een bijkomend lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Onder voorbehoud van de toepassing van het eerste lid zijn de in bijlage 12 bedoelde bijzondere veiligheidsnormen van toepassing op de toeristische kampeerterreinen.

De houder van de vergunning beschikt over een termijn van twaalf maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van deze bepaling om een aanvraag om vereenvoudigd controleattest bij de burgemeester in te dienen.

De toeristische campings die zich geschikt hebben naar vorig lid, kunnen hun uitbating voortzetten totdat over hun aanvraag definitief is beslist. »

Art. 13. In titel IV van hetzelfde besluit wordt het opschrift « HOOFDSTUK VI. — Beroepen » vervangen door het opschrift « HOOFDSTUK V. — Beroepen ».

Art. 14. In titel IV van hetzelfde besluit wordt het opschrift « HOOFDSTUK VII. — Brandveiligheidscommissie » vervangen door het opschrift « HOOFDSTUK VI. — Brandveiligheidscommissie ».

Art. 15. In titel IV van hetzelfde besluit wordt het opschrift « HOOFDSTUK IV. — Bevoegdheidsoverdracht » vervangen door het opschrift « HOOFDSTUK VII. — Bevoegdheidsoverdracht ».

Art. 16. Artikel 74 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in punt 2°, *e*, worden de woorden « met inbegrip van de televisie- en radiotoestellen » ingevoegd na het woord « teledistributie »;

2° in punt 3° wordt er een punt *e*. ingevoegd, luidend als volgt : « *e*. haardrogers, minibars, schoenpoetsmachines en brandkasten »;

3° in punt 5°, *c*, worden de woorden « en private toegangswegen » ingevoegd na de woorden « parkeerplaatsen en garages »;

4° er wordt een punt 7° in fine toegevoegd, luidend als volgt : « 7° de aankoop en de installatie van het materieel voor de productie van hernieuwbare energieën ».

Art. 17. Artikel 76 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in punt 6° wordt het woord « meubilair » vervangen door het woord « keukenmeubilair »;

2° punt 13° wordt vervangen als volgt : « 13° de nodige inrichtingen en aankopen voor de overeenstemming met de specifieke of basisnormen inzake brandveiligheid »;

3° punt 16° wordt vervangen als volgt : « 16° het optrekken van identieke onverplaatsbare hokjes op het hele toeristische kampeerterrein, waarbij het in aanmerking komend bedrag voor dat werk maximum 7.500 euro per hokje bedraagt, met een minimum van drie onverplaatsbare hokjes »;

4° in punt 23° worden de woorden « een aanpalende conciërgewoning waarin een gezin ondergebracht kan worden » vervangen door de woorden « een conciërgewoning waarin een gezin ondergebracht kan worden voor zover ze binnen de grenzen van het toeristische kampeerterrein gelegen is ».

Art. 18. In het eerste lid van artikel 79 van hetzelfde besluit worden de woorden « of 112 » vervangen door de woorden « , 112, 116*bis* of 116*quinquies* ».

Art. 19. In hetzelfde besluit wordt de volgende titel ingevoegd vóór Titel VI : « TITEL *Vbis* – Kampplaatsen ».

Art. 20. In Titel IV*bis* van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk I ingevoegd met als opschrift : « HOOFDSTUK I. — Forfaitaire bijdrage ».

Art. 21. In hoofdstuk I van titel *Vbis* van hetzelfde besluit wordt een artikel 83/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 83/1. Het bedrag van de forfaitaire bijdrage bedoeld in artikel 140/4 van het decreet bedraagt :

- 160 euro voor een plaats waar minder dan 40 jongeren worden opgevangen;

- 200 euro voor een plaats waar 40 tot minder dan 60 jongeren worden opgevangen;

- 240 euro voor een plaats waar meer dan 60 jongeren worden opgevangen.

Deze bedragen worden jaarlijks aangepast om rekening te houden met de waarde van de met de waarde van de index der consumptieprijs, volgens de formule :

$$\frac{\text{voorzien bedrag} \times \text{nieuw indexcijfer}}{\text{aanvankelijk indexcijfer}}$$

waarbij de aanvankelijke index, de index is van de maand van inwerkingtreding van dit decreet en de nieuwe index, de index van de maand waarop die inwerkingtreding verjaart.

In alle geval worden de op grond van het vorige lid aangepaste bedragen afgerond naar de lagere euro, gesteld dat de decimaal lager zou zijn dan 50 centen en naar de hogere euro, mocht de decimaal gelijk zijn aan of hoger zijn dan 50 centen. ».

Art. 22. In titel *Vbis* van hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk II ingevoegd met als opschrift : « HOOFDSTUK II. — Erkende instelling ».

Art. 23. In hoofdstuk II van titel *Vbis* van hetzelfde besluit wordt een artikel 83/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 83/2. § 1. De in artikel 140/18 van het decreet bedoelde oproep tot de kandidaten wordt door de Minister georganiseerd.

De kandidaturen moeten binnen de maand na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* gezonden worden naar het adres vermeld in de oproep en moeten vergezeld gaan van de documenten waaruit blijkt dat de in artikel 140/19 van het decreet bedoelde ontvankelijkheidsvoorwaarden worden vervuld en waarin wordt bepaald dat er aan de voorwaarden bedoeld in hetzelfde artikel alsmede in artikel 140/21 van het decreet zal worden voldaan.

Binnen een termijn van twintig dagen na het sluiten van de oproep wijst de Minister de erkende instelling aan op grond van de criteria bedoeld in artikel 140/20 van het decreet.

§ 2. Binnen de perken bepaald in artikel 140/7 en uiterlijk vier maanden na het verstrijken van haar erkenning, kan de erkende instelling per gecertificeerde zending een aanvraag om verlenging van haar erkenning bij de Minister indienen; ze voegt bij haar aanvraag alle nodige documenten en inlichtingen die de naleving van de voorwaarden bepaald in artikel 140/19 bevestigen.

De verlenging wordt door de Minister beslist binnen drie maanden na ontvangst van de aanvraag om verlenging die als volledig wordt beschouwd.

Om een voortzetting van het beheer te waarborgen kan de instelling, waarvan de erkenning is verjaard, evenwel haar opdracht voortzetten zolang de beslissing betreffende de aanvraag om verlenging van de erkenning niet betekend is door de Minister.

De verlenging van de erkenning wordt geweigerd als de erkende instelling de voorwaarden bepaald in artikel 140/19 van het decreet niet meer vervult of zich niet heeft aangepast aan de verplichtingen van de artikelen 140/16 en 140/21 van het decreet. »

Art. 24. In hoofdstuk II van titel *Vbis* van hetzelfde besluit wordt een artikel 83/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 83/3. Het jaarlijkse verslag bedoeld in artikel 140/21, tweede lid, van het decreet zal minstens de volgende informatie bevatten :

- het aantal ingediende aanvragen om labeling, het aantal toegekende labels en indelingen alsmede de opvangcapaciteiten;
- het aantal indelingsherzieningen en deelnemingen aan beroepsverhoren;
- het aantal bezoek- en raadgevingsdagen en afgelegde kilometers;
- de voortgangen, vergaderingen, seminaria en diverse acties die nodig zijn voor de ontwikkeling van het netwerk van kampplaatsen;
- de bevorderingsacties enerzijds en de aansporingen tot de opening van nieuwe kampplaatsen anderzijds;
- elke actie en voortgang die nodig is voor de opdracht van de erkende instelling. »

Art. 25. In titel *Vbis* van hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk III ingevoegd, luidend als volgt : « HOOFDSTUK III. — Labelaanvraag ».

Art. 26. In hoofdstuk III van titel *Vbis* van hetzelfde besluit wordt een artikel 83/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 83/4. De labelaanvraag van de eigenaar of de beheerder van een kampplaats wordt ingediend aan de hand van het formulier opgemaakt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme; dat formulier bevat met name een beschrijving van de hoofdzakelijke kenmerken van de kampplaatsen.

Daarbij gaan volgende documenten :

- 1° in geval van toepassing van artikel 73 van het decreet, een afschrift van het brandveiligheidsattest;
- 2° in geval van toepassing van artikel 74 van het decreet, een afschrift van het vereenvoudigd controleattest;
- 3° in voorkomend geval, een afschrift van de vereiste administratieve vergunningen, die definitief geworden moeten zijn;
- 4° een uittreksel van het strafregister, bestemd voor een overheidsbestuur en afgeleverd sinds minder dan drie maanden op naam van de verzoeker en, in voorkomend geval, van de persoon belast met het dagelijks bestuur van de toeristische logiesverstreckende inrichting;

5° wanneer de uitbating waargenomen wordt door een handelsvennootschap of door een vereniging, een afschrift van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de bijgewerkte en gecoördineerde statuten van de vennootschap of de vereniging. »

Art. 27. In hoofdstuk III van titel *Vbis* van hetzelfde besluit wordt een artikel 83/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 83/5. Het attest betreffende de afgifte van de label wordt op zichtbare wijze in een hermetisch raam aangeplakt binnen de betrokken kampplaats. De label identificeert verplicht de kampplaats en zijn maximale opslagcapaciteit. ».

Art. 28. In Titel *IVbis* van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk IV ingevoegd met als opschrift : « HOOFDSTUK I. — Criteria voor de toekenning en de handhaving van de label ».

Art. 29. In hoofdstuk IV van titel *Vbis* van hetzelfde besluit wordt een artikel 83/6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 83/6. § 1. Elke kampplaats moet de volgende criteria vervullen :

- 1° hij stemt overeen met de minimale uitrustings- en dienstnormen van categorie 1, die bedoeld zijn in bijlage 13;
- 2° hij is niet gelegen in hetzelfde gebouw als een toeristische logiesverstreckende inrichting die gemachtigd is om één van de benamingen bedoeld in artikel 2, 3°, 7°, 8°, 11°, 18°, 21°, 24°*bis*, 24°*ter* of 30° van het decreet te gebruiken;
- 3° hij is inderdaad beschikbaar als kampplaats tijdens een minimale duur van zes weken in de zomer;
- 4° de buitenkant en de binnenkant van de kampplaats zien er verzorgd uit, zijn in goede staat van netheid en hygiëne; voor elke verhuur wordt hij volledig gereinigd en verlucht;
- 5° hij voldoet aan één van beide volgende criteria :

- ofwel hij is gelegen buiten een bewoonde kern op een afstand die de kalmte van de omwoners verzekert;
- ofwel de labelhouder of de persoon belast met het dagelijkse beheer van de kampplaats of bij gebrek een behoorlijk gemachtigde verantwoordelijke woont voortdurend ter plaatse of in de onmiddellijke nabijheid.

§ 2. Voor elk gebruik als kampplaats sluit de labelhouder een contract met de bewoner dat de volgende voorwaarden vervult :

- het bevat minstens de elementen bedoeld in bijlage 14;
- de verhuurprijs per persoon en per nacht is kleiner dan 3 euro, lasten niet inbegrepen.

§ 3. De labelhouder zorgt ervoor dat de bewoners van de kampplaats de omwoners en hun normale rust erbijbieden. ».

Art. 30. In titel *Vbis* van hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk V ingevoegd met als opschrift : « HOOFDSTUK V. — Indeling, herziening en schild ».

Art. 31. In hoofdstuk V van titel *Vbis* van hetzelfde besluit wordt een artikel 83/7 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 83/7. De normen waaraan de kampplaatsen moeten voldoen met het oog op hun indeling in categorieën zijn in bijlage 13 opgenomen. »

Art. 32. In hoofdstuk V van titel *Vbis* van hetzelfde besluit wordt een artikel 83/8 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 83/8. Het schild vermeldt de toegelaten label « Kampplaats ». Hij moet op zichtbare wijze op het gelabelde gebouw en bij de hoofdingang aangeplakt worden.

Onverminderd het vorige lid en wanneer een gebouw verschillende gelabelde kampplaatsen omvat, wordt slechts één enig schild aangeplakt bij de hoofdingang. »

Art. 33. In hoofdstuk V van titel *Vbis* van hetzelfde besluit wordt een artikel 83/9 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 83/9. Elk schild wordt teruggeven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme op het adres van de erkende instelling in geval van vrijwillige afstand van het gebruik van de label. Het wordt ook binnen de dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing tot intrekking van de label of, in geval van beroep, van de bevestiging ervan, teruggegeven. »

Art. 34. In hoofdstuk V van titel *Vbis* van hetzelfde besluit wordt een artikel 83/10 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 83/10. Elke herzieningsaanvraag wordt ingediend aan de hand van het formulier opgemaakt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme. »

Art. 35. In titel *Vbis* van hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk VI ingevoegd, luidend als volgt : « HOOFDSTUK VI. — Diverse bepalingen ».

Art. 36. In hoofdstuk VI van titel *Vbis* van hetzelfde besluit wordt een artikel 83/11 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 83/11. De Minister wordt ermee belast :

- het model van het schild bedoeld in artikel 140/26 van het decreet te bepalen;

- over de beroepen bedoeld in hoofdstuk VI van titel *bis* van het decreet te beslissen. »

Art. 37. In hoofdstuk VI van titel *Vbis* van hetzelfde besluit wordt een artikel 83/12 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 83/12. Elke toelageaanvraag wordt in één exemplaar ingediend bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme aan de hand van het door hem opgemaakte formulier. »

Art. 38. Bijlage 1 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in punt 02.12 wordt het kruis in kolom « 2* » geschrapt;

2° in punt 02.14 vervallen de woorden « op verzoek »;

3° in punt 02.15 worden de woorden « Verplichte radio en TV op verzoek » vervangen door het woord « Televisie »;

4° in punt 03.15 dient een kruis in kolom « 4 » toegevoegd te worden;

5° in punt 08.02 wordt de woorden « een bureau » ingevoegd voor het woord « toonbank »;

6° in punt 08.04 worden de woorden « Afgezonderd lokaal met zetels » vervangen door de woorden « Afgezonderd lokaal met zetels of zithoek »;

7° in punt 09.03 vervallen de woorden « met geluiddempende kap. »

Art. 39. In hetzelfde besluit wordt bijlage 2 vervangen door bijlage 1 die bij dit besluit wordt gevoegd.

Art. 40. Bijlage 3 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° punt 4 wordt vervangen als volgt :

« Rij inheemse soorten in overeenstemming met het landschap, die bestaat uitsluitend uit plaatselijke oliën en die het uitzicht op het terrein verbergt (behalve natuurlijke begrenzing) »;

2° in punt 5 worden de woorden « naburige woningen » vervangen door de woorden « voor bestaande naburige woningen » en worden kruizen toegevoegd in kolom « 1* », « 2* » en « 3* »;

3° in punt 6 wordt het woord « Uitzicht » vervangen door de woorden « Uitzicht/panorama »;

4° in punt 21 worden de woorden « Goed algemeen onderhoud » vervangen door de woorden « Goede algemene staat »;

5° in punt 36 worden de woorden (6 ampères voor de plaatsen bestemd voor doortocht) toegevoegd na de woorden « 10 ampères »;

6° in punt 42 worden de woorden « aanwezigheid van twee palen uitgerust met » vervangen door de woorden « aanwezigheid van een paal en een platform uitgerust met »

Art. 41. In de Nederlandstalige versie van bijlage 3 bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder titel « Classificatienormen voor toeristische kampeerterreinen » dienen de woorden « notes minimales à obtenir par catégorie de classement » te worden vervangen door hun Nederlandstalige vertaling « minimale punten per indelingscategorie »;

2° de woorden « 4. Naleving van een afscheidingsstrook van 20 m i.v.t. naburige woningen » worden vervangen door de woorden « 5. Naleving van een afscheidingsstrook van 20 m i.v.t. naburige woningen » en de nummering van de volgende punten wordt aangepast.

Art. 42. In bijlage 4 bij hetzelfde besluit wordt een punt 11*bis* toegevoegd, luidend als volgt :

« 11*bis*. Opengaand venster in elke kamer. Indien het technisch gezien onmogelijk is het venster te openen, dat opgelegd is door het verwarming- of airconditioningsysteem (verplicht verluchttingsysteem), is dat criterium van toepassing op de enige logiesverstreckende inrichtingen waarvan de stedenbouwkundige vergunning na 30 juni 2009 is verleend en worden kruisen toegevoegd in alle kolommen, van 1 tot 4 eikbladeren. »

Art. 43. Bijlage 5 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° onder titel « Algemeen » dient de volgende bepaling te worden ingevoegd : « Deze tekst is van toepassing wanneer verschillende toeristische logiesverstreckende inrichtingen met een maximale capaciteit van minder dan 10 personen, die een gebouwgedeelte in de zin van artikel 2, 28^o *quater* van het decreet vormen, binnen hetzelfde gebouw gelegen zijn, waarvan de maximale toegevoegde capaciteit meer dan 9 personen en minder dan 15 personen bedraagt. »;

2° punt 1.4.2. dient te worden vervangen als volgt :

« 1.4.2. Deze terminologie wordt aangevuld als volgt :

Deur Rf : brandwerende deur in de zin van de bepalingen van bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994.

De deuren Rf. moeten geplaatst worden overeenkomstig de plaatsingvoorwaarden op grond waarvan ze hun indeling hebben gekregen inzake brandweerstand. De overeenstemming met die plaatsingregels wordt gecontroleerd door een officieel toegelaten inspectie-instelling van type A volgens punt 1.8. van deze bijlage. Van die controle vrijgesteld worden, de deuren die geplaatst worden door gecertificeerde installateurs volgens punt 1.8. van deze bijlage. Het technisch domein voor accreditatie betreft de regels voor de plaatsing van de brandwerende deuren. Deze bepalingen zijn slechts van toepassing op de deuren die na 1 september 2009 geplaatst of vervangen werden;- Keuken : elk lokaal uitgerust met kookapparaten waarvan de som van het nominaal vermogen hoger is dan 10 Kw; - Evacuatiewegen : elk gebouwelement dat gebruikt wordt voor de evacuatie van zijn bewoners en met name de gangen, overlopen, trappen, deuren, wegruimten, weg, »;

3° punt 1.7. wordt vervangen als volgt :

a) titel « Certificering van materialen en installaties » moet worden vervangen door « Certificering van materialen, installaties en installateurs »;

b) de zin « Algemene bepalingen betreffende de certificering van de uitrustingen en installaties » moet vervallen;

c) de woorden « reeks NBN-EN-45000 » worden vervangen door « reeks NBN-EN-45000 of NBN EN ISO/IEC 17000 »;

d) de woorden « de NBN-EN-45013 » dienen te worden vervangen door de woorden « norm NBN EN ISO/IEC 17024 »;

4° in punt 1.9. worden de woorden « aan de gasten » vervangen door de woorden « aan de toeristen »;

5° in punt 2.3. worden de woorden « voldoet aan het normontwerp EN-1187. 1 » vervangen door de woorden « moet voldoen aan indeling B Roof T1 volgens norm ENV 1187 »;

6° in punt 3.1. worden de woorden « installaties bevat die ingedeeld zijn als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk krachtens de gewestelijke regelgeving » vervangen als volgt : « installaties en activiteiten bevat die ingedeeld zijn zoals vermeld in bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten »;

7° in punt 3.1. wordt het woord « gebruikers » vervangen door het woord « toeristen »;

8° in het tweede lid van punt 3.2.3 wordt, in de Franse versie, het woord « bâtiment » vervangen door het woord « bâtiments »;

9° in het eerste lid van punt 3.2.5. worden, in de Franse versie, de woorden « centre de service hôtelier » vervangen door de woorden « centre de services communs »;

10° in punt 4.3. worden de woorden « de onder 4.2. en 4.3. omschreven regels » vervangen door de woorden « de onder 4.1. en 4.2. omschreven regels »;

11° in punt 6.1.7. worden de woorden « draagt het CEBEC- of EG-label » door de woorden « voldoet aan de eisen van de EG-label »;

12° de punten 6.2. en 6.3. worden vervangen als volgt :

« 6.2. Aardgas.

6.2.1. Apparaten.

6.2.1.1. De gasapparaten (verwarming, productie van sanitair water, keuken) moeten voldoen aan de voorschriften van de Belgische normen en van de desbetreffende besluiten. Ze moeten de BENOR- of AGB-conformiteitslabel dragen als ze vóór 1 januari 1996 gefabriceerd zijn en de EG-label als ze na 31 december 1995 gebouwd zijn.

6.2.1.2. Alle verwarmingsapparaten aangesloten op een gasinstallatie zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

6.2.2. Installatie.

De installatie is conform met NBN D 51-003 « Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen », en/of met NBN D D51-004 « Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen : bijzondere installaties ».

6.3. Vloeibaar gemaakt petroleumgas.

6.3.1. Apparaten.

6.3.1.1. De gasapparaten (verwarming, productie van sanitair water, keuken) moeten voldoen aan de voorschriften van de Belgische normen en van de desbetreffende besluiten. Ze moeten de BENOR- of AGB-conformiteitslabel dragen als ze voor 1 januari 1996 gefabriceerd zijn en de EG-label als ze na 31 december 1995 gebouwd zijn.

6.3.1.2. Alle verwarmingsapparaten aangesloten op een gasinstallatie zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

6.3.2. Installatie.

De installaties moeten overeenstemmen met de bepalingen van de normen NBN D51-006 « Binnenleidingen voor commercieel butaan of propaan in gasfase op een werkdruk van maximum 5 bar en plaatsing van de verbruikstoestellen – Algemene bepalingen » Deel 1: Terminologie, Deel 2: Binneninstallaties, Deel 3: Plaatsing van de verbruikstoestellen ».

6.3.3. Veiligheidsmaatregelen betreffende de verplaatsbare recipiënten.

6.3.3.1. De verplaatsbare recipiënten mogen niet geplaatst worden binnen de gebouwen met uitzondering van degene waarvan de hoeveelheid brandstoffen niet hoger is dan drie kilo. Buiten de gebouwen worden ze geplaatst op minstens 1,50 meter van de vensters en op minstens 2,50 meter van de deuren.

6.3.3.2. De verplaatsbare recipiënten staan steeds recht op, op een niveau dat niet lager ligt dan de omliggende grond, en op minstens 2,50 m afstand van elke kelderopening of ingang naar een ondergrondse plek. Zij moeten tegen omvallen beschermd zijn.

6.3.3.3. Gemakkelijk brandbare stoffen, met inbegrip van droog gras en onkruid, mogen niet opgestapeld worden op minder dan 2,50 m van de verplaatsbare recipiënten.

6.3.3.4. Verplaatsbare recipiënten met hun toestellen zijn beschermd tegen weer en wind. Elke schuilplaats of lokaal waarin ze eventueel geïnstalleerd zijn :

- mag enkel vervaardigd worden uit ontbrandbare materialen;
- is voorzien van een goede ventilatie, zowel onderaan als bovenaan. » ;

13° in hoofdstuk IX moeten de volgende woorden in fine toegevoegd worden : « In dit geval stemt die installatie overeen met normen NBN-EN 50172 – Veiligheidsverluchtingsstelsel – CEI-EN- 60 598-2-22 – autonome blokken voor veiligheidsverlichting en NBN EN 1838 – Noodverlichting –« ;

14° in hoofdstuk X moeten de woorden « de dienst 100 » vervangen worden door de woorden « de nooddiensten 100 of 112 bedoeld in het koninklijk besluit van 9 oktober 2002 bedoeld in het koninklijk besluit van 9 oktober 2002 tot vaststelling van de nooddiensten overeenkomstig artikel 125 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven »;

15° in hoofdstuk XI moeten de woorden « met de vigerende normen van een halve bluseenheid » vervangen worden door de woorden « met de normen van reeks NBN-EN-3 »;

16° in punt 12.1.2. worden de woorden « in artikel » vervangen door de woorden « in punt »;

17° in punt 12.2.1. worden de woorden « het Ministerie van Economische Zaken » vervangen door de woorden « Federale Overheidsdienst Economie »;

18° in punt 12.2.2. worden de woorden « het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof » vervangen door de woorden « het koninklijk besluit van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan »;

19° punt 12.2.3 wordt vervangen door volgende bepaling :

« 12.2.3. Voor de indienststelling en na belangrijke wijzigingen maakt de nieuwe installatie of een gedeelte ervan het voorwerp uit van een dichtheids- en conformiteitscontrole uitgevoerd door een instelling geaccrediteerd voor de normen NBN D51 003, D51 004 en/of D51 006.

Die dichtheids- en conformiteitscontrole wordt daarna om de vijf jaar uitgevoerd door een instelling geaccrediteerd voor de normen NBN D51 003, D51 004 en/of D51 006.

De controle uitgevoerd door de instelling geaccrediteerd voor de normen NBN D51 003, NBN D51 004 en/of NBN D51 006 heeft met name alle volgende punten als doel :

- de conformiteitscontrole volgens de hierbovenvermelde toepassingsnormen; het nagaan of het reinigen van de branders en de regeling van hun goede werking goed verricht is;
- de verificatie van de goede werking van de bescherming- en regelingsystemen;
- de verificatie van de waterdichtheid van de installatie door een pomptest met stopkraan volgens de norm die op de installatie van toepassing is;
- het nagaan of het reinigen van de afvoerleidingen voor rookgassen goed verricht is;
- een examen van het uitschakelen van de thermokoppels. »;

20° in punt 12.2.4. worden de woorden « gekwalificeerde installateur » vervangen door de woorden « een installateur erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan »;

21° punt 12.2.5 wordt vervangen door volgende bepaling :

« De exploitant vergewist zich dat het brandbestrijdingsmateriaal één keer per jaar door een bevoegde persoon van een vennootschap bevoegd voor het onderhoud van draagbare brandblussers gecontroleerd wordt overeenkomstig NBN S21-050. »

Art. 44. Bijlage 6 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in punt 1 worden, in de Franse versie, de woorden « décret du 1^{er} mars 1999 » vervangen door de woorden « décret du 11 mars 1999 »;

2° in punt 1.1, vervallen de woorden « visés à l'article précédent » in de Franse versie;

3° punt 1.4 wordt vervangen als volgt :

« 1.4. Terminologie.

1.4.1. De gebruikte terminologie is die welke staat vermeld in bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

1.4.2. Deze terminologie wordt aangevuld als volgt :

- Deur Rf : brandwerende deur in de zin van de bepalingen van bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994.

De deuren Rf. Moeten geplaatst worden overeenkomstig de plaatsingsvoorwaarden op grond waarvan ze hun indeling hebben gekregen inzake brandweerstand. De overeenstemming met die plaatsingsregels wordt gecontroleerd door een officieel toegelaten inspectie-instelling van type A volgens punt 1.8. van deze bijlage. Van die controle vrijgesteld worden, de deuren die geplaatst worden door gecertificeerde installateurs volgens punt 1.8. van deze bijlage. Het technisch domein voor accreditatie betreft de regels voor de plaatsing van de brandwerende deuren. Deze bepalingen zijn slechts van toepassing op de deuren die na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van deze regelgeving geplaatst of vervangen werden;

- Keuken : elk lokaal uitgerust met kookapparaten waarvan de som van het nominaal vermogen hoger is dan 10 Kw;

- Evacuatiweg : elk gebouwelement dat gebruikt wordt voor de evacuatie van zijn bewoners en met name de gangen, overlopen, trappen, deuren, wegruimten, weg, »;

4° punt 1.7. wordt vervangen als volgt :

- titel « Certificering van materialen en installaties » moet worden vervangen door « Certificering van materialen, installaties en installateurs »;

- de zin « Algemene bepalingen betreffende de certificering van de uitrustingen en installaties » moet vervallen;
- de woorden « reeks NBN-EN-45000 » worden vervangend door « reeks NBN-EN-45000 of NBN EN ISO/IEC 17000 »;
- de woorden « de NBN-EN-45013 » dienen te worden vervangen door de woorden « norm NBN EN ISO/IEC 17024 »;

5° in punt 1.8. worden de woorden « Europese Unie » vervangen door de woorden « Europese Gemeenschap of in Turkije of die wettelijk vervaardigd zijn in een verdragsluitende staat van de Europese Vrijhandelsassociatie dat overeenkomstsluitende partij is van het akkoord op de Europese Economische Ruimte, »; 6° in punt 1.9. worden de woorden « met de normen bekendgemaakt door het Belgisch Instituut voor Normalisatie (B.I.N.) » vervangen door de woorden « met de normen bedoeld in punt 1.8. » en wordt de laatste zin vervangen als volgt : « De alarmsignalen of -berichten zijn waarneembaar door alle personen die zich in de te ontruimen lokalen bevinden. Deze signalen of boodschappen mogen geen verwarring veroorzaken met andere, met name met de waarschuwingssignalen of -berichten. In alle gevallen moeten ze de ondergebrachte personen wekken en, in geval van stroompanne, tijdens een half uur functioneren. »;

7° in punt 3.1. worden de woorden « installaties bevat die ingedeeld zijn als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk krachtens de gewestelijke regelgeving » vervangen als volgt : « installaties en activiteiten bevat die ingedeeld zijn zoals vermeld in bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten » en wordt het woord « gebruikers » vervangen door het woord « toeristen »;

8° in punt 3.2. vervallen de woorden « dat tot éézelfde exploitant behoort »;

9° de punten 6.3. en 6.4. worden vervangen als volgt :

« 6.3. Aardgas.

6.3.1. Apparaten.

6.3.1.1. De gasapparaten (verwarming, productie van sanitair water, keuken) moeten voldoen aan de voorschriften van de Belgische normen en van de desbetreffende besluiten. Ze moeten de BENOR- of AGB-conformiteitslabel dragen als ze vóór 1 januari 1996 gefabriceerd zijn en de EG-label als ze na 31 december 1995 gebouwd zijn.

6.3.1.2. Alle verwarmingsapparaten aangesloten op een gasinstallatie zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

6.3.2. Installatie.

De installatie is conform met NBN D 51-003 « Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen », en/of met NBN D D51-003 « Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen : bijzondere installaties ».

6.4. Vloeibaar gemaakt petroleumgas.

6.4.1. Apparaten.

6.4.1.1. De gasapparaten (verwarming, productie van sanitair water, keuken) moeten voldoen aan de voorschriften van de Belgische normen en van de desbetreffende besluiten. Ze moeten de BENOR- of AGB-conformiteitslabel dragen als ze voor 1 januari 1996 gefabriceerd zijn en de EG-label als ze na 31 december 1995 gebouwd zijn.

6.4.1.2. Alle verwarmingsapparaten aangesloten op een gasinstallatie zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

6.4.2. Installatie.

De installaties moeten overeenstemmen met de bepalingen van de normen NBN D51-006 « Binnenleidingen voor commercieel butaan of propaan in gasfase op een werkdruk van maximum 5 bar en plaatsing van de verbruikstoestellen – Algemene bepalingen » Deel 1 : Terminologie, Deel 2 : Binneninstallaties, Deel 3 : Plaatsing van de verbruikstoestellen ».

6.4.3. Veiligheidsmaatregelen betreffende de verplaatsbare recipiënten.

6.4.3.1. De verplaatsbare recipiënten mogen niet geplaatst worden binnen de gebouwen met uitzondering van degene waarvan de hoeveelheid brandstoffen niet hoger is dan drie kilo. Buiten de gebouwen worden ze geplaatst op minstens 1,50 meter van de vensters en op minstens 2,50 meter van de deuren.

6.4.3.2. De verplaatsbare recipiënten staan steeds rechtop, op een niveau dat niet lager ligt dan de omliggende grond, en op minstens 2,50 m afstand van elke kelderopening of ingang naar een ondergrondse plek. Zij moeten tegen omvallen beschermd zijn.

6.4.3.3. Gemakkelijk brandbare stoffen, met inbegrip van droog gras en onkruid, mogen niet opgestapeld worden op minder dan 2,50 m van de verplaatsbare recipiënten.

6.4.3.4. Verplaatsbare recipiënten met hun toestellen zijn beschermd tegen weer en wind. Elke schuilplaats of lokaal waarin ze eventueel geïnstalleerd zijn :

- mag enkel vervaardigd worden uit ontbrandbare materialen;
- is voorzien van een goede ventilatie, zowel onderaan als bovenaan. »;

10° in punt 6.5. worden de woorden « het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof » vervangen door de woorden « het koninklijk besluit van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan »;

11° in punt 6.6. worden de woorden « voornoemd koninklijk besluit van 6 januari 1978 » vervangen door de woorden « het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan »;

12° in hoofdstuk X moeten de woorden « de dienst 100 » vervangen worden door de woorden « de nooddiensten 100 of 112 bedoeld in het koninklijk besluit van 9 oktober 2002 bedoeld in het koninklijk besluit van 9 oktober 2002 tot vaststelling van de nooddiensten overeenkomstig artikel 125 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven »;

13° in hoofdstuk XII :

- wordt het woord « bewoners » vervangen door « toeristen »;
- vervalt de tweede zin;

- moet hetgeen volgt in fine toegevoegd worden : « De alarmsignalen of -berichten zijn in alle gevallen waarneembaar door alle personen die zich in de te ontruimen lokalen bevinden. Deze signalen of boodschappen mogen geen verwarring veroorzaken met andere, met name met de waarschuwingssignalen of -berichten. Ze moeten de ondergebrachte personen wekken en, in geval van stroompanne, tijdens een half uur functioneren. »;

14° in hoofdstuk XIII moeten de woorden « met de vigerende normen van een halve bluseenheid » vervangen worden door de woorden « met de normen van reeks NBN-EN-3 »;

15° in punt 14.1.2. worden de woorden « in artikel » vervangen door de woorden « in punt »;

16° in punt 14.2.1. worden de woorden « het Ministerie van Economische Zaken » vervangen door de woorden « Federale Overheidsdienst Economie »;

17° punt 14.2.2. wordt gewijzigd als volgt :

- de woorden « het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof » worden vervangen door de woorden « het koninklijk besluit van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan »;

- de woorden « jaarlijks onderzocht door een erkende bevoegde technicus » worden vervangen door « onderhouden door een erkende technicus volgens de periodiciteit bedoeld in voornoemd besluit van de Waalse Regering ».

18° punt 14.2.3 wordt vervangen door volgende bepaling :

« 14.2.3. Voor de indienststelling en na belangrijke wijzigingen maakt de nieuwe installatie of een gedeelte ervan het voorwerp uit van een dichtheids- en conformiteitscontrole uitgevoerd door een instelling geaccrediteerd voor de normen NBN D51 003, D51 004 en/of D51 006 wanneer de installateur niet gemachtigd wordt.

Die dichtheids- en conformiteitscontrole wordt daarna om de vijf jaar uitgevoerd door een instelling geaccrediteerd voor de normen NBN D5&A;1 003, 51 004 en/of D51 006.

De controle uitgevoerd door de instelling geaccrediteerd voor de normen NBN D51 003, NBN D51 004 en/of NBN D51 006 heeft met name alle volgende punten als doel :

de conformiteitscontrole volgens de hierbovenvermelde toepassingsnormen;

- het nagaan of het reinigen van de branders en de regeling van hun goede werking goed verricht is;
- de verificatie van de goede werking van de bescherming- en regelingsystemen;
- de verificatie van de waterdichtheid van de installatie door een pomptest met stopkraan volgens de norm die op de installatie van toepassing is;
- het nagaan of het reinigen van de afvoerleidingen voor rookgassen goed verricht is;
- een examen van het uitschakelen van de thermokoppels. »;

19° in punt 14.2.4. worden de woorden « gekwalificeerde installateur » vervangen door de woorden « een installateur erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan »;

20° punt 14.2.5 wordt vervangen door volgende bepaling :

« De exploitant vergewist zich dat het brandbestrijdingsmateriaal één keer per jaar door een bevoegde persoon van een vennootschap bevoegd voor het onderhoud van draagbare brandblussers gecontroleerd wordt overeenkomstig NBN S21-050. »;

21° in het vijfde lid van punt 15.4. worden de woorden « de hulpploegen » vervangen door de woorden « het personeel »

Art. 45. Bijlage 7 bij hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in punt 1.4.2., in de definitie van flat vervalt het woord « minstens »;

2° in het tweede lid van punt 2.3. vervalt het woord « (gewijzigd) »;

3° in punt 2.4., 2.6. en 2.7 vervallen de woorden « (gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 december 1997) »;

4° in het tweede lid van punt 2.8.1. worden de woorden « van het koninklijk besluit » vervangen door de woorden « van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen. »;

5° in punt 2.11.1. worden de woorden « die aan Belgische normen voldoen » vervangen door de woorden « die aan de eisen van de EG-label voldoen »;

6° de punten 2.12. en 2.13. worden vervangen als volgt :

« 2.12. Installaties met vloeibaar gemaakt petroleumgas

2.12.1. Algemeen.

De installaties moeten overeenstemmen met de bepalingen van de normen NBN D51-006 « Binnenleidingen voor commercieel butaan of propaan in gasfase op een werkdruk van maximum 5 bar en plaatsing van de verbruikstoestellen – Algemene bepalingen » Deel 1 : Terminologie, Deel 2 : Binneninstallaties, Deel 3 : Plaatsing van de verbruikstoestellen ».

2.12.2. Installaties die gas in vaste reservoirs gebruiken.

De opslagplaatsen met vaste reservoirs moeten de voorwaarden van het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2005 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar petroleumgas in « bulk » vervullen en overeenkomstig voornoemd besluit gecontroleerd worden.

2.12.3. Installaties die gas in verplaatsbare recipiënten gebruiken.

2.12.3.1. Veiligheidsmaatregelen betreffende de verplaatsbare recipiënten.

2.12.3.1.1. De verplaatsbare recipiënten mogen niet geplaatst worden binnen de gebouwen met uitzondering van degene waarvan de hoeveelheid brandstoffen niet hoger is dan drie kilo. Buiten de gebouwen worden ze geplaatst op minstens 1,50 meter van de vensters en op minstens 2,50 meter van de deuren.

2.12.3.1.2. De verplaatsbare recipiënten staan steeds rechtop, op een niveau dat niet lager ligt dan de omliggende grond, en op minstens 2,50 m afstand van elke kelderopening of ingang naar een ondergrondse plek. Zij moeten tegen omvallen beschermd zijn.

2.12.3.1.3. Gemakkelijk brandbare stoffen, met inbegrip van droog gras en onkruid, mogen niet opgestapeld worden op minder dan 2,50 m van de verplaatsbare recipiënten.

2.12.3.1.4. Verplaatsbare recipiënten met hun toestellen zijn beschermd tegen weer en wind. Elke schuilplaats of lokaal waarin ze eventueel geïnstalleerd zijn :

- mag enkel vervaardigd worden uit ontbrandbare materialen;
- is voorzien van een goede ventilatie, zowel onderaan als bovenaan.

2.12.4. Apparaten.

2.12.4.1. De gasapparaten (verwarming, productie van sanitair water, keuken) moeten voldoen aan de voorschriften van de Belgische normen en van de desbetreffende besluiten. Ze moeten de BENOR- of AGB-conformiteitslabel dragen als ze vóór 1 januari 1996 gefabriceerd zijn en de EG-label als ze na 31 december 1995 gebouwd zijn.

2.12.4.2. Alle verwarmingsapparaten aangesloten op een gasinstallatie zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

2.12.4.3. Een verdeelkraan is op de algemene voedingsleiding gelegd, wanneer meerdere gebruiksapparaten in één lokaal gegroepeerd zijn. Deze kraan is gemakkelijk te bereiken en ligt op minder dan 15 m van het eerste toestel.

De nodige maatregelen worden getroffen opdat deze kraan enkel in geval van noodzaak zou kunnen gebruikt worden.

2.12.5. Aansluiting op het distributienet.

Op elke buis waarbij de toeristische logiesverstrekkende inrichting aangesloten wordt op het distributienet, is een afsluitkraan gelegd buiten de gebouwen en buiten hun toegangen. De plaats waar deze afsluitkraan (afsluitkranen) ligt (liggen) is gemakkelijk te vinden.

2.13. Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen.

2.13.1. Algemeen.

De installatie is conform met NBN D 51-003 « Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen », en met NBN D D51-003 « Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen : bijzondere installaties ».

2.13.2. Aansluiting op het distributienet.

Op elke buis waarbij de toeristische logiesverstrekkende inrichting aangesloten wordt op het distributienet, is een afsluitkraan gelegd buiten de gebouwen en buiten hun toegangen. De plaats waar deze afsluitkraan (afsluitkranen) ligt (liggen) is gemakkelijk te vinden.

2.13.3. Gebruikstoestellen.

2.13.3.1. De gasapparaten (verwarming, productie van sanitair water, keuken) moeten voldoen aan de voorschriften van de Belgische normen en van de desbetreffende besluiten. Ze moeten de BENOR- of AGB-conformiteitslabel dragen als ze vóór 1 januari 1996 gefabriceerd zijn en de EG-label als ze na 31 december 1995 gebouwd zijn.

2.13.3.2. Alle verwarmingsapparaten aangesloten op een gasinstallatie zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

2.13.3.3. Een verdeelkraan is op de algemene voedingsleiding gelegd, wanneer meerdere gebruiksapparaten in één lokaal gegroepeerd zijn. Deze kraan is gemakkelijk te bereiken en ligt op minder dan 15 m van het eerste toestel.

De nodige maatregelen worden getroffen opdat deze kraan enkel in geval van noodzaak zou kunnen gebruikt worden. »;

7° in punt 2.15.4.1. worden na de woorden « de bewoners kunnen wekken » de volgende woorden toegevoegd : « en, in geval van stroompanne, tijdens een half uur functioneren. »;

8° tussen de punten 2.15.4.2 en 2.15.6 worden de woorden « 2.15.5. Blusapparaten » vervangen door de woorden « 2.15.5. Blusapparaten »;

9° de eerste zin van punt 2.15.5 wordt vervangen als volgt : « De blusapparaten stemmen overeen met de normen van reeks NBN EN 3 »;

10° in punt 2.15.6 worden de woorden « In keuken-restaurantcomplexen » vervangen als volgt : « Wanneer de keuken en het restaurant behoren tot hetzelfde compartiment »;

11° in punt 2.15.6 wordt het woord « dit artikel » vervangen door het woord « dit punt ».

Art. 46. Bijlage 8 bij hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het tweede lid van punt 1.3.1. worden de woorden « in artikel 4.2 » vervangen door de woorden « in punt 4.2 »;

2° tussen de punten 1.3.2 en 1.4.1 worden, in de Franse versie, de woorden « 11.4. Terminologie » vervangen door de woorden « 1.4. Terminologie »;

3° in punt 1.3.2. vervallen de woorden « Overeenkomstig bovenstaande tabel »;

4° punt 1.4.2 wordt vervangen als volgt :

« 1.4.2. Deze terminologie wordt aangevuld als volgt :

- Deur Rf : brandwerende deur in de zin van de bepalingen van bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994.

De deuren Rf. Moeten geplaatst worden overeenkomstig de plaatsingvoorwaarden op grond waarvan ze hun indeling hebben gekregen inzake brandweerstand. De overeenstemming met die plaatsingregels wordt gecontroleerd door een officieel toegelaten inspectie-instelling van type A volgens punt 1.8. van deze bijlage. Van die controle

vrijgesteld worden, de deuren die geplaatst worden door gecertificeerde installateurs volgens punt 1.8. van deze bijlage. Het technisch domein voor accreditatie betreft de regels voor de plaatsing van de brandwerende deuren. Deze bepalingen zijn slechts van toepassing op de deuren die na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van deze regelgeving geplaatst of vervangen werden;

- Keuken : elk lokaal uitgerust met kookapparaten waarvan de som van het nominaal vermogen hoger is dan 10 Kw;

- Evacuatiweg : elk gebouwelement dat gebruikt wordt voor de evacuatie van zijn bewoners en met name de gangen, overlopen, trappen, deuren, wegruimten, weg, ».

5° punt 1.5.1 wordt vervangen als volgt :

« 1.5. Classificatie van de gebouwen.

De gebouwen worden ingedeeld in drie categorieën :

1.5.1. Cat. 1 - Laagbouwen

1.5.1.1. Gebouwen die vóór 31 december 1997 gebouwd zijn.

De laagbouwen zijn gebouwen met 1, 2 of 3 gewoonde niveaus boven de grond waarvan respectievelijk 1 of 2 niveaus boven de gewone evacuatiweg.

1.5.1.2. Gebouwen die na 31 december 1997 gebouwd zijn.

Deze gebouwen worden bepaald in punt 1.4.1. van deze bijlage.

1.5.2. Cat. 2 - Middelbouwen

1.5.2.1. Gebouwen die vóór 26 mei 1995 gebouwd zijn.

De middelbouwen zijn gebouwen met drie gewoonde niveaus of meer boven de gewone evacuatiweg en die niet behoren tot categorie 3.

1.5.2.2. Gebouwen die na 26 mei 1995 gebouwd zijn.

Deze gebouwen worden bepaald in punt 1.4.1. van deze bijlage.

1.5.3. Cat. 3 - Hoogbouwen

1.5.3.1. Gebouwen die vóór 26 mei 1995 gebouwd zijn.

De hoogbouwen zijn gebouwen waarvan de hoogte hoger is dan 25 m.

De hoogte van een gebouw wordt bepaald in punt 1.4.1 van deze bijlage.

Die begripsomschrijving wordt gegeven onverminderd het koninklijk besluit van 4 april 1972 houdende vaststelling van de algemene eisen, vervat in de norm NBN 713-010 betreffende de brandbeveiliging in de hoge gebouwen.

1.5.3.2. Gebouwen die na 26 mei 1995 gebouwd zijn.

Deze gebouwen worden bepaald in punt 1.4.1. van deze bijlage. »;

6° in punt 1.5.2. worden de woorden « in artikel 1.3.1 » vervangen door de woorden « in punt 1.3.1 »;

7° punt 1.8. wordt gewijzigd als volgt :

a) titel « Certificering van materialen en installaties » moet worden vervangen door « Certificering van materialen, installaties en installateurs »;

b) de zin « Algemene bepalingen betreffende de certificering van de uitrustingen en installaties » moet vervallen;

c) de woorden « reeks NBN-EN-45000 » worden vervangend door « reeks NBN-EN-45000 of NBN EN ISO/IEC 17000 »;

d) de woorden « de NBN-EN-45013 » dienen te worden vervangen door de woorden « norm NBN EN ISO/IEC 17024 »;

8° in punt 1.9. worden de woorden « Europese Unie » vervangen door de woorden « Europese Gemeenschap of in Turkije of die wettelijk vervaardigd zijn in een verdragsluitende staat van de Europese Vrijhandelsassociatie dat overeenkomstsluitende partij is van het akkoord op de Europese Economische Ruimte, »;

9° in het eerste lid van punt 1.10 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « in artikel 1.3.1 » worden vervangen door « in punt 1.3.1 »;

b) de woorden « verschillende artikelen » worden vervangen door « verschillende punten »;

c) na de woorden « punctuele voelers » worden de woorden « waarvan de opvatting voldoet aan punt 8.4.4. » toegevoegd »;

10° in punt 2.1. worden de woorden « in artikel 1.3.1 » vervangen door de woorden « in punt 1.3.1 »;

11° in punt 3.1.1. worden de woorden « in artikel 1.3.1 » vervangen door de woorden « in punt 1.3.1 »;

12° in het derde lid van punt 3.1.1 worden de woorden « van artikel 3.1.1. » vervangen door de woorden « van punt 3.1.1 » en worden de termen « in artikel 8.4.4 » vervangen door « in punt 8.4.4 »;

12° in punt 3.2. worden, in de Franse versie, de woorden « chemins » vervangen door de woorden « voies » en worden de woorden « in artikel 1.3.1. » vervangen door « in punt 1.3.1 »;

14° in punt 4.4.2. worden de woorden « in artikel 1.3.1 » vervangen door de woorden « in punt 1.3.1 »;

15° punt 4.4.3 wordt vervangen door volgende bepaling :

« Voor de gebouwen bepaald in punt 1.3.1. zijn de verticale binnenwanden die de flats en de kamers afbakenen, in afwijking van de bepalingen van punt 4.4.1., ten minste Rf 1/2 h of gebouwd van metselwerk of beton.

Voor dezelfde gebouwen wordt geen Rf-graad voor deuren aangevraagd. In dat geval moet het gebouw voorzien zijn van een veralgemeende installatie voor automatische branddetectie d.m.v. punctuele voelers waarvan de opvatting aan punt 8.4.4. voldoet »;

16° punt 5.1. wordt gewijzigd als volgt :

- in de Franse versie worden de woorden « Les chemins d'évacuation sont judicieusement répartis » vervangen door « Les voies d'évacuation sont judicieusement réparties »;

- de woorden « de tweede evacuatie weg » worden vervangen door de woorden « de andere mogelijkheden »;

17° in punt 5.2. worden, in de Franse versie, de woorden « Chemins d'évacuation » vervangen door « Voies d'évacuation »;

18° in punt 5.2.1.9. worden in de Franse versie het woord « chemin » vervangen door het woord « voie » en wordt het woord « chemins » vervangen door het woord « voies »;

19° in punt 5.2.2.2. worden de woorden « de in artikel 5.2.1 vermelde schikkingen » vervangen door de woorden « punt 5.2.1 »;

20° in punt 5.2.2.5. worden de woorden « in artikel 5.2.1.4 » vervangen door de woorden « in punt 5.2.1.4 »;

21° in punt 5.2.3.1. worden de woorden « in artikel 1.3.1 » vervangen door de woorden « in punt 1.3.1 »;

22° in punt 5.2.3.2. worden de woorden « in artikel 1.3.2 » vervangen door de woorden « in punt 1.3.2 »;

23° in het laatste lid van punt 5.2.3.2. worden de woorden « in artikel 4.4.1 » vervangen door de woorden « in punt 4.4.1 »;

24° in punt 5.2.4.1. worden de woorden « de bepalingen van artikel 5.2.1 » vervangen door de woorden « punt 5.2.1 »;

25° in punt 5.2.5.2.1. worden de woorden « van artikelen 4.1. en 4.2. » vervangen door de woorden « van de punten 4.1. en 4.2. »;

26° in punt 5.2.5.4. worden de woorden « voorzien zijn van » vervangen door de woorden « uitgerust worden met »;

27° punt 5.2.7.2 wordt vervangen door volgende bepaling :

« 5.2.7.2. Een ladder bedient slechts de hoogte van één niveau. De opeenvolgende ladders worden discontinu geplaatst en worden met elkaar op elk niveau verbonden door een platform, een balkon of een doorloop.

Dit voorschrift moet op 1 januari 2020 nageleefd worden;

28° punt 5.2.7.3 wordt vervangen door volgende bepaling :

« 5.2.7.3. De buitenladders zijn stevig bevestigd. Ze zijn al dan niet opklapbaar. Ze komen uit op ruimten waar de gebruikers zich in veiligheid kunnen stellen. De toegang tot de lader moet gemakkelijk zijn en er moet een platform bestaan die voorzien is van balustrades van ten minste 1 meter hoogte.

Bestaat er geen platform dan kan een lader slechts bruikbaar zijn voor de evacuatie van 4 kamers en maximum 8 personen

De afstand tussen de sporten, op de aslijn gemeten, bedraagt 250 tot 300 mm. De bovenste sport bevindt zich ten minste 1,5 m boven het hoogste niveau van waar de ladder kan bereikt worden. »;

29° in punt 6.1.2. van de Franse versie worden de woorden « revêtements existant » vervangen door de woorden « revêtements existants » en vervalt het woord « collectives »;

30° punt 7.3 wordt vervangen als volgt :

« 7.3. Gasvoerleidingen.

7.3.1. Algemeen.

7.3.1.1. De gasapparaten (verwarming, productie van sanitair water, keuken) moeten voldoen aan de voorschriften van de Belgische normen en van de desbetreffende besluiten. Ze moeten de BENOR- of AGB-conformiteitslabel dragen als ze vóór 1 januari 1996 gefabriceerd zijn en de EG-label als ze na 31 december 1995 gebouwd zijn.

7.3.1.2. Alle verwarmingsapparaten aangesloten op een gasinstallatie zijn voorzien van een veiligheidsthermopoppel.

7.3.2. Aardgas.

7.3.2.3. De installatie is conform met NBN D 51-003 « Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen », en/of met NBN D D51-003 « Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen : bijzondere installaties ».

7.3.2.4. Aansluiting op het distributienet.

Op elke buis waarbij de toeristische logiesverstrekkende inrichting aangesloten wordt op het distributienet, is een afsluitkraan gelegd buiten de gebouwen en buiten hun toegangen. De plaats waar deze afsluitkraan (afsluitkranen) ligt (liggen) is gemakkelijk te vinden.

7.3.3. Vloeibaar gemaakt petroleumgas

7.3.3.1. De installaties moeten overeenstemmen met de bepalingen van de normen NBN D51-006 « Binnenleidingen voor commercieel butaan of propaan in gasfase op een werkdruk van maximum 5 bar en plaatsing van de verbruikstoestellen – Algemene bepalingen » Deel 1 : Terminologie, Deel 2 : Binneninstallaties, Deel 3 : Plaatsing van de verbruikstoestellen ».

7.3.3.2. Geen fles van vloeibaar gemaakt petroleumgas mag zich niet in de lokalen voor nachtgebruik bevinden.

7.3.3.3. Installaties die gas in vaste reservoirs gebruiken.

De opslagplaatsen met vaste reservoirs moeten de voorwaarden van het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2005 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar petroleumgas in « bulk » vervullen en overeenkomstig voornoemd besluit gecontroleerd worden.

7.3.3.4. Installaties die gas in verplaatsbare recipiënten gebruiken.

7.3.3.4.1. Veiligheidsmaatregelen betreffende de verplaatsbare recipiënten.

7.3.3.4.1.1. De verplaatsbare recipiënten mogen niet geplaatst worden binnen de gebouwen met uitzondering van degene waarvan de hoeveelheid brandstoffen niet hoger is dan drie kilo. Buiten de gebouwen worden ze geplaatst op minstens 1,50 meter van de vensters en op minstens 2,50 meter van de deuren.

7.3.3.4.1.2. De verplaatsbare recipiënten staan steeds rechtop, op een niveau dat niet lager ligt dan de omliggende grond, en op minstens 2,50 m afstand van elke kelderopening of ingang naar een ondergrondse plek. Zij moeten tegen omvallen beschermd zijn.

7.3.3.4.1.3. Gemakkelijk brandbare stoffen, met inbegrip van droog gras en onkruid, mogen niet opgestapeld worden op minder dan 2,50 m van de verplaatsbare recipiënten.

7.3.3.4.1.4. Verplaatsbare recipiënten met hun toestellen zijn beschermd tegen weer en wind. Elke schuilplaats of lokaal waarin ze eventueel geïnstalleerd zijn :

- mag enkel vervaardigd worden uit ontbrandbare materialen;
- is voorzien van een goede ventilatie, zowel onderaan als bovenaan.

7.3.3.5. Aansluiting op het distributienet.

Op elke buis waarop de toeristische logiesverstreckende inrichting aangesloten wordt, is een afsluitkraan gelegd buiten de gebouwen en buiten hun toegangen. De plaats waar deze afsluitkraan (afsluitkranen) ligt (liggen) is gemakkelijk te vinden. »;

31° in punt 7.4. worden de woorden « Keukens en restaurants » door « Keukens, restaurants en eetkamers » en worden de woorden « collectieve keukens en restaurants » vervangen door de woorden « keukens, restaurants en eetkamers »; de woorden « Het restaurant en de keuken kunnen » worden de vervangen door de woorden « Het restaurant en de keuken of de eetkamer en de keuken kunnen » en in de Franse versie worden de woorden « appareils de cuissons » vervangen door de woorden « appareils de cuisson »;

32° in punt 8.1. :

a) in het eerste lid worden de woorden Het geheel van de liften » vervangen door de woorden « Onder voorbehoud van de algemene of bijzondere toepasselijke bepalingen van het koninklijk besluit van 9 maart 2003 betreffende de beveiliging van liften, is het geheel van de liften »;

a) in het tweede lid worden de woorden « in artikel 1.3.1. » vervangen door « in punt 1.3.1 »;

c) in het derde lid worden de woorden « voor de voorzijden van de liftbordessen en voor de wanden die deel uitmaken van de gevel » vervangen door de woorden « voor de portaalgevels »;

d) in het vierde lid worden de woorden « De liftbordesvoorzijde, de deuren inbegrepen » vervangen door de « De portaalgevels »;

33° in het eerste lid van punt 8.3.2. worden de woorden « van artikel 525 » vervangen door de woorden « van punt 5.2.5.6 » en in punt 8.4.4.1. worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de woorden « uitgevoerd en gekeurd » worden vervangen door de woorden « uitgevoerd door een gecertificeerde installateur en gekeurd door een inspectie-instelling van type A die daartoe is geaccrediteerd »;

- de zin « Dat materieel moet het voorwerp uitmaken van een erkenning die zijn conformiteit met de normen bekendgemaakt door het Belgisch Instituut voor Normalisatie (B.I.N.) bewijst » wordt vervangen door de zin « Dat materieel voldoet aan de eisen van de EG-label en moet het voorwerp uitmaken van een verklaring van overeenstemming met name met de normen van reeks EN 54 met als opschrift « Brandmelding en brandalarmsystemen ».

35° punt 8.4.4.2. wordt gewijzigd als volgt :

a) in het eerste lid worden de woorden « in artikel 1.3.1. » vervangen door « in punt 1.3.1 »;

b) in het tweede lid van de Franse versie worden de woorden « qu'en cas d'applications des exceptions prévues aux articles 3.1., 3.2., 4.4.3., 4.2. et 5.2.1.1. » door de woorden « qu'en cas d'application des exceptions prévues aux points 3.1., 3.2., 4.4.3., 4.2. ou 5.2.1.1. »;

a) in het laatste lid worden de woorden « in artikel 1.3.1. » vervangen door « in punt 1.3.1 »;

d) in het laatste lid van punt 8.4.4.2. worden de woorden « van de naleving van artikelen « 3.1., 3.2., 4.4.3., 4.2. en 5.2.1.1. » vervangen door de woorden « van de naleving van één van de punten 3.1., 3.2., 4.4.3., 4.2. en 5.2.1.1. »;

36° in punt 8.4.5.1. worden de woorden « de bewoners » vervangen door de woorden « de toeristen » en worden het woord « muurhaspels » vervangen door het woord « brandhaspels » en wordt de volgende bepaling in fine toegevoegd : « In de stookplaatsen waar één of verschillende warmtebronnen in gebruik zijn die met een vloeibare brandstof gevoed worden, zijn deze bronnen uitgerust met een automatisch blussysteem gekoppeld aan toestellen die, als zij inwerking treden, de aanvoer van brandstof en elke energiebron uitschakelen in de stookplaats waar brand is uitgebroken. »

37° punt 8.4.5.2 wordt vervangen door volgende bepaling : « De snelblussers voldoen aan de normen van reeks NBN-EN-3, de muurhaspels voldoen aan norm NBN EN 671/1 en de muurhydranten voldoen aan normen NBN 571 van 1961. »;

38° in punt 8.4.5.3.1. vervallen de woorden « beantwoorden zijn aan volgende voorschriften :

« - en vervallen de woorden « zij komen overeen met de norm EN 671/1 »;

39° in punt 8.4.5.3.2. worden het woord « muurhaspels » vervangen door het woord « brandhaspels » en wordt in fine de volgende zin toegevoegd : « het einde van de buis wordt uitgerust met een mechanisme dat de opening van de voerkraan van de brandhaspel inschakelt, zodra de brandspuit voorzien van een kraan in handen wordt genomen ».

Art. 47. Bijlage 9 bij hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° punt 2.2. dient te worden vervangen als volgt :

« De liften en goederenliften voldoen aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 9 maart 2003 betreffende de beveiliging van de liften. »;

2° de punten 2.4. en 2.5. worden vervangen als volgt :

« 2.4. Installaties met brandbaar gas dat langs openbare leidingen wordt gevoerd.

2.4.1. Voor de indienststelling en na belangrijke wijzigingen maakt de nieuwe installatie of een gedeelte ervan het voorwerp uit van een dichtheidscontrole en controle inzake de conformiteit met de uitvoeringsnormen, de normen NBN D51003 en/of D51-004 uitgevoerd door een instelling geaccrediteerd voor de normen NBN D51 003 en D51 004 als de installateur niet gemachtigd wordt.

Die dichtheids- en conformiteitscontrole wordt daarna om de vijf jaar uitgevoerd door een instelling geaccrediteerd voor de normen NBN D51 003 en D51 004.

Het onderhoud van de installaties en toestellen is jaarlijks. Het wordt uitgevoerd door een installateur erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan.

2.4.2. Voor hun inbedrijfstelling worden de gebruiksapparaten geregeld door een installateur erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan, die zich van hun correcte werking vergewist.

2.4.3. De controle uitgevoerd door de instelling geaccrediteerd voor de normen NBN D51 003 en NBN D51 004 heeft met name alle volgende punten als doel :

- de conformiteitscontrole volgens de hierbovenvermelde toepassingsnormen;
- het nagaan of het reinigen van de branders en de regeling van hun goede werking goed verricht is;
- de verificatie van de goede werking van de bescherming- en regelingsystemen;
- de verificatie van de waterdichtheid van de installatie door een pomptest met stopkraan volgens de norm die op de installatie van toepassing is;
- het nagaan of het reinigen van de afvoerleidingen voor rookgassen goed verricht is;
- een examen van het uitschakelen van de thermokoppels.

2.5. Installaties met vloeibaar petroleumgas

2.5.1. « 12.2.3. Voor de indienststelling en na belangrijke wijzigingen maakt de nieuwe installatie of een gedeelte ervan het voorwerp uit van een dichtheids- en conformiteitscontrole volgens de toepassingsnorm NBN D51006 (artikel 1, 2 en 3) uitgevoerd door een instelling geaccrediteerd voor norm NBN D51 006.

Die dichtheids- en conformiteitscontrole wordt daarna om de vijf jaar uitgevoerd door een instelling geaccrediteerd voor norm NBN D51 006.

Het onderhoud van de installaties en toestellen is jaarlijks. Het wordt uitgevoerd door een installateur erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan.

2.5.2. Voor hun inbedrijfstelling worden de gebruiksapparaten geregeld door een installateur erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan, die zich van hun correcte werking vergewist.

2.5.3. De controle uitgevoerd door de instelling geaccrediteerd voor norm NBN D51 006 heeft met name alle volgende punten als doel :

- de conformiteitscontrole volgens de hierboven vermelde toepassingsnormen;
- het nagaan of het reinigen van de branders en de regeling van hun goede werking goed verricht is;
- de verificatie van de goede werking van de bescherming- en regelingsystemen;
- de verificatie van de waterdichtheid van de installatie door een pomptest met stopkraan volgens de norm die op de installatie van toepassing is;
- het nagaan of het reinigen van de afvoerleidingen voor rookgassen goed verricht is;
- een examen van het uitschakelen van de thermokoppels.

2.5.4. Geen fles van vloeibaar gemaakt petroleumgas mag zich niet in de lokalen voor nachtgebruik bevinden.;

3° in punt 2.6.3. wordt de volgende bepaling in fine ingevoegd : « De installaties voor centrale verwarming met vaste of vloeibare brandstof worden gecontroleerd volgens de periodiciteit bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan. »;

4° punt 2.7.4 wordt vervangen door volgende bepaling : « Het brandbestrijdingsmateriaal wordt één keer per jaar door een bevoegde persoon van een vennootschap bevoegd voor het onderhoud van draagbare brandblussers gecontroleerd overeenkomstig NBN S21-050. »;

5° punt 3.6.2 wordt vervangen door volgende bepaling : « De organisatie van de diensten binnen de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen moet zodanig uitgevoerd worden dat een persoon die deze opleiding volgt, op elk ogenblik aanwezig is of minstens per telefoon bereikt kan worden ».

Art. 48. Bijlage 10 bij hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

3° in de punt 4 en 5 worden de woorden « van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 (gewijzigd) vervangen door « van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 »;

2° in punt 7. :

- worden de woorden « de huurders » vervangen door de woorden « de toeristen »;
- worden de woorden « het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof » vervangen door de woorden « het koninklijk besluit van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan »;

3° in punt 8. :

wordt het woord « bewoners » vervangen door het woord « toeristen »; worden de woorden « Het alarmtoestel met hoorbaar zijn vanuit elk punt van het gebouwen » vervangen door : « De alarmsignalen of -boodschappen zijn in alle gevallen hoorbaar door alle personen die zich in de te ontruimen lokalen bevinden. Ze moeten het wakker worden van de ondergebrachte personen waarborgen ».

Art. 48/1. In hetzelfde besluit wordt een bijlage 12 ingevoegd, die als bijlage 2 bij dit besluit wordt gevoegd.

Art. 48/2. In hetzelfde besluit wordt een bijlage 13 ingevoegd, die als bijlage 3 bij dit besluit wordt gevoegd.

Art. 48/3. In hetzelfde besluit wordt een bijlage 14 ingevoegd, die als bijlage 4 bij dit besluit wordt gevoegd.

Art. 48/4. In hetzelfde besluit wordt een bijlage 15 ingevoegd, die als bijlage 5 bij dit besluit wordt gevoegd.

Art. 49. In artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 december 1991 betreffende de camping-caravaning, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de begripsomschrijving van « toeristen op doorgang » vervalt;

2° na de begripsomschrijving van « houder » worden de volgende begripsomschrijvingen ingevoegd :

« - de kampeerder op doortocht : de toerist wiens aanwezigheid op het toeristisch kampeerterrein de duur van jaarlijks dertig opeenvolgende dagen niet overschrijdt en die elk mobiel of niet-verplaatsbaar verblijf gebruikt, stacaravans uitgezonderd. Hij verblijft daadwerkelijk op het terrein en op het einde van zijn verblijf verwijderd hij zijn kampeerverblijf indien het mobiel is.

- de seizoensgebonden kampeerder : de toerist wiens aanwezigheid op het toeristisch kampeerterrein de duur van jaarlijks vier maanden niet overschrijdt en die gebruik maakt van elk niet-verplaatsbaar of mobiel verblijf, stacaravans uitgezonderd, behalve als die verhuurd worden door de houder van de caravanvergunning;

- de residentieel kampeerder : de toerist wiens aanwezigheid op het toeristisch kampeerterrein de duur van jaarlijks zes maanden niet overschrijdt en die gebruik maakt van een stacaravan; »

3° de begripsomschrijving van stacaravan wordt vervangen als volgt :

« stacaravan : elke caravan zonder verdieping, met uitzondering van de caravans die « chalets » worden genoemd en gekenmerkt zijn door een bekleding uit hout of uit stoffen die er als hout uit zien, die niet zonder bijzondere voorafgaandelijke vergunning op de openbare weg getrokken kan worden, maar toch gemakkelijk te vervoeren is, en die verwijderd kan worden zonder afgebouwd of afgebroken te moeten worden; »

4° de volgende begripsomschrijving wordt in fine toegevoegd :

« overstroombaar deel van een caravanterrein : het geheel van de geringe, middelgrote of hoge voorkomingsomtrekken van waterwinningen opgenomen in de door de Waalse Regering aangenomen cartografie van het risico op overstromingen door het buiten de oevers treden van waterlopen van elk onderstroomgebied. ».

Art. 50. Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 9 december 2004 en bij het besluit van 13 juli 2006, wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. § 1. Het hoge voorkomingsomtrek van het overstroombare gedeelte van een caravanterrein mag geen residentieel kampeerder ontvangen. Het kan kampeeders op doortocht en, tijdens de periode van 15 maart tot 15 november, seizoensgebonden kampeeders ontvangen.

In het hoge voorkomingsomtrek van het overstroombare gedeelte van een caravanterrein is elke bouw, elke inrichting, elke stacaravan of elke vaste installatie die het lozen van het water zou kunnen hinderen, verboden behalve laatstgenoemde beschikt over een stedenbouwkundige vergunning.

Het gemiddelde en geringe voorkomingsomtrek van het overstroombare gedeelte van een caravanterrein mag kampeeders op doortocht, seizoenskampeeders of residentieel kampeeders ontvangen.

In de gemiddelde voorkomingsomtrekken van het overstroombare gedeelte van een caravanterrein moeten de volgende bijkomende maatregelen getroffen worden :

- de luifel en voortent in zeil en de andere gelijksoortige inrichtingen alsmede de buitenmeubels worden voor de periode tussen 15 november en 15 maart weggenomen;

- elke bouw, elke inrichting, elke stacaravan of elke vaste installatie die het lozen van het water zou kunnen hinderen en die gelegen is op minder dan 25 meter van de oever van de waterlopen is verboden behalve als laatstgenoemde beschikt over een stedenbouwkundige vergunning. »

§ 2. De aanvrager of de houder van de vergunning kan evenwel één of meerdere afwijkingen van de in deze paragraaf bedoelde bepalingen vragen. Dat verzoek om afwijking bewijst dat de schade in geval van overstroming aanzienlijk beperkt wordt door minstens één van de volgende elementen gemotiveerd :

- de uitvoering van inrichtingen na het opmaken van de cartografie van het risico op overstromingen en voor zover die inrichtingen in voorkomend geval het voorwerp hebben uitgemaakt van een stedenbouwkundige vergunning;

- de verbintenis om inrichtingen uit te voeren die, in voorkomend geval, het voorwerp hebben uitgemaakt van een definitieve stedenbouwkundige vergunning;

- een duidelijke vergissing in de cartografie van het risico op overstromingen.

De aanvraag om afwijking bedoeld in het vorige lid kan op elk ogenblik ingediend worden; ze wordt onderzocht en behandeld overeenkomstig de beroepsprocedure bedoeld in de artikelen 44, derde lid en 45 tot 49 van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen en bij artikel 51 van het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen.

Zodra een dergelijke aanvraag om afwijking volgens de modaliteiten bedoeld in het tweede lid wordt ingediend, richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme bovendien een aanvraag om gemotiveerd advies aan de bevoegde Directie van de Waalse Overheidsdienst volgens het type categorie betrokken waterlopen.

Het advies wordt binnen dertig dagen uitgebracht door de betrokken Directie.

Onmiddellijk na ontvangst van dat advies maakt het Commissariaat-generaal voor Toerisme er een afschrift van over aan de aanvrager en aan de Voorzitter van de Beroepscommissie. ».

§ 3. De bijzondere normen betreffende de brandveiligheid bedoeld in bijlage 12 bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen zijn van toepassing op de caravanterreinen.

De houder van de caravanvergunning beschikt over een termijn van twaalf maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van deze bepaling om een aanvraag om vereenvoudigd controleattest bij de burgemeester in te dienen.

De caravanterreinen die zich geschikt hebben naar vorig lid, kunnen hun uitbating voortzetten totdat over hun aanvraag definitief is beslist.

Om de veiligheidsvoorwaarden te vervullen moet de verzoeker of de houder van de vergunning bovendien voor elk mobiele kampeerverblijf en voor elk gebouw dat voor de kampeerders toegankelijk is, beschikken over een brandveiligheidsattest in de zin van artikel 73 van het decreet van 18 december betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen of over een vereenvoudigd controleattest in de zin van artikel 74 van hetzelfde decreet.

Art. 51. Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen wordt gewijzigd als volgt :

1° punt 2° wordt vervangen door volgende bepaling : « 2° de niet-verplaatsbare kampeerverblijven, terrassen, luifel en voortent in zeil inbegrepen, hebben een grondoppervlakte die maximum één derde van de oppervlakte van de standplaats bedraagt, terwijl de oppervlakte van het niet-verplaatsbare kampeerverblijf hoogstens 40 m² bedraagt; de minimale oppervlakte van een standplaats voor een rijcaravan is minimum 80 m² en de minimale oppervlakte van een standplaats voor een stacaravan is 100 m² »;

2° punt 3° wordt vervangen door volgende bepaling : « de niet-verplaatsbare kampeerverblijven, terrassen, luifel en voortent in zeil inbegrepen, hebben een grondoppervlakte die maximum één derde van de oppervlakte van de standplaats bedraagt, terwijl de oppervlakte van het niet-verplaatsbare kampeerverblijf hoogstens 70 m² bedraagt »;

3° punt 4° vervalt;

4° punt 5° wordt aangevuld als volgt : « Dissel en wielen dienen permanent gebruiksklaar te zijn. Zij mogen enkel gestabiliseerd worden met behulp van de poten die de bouwer daarvoor voorzien heeft. Die mogen enkel op een niet aan de grond vastgemaakte sokkel geplaatst worden om te voorkomen dat steunpoten en wielen in de grond zakken. De sokkel mag niet hoger zijn dan dertig centimeter om het kampeerverblijf makkelijk en snel te kunnen verplaatsen »;

5° punt 6° wordt gewijzigd als volgt :

in het eerste lid vervalt het woord « terrassen »; het laatste lid wordt opgeheven en er wordt een punt 14 toegevoegd, luidend als volgt :

« 14° une een terras kan worden toegevoegd bij het mobiele kampeerverblijf op de volgende cumulatieve voorwaarden :

- onafhankelijk zijn van het mobiele kampeerverblijf;
- op de bodem of op een drager waarvan de hoogte kleiner is dan 10 centimeter en dit zonder verankering aangelegd worden;
- in perfecte onderhoudstaat gehouden worden;
- niet voorzien zijn van allerlei inrichtingen en bouwen;
- de mobiliteit van het mobiele kampeerverblijf niet kunnen hinderen;
- een enig terrasmodel wordt toegelaten per toeristisch kampeerterrain. »

Art. 52. Artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen wordt gewijzigd als volgt :

1° in de inleidende zin worden de woorden « in drievoud » vervangen door de woorden « in tweevoud »;

2° in punt 4°, in fine, worden de woorden « en het tracé van het wegennet » vervangen door de woorden « , het tracé van het wegennet alsmede het overstroombare gedeelte van het caravanterrein ».

Art. 53. In hetzelfde besluit wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidend als volgt : « Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan te allen tijde vragen dat een nieuw uittreksel van het strafregister dat sinds minder dan drie maanden aan de houder van de caravanvergunning of aan de persoon belast met het dagelijks bestuur van het caravanterrein is afgegeven, overgemaakt wordt. Dat verzoek geschiedt minstens vijfjaarlijks. »

Art. 54. In artikel 43, vijfde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « in uitvoering van artikel 8 van het decreet » vervangen door de woorden « overeenkomstig de artikelen 7 en 8 van het decreet ».

Art. 55. Artikel 46 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 56. Bijlage 1 bij hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden « kampeer-caravaningplaatsen » worden vervangen door de woorden « caravanstandplaatsen »;

2° de woorden « betreffende de camping-caravaning » worden vervangen door de woorden « betreffende caravaning »;

3° bijlage 1 wordt aangevuld met een artikel 19, luidend als volgt : « Art. 19. Het gebruik van een kampeerverblijf als voortdurende woning is verboden. ».

Art. 57. Bijlage 3a bij hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het tweede visum worden de woorden « betreffende de camping-caravaning » worden vervangen door de woorden « betreffende caravaning »;

2° het beschikkend gedeelte vervalt en wordt vervangen als volgt :

« Besluit :

..... (benaming van de publiekrechtelijke rechtspersoon) wordt gemachtigd, onder de voorwaarden bepaald in het besluit van de Executieve van 4 september 1991 betreffende de camping-caravaning en onder die vermeld in voorkomend geval in het advies van het College om het hierboven bepaalde terrein te gebruiken (3).

Namen,

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme ».

Art. 58. In het tweede visum van de bijlagen 2a, 2b en 3b bij hetzelfde besluit worden de woorden « betreffende de camping-caravaning » worden vervangen door de woorden « betreffende caravaning ».

Art. 59. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door het volgende lid :

« De premie bedraagt dertig procent van de kosten van de werkzaamheden betreffende de aanleg en de uitrusting alsmede van de aankoop van de materialen die nodig zijn voor de uitvoering van de werken bedoeld in artikel 4. ».

Art. 60. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling : « Art. 4. Alleen de werken voor de overeenstemming met de specifieke of basisnormen inzake brandveiligheid alsmede de werkzaamheden betreffende de aanleg en de uitrusting van de installaties voor de behandeling, de zuivering en de lozing van het afvalwater met inbegrip van de algemene riolering en de ontsmettingssystemen mogen het voorwerp uitmaken van een premie. ».

Art. 61. In artikel 7 van hetzelfde besluit vervallen de woorden « in tweevoud ».

Art. 62. In het besluit van de Waalse Regering van 19 juni 2008 houdende sommige uitvoeringsbepalingen van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme wordt artikel 5 aangevuld als volgt :

« 9° de toelagen inzake toerisme en de uitgaven van het Commissariaat-generaal voor Toerisme te vereffen en te betalen. ».

Art. 63. In hetzelfde besluit wordt artikel 11, e, aangevuld als volgt : « behalve als het bedrag kleiner dan 6.000 euro is. »

Art. 64. De artikelen 40 tot 95 van het decreet van 23 oktober 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende toeristische logiesverstrekende inrichtingen, de toeristische bezienswaardigheden, de organisatie van het toerisme en de gemarkeerde toeristische wandelroutes treden in werking.

Art. 65. De Minister van Toerisme stelt de datum vast van inwerkingtreding van artikel 39.

Art. 66. De Minister van Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage 1

BIJLAGE 2. — INDELINGSNORMEN VAN DE STREEKGEBONDEN TOERISTISCHE LOGIESVERSTREKKENDE INRICHTINGEN EN VAN DE GEMEUBILEERDE VAKANTIEWONINGEN

Aanhef

De volgende tabellen vermelden de elementen die in aanmerking worden genomen voor de indeling van de streekgebonden toeristische logiesverstrekken inrichtingen en van de gemeubileerde vakantiewoningen in één van de 5 volgende categorieën.

De indeling van de toeristische accommodatie op het platteland, verblijven op de boerderij, vakantiewoningen in de stad, kleine accommodatie op het platteland, kleine verblijven op de boerderij, kleine vakantiewoningen in de stad, gastenkamers en gastenkamers op de boerderij wordt in aren bepaald. De indeling van de gemeubileerde vakantiewoningen (op het platteland of in de stad) wordt in sleutels bepaald.

In de volgende tabellen :

- betekent een « X » dat het criterium waarvan sprake verplicht is om te voldoen aan het aantal aren bepaald door de kolom;

- wijst een cijfer op de minimale « hoeveelheid » die voor dat criterium bereikt moet worden om te voldoen aan het aantal aren bepaald door de kolom.

De indeling van de logiesverstrekken inrichting wordt gebaseerd op de basiscapaciteit, aangezien de aanvullende capaciteit, namelijk het aantal personen die met logeerbedden kunnen worden ondergebracht, strikt beperkt wordt tot twee personen, kinderbedjes niet inbegrepen.

Om toegelaten te worden, moet de inrichting minstens bij 1 aar/sleutel ingedeeld worden.

Lijst van de gebruikte afkortingen

a.p. : vanaf

BASISCAPACITEIT : basiscapaciteit

CAP MAX : maximale capaciteit (basiscapaciteit + 2)

CH: gastenkamers

CHF: gastenkamers op de boerderij

GC : vakantiewoning in de stad

GF : verblijf op de boerderij

GR: accomodatie op het platteland

M²: vierkante meter

MAX: maximum

MIN: minimum

MV : gemeubileerde vakantiewoning op het platteland

MVU: gemeubileerde vakantiewoning in de stad

pers.: persoon(onen)

NH: duidt een criterium aan dat alleen toepasselijk is voor de nieuwe inrichtingen (die nooit vroeger toegelaten waren)

pers.: persoon(onen)

PMR: personen met een beperkte beweeglijkheid

SDE: waskamer

SO: zonder voorwerp

X(A): criterium dat voor dat aantal aren alleen voor groep A vereist wordt

X(B): criterium dat voor dat aantal aren alleen voor groep B vereist wordt

DEEL A – Indelingsnormen voor de toeristische accommodatie op het platteland, verblijven op de boerderij, vakantiewoningen in de stad en gemeubileerde vakantiewoningen, met uitzondering van de kleine logiesverstreckende inrichtingen								
Groep A : toeristische accommodatie op het platteland, verblijven op de boerderij, gemeubileerde vakantiewoning op het platteland								
Groep B : vakantiewoningen in de stad, gemeubileerde vakantiewoning in de stad								
Aantal aren/sleutels	1	2	3	4	5	Verwijzing nr :	Bij dit criterium betrokken roep	
1. BUITEN								
1.1. Utilitaire ruimte (toegang, faciliteiten, ruimtedeling,...)								
Parkeermogelijkheid in de onmiddellijke buurt	-	X	X	X	X	(1)(2)	A	B
Privé parkeerplaatsen in de buurt	MIN 1 plaats per groep (of fractie) van 4 pers. (verwijzing naar de basiscapaciteit)	-	-	X(A)	X	(2) (3) (4)	A	B
	als BASISCAPACITEIT =< 4 pers.: minimum 1 overdekte plaats	-	-	-	-		A	B
	als BASISCAPACITEIT > 4 pers.: minimum 2 overdekte plaatsen	-	-	-	-		A	B
Aangrenzing	Geen aangrenzende logiesverstreckende inrichting of woning	-	-	-	X	(5)	A	
Hinder	Geen voortdurende hinder	-	-	-	X	(6)	A	B
1.2. Recreatieruimte								
1.2.1. Algemeen en diverse uitrustingen								
Recreatieruimte	-	X	X	X	X	-	A	-
	als BASISCAPACITEIT =< 4 pers.: minimale oppervlakte	-	-	-	-	6 aren	A	
	als BASISCAPACITEIT =< 4 pers.: minimale oppervlakte	-	-	-	6 aren	15 aren	A	
	tuin- of terrasmeubilair	-	-	X(A)	X	X	A	B
Slijtagestaat	slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	Aanne melijk	heel beperkt	heel beperkt	onbesta and	onbesta and	A	
1.2.2. Terras								
Eigenschappen	Aangrenzend en privaatief	-	-	X(A)	X	X	(7) (3)(8)	A B
	Verlicht	-	-	-	X	X		A B
Slijtagestaat	slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	Aanne melijk	heel beperkt	heel beperkt	onbesta and	onbesta and	A	B
1.2.3. Recreatieruimte met uitzondering van het terras (tuin, wei, hof, bos,...)								
Eigenschappen	Aangrenzend en privaatief	-	-	-	X(A)	X	(3)(8)	A B
	Onderhouden grasveld	-	-	X(A)	X(A)	X		A B
	Beplantingen	-	-	-	X(A)	X		A B
	Landschapstuin	-	-	-	-	X	(9)	A

2. BINNEN									
2.1. Algemeen / Diverse uitrustingen									
Toegang tot de verdiepingen	Beveiligd (met een trapleuning)	X	X	X	X	X	(10)	A	B
Hoogte van de kamers (NH)	Minimale hoogte : 2 meter	X	X	X	X	X	(11)	A	B
Verdeling en gepaste opbouw van de kamers		-	-	-	X	X	(12)	A	B
Praktische en toeristische documentatie in het Frans en in het Nederlands	Bijgewerkt	X	X	X	X	X	(13)	A	B
	Georganiseerd	-	-	X	X	X	(14)	A	B
Audiovisuele uitrusting	Cd-radio	-	-	X	X	X	(15)	A	B
	Televisietoestel	-	-	X	X	X	(16)	A	B
	DVD speler	-	-	-	X	X	(17)	A	B
Internetaansluiting		-	-	-	-	X	(18)	A	B
Open haard (of gelijkgesteld)		-	-	-	X	X	(19)	A	B
2.2. Leefkamers (= keuken + eetkamer + zithoek + andere ontspanningsruimten)									
2.2.1. Algemeenheden / Diverse uitrustingen									
Minimale oppervlakte in m²	BASISCAPACITEIT = 2	10,0	12,0	14,0	16,0	18,0	(20)	A	B.
	BASISCAPACITEIT = 3	12,0	15,0	17,0	21,0	23,0	(21)	A	B.
	BASISCAPACITEIT = 4	14,0	18,0	21,0	25,0	29,0	(22)	A	B.
	BASISCAPACITEIT = 5	16,0	21,0	25,0	31,0	35,0	(23)	A	B.
	BASISCAPACITEIT = 6	18,0	24,0	29,0	35,0	40,0	(24)	A	B.
	BASISCAPACITEIT = 7	20,0	26,0	33,0	39,0	45,0	(25)	A	B.
	BASISCAPACITEIT = 8	22,0	28,0	37,0	43,0	49,0	(26)	A	B.
	Per bijkomende persoon boven 8 pers.	2,0	2,0	3,0	3,0	4,0	(27)	A	B.
Logeerbed(den)	Maximaal aantal	2	2	2	0	0	(28)	A	B.
Venster	Opengaand venster in alle kamers	X	X	X	X	X	(29)	A	B.
	Dubbele beglazing in alle kamers	-	-	-	X	X	(30)	A	B.
Verwarming	Vaste verwarming in alle kamers	X	X	X			(31)	A	B.
	Centrale verwarming (of gelijkgesteld) in alle kamers	-	-	-	X	X	(32)	A	B.
2.2.2.. Keuken en eetkamer									
2.2.2.1. Keuken									
Inbouwkeuken		-	-	X	X	X	(33)	A	B.
Koeling en/of bevrizing	Als BASISCAPACITEIT =< 6 pers.: Capaciteit koelkast in liters	110	110	110	110	110	(34)	A	B.
	Als BASISCAPACITEIT > 6 pers.: Capaciteit koelkast in liters (aanvullende capaciteit = 10liters/pers.)	110 + ((BASISCAPACITEIT - 6) x 10)	110 + ((BASISCAPACITEIT - 6) x 10)	110 + ((BASISCAPACITEIT - 6) x 10)	110 + ((BASISCAPACITEIT - 6) x 10)	110 + ((BASISCAPACITEIT - 6) x 10)	(35)	A	B.
	Vriezer of koelkast	-	X	X			(36)	A	B.
	Koelkast	-	-	-	X	X	(37)	A	B.
Koken	Oven	X					(38)	A	B.
	Combi oven	-	X				(39)	A	B.
	Standaardoven + microgolfoven	-	-	X	X	X	(40)	A	B.
	Minimumaantal vaste kookplaten	2	2				(41)	A	B.

	Minimumaantal vaste kookplaten	-	-	4	4	4	(19)	A	B.
	Minimumaantal vaste kookplaten / pers	1 voor 5	1 voor 5	1 voor 4	1 voor 4	1 voor 3	(19) (20)	A	B.
Verluchtingsfaciliteiten / ventilatie	Afzuigkap met filteringsysteem	-	-	X	X	X		A	B.
Vaatwasfaciliteiten	Als BASISCAPACITEIT ≤ 6 pers.: afwasmachine	-	-	-	X	X		A	B.
	Als BASISCAPACITEIT > 6 pers.: afwasmachine	-	-	X	X	X		A	B.
Kleine elektrische keukenuitrustingen	Koffiezetmachine (of gelijkgesteld)	X	X	X	X	X		A	B.
	Minimumaantal kleine verschillende uitrustingen	1	2	3	4	5	(21)	A	B.
Vaatwerk	Aantal glazen, kopjes, bestek, borden, kookpannen; kachels,... afgestemd op de capaciteit	X	X	X	X	X	(22)	A	B.
	afgestemde uitrusting	-	-	X	X	X	(23)	A	B.
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aannemelijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaand	onbestaand		A	B.
2.2.2.2. Eetkamer									
Bij elkaar horende tafel(s) en stoelen (of bank)	MIN. aantal plaatsen op stoelen of banken (verwijzing naar de maximale capaciteit)	X	X	X			(24) (25)	A	B.
	MIN. aantal plaatsen op stoelen (verwijzing naar de maximale capaciteit)	-	-	-	X	X	(25)	A	B.
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aannemelijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaand	onbestaand		A	B.
2.2.3. Ontspanningsruimte(n)									
2.2.3.1. Algemeen / diverse uitrustingen									
	1 zitplaats per pers. In één of meer ruimten (verwijzing naar de maximale capaciteit)			X	X	X		-	-
2.2.3.2. Zithoek									
	Als BASISCAPACITEIT ≤ 4 pers.: zithoek	-	X	X	X	X	(26)	A	B.
	Als BASISCAPACITEIT > 4 pers.: zithoek	-	X	X	X	X	(27)	A	B.
Gezelligheid	Tot een maximale capaciteit van 20 pers. (inbegrepen) : 1 zitplaats per pers. in zelfde zithoek vanaf 20 pers :1 MIN 20 zitplaatsen	-	-	-	X	X	(28)	A	B.
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aannemelijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaand	onbestaand		A	B.
2.2.3.2.. Andere ontspanningsruimten									
Bestaan	Als BASISCAPACITEIT ≤ 9 pers.:	-	-	-	-	X	(29)	A	B.
	Als BASISCAPACITEIT > 9 pers.:	-	-	-	X	X		A	B.
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aannemelijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaand	onbestaand		A	B.

2.3. Slaapkamers									
Verdeling	Als BASICAPACITEIT =< 9 pers.: Toegankelijkheid van alle kamers via de gemeenschappelijke lokalen	-	-	-	-	X	(30)	A	B.
	Als BASICAPACITEIT > 9 pers.: Toegankelijkheid van alle kamers via de gemeenschappelijke lokalen	-	-	-	X	X	(30)	A	B.
	Uitsluiting van de kamers in aaneensluitende reeks	-	-	X	X	X	(31)	A	B.
Capaciteit (NH)	Maximumaantal bedden (met inbegrip van de logeerbedden) per slaapkamer	-	8	6	4	3	(32)	A	B.
	Maximumaantal logeerbedden	2	2	2	2	0		A	B.
Minimale oppervlakte in m², behalve sanitair	1 persoons kamer	8	8	8	9	10	(33)	A	B.
	2 persoons kamer	9	9	9	10	12		A	B.
	3 persoons kamer	9	11	12	13	16		A	B.
	Minimale aanvullende oppervlakte per aanvullende persoon (vanaf de vierde persoon)	0	2	3	4	S.O.		A	B.
Uitrusting	Uitsluiting van de stapelbedden	-	-	-	-	X		A	B.
	Uitsluiting van de stapelbedden op meer dan 2 niveaus	X	X	X	X	X		A	B.
	1 nachtkastje + 1 nachttafeltje in alle slaapkamers	-	X					A	B.
	1 nachtkastje per pers. + 1 nachttafeltje per pers. in alle slaapkamers	-	-	X	X	X	(34)	A	B.
	Bergruimte	-	X	X	X	X	(35) (36)	A	B.
Sanitaire uitrusting	Elke kamer beschikt over zijn badkamer en zijn privé WC	-	-	-	-	X	(37) (38)	A	B.
Venster	Opengaand venster in alle kamers	X	X	X	X	X	(39)	A	B.
	Dubbele beglazing in alle kamers	-	-	-	-	X		A	B.
Verwarming	Vast in alle kamers	-	-	X				A	B.
	Centrale verwarming (of gelijkgesteld) in alle kamers	-	-	-	X	X	(16)	A	B.
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aannem elijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbesta and	onbesta and		A	B.

2.4. SANITAIR									
2.4.1. Algemeen / diverse uitrustingen									
Verluchting	Verluchting in alle sanitaire installaties	X	X	X	X	X	(40)	A	B.
Verwarming	Vaste verwarming in alle sanitaire installaties	-	-	X			(41)	A	B.
	Centrale verwarming (of gelijkgesteld) in alle sanitaire installaties	-	-	-	X	X		A	B.
2.4.2. WC									
Alle WC's	Minimumaantal WC's per groep of fractie van – pers. (verwijzing naar de basiscapaciteit)	1 per groep van 10	1 per groep van 8	1 per groep van 6	1 per groep van 4	1 per groep van 3		A	B.
WC's toegankelijk via de gemeenschappelijke lokalen (al dan niet onafhankelijk)	MIN 1 WC per verdieping met levensruimten	-	-	-	X	X		A	B.
	indien aanwezig : gesloten	X	X	X	X	X		A	B.
WC's toegankelijk via de gemeenschappelijke lokalen en onafhankelijk van een waskamer	Indien CAP ≤ 6 pers: MIN 1 WC	-	-	-	-	X	(42)	A	B.
	Indien 6 < CAP < 10 pers: MIN 1 WC	-	-	-	X	X	(42)	A	B.
	Indien CAP ≥ 10 pers. : MIN 1 WC	-	-	X	X	X	(42)	A	B.
	indien aanwezig : gesloten	X	X	X	X	X			
WC die uitsteekt op de leefruimten (al dan niet onafhankelijk)	Indien CAP ≤ 6 pers: uitsluiting	-	-	-	-	X		A	B.
	Indien 6 < CAP < 10 pers: uitsluiting	-	-	-	X	X		A	B.
	Indien CAP ≥ 10 pers. : uitsluiting	-	-	X	X	X		A	B.
	indien aanwezig : gesloten	X	X	X	X	SO		A	B.
WC "inbegrepen" in alle kamers en alleen toegankelijk via die kamers (al dan niet onafhankelijk)	indien aanwezig : met wanden afgezonderd	-	X	X	X	X	(43)	A	B.
	indien aanwezig : gesloten	-	-	-	-	X		A	B.
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aannemelijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaand	onbestaand		A	B.
2.4.3 Waskamers									
Alle waskamers	MIN 1 waskamer per kamer	-	-	-	-	X		A	B.
	Alle baden/douches met thermostatische mengkranen	-	-	-	-	X		A	B.
Alle waskamers met uitzondering van degene die gelegen zijn in de kamers en alleen toegankelijk via die kamers	Minimumaantal waskamers per groep of fractie van – pers. (verwijzing naar de basiscapaciteit)	1 per groep van 14	1 per groep van 10	1 per groep van 7	1 per groep van 5	SO		A	B.
	indien aanwezig : gesloten	X	X	X	X	X			

Waskamers “inbegrepen” in alle kamers en alleen toegankelijk via die kamers	indien aanwezig : afgebakend	-	-	-	X	X	(44)	A	B.
-	indien aanwezig : met wanden afgeschermd	-	-	-	-	X	(43)	A	B.
Waskamer die uitgeeft op leefruimten	Indien CAP ≤ 6 pers: uitsluiting	-	-	-	-	X	(42)	A	B.
	Indien 6 < CAP < 10 pers: uitsluiting	-	-	-	X	X	(42)	A	B.
	Indien CAP ≥ 10 pers. : uitsluiting	-	-	X	X	X	(42)	A	B.
	indien aanwezig : gesloten	X	X	X	X	X			
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aannemelijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaand	onbestaand		A	B.
2.4.4 Andere sanitaire installaties									
Wastafels	Minimumaantal wastafels per groep of fractie van – pers. (verwijzing naar de basiscapaciteit)	1 per groep van 8	1 per groep van 7	1 per groep van 6	1 per groep van 5	1 per groep van 4	(45)	A	B.
	-	MAX 2 wastafels per waskamer	-	-	-	X	X	(46)	A
Douches	MAX 2 douches per waskamer	-	-	-	X	X	(46)	A	B.
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aannemelijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaand	onbestaand		A	B.
2.5. Andere									
Washok/bergruimte/vuilnisbakken/...		-	-	X(A)	X	X	(47)	A	B.
Uitrusting schoonmaak / wasmiddel	basisschoonmaakmateriaal	X	X	X	X	X		A	B.
	Stofzuiger	-	-	X	X	X		A	B.
	Wasmachine	-	-	-	X	X	(47)	A	B.
	Droogmachine	-	-	-	-	X	(47)	A	B.
	Strijkplank en -ijzer	-	-	-	X	X		A	B.
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aannemelijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaand	onbestaand		A	B.
3. SPORT / WELZIJN									
Sauna of jacuzzi of fitnessruimte		-	-	-	X(A)	X(B)	(48)	A	B.
Zwembad of tennis of welzijnsruimte		-	-	-	-	X	(49)	A	-
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aannemelijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaand	onbestaand			

DEEL B – Indelingsnormen voor de kleine toeristische accommodatie op het platteland, de kleine verblijven op de boerderij, de kleine vakantiewoningen in de stad en voor de kleine gemeubileerde vakantiewoningen							
Groep A : kleine toeristische accommodatie, kleine verblijven op de boerderij, kleine gemeubileerde vakantiewoningen op het platteland							
Groep B : kleine vakantiewoningen in de stad, kleine gemeubileerde vakantiewoningen in de stad							
Aantal aren / sleutels	1	2	3	4	5	Verwijzing nr :	Bij dit criterium betrokken groep
1. BUITEN							
1.1. Utilitaire ruimte (toegang, faciliteiten, verdeling van de ruimte,...)							
Parkeermogelijkheid in de onmiddellijke buurt	-	X	X	X	X	(1)(2)	A B.
Parkeerplaatsen in de buurt	MIN 1 privé plaats	-	-	X(A)	X	(2)(3)	A B.
	MIN 1 privé overdekte plaats	-	-	-	-	X	A B.
Aangrenzing	Geen aangrenzende inrichting of woning	-	-	-	X	X	(5) A -
Hinder	Geen voortdurende hinder	-	-	-	X	X	(6) A B.
1.2. Recreatieruimte							
1.2.1. Algemeen / diverse uitrustingen							
Recreatieruimte		-	X	X	X	X	- A -
	Oppervlakte	-	-	-	-	6 aren	A -
	Tuin- en terrasmeubilair	-	-	X(A)	X	X	A B.
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aannemelijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaand	onbestaand	A -
1.2.2. Terras							
Eigenschappen	Aangrenzend en privaatief	-	-	X(A)	X	X	(3)(8) A B.
	Verlicht	-	-	-	X	X	A B.
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aannemelijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaand	onbestaand	A B.
1.2.3. Recreatieruimte behalve terras (tuin, wei, hof, bos...)							
Eigenschappen	Aangrenzend en privaatief	-	-	-	X(A)	X	(3)(8) A B.
	Onderhouden grasveld	-	-	X(A)	X(A)	X	A B.
	Bepantingen	-	-	-	X(A)	X	A B.
	Engelse tuin	-	-	-	-	X	(9) A -
2. BINNEN							
2.1. Algemeenheden / diverse uitrustingen							
Toegang tot de verdiepingen	Beveiligd (met een trapleuning)	X	X	X	X	X	A B.
Hoogte van de kamers (NH)	Minimale hoogte 2 meter	X	X	X	X	X	(10) A B.
Praktische en toeristische documentatie in het Frans en in het Nederlands	Bijgewerkt	-	-	X	X	X	(13) A B.
	Georganiseerd	-	-	-	X	X	A B.
Audiovisuele uitrusting	CD-radio	-	-	X	X	X	(14) A B.
	Televisieapparaat	-	-	X	X	X	(14) A B.
	DVD speler	-	-	-	X	X	A B.
Internetverbinding		-	-	-	-	X	A B.

2.2. Levensruimte (= keukenhoek + eethoek + salonhoek + nachthoek)									
2.2.1. Algemeen									
MIN oppervlakte in M²	CAP = 1	16,0	20,0	24,0	28,0	32,0	-	-	-
	CAP = 2	18,0	22,0	26,0	30,0	34,0		A	B
	CAP = 3	22,0	26,0	30,0	34,0	38,0		A	B
	CAP = 4	26,0	30,0	34,0	38,0	42,0		A	B
Logeerbed(dden)	Maximaal aantal	2	2	2	0	0		A	B.
Venster	Opengaand venster	X	X	X	X	X		A	B.
	Dubbele beglazing	-	-	-	X	X		A	B.
Verwarming	Vaste verwarming	X	X	X				A	B.
	Centrale verwarming (of gelijkgesteld)	-	-	-	X	X	(16)	A	B.
2.2.2.. Keukenhoek									
Inbouwkeuken		-	-	X	X	X	(17)	-	-
Koeling en/of bevrozing	Capaciteit koelkast in liters	110	110	110	110	110		A	B.
	Vriezer of koelkast	-	X	X				A	B.
	Koelkast	-	-	-	X	X		A	B.
Koken	Oven	X	X					A	B.
	Combi oven	-	-	X			(18)	A	B.
	Standaardoven + microgolfoven	-	-	-	X	X		A	B.
	Minimumaantal vaste kookplaten	2	2	2			(19)	A	B.
	Minimumaantal vaste kookplaten	-	-	-	4	4	(19)	A	B.
Verluchtingsfaciliteiten / ventilatie	Afzuigkap met filteringsysteem	-	-	X	X	X		A	B.
Vaatfaciliteiten	afwasmachine	-	-	-	X	X		A	B.
Kleine elektrische keukenuitrustingen	Koffiezetmachine (of gelijkgesteld)	X	X	X	X	X		A	B.
	Minimumaantal kleine verschillende uitrustingen	1	1	2	2	3	(21)	A	B.
Vaatwerk	Aantal glazen, kopjes, bestek, borden, kookpannen; kachels,...aangepast aan de capaciteit	X	X	X	X	X	(22)	A	B.
	gesorteerde uitrusting	-	-	X	X	X	(23)	A	B.
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aanneme lijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaa nd	onbestaa nd		A	B.
2.2.3. Eethoek									
Afgestemde tafel(s) en stoelen (of bank)	MIN. aantal plaatsen op stoelen of banken (verwijzing naar de maximale capaciteit)	X	X	X			(24)(25)	A	B.
	MIN. aantal plaatsen op stoelen (verwijzing naar de maximale capaciteit)	-	-	-	X	X	(25)	A	B.
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aanneme lijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaa nd	onbestaa nd		A	B.
2.2.4. Zithoek							(26)		
Aanwezigheid		-	X	X	X	X		-	-
Gezelligheid	1 zitplaats per pers. (verwijzing naar de basiscapaciteit)	-	-	-	X	X	(28)	A	B.
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aanneme lijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaa nd	onbestaa nd		A	B.

2.2.5. Slaapvertrek							-	-	-
Uitrusting	Uitsluiting van de stapelbedden	-	-	-	-	X	(34)	A	B.
	Uitsluiting van de stapelbedden op meer dan 2 niveaus	X	X	X	X	X		A	B.
	1 nachtkastje + 1 nachttafeltje in alle slaapkamers	-	X					A	B.
	1 nachtkastje per pers. + 1 nachttafeltje per pers. in alle slaapkamers	-	-	X	X	X		A	B.
	Bergruimte	-	X	X	X	X		A	B.
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aanneme lijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaa nd	onbestaa nd	(35)(3 6)	A	B.
2.3. SANITAIR									
2.3.1. Algemeen / diverse uitrustingen									
Verluchting	Verluchting in alle sanitaire installaties	X	X	X	X	X	(40)	A	B
	Verwarming	Vaste verwarming	-	-	X			A	B.
	Centrale verwarming (of gelijkgesteld)	-	-	-	X	X	A	B.	
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aanneme lijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaa nd	onbestaa nd		A	B.
2.3.2. WC									
WC	MIN 1 WC	X	X	X	X	X	(41)	A	B.
	MIN 1 WC onafhankelijk van een waskamer	-	-	-	-	X		A	B.
	Gesloten	X	X	X	X	X		A	B.
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aanneme lijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaa nd	onbestaa nd		A	B.
2.3.3 Waskamers (SDE)									
WASKAMER	MIN 1 afgezonderde waskamer	X	X	X	X	X	(45)	A	B.
	Alle baden/douches met thermostatische mengkranen	-	-	-	-	X		A	B.
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aanneme lijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaa nd	onbestaa nd		A	B.
2.3.4 Andere sanitaire installaties									
Wastafels	MIN aantal	1	1	1	1	2	(45)	A	B.
	Bad	MIN aantal	-	-	-	-	(46)	A	B.
Douche	MIN aantal	-	-	-	-	1	(46)	A	B.
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aanneme lijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaa nd	onbestaa nd		A	B.

2.4. Divers							(47)	A	B.
Washok/bergruimte/vuilnisbakken/...		-	-		-	X			
Uitrusting schoonmaak / wasmiddel	basisschoonmaakmateriaal	X	X	X	X	X	(47)	A	B.
	Stofzuiger	-	-	X	X	X		A	B.
	Wasmachine	-	-	-	X	X		A	B.
	Droogmachine	-	-	-	-	X		A	B.
	strijkplank en -ijzer	-	-	-	X	X		A	B.
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aannemelijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaand	onbestaand		A	B.
3. SPORT / WELZIJN									
Sauna of jacuzzi of fitnessruimte		-	-	-	X(A)	X(B)	(48)	A	B.
Zwembad of tennis of welzijnsruimte		-	-	-	-	X	(49)	A	-
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aannemelijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaand	onbestaand			

LIJST VAN DE VERWIJZINGEN BETREFFENDE DE DELEN A EN B

1	Parkeren = tijdelijke stilstand waardoor personen en koffers uit het voertuig kunnen worden geladen.
2	In de onmiddellijke buurt = in een straal van MAX 20 meter ten opzichte van de ingang van de inrichting In de buurt = in een straal van MAX 50 meter ten opzichte van de ingang van de inrichting
3	Privatief = voorbehouden / bestemd voor de inrichting
4	Elke begonen schijf heeft de verplichting om over een aanvullende plaats te beschikken als gevolg. Een maximale capaciteit van 5 personen vereist dus 2 parkeerplaatsen. Opmerking voor de inrichtingen verenigd op dezelfde site met een gemeenschappelijke parking en niet-onderscheiden plaatsen : het minimumaantal plaatsen = de som van de minima Voorbeeld : 3 aangrenzende inrichtingen van respectievelijk 5,66 en 7 personen eisen hetgeen volgt om te voldoen aan dat criterium : 1 plaats (voor de inrichting 5 pers.) + 2 plaatsen (voor de inrichting 6 pers.) + 2 plaatsen (voor de inrichting 7 pers.) = 5 plaatsen en niet 4 plaatsen zoals één enige inrichting van (5+6+7 +) 19 personen het zou vereisen.
5	De doelstelling is een zekere rust te geven (geen burens, geen verenigingszalen,...). De aangrenzing van een niet-ingericht gebouw maar met een goed uitzicht (een schuur bij voorbeeld) is niet problematisch.
6	De hinder mag niet van geur afkomstig, auditief of visueel zijn. Dit heeft in het bijzonder (maar niet alleen) betrekking op de hinder die bij voorbeeld voortvloeit uit de nabijheid van beschermde installaties (fabrieken,...), hoofdverkeerswegen, spoorwegen, vliegvelden,..., NB : in een GF mogen de geuren, lawaai,...voortvloeiend uit de landbouwactiviteit niet beschouwd worden als hinder aangezien ze volledig deel uitmaken van het aanbod.
7	Terras = duidelijk afgebakende monofunctionele ruimte (breuk wat betreft de bodemmateriaal, bloembakken, heggen, rondhout,...) ten opzichte van de rest van de recreatieruimte en de externe utilitaire ruimte. In het geval van een GC kan het terras vervangen worden door een balkon voor zover stoelen en tafel voor een maaltijd daarop kunnen worden geplaatst.
8	Aangrenzend = dat de mogelijkheid garandeert om vanuit binnen een GR/GF/MV/GC naar de ruimte waarvan sprake te kunnen gaan via alleen privé ruimten die behoren tot de eigenaar van de plaatsen.
9	Engelse tuin = tuin waarvan de beplantingen artificieel zijn georganiseerd gelet op fraaiheid en harmonie.
10	Hier zijn de dakkamers of de overwelfde kelders niet bedoeld.
11	Niet-beperkende voorbeelden van opbouw/verdeling die ongemak of gebrek aan intimiteit als gevolg hebben en die dus aan dat criterium niet voldoen : - toegang tot de slaapkamers via een garage, een washok toegang tot de gemeenschappelijke ontspanningsruimten (speelruimten, TV-salon...) via de slaapkamers
12	Bijgewerkt = van het lopende jaar
13	Georganiseerd = opgeruimd, opgeborgen, eventueel in mappen, met inbegrip van de telefoonnummers : arts, apotheker, ... en die het werk en het betrekken van de uitbater verlangt.
14	Aan de kabel of een parabool verbonden en die minimum een tiental kanalen kan ontvangen
15	Gelijkgesteld = cassette, houtkachel,... die in staat van werking zijn
16	Gelijkgesteld = die de warmteproductie in alle plaatsen garandeert
17	Uitgerust = niet alleen uitgerust met alle elektrische basisapparaten maar ook waarvan de opvatting, de harmonie, de plaatsing van de verschillende elementen nagedacht zijn
18	De combinatie standaardoven + microgolf voldoet ook aan dat criterium<0}
19	De voornaamste kookplaten zijn onbeweeglijk. De aanvullende kookplaten kunnen opgenomen worden in een niet-vaste koker.
20	Criterium zonder voorwerp voor het bijzondere geval van de industriële fornuizen aangepast aan de capaciteit
21	Uitsluitend te kiezen onder : ketel, broodrooster, toaster, mixer, elektrisch mes, citruspers, raclette, pierrade, fondue.
22	Aangepast aan de capaciteit = voorzien van de volgende elementen : - glazen en kopjes (met inbegrip van een standaardglas + 1 wijnglas + 1 kopje); - bestek (met inbegrip van 1 mes + 1 vork + 1 lepel + 1 koffielepeltje); - borden (met inbegrip van 1 plat bord + 1 diep bord); in getal gelijk aan minstens anderhalf maal de maximale capaciteit van de inrichting
23	Afgestemd maar niet noodzakelijk van dezelfde collectie
24	De bank (of het bankje) mag in hout, metaal,... zijn. De tuinbanken, traiteurbanken,... zijn formeel uitgesloten.
25	Hier worden verstaan de zitplaatsen om aan tafel te kunnen eten.
26	Salonhoek : ruimte gelegen buiten de eetruimte, waarbij minstens 2 personen in een fauteuil kunnen zitten
27	Salon : afgebakende ruimte die goed afgescheiden is van de eetruimte, waarbij minstens 4 personen in een fauteuil kunnen zitten
28	Principe = mogelijkheid voor iedereen om tegelijkertijd op éénzelfde plaats te kunnen zitten
29	De andere ontspanningsruimten kunnen ruimten voor volwassenen (bibliotheek, wintertuin, tweede salon,...), voor kinderen (speelruimte) of gemengde ruimten (TV-hoek) zijn. Ze moeten evenwel gemeubeld, uitgerust en verwarmd worden.

30	<p>gemeenschappelijk deel = kamer die hoofdzakelijk, en zelfs alleen, bestemd is voor transit, die gesloten is en de slaapkamer, de waskamer en het WC isoleert van de leefruimten (bepaalde open ruimten zoals gangen, overlopen of mezzanines kunnen evenwel in aanmerking worden genomen als ze de slaapkamer, de waskamer en het WC een voldoende afstand geven ten opzichte van de leefruimten).</p> <p>De eis inzake toegang via de gemeenschappelijke delen is niet van toepassing op de slaapkamer, waskamer en WC voor de personen met beperkte beweeglijkheid noch op de tweede kamer van een suite (zie punt 30 voor de begripsomschrijving van de suite)</p>
31	<p>Hier zijn alleen de kamers in een aaneensluitende reeks bedoeld en niet de kamers die een suite vormen, noch de communicerende kamers</p> <p>Opmerkingen</p> <p>-“Kamers die een suite vormen” = kamers die een privé en intieme eenheid vormen die een enige toegang, een maximum van 2 kamers, de aanwezigheid van een privé waskamer in de suite, een hiërarchische relatie (een kamer is ondergeschikt aan de andere kamer) en/of complementariteit (voorbeeld : kamer “ouders” + kamers “kinderen”) tussen beide kamers impliceert.</p> <p>-“communicerende kamers” = geheel van kamers waarvan elke kamer, naast het feit toegankelijk te zijn via een andere kamer, ook via de gemeenschappelijke delen bereikt moet worden</p> <p>-“kamers in aaneensluitende reeks” = geheel van kamers waarvan bepaalde alleen via een andere kamer toegankelijk zijn</p>
32	Logeerbed = niet-permanent bed (vouwbed, bed met laden,...)
33	<p>Voor de kamers onder dak zij verwezen naar het besluit van de Waalse Regering van 11/02/99 waarbij de gezondheidsnormen, de verbeterbaarheid van de woningen alsmede de minimumnormen voor de toekenning van subsidies worden bepaald</p> <p>Wanneer de hoogte van 2 meter niet bereikt wordt over de hele oppervlakte van de kamer, wordt de nuttige oppervlakte als volgt berekend :</p> <p>-100 % wanneer de hoogte onder het plafond hoger dan 2 meter is</p> <p>-75% wanneer de hoogte onder het plafond tussen 1,80 meter en 2 meter inbegrepen is</p> <p>-50% wanneer de hoogte onder het plafond tussen 1 meter en 1,80 meter inbegrepen is</p> <p>-0% wanneer de hoogte onder het plafond kleiner dan 1 meter is</p>
34	Princiep = iedereen in staat stellen om in bed te kunnen lezen en om zijn glas water op zelfstandige en individuele wijze te kunnen neerzetten. Elk ander systeem/structuur dan de koepel meubel en bedlamp dat voldoet aan deze 2 functies, komt in aanmerking. Een nachttafeltje tussen 2 éénpersoonsbedden dat voldoende breed is, komt ook in aanmerking.
35	Princiep = iedereen de mogelijkheid geven om zijn kleding op te kunnen hangen en horizontaal op te bergen
36	De verplaatsbare kleerkasten zijn uitgesloten
37	<p>Een waskamer = 1 ruimte die minstens 1 lavabo + 1 douche of bad bevat</p> <p>Opmerking : als alle kamers uitgerust worden met een wastafel, kan de gewone waskamer evenwel in aanmerking komen voor de optelling van de waskamers</p>
38	Privatief = uitsluitend bestemd voor de bewoners van de kamer
39	Criterium toepasselijk op de enige inrichtingen die NA de datum van inwerkingtreding van dit rooster zijn toegelaten – een velux wordt gelijkgesteld met een venster
40	Voor de sanitaire installaties die niet voorzien zijn van een natuurlijke verluchting naar buiten wordt een actieve ventilatie vereist (een gewoon verluchtingsrooster in de deur is niet voldoende)
41	De onafhankelijke WC's moeten niet voorzien te zijn van een verwarming
42	Die eis is niet van toepassing op de waskamers en WC's voor personen met beperkte beweeglijkheid<0}
43	Afgeschermd (door wanden) = gescheiden en verborgen voor de rest van de kamer door een onbeweeglijke wand, maar niet speciaal gesloten
44	Afgebakend = gescheiden van de rest van de kamer door een willekeurige breuk (verandering van de bodem, trap, alkoof...) maar niet speciaal afgeschut
45	De wastafels geplaatst in de waskamers en in de slaapkamers worden in aanmerking genomenNB : de wasbakjes aanwezig in de onafhankelijke WC's worden niet in overweging genomen
46	Princiep = de sanitaire installaties van het niveau 4 en 5 aren/sleutels niet toelaten
47	De washokruimte alsmede de wasmachine en de droogmachine kunnen tussen verschillende inrichtingen gelegen op dezelfde site verdeeld worden
48	<p>De fitnessruimte moet minstens 3 belangrijke apparaten omvatten (zoals vaste fiets, looptapijt, gewicht-bank, roeiapparaat,...)</p> <p>NB : als een GC of een MVU voldoet aan het criterium “zwembad, tennis, wellnessruimte”, wordt de vervulling van dit criterium niet vereist voor het niveau 4 aren/sleutels</p> <p>NB 2 : Die uitrustingen moeten niet stricto sensu privatief zijn maar de toerist mag tijdens zijn verblijf geen enkel concurrentie lijden behalve die van de eigenaar (en van zijn familie) en/of die, in voorkomend geval, van de huurders van andere inrichtingen aanwezig op dezelfde site.</p>
49	<p>Het zwembad kan overdekt of in de open lucht zijn maar het moet uit hard materiaal gemaakt zijn, vast zijn en een minimale oppervlakte van 20m² beslaan</p> <p>Het tennisterein moet, zodra het weer het toelaat, operationeel en in goede staat zijn (hellend traliërooster of met een gat, geploegde of beschadigde oppervlaktes zijn uitgesloten; waardoor zelfs visuele hinder zou kunnen ontstaan)</p> <p>De wellnessruimte wordt hier als hoge standing overwogen, dwz een geheel dat harmonisch, nagedacht en specifiek bestemd is voor relaxatie.</p> <p>NB : Die uitrustingen moeten niet stricto sensu privatief zijn maar de toerist mag tijdens zijn verblijf geen enkele concurrentie lijden behalve die van de eigenaar (en van zijn familie) en/of die, in voorkomend geval, van de huurders van andere inrichtingen aanwezig op dezelfde site.</p>

DEEL C – Indelingsnormen voor de gastenkamers en voor de gastenkamers op de boerderij							
Aantal aren / sleutels	1	2	3	4	5	Verwij- zing nr :	
1. BUITEN							
1.1. Toegang/omgeving							
Parkeerplaatsen in de buurt	-	X	X	X			(1)
	MIN 1 privé plaats per slaapkamer	-	-	-		X	(2)
Hinder	Geen voortdurende hinder	-	-	-	X	X	(3)
1.2. Voor de gasten toegankelijke recreatierruimte							
Slijtagestaat	Gemeenschappelijk deel, gemeubeld en verlicht	-	-	X	X	X	
	Tuin en/of ingericht hof					X	(4)
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aannemelijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaan d	onbestaan d	
2. BINNEN							
2.1. Onthaal - dienst							
Onthaaltalen	Frans (omgangstaal) + 1 andere taal (begripen)			X	X	X	
Ontbijt	Aanwezigheid tijdens het ontbijt		X	X	X	X	
	Basisontbijt		X	X			(5)
	Streekgebonden ontbijt				X	X	(6)
2.2. Voor de gasten toegankelijke kamers							
Bouw – Algemeen	Eethoek		X	X	X	X	
	Salonhoek			X			(8)
	Salon				X	X	(9)
	Beveiligde toegang tot de verdiepingen (met een trapleuning)	X	X	X	X	X	
	Vaste verwarming	X	X	X			
	Centrale verwarming (of gelijkgesteld)				X	X	(10)
	WC onafhankelijk van de voor de gasten toegankelijke kamers				X	X	
Uitrusting / accessoires	Praktische en toeristische georganiseerde documentatie in het Frans en in het Nederlands	X	X	X	X	X	(11)
	Praktische en toeristische bijgewerkte documentatie in het Frans en in het Nederlands	-	-	X	X	X	(12)
	Vaatwerk uit één en dezelfde reeks			X	X	X	(13)
	IJskast (met frisdranken ter beschikking)				X	X	(14)
	Koffiezetmachine en waterkoker (met thee en koffie ter beschikking)			X	X	X	(15)
	Internetaansluiting	-	-	-		X	
	Bibliotheek, gezelschapsspelletjes ter beschikking				X	X	
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aannemelijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaan d	onbestaan d	
2.3. Slaapkamers							
Toegankelijkheid van de slaapkamers	via de gemeenschappelijke delen			X	X	X	(16)
M ² minimale oppervlakte in m ² , behalve sanitair	1 persoons kamer	8	8	9	10	12	
	2 persoons kamer	8	9	11	13	15	
	Minimale aanvullende oppervlakte per aanvullende persoon (vanaf de vierde persoon)	-	-	3	3	3	
Venster	Opengaand venster	X	X	X	X	X	

Verlichting	Natuurlijk	X	X	X	X	X	(17)
Afscherming		X	X	X	X	X	
Bedden	Uitsluiting van de stapelbedden	-	-	-	-	X	
	Uitsluiting van de stapelbedden op meer dan 2 niveaus	X	X	X	X	X	
Beddengoed	Min. afmeting : 80 x190 cm voor 1 persoon - 140 x 190 cm voor 2 personen	X	X	X	X		
	Min. afmeting : 90 200 cm voor 1 persoon - 160 x 200 cm voor 2 personen					X	
	Bescherming van het matras	X	X	X	X	X	
	Afgestemde lopen, lakens, dekens, dekbedhoezen			X	X	X	(13)
Meubilair	Bergruimte		X	X	X	X	(18)
	Min 1 stoel of 1 leunstoel	X	X	X			
	Min 1 stoel of 1 leunstoel per persoon				X	X	
	Min. 1 leunstoel				X		
	Salonhoek met specifieke verlichting					X	(8)(19)
	Min. 1 tafel en/of 1 bureau			X	X	X	
	1 nachttafeltje + 1 nachtlampje		X				
	1 nachttafeltje + 1 nachtlampje per persoon			X	X	X	(20)
Versiering	Schilderijen en/of gravures en/of spiegels en/of siervoorwerpen			X	X	X	
	Verpersoonlijking elke kamer					X	(21)
Uitrusting / accessoires	TELEVISIEAPPARAAT					X	
	Internetaansluiting	-	-	-		X	
	Als geen privé waskamer wastafel in de slaapkamer (met spiegel – handdoekenhanger – plaat)	X	X	SO	SO	SO	(22)
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aannemelijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaand	onbestaand	
2.4. SANITAIR							
WASKAMER	Gemeenschappelijk	X					(22)(23)
	Gemeenschappelijk gelegen op hetzelfde niveau als de slaapkamers		X				
	Privé en niet-aangrenzend gelegen op hetzelfde niveau als de slaapkamers				X		(24)(25)
	Privatief, aangrenzend en afgebakend				X		(24)(25)(26)
	Privatief, aangrenzend en afgeschermd					X	(24)(25)(27)
Uitrusting van de waskamers	Spiegel – Handdoekenhanger – Plaat van de wastafel	X	X	X	X	X	
	Bergmeubel				X	X	
	Stopcontact binnen handbereik (voor scheerapparaat of haardroger)			X	X	X	
	Linnengoed met badjassen					X	
Verwarming in de waskamers	Vaste verwarming	X	X	X			(28)
	Centrale verwarming (of gelijkgesteld)				X	X	(28)(10)
WC	Gemeenschappelijk deel	X					
	Gemeenschappelijk deel gelegen op hetzelfde niveau als de slaapkamers en apart van de waskamer		X				
	Privatief gelegen op hetzelfde niveau als de slaapkamers en gesloten			X			(24)
	Privatief, aangrenzend en afgeslut				X		(24)(25)(27)
	Privatief, aangrenzend, gesloten en apart van de waskamer					X	
Verluchting	Verluchting in alle sanitaire installaties		X	X	X	X	(29)
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aannemelijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaand	onbestaand	

3. SPORT / WELZIJN							
Zwembad of welzijns- of fitnessruimte of tennis		-	-	-		X	(30)
Slijtagestaat	Slijtagestaat van alle uitrustingen, bekledingen, accessoires,...	aannemelijk	zeer beperkt	zeer beperkt	onbestaand	onbestaand	

LIJST VAN DE VERWIJZINGEN BETREFFENDE DEEL C

1	In de buurt = in een straal van MAX 50 meter ten opzichte van de ingang van de inrichting
2	Privatief = voorbehouden / bestemd voor de inrichting
3	De hinder mag niet olfactorisch, auditief of visueel zijn. Dit heeft in het bijzonder (maar niet alleen) betrekking op de hinder die bij voorbeeld voortvloeit uit de nabijheid van beschermde installaties (fabrieken,...), hoofdverkeerswegen, spoorwegen, vliegvelden,..., NB : in een CHF mogen de geuren, lawaai,... voortvloeiend uit de landbouwactiviteit niet beschouwd worden als hinder aangezien ze volledig deel uitmaken van het aanbod.
4	In de stad, een balkon, een terras waarvan de grootte het aanleggen van tafel en stoelen mogelijk maakt en dit een opening aanbieden; een uitzicht op een groene omgeving (park, tuin,...), een natuurlijke omgeving (rivier,...) of een omgeving die architecturaal gezien opmerkelijk is (beroemd plein, steenweg,...) kan voldoende zijn
5	een basisontbijt bestaat uit brood, jam, koffie, thee en chocolade
6	Een streekgebonden ontbijt bestaat, naast de producten van een basisontbijt, uit huisgemaakte producten of van de streek maar ook zuivelproducten, ingezouten voedingswaren, fruitsap (verplichte vereniging van zoet en zout). Let wel, huisgemaakte confituur is niet voldoende om de kwalificatie "streekgebonden" te krijgen.
7	Kamers waar het gezinsleven voornamelijk plaatsvindt
8	Salonhoek : ruimte gelegen buiten de eetruimte, waarbij minstens 2 personen in een fauteuil kunnen zitten
9	Salon : afgebakende ruimte die goed apart is van de eetruimte, waarbij minstens 4 personen in een fauteuil kunnen zitten
10	Gelijkgesteld = die de warmteproductie in alle plaatsen garandeert
11	Bijgewerkt = van het lopende jaar
12	Georganiseerd = opgeruimd, opgeborgen, eventueel in mappen, met inbegrip van de telefoonnummers :<0} arts, apotheker, ... en die het werk en het betrekken van de uitbater verlangt.
13	Afgestemd maar niet noodzakelijk van dezelfde collectie
14	De ijskast mag de gezinsijskast zijn. Hij moet bovendien over "ruimte" beschikken opdat de toeristen er flessen, picknick kunnen neerzetten Opmerking : dat criterium kan vervangen/aangevuld worden door de aanwezigheid van ijskasten (verplicht stil) in alle slaapkamers
15	De dranken, theezakjes of koffie kunnen betalend zijn
16	een gemeenschappelijk deel = kamer die hoofdzakelijk, en zelfs alleen, bestemd is voor transit, die gesloten is en de slaapkamer isoleert van de levensruimten (bepaalde open ruimten zoals gangen, overlopen of mezzanines kunnen evenwel in aanmerking worden genomen als ze de slaapkamer, de waskamer en het WC een voldoende afstand geven te opzichte van de leefruimten).
17	De natuurlijke verlichting moet afkomstig zijn van een venster (of gelijkgesteld : velux, ...)
18	Principep = iedereen de mogelijkheid geven om zijn kleding op te kunnen hangen en horizontaal op te bergen<0}
19	Een enige leunstoel is voldoende in 1peersooskamer
20	Principep = iedereen in staat stellen om in bed te kunnen lezen en om zijn glas water op zelfstandige en individuele wijze te kunnen neerzetten. Elk andere systeem/structuur dan de koepel meubel en bedlamp dat voldoet aan deze 2 functies, komt in aanmerking. Een nachttafeltje tussen 2 éénpersoonsbedden dat voldoende breed is, komt ook in aanmerking.
21	Voornaamste drager van de inhoud:<0} Een differentiatie zoeken voor elke kamer via kleuren, meubels, een sfeer, inrichtingen, een verschillend thema....om de uniformering van het hoteltype te voorkomen
22	Een waskamer = 1 ruimte die minstens 1 lavabo + 1 douche of bad bevat Opmerking : als elke kamer die niet over een privé waskamer beschikt, met een wastafel uitgerust wordt, mag een gewone douche als waskamer beschouwd worden.
23	Een gemeenschappelijke waskamer kan slechts gebruikt worden onder de bewoners van 3 slaapkamers of de bewoners van 2 slaapkamers en het gezin van de eigenaar
24	Privatief = uitsluitend bestemd voor de bewoners van de kamer
25	Aangrenzend = dat de mogelijkheid om vanuit binnen een GR/GF/MV/GC naar de ruimte waarvan sprake te kunnen gaan via alleen privé ruimten die behoren tot de eigenaar van de plaatsen, garandeert.
26	Afgebakend = gescheiden van de rest van de kamer door een willekeurige breuk (verandering van de bodem, trap, alkoof...) maar niet speciaal afgeslut
27	Afgeslut = gescheiden van de rest van de kamer door een onbeweeglijke wand, maar niet speciaal gesloten
28	Voor de niet-gesloten waskamers is de verwarming van de kamer voldoende
29	Voor de sanitaire installaties die niet voorzien zijn van een natuurlijke verluchting naar buiten wordt een actieve ventilatie vereist (een gewoon verluchtingsrooster in de deur is niet voldoende)

30	<p>De fitnessruimte moet minstens 3 belangrijke apparaten omvatten (zoals vaste fiets, looptapijt, gewicht-bank, roeiapparaat,...) een pingpongtafel kan één van die 3 elementen vervangen</p> <p>Het zwembad kan overdekt of in de open lucht zijn maar het moet in hard materiaal, onbeweeglijk zijn en een minimale oppervlakte van 20m² hebben</p> <p>Het tennisterrein moet, zodra het weer het toelaat, operationeel en in goede staat zijn (hellend tralierooster of met een gat, geploegde of beschadigde oppervlakte zijn uitgesloten; dat zou zelfs een visueel hinder veroorzaken)</p> <p>De welzijnruimte wordt hier als hoge standing overwogen, dwz een geheel dat harmonisch, nagedacht en specifiek bestemd is voor relaxatie.</p> <p>NB : Die uitrustingen moeten niet stricto sensu privaat zijn maar de toerist mag tijdens zijn verblijf geen enkel concurrentie lijden behalve die van de eigenaar (en van zijn familie) en/of die, in voorkomend geval, van de huurders van andere inrichtingen aanwezig op dezelfde site.</p>
-----------	---

De gastenkamer wordt bepaald als een kamer die deel uitmaakt van de persoonlijke en gewoonlijke eengezinswoning : geen beperking van capaciteit wordt voorzien maar de slaapzalen worden van ambtswege uitgesloten.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 houdende verschillende maatregelen betreffende toeristische logiesverstreckende inrichtingen, de kampeer-caravanterreinen en de organisatie van het toerisme.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Bijlage 2

BIJLAGE 12. — SPECIFIEKE OF BASISNORMEN INZAKE BRANDVEILIGHEID VOOR DE KAMPEERTERREINEN

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

1. Algemeen

Deze bepalingen zijn toepasselijk onverminderd de normen en algemene of bijzondere toepasselijke bepalingen en met name :

- het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen en de wijzigingen ervan (*Belgisch Staatsblad* van 26 april 1995);

- de Codex over het welzijn op het werk;
- het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming;
- het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

1.1. Doel van die bepalingen

1.1.1. De in hoofdstuk II bedoelde maatregelen vermelden de minimale maatregelen die in de gebouwen toepasselijk zijn om :

- het begin van een brand te voorkomen;
- de veiligheid van de personen te verzekeren;
- de tussenkomst van de brandweerdiensten te vergemakkelijken.

De in hoofdstuk III bedoelde bepalingen hebben vooral als doel :

- a) voor de veiligheid en de evacuatie van de bewoners te zorgen;
- b) de externe installaties uit te rusten met de eerste blusmiddelen;
- c) het veiligheidsniveau te controleren van de installaties die eventueel brand kunnen veroorzaken.

1.2. Door de exploitant te treffen maatregelen

De exploitant treft de gepaste maatregelen om :

- brand te voorkomen;
- elk begin van brand snel en efficiënt te bestrijden;
- in geval van brand :
 - * de gehuisveste personen in staat te stellen alarm te slaan;
 - * de veiligheid van de personen te verzekeren en, indien nodig, die snel en zonder gevaar te evacueren;
 - * de territoriaal bevoegde Brandweerdienst onmiddellijk te waarschuwen.

1.3. Toepassingsgebied

Die bepalingen zijn van toepassing op elk toeristisch kampeerterrein, caravanterrein en kampeerterrein op de boerderij en wat betreft :

- 1) de voor het publiek toegankelijke gebouwen,
- 2) de terreinen zelf (wegen, parkeerplaatsen, voor de toeristen toegankelijke ruimten).

1.4. Terminologie

1.4.1. De gebruikte terminologie is die welke staat vermeld in bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

1.4.2. Onder « kampeerterrein » wordt verstaan de toeristische kampeerterreinen, de caravanterreinen en de kampeerterreinen op de boerderij;

- de term « toeristisch kampeerterrein » wordt bepaald in artikel 2, 18°, van het decreet van 18 december 2003;
- de term « caravanterrein » wordt bepaald in artikel 1, 2°, van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van kampeer-caravanterreinen;
- de term « kampeerterrein op de boerderij » wordt bepaald in artikel 2, 21°, van het decreet van 18 december 2003;

1.4.3. Type kampeerterreinen

Type A : minder dan 50 kampeerplaatsen

Type B : van 50 tot 400 kampeerplaatsen

Type C : meer dan 400 kampeerplaatsen

1.5. Gedrag bij brand van de elementen en van het constructiemateriaal

1.5.1. Op verzoek van de burgemeester of diens afgevaardigde is de exploitant verplicht het bewijs voor te leggen dat de voorschriften inzake gedrag bij brand van de elementen en het constructiemateriaal, opgenomen in deze reglementering, worden nageleefd.

Kan hij dit bewijs niet voorleggen, dan is hij verplicht een omschrijving van de samenstelling van de elementen en het constructiemateriaal met de medeondertekening van een architect te geven waarvoor het voormelde bewijs niet geleverd kan worden.

1.5.2. Reactie bij brand - Testmethodes

Het constructiemateriaal wordt ingedeeld volgens de klassering die opgenomen is in bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

1.6. Certificering van materialen en installaties

Algemene bepalingen betreffende de certificering van de uitrustingen en installaties

Ter uitvoering van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling alsook de proeflaboratoria en van het koninklijk besluit van 6 september 1993 tot oprichting van een accreditatiesysteem van certificatie-instellingen en tot vaststelling van de accreditatieprocedures overeenkomstig de criteria van de normen van de reeks NBN-EN 45000 en voorzover de certificering van de betrokken installateurs, installaties en/of materiaal bestaat binnen een termijn van 2 jaar voorafgaand aan de uitvoering van de installatie of het gebruik van het materieel

- moeten de installaties en/of het materieel gebruikt of vervangen in het gebouw gecertificeerd worden door een certificeringsinstelling, geaccrediteerd als instelling voor de certificering van producten overeenkomstig het BELCERT-systeem of volgens een certificeringsprocedure die als gelijkwaardig wordt erkend in een andere lidstaat van de Europese Unie of, bij gebrek aan accreditatie, voldoen aan de algemene criteria opgenomen in de NBN-EN-45011;

- moeten de installaties en/of het materieel gebruikt of vervangen in het gebouw worden geplaatst door installateurs die gecertificeerd zijn door een certificeringsinstelling, geaccrediteerd als instelling voor de certificering van personen overeenkomstig het BELCERT-systeem of volgens een certificeringsprocedure die als gelijkwaardig wordt erkend in een andere lidstaat van de Europese Unie of, bij gebrek aan accreditatie, voldoen aan de algemene criteria opgenomen in de NBN-EN-45013.

1.7. NBN-Norm en gelijkwaardigheid in een andere Lidstaat van de Europese Unie

Indien d.m.v. de noodzakelijke stukken wordt vastgesteld dat een product opgenomen in deze bijlage voldoet aan de vereisten omgezet in een norm NBN volgens proef- en classificeringsmethodes die gelijkwaardig zijn in een andere Lidstaat van de Europese Unie, wordt dat product geacht te voldoen aan de technische voorschriften van deze bijlage.

HOOFDSTUK II. — *Gebouwen bestemd voor het publiek*

Opmerking

De afgelegen gebouwen die alleen de lokalen omvatten die als vestiaires, sanitaire installaties of douches dienen, hoeven slechts aan de punten 2.5, 2.6, 2.7 en 2.8 te voldoen.

Hetzelfde geldt voor lokalen die als vestiaires, sanitaire installaties of douches dienen en die aanpalend zijn aan gebouwen bestemd om het publiek te ontvangen, wanneer ze ervan gescheiden zijn door brandwerende elementen.

2.1. Aantal toegelaten personen

2.1.1. In de voor de klanten toegankelijke lokalen en verkoopswinkels wordt de theoretische totale bezettingsdichtheid bepaald naar gelang van de criteria bedoeld in bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

2.1.2. In cafés, café-restaurants, restaurants, bars, dancings, proefsalsons, vergaderings-, concert- en feestzalen en gelijksoortige inrichtingen wordt de theoretische totale bezettingsdichtheid berekend op grond van één persoon per m² totale bodemoppervlakte van de voor het publiek toegankelijke lokalen.

2.1.3. Het aantal toelaatbare personen die tegelijk aanwezig zijn, zal ook afhangen van de nuttige totale breedte van de uitgangen, zoals bepaald in artikel 2.5. « Evacuatie ».

Het strengste criterium wordt in aanmerking genomen.

2.1.4. Elke exploitant kan op schriftelijk en gemotiveerd verzoek de schriftelijke vergunning van de Burgemeester vragen om het aantal toegelaten personen die tegelijkertijd aanwezig zijn, volgens specifieke criteria te bepalen.

2.2. Bouwelementen

2.2.1. De structurele elementen die de stabiliteit van het geheel van het gebouw, gelegen binnen de voor het publiek toegankelijke site, en van de voor zijn werking nuttige lokalen verzekeren, hebben een weerstand tegen brand van 1 uur.

In de zone zonder verdiepingen is de weerstand tegen brand van de structurele elementen alsmede die van het gebinte van het dak een half uur.

Als die elementen bedoelde brandweerstand zelf niet kunnen aanbieden, kunnen ze zo beschermd worden dat ze die beschermingsniveaus bereiken.

Zoniet wordt in een algemene installatie voor automatische branddetectie voorzien. Die installatie is conform de norm NBN S21-100.

2.2.2. Het geheel van de dekking van de daken voldoet aan indeling B Roof T1 volgens norm ENV 1187.

2.3. Compartimentering

2.3.1. Het geheel van het voor het publiek toegankelijke volume vormt een onafhankelijk compartiment gescheiden van de rest van het gebouw door horizontale en verticale wanden met een eenvormige brandweerstand van 1 uur. Elke doorgang naar aangrenzende volumes geschiedt via een deur met een brandweerstand van een half uur, uitgerust met een automatisch sluitsysteem of een automatisch sluitsysteem in geval van brand.

De keuken vormt een onafhankelijk compartiment waarvan de (horizontale en verticale) binnenwanden een eenvormige brandweerstand van 1 uur hebben. Alle binnentoeegangen geschieden via deuren met een eenvormige brandweerstand van een half uur uitgerust met een automatisch sluitsysteem of een automatisch sluitsysteem in geval van brand. Zoniet wordt verwezen naar artikel 2.10.3.

2.3.2. Elke doorgang voor kabels en leidingen via een bouwelement (muur, wand, vloer, plafond) geschiedt zo, dat dat element zijn oorspronkelijke weerstand tegen brand behoudt.

Voor het aandraaien van de leidingen van vloeistoffen, niet-vloeibare stoffen, elektriciteit of elektromagnetische golven wordt verwezen naar de ministeriële omzendbrief FOD Binnenlandse Zaken van 15 april 2004.

2.4. Binneninrichtingen

2.4.1. De valse plafonds en hun opgehangen gedeelten, voor zover ze niet bijdragen tot de bescherming van de structurelelementen moeten :

- gebouwd en/of gedekt worden met materialen van klasse A1 volgens bijlage 5 « Reactie bij brand van de materialen » bij het koninklijk besluit van 5 juli 7 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

- een weerstand tegen brand van een half uur hebben.

2.4.2. Onverminderd de bepalingen bedoeld in het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947 alsmede de koninklijke besluiten tot aanvulling of wijziging ervan bepaalt de Burgemeester of zijn technisch afgevaardigde de inrichtingen waar de zetels vastgemaakt en/of tussen elkaar verbonden worden.

Alle zetels worden zodanig geplaatst dat een snelle evacuatie vergemakkelijkt wordt. Wanneer er rijen van zetels zijn, mogen ze evenwel niet meer dan 10 zetels omvatten als ze bereikt moeten worden via één enkele gang.

Ze mogen 20 zetels omvatten als ze toegankelijk zijn via twee gangen.

2.4.3. Bij de hernieuwing van de bestaande bekledingen zijn de bepalingen van bijlage 5 « Reactie bij brand van de materialen » bij het koninklijk besluit van 5 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen, van toepassing.

2.5. Evacuatie

2.5.1. Ligging, verdeling, breedte

2.5.1.1. De ligging, de verdeling en de breedte van de trappen, uitgangswegen, uitgangen, deuren en wegen die ernaartoe leiden moeten een snelle en gemakkelijke ontruiming van de mensen mogelijk maken tot de straat of tot een ruimte die hen de mogelijkheid biedt op straat te komen.

2.5.1.2. De ondergrondse lokalen of de lokalen op de verdiepingen moeten toegankelijk zijn door één of verschillende trappen die gescheiden van de trap(pen) die privé gebruikt worden.

De evacuatie van de lokalen of geheel van lokalen voor nachtgebruik gebeurt via een evacuatieweg waarvan de verticale wanden een weerstand tegen brand van 1 uur hebben en waarvan de deuren een weerstand tegen brand van een half uur hebben. Ze zijn uitgerust met een automatisch sluitsysteem of een automatisch sluitsysteem in geval van brand.

2.5.1.3. De nuttige breedte van de uitgangdeuren is minstens 0,80 m.

2.5.1.4. De breedte van uitgangswegen, uitgangen, deuren en wegen die ernaartoe leiden moet gelijk zijn aan of hoger zijn dan 0,80 meter met een minimale hoogte van 2 meter.

De totale nuttige breedte is evenredig met het aantal personen die ze moeten nemen om de inrichting te verlaten, d.w.z. a rato van 1 cm per persoon.

2.5.1.5. De voor het publiek bestemde trappen moeten een totale nuttige breedte hebben die in cm minstens gelijk is aan het aantal personen die ze moeten gebruiken, vermenigvuldigd met 1,25 als ze naar de uitgangen afdalen en vermenigvuldigd met 2 als ze naar die uitgangen klimmen, met een minimum van 1 meter.

2.5.1.6. Elke trap is voorzien van een leuning. Wanneer de nuttige breedte hoger is dan of gelijk is aan 1,20 meter, is hij voorzien aan beide kanten van een leuning.

Bovendien is een centrale leuning verplicht wanneer de nuttige breedte gelijk is aan of hoger dan 2,5 m. Elke leuning is onbuigzaam en sterk vastgemaakt.

2.5.1.7. De lokalen en verdiepingen waar doorgaans ten minste honderd personen hun verblijf hebben moeten ten minste twee afgescheiden uitgangen hebben tot de straat of tot een ruimte waardoor men tot de straat komt. Ze moeten voldoende van elkaar verwijderd zijn.

2.5.1.8. De lokalen en verdiepingen waar doorgaans ten minste vijfhonderd personen hun verblijf hebben moeten ten minste drie afgescheiden uitgangen hebben tot de straat of tot een ruimte waardoor men tot de straat komt. Ze moeten voldoende van elkaar verwijderd zijn.

2.5.1.9. Gelet op de aard van de locatie en naar gelang van het belang en de aard van de risico's kan de Burgemeester op advies van de gewestelijke brandweerdienst één of meer bijkomende uitgangen opleggen.

2.5.1.10. Het is verboden welk voorwerp ook neer te zetten dat het verkeer op de doorgangplaatsen kan hinderen of hun nuttige breedte kan verminderen.

2.5.1.11. Alle evacuatiewegen, de buitenreddingsladder, -galerijen en -trappen inbegrepen, zijn voldoende verlicht. Alleen elektrische verlichting is toegelaten

2.5.2. Deuren

2.5.2.1. De deuren in de uitgangswegen die twee uitgangen verbinden moeten in beide richtingen opendraaien.

Voor de onroerende goederen die in aanbouw zijn of gebouwd na de datum van 1 januari 1993 alsmede de voor die datum gebouwde onroerende goederen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een wijziging, een uitbreiding of een verandering na 1 januari 1993 moeten de uitgangdeuren of de externe nooduitgangen verplicht naar buiten opendraaien.

2.5.2.2. Het gebruik van automatische schuifdeuren is slechts toegelaten voor de uitgangen waarlangs men rechtstreeks naar buiten kan. De schuifelementen moeten, na gewoon erop te hebben gedrukt, veranderd worden in klapelementen.

2.5.2.3. De sluiting van een deel van de deuren tijdens de diensturen is slechts toegelaten door middel van zeer zichtbare voorzieningen die gemakkelijk bediend worden door elke niet-ervaren persoon.

2.5.2.4. De draaideuren en de draaibomen zijn niet toegelaten behalve als ze de verplichte uitgangen aanvullen.

2.5.2.5. De klapdeuren zijn verboden.

2.5.2.6. De panelen van de glazen deuren of glazen wanden moeten een merkteken dragen waardoor op hun aanwezigheid attent wordt gemaakt.

2.5.2.7. Elke zelfsluitende deur die niet gemakkelijk met de hand geopend kan worden, moet uitgerust zijn met een toestel dat automatisch de deur opent bij het uitvallen van de energiebron die de deur aandrijft en dat de deuropening over heel haar breedte openstelt.

2.5.3. Signalisatie

2.5.3.1. De ligging van elke uitgang en nooduitgang moet op zeer zichtbare wijze gesignaleerd worden met pictogrammen zoals bepaald in het koninklijk besluit van 17 juni 1997 betreffende de veiligheids- en gezondheids-signalering op het werk conform is.

Als de manier waarop de ruimte georganiseerd is, het vereist, wordt de richting naar de uitgangen en trappen die naar de uitgangen leiden, gesignaleerd met pictogrammen zoals bepaald in het koninklijk besluit van 17 juni 1997 betreffende de veiligheids- en gezondheidssignalering op het werk.

Indien nodig wordt die signalisatie op de bodem weergegeven.

2.5.3.2. De openingen die niet bestemd zijn om door het publiek als uitgang te worden gebruikt, worden gesloten en als de inrichting van de plaatsen het rechtvaardigt, op zeer zichtbare wijze gesignaleerd worden door pictogrammen die het symbool « verboden richting », zoals bedoeld in bovenvermeld besluit van 17 juni 1997, uitbeelden.

2.6. Verwarming

2.6.1. Stookplaats

De verwarmingsketel wordt in een lokaal gezet, dat stookplaats wordt genoemd. De opslag van brandbare stoffen is daar verboden.

De muren, wanden, vloeren en plafonds van de stookplaatsen hebben minstens een brandweerstand van 1 uur. Indien vloeibare of gasachtige brandstoffen worden gebruikt, moet elke verbinding tussen de stookplaats en het gebouw en tussen de stookplaats en de opslagplaats voor brandstoffen afgesloten zijn door een brandbestendig deurblok met een brandweerstand van een half uur.

Die deuren zijn automatisch zelfsluitend. Ze zijn niet voorzien van een toestel om die open te houden. Het is verboden in alle omstandigheden die open te houden. Ze draaien open in de richting van de evacuatie.

Voor de stookplaatsen waarvan het totaalvermogen ≥ 70 kW is, zijn de bepalingen van norm NBN B61 001 – stookplaatsen en verwarmingsketels – van toepassing.

Voor de stookplaatsen waarvan het totaalvermogen < 70 kW is, zijn de bepalingen van norm NBN B61 002 – stookplaatsen van centrale verwarming met een nominaal vermogen kleiner dan 70 kW – van toepassing.

Voor de verwarmingsketels met een vermogen kleiner dan 30 kW zijn de vorige bepalingen niet van toepassing, behalve de bepalingen van NBN B61 002.

De tanken met vloeibare brandstoffen worden geplaatst in een waterdichte kuip met een capaciteit ten minste gelijk aan het opslagvolume.

De bekuijing wordt niet vereist voor de metalen tanken met een capaciteit kleiner dan of gelijk aan 3 000 liters op voorwaarde dat :

- het maatsysteem intern is;
- de leidingen naar de tank metaalachtig zijn.

Die verplichtingen voor de tanken zijn ook geldig voor de tanken met vloeibare brandstoffen die buiten een gebouw gelegen zijn. De kuip wordt gebouwd met materialen van klasse A0.

2.6.2. Verwarmingsapparaten

2.6.2.1. De verwarmingstoestellen moeten zodanig ontworpen en gebouwd worden dat ze voldoende veiligheidswaarborgen bieden t.a.v. lokale omstandigheden.

2.6.2.2. De verwarmingstoestellen van het verbrandingstype moeten gebruiksklaar worden gehouden, verbonden zijn met een goed trekkende schoorsteen en zo zijn gemaakt dat een volledige en regelmatige afvoer van de verbrandingsgassen verzekerd is, zelfs in geval van maximale sluiting van de regelingssystemen.

2.6.2.3. De schoorstenen en rookpijpen van de verwarmingstoestellen moeten met onbrandbare materialen gebouwd worden en behoorlijk onderhouden worden.

2.6.2.4. De warmtegeneratoren, de schoorstenen en de rookpijpen moeten geïnstalleerd worden op een voldoende afstand van brandbare stoffen en materialen of daarvan worden verwijderd om het brandrisico te voorkomen.

2.6.2.5. De warmtegeneratoren met automatische aansteekmachine die vloeibare of gasvormige brandstof gebruiken moeten zodanig uitgerust zijn dat de brandstoftoevoer automatisch afgesneden wordt in de volgende gevallen :

- bij het al dan niet automatisch stilvallen van de brander;
- van zodra de vlam toevallig uitdooft;
- van zodra er oververhitting of overdruk in de uitwisselaar voorkomt;
- in geval van onderbreking van de elektrische stroom, van de warmtegeneratoren die vloeibare brandstoffen gebruiken.

2.6.2.6. De verwarmingsinstallaties met warme lucht moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

- de temperatuur van de lucht mag op de verdelingspunten de 80 °C niet overschrijden;
- de aanvoerkanalen van warme lucht moeten volledig uit onbrandbare materialen vervaardigd zijn;
- wanneer de generator van warme lucht zich in een stookplaats bevindt :
 - * is de aanzuiging van de te verwarmen lucht niet toegelaten in deze stookplaats of haar bijgebouwen;
 - * moeten de roosters van de luchtaanzuigbuis en van de wederaanzuigbuis voorzien zijn van efficiënte stoffilters die geen brandbare dampen laten doorkomen :
- Indien de lucht rechtstreeks in de generator wordt opgewarmd, moet de druk van de warme lucht in deze generator steeds hoger zijn dan deze van de gassen die in de haard circuleren.

2.6.2.7. In de lokalen die met warme lucht door een generator met directe uitwisseling verwarmd zijn, moet een toestel automatisch de ventilator en de generator stilleggen in geval van abnormale stijging van de temperatuur van de warme lucht.

Wanneer de warme-luchtgenerator zich in een stookplaats bevindt, moet er naast dit toestel ook een handbediening voorzien zijn die buiten deze stookplaats is geïnstalleerd. Deze laatste schikking geldt niet voor de elektrische verwarmde generatoren met rechtstreekse uitwisseling.

2.6.2.8. De elektrische verwarmingstoestellen zijn toegelaten, behalve diegene die een zichtbare elektrische weerstand bevatten; individuele verwarmingstoestellen van het verbrandingstype zijn verboden.

Wanneer elektrische verwarmingstoestellen van het accumulatietype met ontlading door geforceerde convexie (ook genoemd elektrische radiatoren van het dynamisch accumulatietype) gebruikt worden, mag de temperatuur van de lucht op de verdelingspunten het peil van 80 °C niet overschrijden.

Ze voldoen aan de eisen van de EG-label.

2.6.3. Gas

2.6.3.1. Algemeen

2.6.3.1.1. De gasapparaten (verwarming, productie van sanitair water, keuken) moeten voldoen aan de voorschriften van de Belgische normen en van de desbetreffende besluiten. Ze moeten de BENOR- of AGB-conformiteitslabel dragen als ze voor 1 januari 1996 gefabriceerd zijn en de EG-label als ze na 31 december 1995 gebouwd zijn.

2.6.3.1.2. De nodige voorzorgsmaatregelen worden genomen om gaslekken te voorkomen.

Na advies van de gewestelijke brandweerdienst en naar gelang van de aard van risico's en van de locatie wordt een afsluiter buiten de inrichting aangelegd zodat de toevoer van aardgas onderbroken kan worden. Die afsluiter wordt op zeer zichtbare wijze gesignaleerd door letter «G» die in het geel op een zwarte achtergrond en vice versa geschilderd is.

2.6.3.2. Aardgas

2.6.3.2.1. Elke meter van aardgas is van het Rht-type – weerstand tegen hoge temperatuur – volgens norm NBN NBN D 51-004 - Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen - bijzondere installaties.

De meter(s) wordt(en) in een gesloten lokaal geplaatst, dat alleen daartoe bestemd is en uit onbrandbare materialen bestaat.

Het lokaal zal voorzien zijn van een voldoende hoge ventilatie, die rechtstreeks op de buitenlucht uitgeeft.

2.6.3.2.2. De installatie is conform met NBN D 51-003 « Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen », en/of met NBN D 51-004 « Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen : bijzondere installaties ».

2.6.3.3. Vloeibaar gemaakt petroleumgas

2.6.3.3.1. De installaties moeten overeenstemmen met de bepalingen van de normen NBN NBN-D51-006 « Binnenleidingen voor commercieel butaan of propaan in gasfase op een werkdruk van maximum 5 bar en plaatsing van de verbruikstoestellen – Algemene bepalingen » Deel 1 : Terminologie, Deel 2 : Binnenleidingen, Deel 3 : Plaatsing van de verbruikstoestellen ».

2.6.3.3.2. De opslagplaatsen voor vloeibaar gemaakt handelspropaan, handelsbutaan of mengsels daarvan moeten de voorschriften naleven van het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2005 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar petroleumgas in « bulk ».

2.6.3.3.3. Veiligheidsmaatregelen betreffende de verplaatsbare recipiënten.

De verplaatsbare recipiënten mogen niet gebruikt of opgeslagen worden binnen de gebouwen met uitzondering van degene waarvan de hoeveelheid brandstoffen niet hoger is dan drie kilo. Buiten de gebouwen worden ze geplaatst op minstens 1,50 meter van de vensters en op minstens 2,50 meter van de deuren.

De verplaatsbare recipiënten worden steeds geplaatst, op een niveau dat niet lager ligt dan de omliggende grond, en op minstens 2,50 m afstand van elke kelderopening of ingang naar een ondergrondse plek. Zij moeten tegen omvallen beschermd zijn.

Gemakkelijk brandbare stoffen, met inbegrip van droog gras en onkruid, mogen niet opgestapeld worden op minder dan 2,50 m van de verplaatsbare recipiënten.

Verplaatsbare recipiënten met hun toestellen zijn beschermd tegen weer en wind. Elke schuilplaats of lokaal waarin ze eventueel geïnstalleerd zijn :

- mag enkel vervaardigd worden uit ontbrandbare materialen;
- is voorzien van een goede ventilatie, zowel onderaan als bovenaan. »

Op advies van de gewestelijke brandweerdienst en naar gelang van het belang en de aard van de risico's en indien de aard van de locatie het vereist, moeten de installaties voor verwarming en klimaatregeling gestopt kunnen worden in geval van brand.

2.7. Elektriciteit

2.7.1. De elektrische installaties moeten voldoen aan de voorschriften van het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties, vigerende normen en verordeningen.

Ze moeten door een door de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie erkende instelling gecontroleerd worden bij de eerste inspectie en daarna om de vijf jaar en telkens als bijzondere wijzigingen worden aangebracht

2.8. Veiligheidsverlichting

2.8.1. Alle gebouwen bestemd om het publiek te ontvangen of alle voor laatstgenoemde toegankelijke inrichtingen moeten over een veiligheidsverlichting beschikken.

Die verlichting wordt in de voor het publiek toegankelijke lokalen en op het tewerkgestelde personeel geïnstalleerd bij alle uitgangen en nooduitgangen alsmede in alle gangen en uitgangswegen

De verlichtingsinstallatie is conform met de Belgische normen NBN C71-100 (Elektrische verlichtingsapparaten en accessoires – Veiligheidsverlichting - Installatieregels en instructies voor de controle en het onderhoud), NBN EN 1838 (Lichttechniek -Veiligheidsverlichting) en NBN-EN-60 598-2-22 (Lampen – Deel 2-22 : bijzondere regels – Lampen voor noodverlichting + corrigendum).

De conformiteit van de installatie zal bevestigd worden door een inspectieverslag opgemaakt door een door de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie erkende instelling.

2.9. Systeem voor de evacuatie van rook en warmte

2.9.1. Naar gelang van het belang en de aard van de risico's kan de burgemeester op advies van de gewestelijke brandweerdienst het aanleg van rookafvoerriolen opleggen. Het aantal rookafvoerriolen en de oppervlakte ervan alsmede het bedieningssysteem worden bepaald overeenkomstig de vigerende normen en goede praktijkcode.

2.10. Brandbestrijdingsmiddelen

2.10.1. Na raadpleging van de gewestelijke brandweerdienst door de exploitant worden de gebouwen en inrichtingen, bestemd om het publiek te ontvangen, voorzien van brandbestrijdingsmiddelen (brandblusapparaten, slangenwapen, automatische blussing, enz) volgens het belang en de aard van de risico's.

In ieder geval wordt minstens voorzien in een sprinklersysteem (+ additief) met een capaciteit van 9 l of een poedersnelblusser met een capaciteit van 6 kg, conform met de normen van reeks NBN – EN 3 - draagbare brandblusapparaten

Elk blusapparaat wordt op 1 meter hoog stevig vastgemaakt.

2.10.2. Het brandbestrijdingsmateriaal moet goed onderhouden, tegen vorst beschermd, gemakkelijk toegankelijk en oordeelkundig geplaatst zijn. Het moet onmiddellijk in dienst gesteld kunnen worden.

2.10.3. Als de vuurvaste compartimentering van de keuken niet uitgevoerd is, zijn de frituses en kookapparaten beschermd door een automatische uitschakelinginstallatie met licht water. De inwerkingstelling van de uitschakelinginstallatie veroorzaakt de onderbreking van de energievoeding van de frituses en andere kookapparaten. Er moet naast de automatische werking ook in een handbediening voorzien zijn die op een beschermde plaats, ver van de kookapparaten, geïnstalleerd is.

2.10.4. Het brandbestrijdingsmateriaal wordt op zichtbare wijze gesignaleerd met pictogrammen zoals bepaald in het koninklijk besluit van 17 juni 1997 betreffende de veiligheids- en gezondheidssignalering op het werk conform is.

2.10.5. Voor de verwarmingsketels met vloeibare brandstof wordt elke brander door een automatisch blussysteem beschermd. De werking van dat systeem veroorzaakt de onderbreking van de voorzieningen in brandstof en elektriciteit.

2.11. Waarschuwing – Alarm – Automatische Branddetectie

2.11.1. Op advies van de gewestelijke brandweerdienst en naar gelang van het belang en de aard van de risico's en indien de aard van de locatie het vereist, moet de exploitant gepaste waarschuwings- en alarmmiddelen installeren.

Onder « waarschuwing » wordt verstaan de waarschuwing dat er brand ontstaat of dat er gevaar dreigt, medegedeeld aan de exploitant en aan de private brandweerdienst zoals bedoeld in punt 2.12.

Onder « alarm » wordt verstaan de waarschuwing gegeven aan het geheel van de personen die in een bepaalde plaats verblijven, om die plaats te evacueren.

2.11.2. De waarschuwings- en alarmposten moeten in voldoende aantal, gemakkelijk toegankelijk, in goede werkings- en onderhoudstaat, verstandig verdeeld en goed gesignaleerd zijn.

2.11.3. De waarschuwings- en alarmsignalen moeten niet met elkaar noch met andere signalen verwisseld worden. Ze moeten opgevangen worden door alle betrokkenen.

2.11.4. De woningen worden uitgerust met een automatische branddetectie overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2004 betreffende de aanwezigheid van brandmelders in de woningen.

2.11.5. In alle gevallen van brandbegin moeten de nooddiensten 100 of 112 bedoeld in het koninklijk besluit van 9 oktober 2002 tot vaststelling van de nooddiensten overeenkomstig artikel 125 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven gewaarschuwd worden.

2.11.6. De gebouwen en inrichtingen bestemd om het publiek te ontvangen moeten aangesloten worden op het telefoonnetwerk via een vast telefoontoestel dat in noodgevallen bereikbaar is.

De telefoonnummers van de nooddiensten (brandweer – ambulances en politie) worden op zichtbare wijze aangeplakt bij het telefoontoestel en buiten het gebouw.

Die inlichtingen vermelden het precieze adres van het kampeerterrein, de aard van het incident en een zo precies mogelijke raming van de omvang ervan. De instructies worden in de drie landstalen en in het Engels opgesteld.

Als er een intern telefoonnetwerk bestaat, wordt het zodanig aangelegd dat geen willekeurige onderbreking van de elektrische energieverdeling een externe communicatie met de bovenvermelde nooddiensten kan hinderen.

Elk toestel met een voorafbetalingsfunctie wordt alleen toegelaten als het aanvullend is aan het in bovenvermeld lid bedoelde toestel tenzij het zonder betaling beschikt over rechtstreekse verbindingen met de bovenvermelde nooddiensten.

2.12. Private brandweerdienst

2.12.1. Op advies van de gewestelijke brandweerdienst en naar gelang van het belang en de aard van de risico's en indien de aard van de locatie het vereist, moet de exploitant een dienst voor de brandvoorzorg en -bestrijding organiseren; die dienst moet bestaan uit een voldoende aantal persoon opgeleid om het brandweermateriaal waarover de inrichting beschikt, te gebruiken.

Dat personeel is verplicht aanwezig gedurende de openingsuren van de inrichting.

Waarschuwings-, alarm- en evacuatieoefeningen moeten minstens één keer per jaar door dat personeel georganiseerd worden.

2.13. Voorzorgsmaatregelen tegen brand

2.13.1. Het is verboden brandbare of licht ontvlambare stoffen, recipiënten die brandbare stoffen bevatten of hebben bevat, of recipiënten met samengeperste, vloeibaar gemaakte of opgelost gehouden gassen neer te zetten bij haarden of willekeurige warmtebronnen.

2.13.2. Het is verboden stofvodden en afval waarin zelfontbranding kan optreden of die gemakkelijk brandbaar zijn, in de lokalen op te hopen. Ze moeten worden bewaard in gepaste metalen vaten met hermetische deksels of in andere materialen die dezelfde garanties aanbieden.

Afval moet zo spoedig mogelijk afgevoerd worden.

HOOFDSTUK III. — *Parkeerplaatsen en wegen die voor het publiek toegankelijk zijn*

Overeenkomstig artikel 90 van het decreet kan tot 1 januari 2019 geheel of gedeeltelijk afgeweken worden van de voorschriften van dit hoofdstuk.

3.1. Ligging – Toegangswegen – Verkeer -Evacuatie

3.1.1. Het kampeerterrein bevindt zich verplicht in een gebied dat voortdurend toegankelijk is voor de voertuigen van de nooddiensten.

3.1.2. Het kampeerterrein is via een externe berijdbare weg tussen de openbare weg en de ingang van het kampeerterrein toegankelijk.

Op die berijdbare weg kunnen voertuigen met inbegrip van die van de nooddiensten voortdurend elkaar kruisen.

De externe berijdbare weg alsmede de interne verkeerswegen moeten voldoen aan de hierna bepaalde eigenschappen.

Als die eigenschappen niet kunnen worden nageleefd, wordt een realistische proef uitgevoerd aan de hand van de voertuigen van de nooddiensten die kunnen tussenbeide komen en naar gelang van de aard van het terrein. Die proef wordt in onderlinge samenspraak tussen de eigenaar/exploitant en de verantwoordelijke voor de territoriaal bevoegde brandweerdienst uitgevoerd en maakt het voorwerp uit van een verslag.

De dragende capaciteit van al deze wegen moet voldoende zijn zodat de voertuigen waarvan de last per as van maximum 13 t kunnen rijden en parkeren zonder in de grond weg te zinken zelfs als ze het terrein vervormen.

* Alleen de volgende maximale eigenschappen kunnen voor de externe toegangswegen vereist worden :

- vrije breedte : 6 m;
- vrije hoogte : 4 m;
- maximale helling : 12 % maximum;
- draaicirkel : 11 m binnen en 15 m buiten.

* Voor de binnenwegen worden de volgende minimale eigenschappen vereist :

- breedte op de grond : 3 m;
- vrije breedte : 3,5 m;
- vrije hoogte : 4 m.

3.1.2.1. De lengte van de doodlopende wegen mag niet hoger zijn dan 100 m.

Als die voorwaarde niet wordt vervuld, wordt in een omkeringsruimte voorzien.

Die ruimte zal een minimale oppervlakte van 100 m² hebben en een realistische proef wordt uitgevoerd aan de hand van de voertuigen van de nooddiensten die kunnen tussenbeide komen en naar gelang van de aard van het terrein. Die proef wordt in onderlinge samenspraak tussen de eigenaar/exploitant en de verantwoordelijke voor de territoriaal bevoegde brandweerdienst uitgevoerd en maakt het voorwerp uit van een verslag.

3.1.2.2. Als het kampeerterrein van het type A langs de openbare weg gelegen is en als de op afstand van de openbare weg loodrecht op de verste parkeerplaats kleiner dan 60 m is, zijn de binnenwegen niet verplicht.

3.1.2.3. Op advies van de Gewestelijke brandweerdienst en naar gelang van het belang van de aard van de risico's en als de aard van de locatie het vereist zal een verkeerswijze voor de kampeerterreinen van het type B bepaald worden.

Voor de kampeerterreinen van het type C vormen de binnenwegen een verkeersring.

3.1.2.4. Wanneer het kampeerterrein via automatische hekken toegankelijk is, worden laatstgenoemde geïnstalleerd volgens de beginselen van de positieve veiligheid en worden ze uitgerust met een aangepast systeem dat door de territoriaal bevoegde brandweerdienst aangenomen is.

Dat systeem maakt de toegang tot het kampeerterrein voortdurend mogelijk.

3.1.2.5. Wanneer het kampeerterrein in een woud, langs een bebost terrein of op elke andere plaats met een brandrisico gelegen is, wordt het voortdurend gemaaid.

Voor bepaalde kampeerterreinen met een bijzondere ligging kunnen aanvullende blusmiddelen opgelegd worden door de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

3.1.3. Verkeer

In het kampeerterrein is het parkeren verboden op de binnen- en buitenwegen.

De richting en de weg naar de verschillende uitgangen worden van verkeersstekens voorzien.

Voor de kampeerterreinen die over een verkeersring beschikken wordt een verkeersrichting verplicht opgelegd.

3.1.4. Evacuatie

3.1.4.1. Wanneer het kampeerterrein van het type B afgebakend is door een willekeurige omheining, moet het beschikken over 2 nooduitgangen, wat de personen in staat stelt het kampeerterrein te verlaten.

De toegang tot de nooduitgangen wordt gesignaleerd en verlicht overeenkomstig de punten 3.2.1. en 3.3.1.

3.1.4.2. Wanneer het kampeerterrein van het type C afgebakend is door een willekeurige omheining, moet het beschikken over 3 nooduitgangen, wat de personen in staat stelt het kampeerterrein te verlaten.

De toegang tot de nooduitgangen wordt gesignaleerd en verlicht overeenkomstig de punten 3.2.1. en 3.3.1.

3.2. Signalisatie

3.2.1. Om het verkeer op de binnenwegen van het kampeerterrein te vergemakkelijken worden verkeerstekens geplaatst.

Die signalisatie wordt uitgevoerd door middel van de verschillende signalen vermeld in de Wegcode (wet van 16 maart 1968 betreffende de politie van het wegverkeer).

Nummers van de panelen :

- parkeerverbod - E1;
- stoppen - B5;
- verplichting de door de pijl aangeduide richting te volgen - D1e - D1s;
- verboden richting voor iedere bestuurder - C1 - C43;
- voorrang verlenen - B1.

3.2.2. De nooduitgangen worden gesignaleerd aan de hand van de pictogrammen bepaald in het koninklijk besluit van 17 juni 1997 betreffende de veiligheids- en gezondheidssignalering op het werk conform is.

3.3. Elektrische installaties

3.3.1. Alle binnen- en buitenwegen van het kampeerterrein worden verlicht. Alleen de elektrische verlichting is toegelaten.

Die verlichting maakt een gemakkelijke verplaatsing op het hele gebied en de evacuatie van de bewoners indien nodig mogelijk.

De verlichting die 0,85 m boven de grond horizontaal en in de as van de weg wordt gemeten, is minimum 2 Lux.

Die verlichting mag niet voortdurend zijn.

3.3.2. Alle elektrische installaties moeten voldoen aan de voorschriften van het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties, vigerende normen en verordeningen. Die installaties worden door een door de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie erkende instelling gecontroleerd.

3.4. Bericht- en alarmmiddelen

De exploitant moet bericht- en alarmmiddelen installeren.

3.4.1. Bericht

Een vast telefoontoestel dat ter beschikking wordt gesteld van de vakantiegangers moet dienen om elk ogenblik de nooddiensten 100 of 112 bedoeld in het koninklijk besluit van 9 oktober 2002 tot vaststelling van de nooddiensten overeenkomstig artikel 125 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, te kunnen waarschuwen.

Zoniet wordt een telefooncel in de onmiddellijke omgeving van het kampeerterrein geïnstalleerd.

Elk toestel met een voorafbetalingsfunctie wordt alleen toegelaten als het zonder betaling beschikt over rechtstreekse uitgangen na de bovenvermelde nooddiensten.

De telefoonnummers van de nooddiensten worden op een zichtbare wijze bij het toestel aangeplakt alsmede de inlichtingen die aan de nooddienst medegedeeld moeten worden.

Die inlichtingen vermelden het precieze adres van het kampeerterrein, de aard van het incident en een zo precieze mogelijke raming van de omvang ervan. De instructies worden in de drie landstalen en in het Engels opgesteld.

3.4.2. Alarm

De exploitant organiseert zijn eigen alarmsysteem, waarbij hij de personen van het kampeerterrein erom verzoekt om het terrein zo spoedig mogelijk te evacueren.

De instructies voor het gebruik van het alarmsysteem worden aangeplakt.

De instructies worden in de drie landstalen en in Engels opgesteld.

3.5. Blusmiddelen - Watervoorraden

3.5.1. Het toeristisch kampeerterrein dient voorzien te zijn van minstens één brandbluseenheid per geheel van honderd standplaatsen of een breukdeel ervan, die op het terrein in een omtrek van elk geheel van honderd standplaatsen of een breukdeel ervan is opgesteld.

Elke brandbluseenheid dient uitgerust te zijn met drie draagbare snelblussers met polyvalent ABC-poeder met een capaciteit van 6 kg of met twee draagbare snelblussers met polyvalent ABC-poeder met een capaciteit van 9 kg.

3.5.2. De snelblussers zijn conform de normen van reeks NBN-EN.3. (draagbare snelblussers).

3.5.3. Het brandblusmateriaal dient zich in een makkelijk te openen muurkast te bevinden. Laatstgenoemde is stevig vastgemaakt op een rode drager op een maximale hoogte van 1 m.

3.5.4. De brandbluseenheden worden opgesteld op nuttige plaatsen op het kampeerterrein in overeenstemming met de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

Ze worden gesignaleerd aan de hand van de pictogrammen bepaald in het koninklijk besluit van 17 juni 1997 betreffende de veiligheids- en gezondheidssignalering op het werk conform is.

Die signalisatie vermeldt de vlotste weg ernaar toe.

3.5.5. Een brandkraan of-hydrant aangesloten op het openbare waterdistributienet met een debiet van 400 l/min moet beschikbaar zijn in de onmiddellijke omgeving van het kampeerterrein (zo niet wordt een watervoorraad van minstens 20 m³ voorzien).

3.5.6. Voor de terreinen van het type A is de capaciteit van de watervoorraad minstens 10 m³.

3.6. Huishoudelijk reglement

3.6.1. Het huishoudelijk reglement moet op zichtbare wijze aangeplakt worden in het onthaalbureau en bij elke sanitaire installatie. Het wordt in de drie landstalen en in Engels opgesteld.

3.6.2. Dat reglement vermeldt de volgende minimale voorschriften en inlichtingen :

- De inlichtingen over de noodprocedures; (evacuatie, waarschuwing, alarm);
- het verbod om de voertuigen op de buiten- en binnenwegen te parkeren;
- de vergunning om de traditionele barbecues te gebruiken als ze zich op een afstand van minstens 2 m bevinden van elk brandbaar element en als de omgeving voortdurend gemaaid wordt;
- het verbod om aanmaakblokjes te gebruiken;
- de ligging van de nooduitgangen;
- de ligging van het (of de) verzamelpunt(en) buiten het kampeerterrein in geval van incidenten waarbij een evacuatie van het kampeerterrein nodig is.

Dat reglement vermeldt de elementaire voorschriften in geval van evacuatie, waarbij de personen ertoe verzocht worden :

- om rustig te blijven;
 - om de verschillende energievoeding te onderbreken;
 - om de nooddiensten te verwittigen;
 - om te proberen de brand te blussen;
- om het kampeerterrein te verlaten naar gelang van het evacuatieplan.

Dat reglement vermeldt ook de elementaire voorschriften om een brand te voorkomen, zoals bedoeld in hoofdstuk V.

3.6.3. Het plan van de installaties wordt bij de ingang van het kampeerterrein en bij elke sanitaire installatie aangeplakt. Het vermeldt de binnenwegen, de nummering van de parkeerplaatsen, de verkeersrichting, in voorkomend geval, de ligging van de nooduitgangen, van de bluseenheden, van de verbanddoos, de verschillende lokalen die risico's kunnen veroorzaken en de energiebronnen, de ligging van de waarschuwings- en telefonieposten.

Twee exemplaren van dat plan alsmede de beschrijving van het alarmsysteem worden overgemaakt aan de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

3.6.4. Het kampeerterrein moet voorzien zijn van een makkelijk te vinden verbanddoos die zich in de ontvangstruimte bevindt, of in het lokaal dat als verpleegpost dienst doet en die overeenstemt met de regelgeving van de Codex over het welzijn op het werk.

HOOFDSTUK IV. — *Controles en periodiek onderhoud*

De bepalingen van hoofdstuk II van bijlage 9 zijn van toepassing.

HOOFDSTUK V. — *Instructie voor de kampeerders – Hoe kan men brand voorkomen ?*

De kampeerders worden ertoe verzocht om de hierna vermelde instructie na te leven :

- de kleine apparaten, zoals kampeergas, niet zonder toezicht gebruiken;
- de goede praktijkcode inzake installatie van vloeibaar gemaakt petroleumgas naleven :
- maximum 2 gasflessen voor de bevoorrading van de verschillende toestellen gebruiken;
- volle noch lege gasflessen opslaan;
- de lengte van de slang die de flessen met de toestellen verbindt, op maximum 2 m beperken;
- de slangen voor de erop vermelde verjaringsdatum of in geval van beschadiging (breuk, gebarsten buis..) vervangen;
- klembeugels plaatsen bij elk uiteinde van de slang;
- alle gasflessen overeind zetten;
- tijdens de hantering van de flessen niet roken;
- geen verwarmingsapparaten met vaste of vloeibare brandstoffen zonder aansluiting op een externe afvoerleiding conform met regels der kunst gebruiken;
- in geval van gebruik van verwarmingstoestellen met vaste of vloeibare brandstoffen zorgen voor de goede ventilatie van de lokalen (buitenlucht);
- voor de ventilatie van de douche zorgen;
- de verschillende kook- en verwarmingsapparaten onderhouden;
- de afzuigkappen regelmatig reinigen;
- eventueel over een blusdeken en/of een brandblusser beschikken.

Deze instructies moeten op zichtbare wijze bij de ontvangstruimte aangeplakt worden en aan de kampeerders bij elke nieuwe bewoning van een parkeerplaats overgemaakt worden ».

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 houdende verschillende maatregelen betreffende toeristische logiesverstrekking inrichtingen, de kampeer-caravanterreinen en de organisatie van het toerisme.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage 3

BIJLAGE 13. — INDELINGSROOSTER VAN DE KAMPPLAATSEN

Punten die per indelingscategorie te verkrijgen zijn; voor 1 halsdoek moet de inrichting minstens 14 punten krijgen	Elke kampplaats moet minstens voldoen aan het geheel van de verplichte criteria
De gegevens vermeld in onderstaand indelingsrooster worden beoordeeld in functie van de maximale capaciteit van de kampplaats	

Beschrijving	Punten	Verplicht criterium
1. Aanvullende hygiënenormen		
1.1 Keuken afgebakend door wanden, met vaste kookplaten overeenkomstig de huisvestingscapaciteit De beschikbare uitrusting moet schoon en in een algemene goede staat zijn		X
1.2 Toevoer van drinkwater in de keuken		X
1.3 Schone wc's in een algemene goede staat met mogelijkheid om zich de handen te wassen (op minder dan 10 m)		X
Minimum 1 wc per begonnen schijf van vijftien personen		X
1.4 Een bijkomende wc OF	1	
Twee bijkomende wc's	2	
1.5 Wastafels in algemene goede staat en schoon (één kraan voor tien personen)		X
1.6 Douches in algemene goede staat en schoon (één kraan voor tien personen)	1	
1.7 Sanitair warm water	1	
1.8 Volume van de ijskasten (min 5 liter per persoon)		X
2. Ligging		
2.1. Afwezigheid (minder dan 200 meter in vogelvlucht) van spoorwegen, hoofdwegen, kanalen, bedrijfsuitgangen of elk element dat potentieel gevaar oplevert	2	
2.2. Nabijheidsaanbod (minder dan twee kilometer van de weg) :		
2.2.1 Openbaar vervoer (als het gaat om een bushalte, moet er minstens twee keer per dag tijdens de schoolvakantie een bus stoppen)	1	
2.2.2 Kleine handelszaken (kruidenierswinkel, bakkerij, slagerij,...)	1	
2.2.3 Grote winkelcentra	1	
2.2.4 Buiten de paden toegankelijke bossen	2	
2.2.5 Tappunt waar het baden toegelaten is	1	
2.2.6 Kosteloze buiteninrichtingen (spelen, fitheidstraject...)	1	
2.3. Beveiligde uitgang : aanwezigheid van een uitgang van het gebouw buiten de openbare weg of, bij gebrek, een uitgang van minstens vijf meter vóór de openbare weg		X

3.	Toegankelijkheid personen met verminderde beweeglijkheid		
3.1	Toegang personen met verminderde beweeglijkheid <ul style="list-style-type: none"> - Parkeerplaats bij het lokaal, ingang op de gelijkvloers of met een helling aangepast aan de doorgang van rolstoelen - Aangepaste sanitaire installatie(s) - Breedte van de toegangsdeuren, minimum 83 cm - De leef- en nachtruimten en de sanitaire installaties liggen op dezelfde verdieping of worden alleen door maximum twee op- of afstapjes gescheiden 	2	
4.	Uitrusting, diensten en infrastructuur		
4.1.	Volume van de diepvriezers (min 5 liter per persoon)	1	
4.2	Vaatwerk en keukengerei in verhouding tot de huisvestingscapaciteit	1	
4.3	Oven(s) 2,4 l per persoon (1 huishoudelijk = 60 l; industrieel = 100 l)	1	
4.4	Oppervlakte van de werkvlakken van de keuken : minimum 1,5 m ² voor de 10 eerste personen. Per schijf van 10 aanvullende personen zijn 0,5 m ² nodig.	1	
4.5	Bergruimten Kasten of rekjes in de keuken of opslag in een lokaal dicht bij de keuken en alleen voor opslag bestemd. 0,05 m ³ per persoon	1	
4.6	Levering (bakkerij, slagerij,...)	1	
4.7	Reinigingsmaterieel voor het regelmatige onderhoud en de afsluitende schoonmaak	1	
4.8	Kamer die uitsluitend gebruikt wordt als wasplaats (lokaal waarin de huurders zich kunnen wassen)	1	
4.9	Vrije en beveiligde buitenruimte (minimum 200 m ² en 12 m ² per persoon :		
	Indien aangrenzend aan de kampplaats	2	
	Indien niet-aangrenzend maar dicht bij de kampplaats (minder dan 500 m)	1	
4.10	Mogelijkheid om tenten te installeren	1	
4.11	Toegelaten kampvuur	1	
4.12	Capaciteit van de kampplaats : Totaal in m ² van de bodemoppervlakte van de woonkamers (behalve keuken, sanitair en gangen) aangepast aan het maximaal aantal personen aangenomen in het gebouw. Of 5 m ² per persoon		X
4.13	Voldoende stoelen/banken en tafels		X
4.14	Voldoende bedden	1	
4.15	Vast telefoontoestel	1	
4.16	Buitenverlichting die nachtactiviteiten mogelijk maken	1	
4.17	Indien vroegere bewoning door vee, kalken van het gebouw		X
5.	Huren		
5.1	Opname in het huurcontract van de in bijlage 14 vermelde gegevens		X
5.2	Prijs (behalve lasten en belastingen) naar gelang van het aantal punten : Tussen 14 en 20 punten : maximum 2€/nacht/persoon Tussen 21 – 26 punten : maximum 2€50/nacht/persoon Meer dan 26 punten : maximum 3€/nacht/persoon Als de prijs forfaitair is, wordt de in aanmerking te nemen prijs/dag/persoon als volgt berekend : forfaitaire prijs gedeeld door het aantal dagen en door 80 % van de maximale huisvestingscapaciteit.		X

6.	Afval		
6.1	Opslagplaats van de afvalstoffen in een ruimte gescheiden van de woonkamers		X
6.2	Aanplakking van de sorteringsinstructie, duidelijk maken van de vuilnisbakken en ophaaldagen		X
6.3	Inlichtingen betreffende de ligging en de toegangswegen naar het plaatselijke recyclingspark en van de glascontainers		X
7.	Inlichtingen die op zichtbare wijze aangeplakt moeten worden : — - algemene telefoonnummers van de nooddienst : brandweer, politie en antigifcentrum; - plaatselijke diensten (artsen, apothekers, ziekenhuizen, brandweer, gemeentelijke diensten, houtvesterij, winkels,...) : naam, adres, telefoonnummer, ... - Benaming, adres van de kampplaats, titularis van de label, identificatienummer van de label, naam, adres en telefoonnummer van de verantwoordelijke voor de kampplaats - De volgende vermelding “Elke klacht betreffende de kampplaats kan gericht worden aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme : Avenue Gouverneur Bovesse 74 te 5100 Jambes)		X

Mogelijk maximum

30 Punten

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 houdende verschillende maatregelen betreffende toeristische logiesverstreckende inrichtingen, de kampeer-caravanterreinen en de organisatie van het toerisme.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Bijlage 4

BIJLAGE 14. — GEGEVENS DIE VERPLICHT VERMELD MOETEN WORDEN IN ELK HUURCONTRACT VAN EEN KAMPPLAATS

De verschillende punten, hieronder vermeld, moeten verplicht vermeld worden in elk huurcontract van een kampplaats, namelijk :

- 1) De volledige personalia van de verhuurder;
- 2) De volledige personalia van de huurder en van de plaatselijke groep waarvoor hij verantwoordelijk is;
- 3) De huurperiodes met de aankomst- en vertrekuren;
- 4) Een beknopte omschrijving van de kampplaats en adres ervan;
- 5) De huurprijs; hij wordt bepaald in één van twee volgende vormen :

o het forfaitaire bedrag van de huurprijs bedraagt euro en is bepaald voor de hele duur van de kamp;

OF

o de huurprijs bedraagt euro per nacht en per persoon; het geschatte aantal personen aanwezig in de kamp is : (dat getal kan worden herzien op de eerste dag van het kamp met een minimum van .personen);

- 6) De lasten worden bepaald in één van de volgende twee vormen :

o de verwarmings-, gas-, water- en elektriciteitskosten zijn in de huurprijs inbegrepen;

OF

o de verwarmings-, gas-, water- en elektriciteitskosten zijn niet in de huurprijs inbegrepen en worden tegen kostprijs gefactureerd aan het einde van de huurtermijn; de staat van de meters wordt door de verhuurder en de huurder aan het begin en aan het einde van de huurperiode tegensprekelijk vastgesteld;

7) Het geheel van de andere kosten gebonden aan het verblijf (gemeentelijke verblijfast, kosten van de vuilniszakken,) die de huurder moet betalen;

- 8) De betaalwijzen :

o Bedrag van het voorschot, het rekeningnummer waarop het zal worden gestort, de uiterste datum van afzegging van de groep zonder betaling van vergoeding;

o De dag waarop het saldo van het huurbedrag zal worden gestort.

- 9) De volgende vermelding :

« Als de verhuurder zijn afgifteplicht verzuimt, moet hij de huurder, naast de terugbetaling van het eventueel gekregen voorschot, een minimale niet-reduceerbare vergoeding betalen die gelijkwaardig is aan

- 50 % van de huurprijs als hij er de huurder minstens 4 maanden voor het begin van het huren van verwittigd heeft;

- 100 % van de prijs in de andere gevallen.

Als de huurder een hogere schade aantoon, moet de eigenaar hem daarvoor volledig schadeloosstellen.

Dit geldt ook als de huurder zijn plichten niet naleeft. »

- 10) De verwijzing naar een plaatsbeschrijving in bijlage met de vermelding :

« Het geheel van de gehuurde goederen zal door beide partijen teruggegeven worden in de staat waarin ze deze hebben gevonden, waarbij de plaatsbeschrijving aan het begin en aan het einde van de huur bewijskracht heeft.

De eventuele schade zal uiterlijk op de dag van vertrek van de groep worden vastgesteld. »

11) De handtekeningen van de verhuurder en de huurder alsmede de plaats en de datum van ondertekening van het contract.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 houdende verschillende maatregelen betreffende toeristische logiesverstreckende inrichtingen, de kampeer-caravanterreinen en de organisatie van het toerisme.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Bijlage 5

BIJLAGE 15. — INDELINGSNORMEN VOOR de toerismeEverblijven

De volgende tabel vermeldt de gegevens die overwogen worden voor de indeling van een toerismeverblijf in één van de vier volgende categorieën (sterren) Elk aangekruist vak duidt de verplichte uitrusting voor de indeling in de overeenstemmende categorie aan

	1 ster	2 sterren	3 sterren	4 sterren
HUISEVESTINGSEENHEDEN (slaapkamers, studio's en appartementen)				
01. ALGEMEEN				
01.01. Zichtbare kentekens aan de buitenkant (bv : nummer, naam, letter)	X	X	X	X
01.02. Sluitingsmogelijkheid	X	X	X	X
01.03. Minimum één raam (1m ²)	X	X	X	X
01.04. Aangepaste inlichtingen over de diensten aangeboden aan de klanten	X	X	X	X
01.05. Minimale oppervlakte van een huisvestingseenheid voor 1 of 2 personen - 20 m ² (met badkamer en keuken) - 25 m ² - 30 m ²	X	X	X	X
01.06. Minimale oppervlakte van een huisvestingseenheid voor 2 personen met minstens één slaapkamer : - 35 m ² - 45 m ² - 55 m ²	X	X	X	X
01.07. Minimale oppervlakte van een huisvestingseenheid voor 3 personen - per aanvullende slaapkamer : 12 m ² - per aanvullend bed, boven 2 bedden : 3 m ²	X X	X X	X X	X X
01.08. Bescherming tegen geluidshinder (gangen, kamers, straat)	X	X	X	X
01.09. Eigen ingang voor elke huisvestingseenheid	X	X	X	X
02. MEUBILAIR EN ANDERE VOORZIENINGEN				
02.01. Ondoorschijnende gordijnen of gelijksoortige voorziening	X	X	X	X
02.02. Binnenvoile		X	X	X
02.03. Bed met gepast beddengoed	X	X	X	X
02.04. Kast ingericht als hang- of legkast met klerhangers	X	X	X	X
02.05. Een fauteuil per logerende klant		X	X	X
02.06. Een eettafel en een geschikte stoel	X	X	X	X
02.07. Een salontafel			X	X
02.08. Een bureau		X	X	X
02.09. Een uitgeruste keukenhoek ((kookplaat, vaat en keukengerei aangepast aan de capaciteit, afzuigkap, oven)	X	X	X	X
02.10. Vaatwasmachine			X	X
02.11. Een grote spiegel (in de slaapkamer)		X	X	X
02.12. Televisie (kabel of satelliet)		X	X	X
02.13. Individuele brandkast				
02.14. Prullenmand	X	X	X	X
03. PRIVE SANITAIR				
03.01. Private badkamer (met wastafel, bad of douche en wc in een afgesloten lokaal)	X	X	X	X
03.02. Met bad en douche			X	X
03.03. Met apart wc				X
03.04. Vergrotende spiegel met ingebouwde verlichting			X	X
03.05. Ruimte voor toiletartikelen bij de wastafel	X	X	X	X
03.06. Een glas per persoon	X	X	X	X
03.07. Handgreep om in en uit de badkuip te stappen	X	X	X	X
03.08. Haardroger			X	X

04. PRIVATE TECHNISCHE UITRUSTING				
04.01. Bij de wastafelspiegel een stopcontact met vermelding van de spanning	X	X	X	X
04.02. Ventilatiesysteem als geen raam kan worden geopend	X	X	X	X
04.03. Algemene verlichting	X	X	X	X
04.04. Lichtschakelaar bij de kamerdeur	X	X	X	X
04.05. Wastafelverlichting	X	X	X	X
04.06. Verlichting die vanuit het bed bediend kan worden				X
04.07. Nachtlampje per persoon		X	X	X
04.08. Verlichting van de schrijftafel		X	X	X
04.09. Centrale verwarming (alle typen)	X	X	X	X
04.10. Telefoon rechtstreeks aangesloten op het openbare net			X	X
04.11. Airconditioning				X
04.12. Internetverbinding		X	X	X
05. TOEGANG/TOEGANKELIJKHEID				
05.01. De logerende klanten moeten 24u/24u toegang kunnen hebben tot de inrichting	X	X	X	X
05.02. Minimale onthaaldienst 's morgens en 's avonds			X	X
06. AANVULLENDE DIENSTEN OP AANVRAAG				
06.01. Gel douche - shampoo		X	X	X
06.02. Volledige kit van linnengoed (laken, badhanddoeken, badtapijt)	X	X	X	X
06.03. Ontbijt			X	X
06.04. Mogelijkheid voor de logerende klanten om waardevolle voorwerpen op te slaan tegen ontvangstbewijs			X	X
06.05. Wasserij			X	X
06.06. Chemisch reinigen			X	X
07. GEMEENSCHAPPELIJKE LOKALEN				
07.01. Onthaalhal met toonbank die van buiten zonder trede of met een trapleuning voor personen met verminderde beweeglijkheid toegankelijk is	X	X	X	X
07.02. Salonhoek in de onthaalhal		X	X	X
07.03. Een eetkamer als maaltijden worden bediend		X	X	X
07.04. Minstens een damestoilet en een herentoilet met wastafel	X	X	X	X
07.05. Seminariezaal				X
08. TECHNISCHE UITRUSTING				
08.01. Mogelijkheid van voortdurende verwarming en ventilatie in alle lokalen die voor de klanten toegankelijk zijn	X	X	X	X
08.02. Mogelijkheid om kopieën te maken en te faxen – Mogelijkheid om mails te checken			X	X
08.03. Indien er huisvesting is op een verdieping + 3 of hoger, minstens één lift voor alle niveaus bestemd voor de huisvesting van de klanten, vanuit het onthaal	X	X	X	X
08.04. Indien er huisvesting is op een verdieping + 2 of hoger, minstens één lift voor alle niveaus bestemd voor de huisvesting van de klanten, vanuit het onthaal		X		
08.05. Indien er huisvesting is op andere verdieping dan onthaal, minstens één lift voor alle niveaus bestemd voor de huisvesting van de klanten, vanuit het onthaal			X	
08.06. Als het gebouw een ander niveau dan het onthaal heeft dat toegankelijk is voor de gasten, één lift voor alle niveaus van de inrichting				X
08.07. Verlichting in de gemeenschappelijke lokalen	X	X	X	X

09. ANDERE VOORZIENINGEN				
09.01. Parking		X	X	X
09.02. Afgesloten garage				X
09.03. Washok (wasmachines en droogmachine)	X	X	X	X
09.04. Zwembad				X
09.05. Sauna of hamman				X
09.06. Fitness				X
10. TOEGANKELIJKHEID VOOR DE PERSONEN MET VERMINDERDE BEWEEGLIJKHEID				
10.01. Minstens twee kamers die daarvoor uitgerust worden		X	X	X
10.02. Minstens één wc in de gemeenschappelijke lokalen		X	X	X
10.03. Minstens twee parkeerplaatsen		X	X	X
10.04. Toegankelijkheid voor de personen met verminderde beweeglijkheid tussen beide kamers en de “gemeenschappelijke lokalen” bedoeld in punt 7 en de “andere voorzieningen” bedoeld in punt 9 en opgelegd in de overeenstemmende indelingscategorie		X	X	X

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 houdende verschillende maatregelen betreffende toeristische logiesverstrekkenende inrichtingen, de kampeer-caravanterreinen en de organisatie van het toerisme.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN